HAL
archives-ouvertes.fr

Sentiment d'appartenance et intelligence territoriale : une application au contexte tunisien

Syrine Ben Slymen

▶ **To cite this version:**

Syrine Ben Slymen. Sentiment d'appartenance et intelligence territoriale : une application au contexte tunisien. Sciences de l'information et de la communication. Université Nice Sophia Antipolis, 2014. Français. <NNT : 2014NICE2038>. <tel-01135966>

HAL Id: tel-01135966

https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01135966

Submitted on 26 Mar 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université De Tunis El Manar
Faculté Des Sciences Économiques Et De Gestion De Tunis
Université Nice Sophia Antipolis
Ecole Doctorale Lettre Sciences Humaines Et Sociales

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE : UNE APPLICATION AU CONTEXTE TUNISIEN.

Thèse En Cotutelle Sciences De Gestion Et Sciences De L'information Et De La Communication

Soutenue publiquement le 14 novembre 2014

Présentée par : **Mme Ben Slymen Syrine**

Sous la direction conjointe : **Pr Vincent Meyer Pr Ahmed Ben Hamouda**

Jury
Pr Sami Boudabbous
Pr Michel Durampart
Pr Elisabeth Gardère
Pr Lamia Hechiche

Année Universitaire 2013-2014

À mes parents pour leur soutien et leurs encouragements, tous les mots du monde ne sauraient exprimer ma profonde gratitude et l'immense amour que je vous porte.

À mon mari pour sa patience et son aide précieuse

À mes chers enfants pour la joie qu'ils me procurent.

Remerciements

Ce travail n'aurait jamais abouti sans l'aide et les encouragements de nombreuses personnes.

J'ai eu le plaisir et la grande chance d'être encadrée par deux directeurs qui m'ont aidé chacun à sa manière.

Je remercie messieurs les professeurs Vincent Meyer Et Ahmed Ben Hamouda pour la confiance qu'ils m'ont accordée en acceptant d'envisager, chacun à sa manière cette recherche doctorale.

Je tiens à exprimer ma gratitude à monsieur Vincent Meyer, professeur des universités, au laboratoire I3M, et initiateur du programme LOTH pour m'avoir accueillie en tant que membre de ce programme. Je lui suis reconnaissante pour sa patience, ses qualités humaines, et ses compétences scientifiques et pédagogiques. Ses encouragements, ses conseils, ses critiques constructives et sa franchise m'ont beaucoup aidé à évoluer. J'ai beaucoup appris à ses côtés et je le remercie infiniment pour tout cela.

J'adresse également mes remerciements à monsieur Ahmed Ben Hamouda professeur des universités, au laboratoire LARIME, pour son attention, ses conseils avisés. Sa confiance et ses encouragements ont été des éléments mobilisateurs pour la bonne réussite de cette thèse. Ses remarques, sa bienveillance, sa gentillesse et sa générosité m'ont permis de progresser et d'atteindre mon objectif.

Mes sincères remerciements aux membres du jury pour avoir accepté d'évaluer mon travail de thèse.

Un grand merci à monsieur Mahmoud Abdelmoullah, chef de service au CGDR pour son accueil chaleureux, son aide précieuse et sa disponibilité.

J'associe à ces remerciements madame Ahlem Gourabi, chef de service à l'ODS pour sa présence et son aide précieuse. Son apport était fondamental pour l'atteinte des objectifs de la recherche.

Mes remerciements les plus sincères, et ma haute gratitude à monsieur le professeur Paul Rasse pour avoir accepté de m'intégrer au sein du laboratoire I3M, et pour avoir aidé au transfert de mon dossier à l'Université Nice Sophia Antipolis.

L'ambiance de travail et la qualité des échanges au sein du programme LOTH m'ont permis de mener à bien ce travail. Les ateliers de formation et séminaires de recherche ont particulièrement contribué à son enrichissement.

Une pensée particulière à monsieur Mohamed Ali Ben Abed, et monsieur Mohamed Haddad, pour l'accueil et le temps consacrés pour le bon déroulement de l'enquête sur terrain.

Merci à Mouna El Gaied pour son intervention amicale et ses conseils précieux.

Ainsi qu'à Salma Trabelsi pour sa présence, sa générosité, et son aide inestimable.

Et de mêmeà Nozha Smati pour sa foi indéfectible, ses encouragements et son support.

À tous les responsables institutionnels, et non institutionnels, et aux citoyens des gouvernorats de Nabeul et Médenine dont l'accueil et la disponibilité ont permis à ce travail d'aboutir.

Mes pensées vont également aux membres de ma famille, et à tous ceux qui ont été présents dans les moments difficiles, Asma Belhassine et Balkis Mzioudet.

Sigles Et Abréviations

API : Agence de Promotion des Investissements

APIA : Agence de Promotion des Investissements Agricoles

ACP : Analyses en Composantes Principales

CBC : *Cross-Borders Cooperation*

CFAD : Centre de Formation et d'Appui à la Décentralisation

CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique

CRJ : Conseiller Résident de Jumelage

CGDR : Commissariat Général au Développement Régional

CIGREF : Club Informatique

CRDA : Commissariat Régional au Développement Agricole

DATAR Délégation Interministérielle à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale

EGRE-JOB : Programme de Jumelage Bassin Méditerranéen

EquiMeDev : Programme de Jumelage Tuniso-Italien

ETD : Entreprises Territoriales de Développement

GIZ : Agence Allemande de la Coopération Internationale

IT : Intelligence Territoriale

IE : Intelligence Economique

KM : Knowledge Management

KMO : Kaiser Mayer Olkin

Local-Sats : Programme de Jumelage Bassin Méditerranéen

MAS : Ministère des Affaires Sociales

MIREM : Migration de Retour au Maghreb

ODNO : Office de Développement du Nord-Ouest

ODCO : Office de Développement du Centre-Ouest

ODS : Office de Développement du Sud

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

OTE : Office des Tunisiens à l'Étranger

PDRI : Projets de Développement Rural Intégré

PDUI : Projet de Développement Urbain Intégré

RESACOOP : Le Réseau Rhône-Alpes d'appui à la Coopération

P3A : Programme d'Appui à la mise en en œuvre de l'Accord d'Association

PIB Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

SIR : Système d'Information Régional

SIG : Système d'Information Géographique

TRE : Tunisiens Résidents à l'Étranger

UE : Union Européenne

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE 7

PARTIE I. 21

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INSTRUMENTALISATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL 21

CHAPITRE I. 25

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE : IDENTITE, ATTACHEMENT ET MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ 25

1. Culture identitaire et sentiment d'appartenance 27

2. Intelligence territoriale : territorialisation de l'intelligence économique et du Knowledge Management 49

CHAPITRE II. 65

MANAGEMENT COMMUNICATION PUBLIQUE ET TERRITORIALE ET INTELLIGENCE COLLECTIVE 65

1. Intelligence territoriale : quelle conformité aux pratiques managériales 67

2. Communication publique et territoriale et développement régional 111

3. Synthétisation et modélisation du lien entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale 130

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE 149

PARTIE II. 152

VALEURS CULTURELLES D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE À L'ÈPREUVE DU TERRAIN 152

CHAPITRE III. 156

RÉGIONS, ACTEURS TERRITORIAUX ET PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT 156

1. Zones d'étude et méthodologie de recherche 158

2. Acteurs territoriaux et dispositifs communicationnels 173

3. Sentiment d'appartenance et sélection des actions de développement 198

CHAPITRE IV. RESULTATS ET DISCUSSIONS 207

1. Attitude envers la région et sélection de dispositifs de développement 209

2. Analyse bi-variée 253

3. Analyse confirmatoire 269

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 305

CONCLUSION GÉNÉRALE 310

BIBLIOGRAPHIE 319

INTRODUCTION GENERALE

Face aux différents défis, les territoires se trouvent au cœur des stratégies de développement. Sujet principal des actions publiques, terrain de contributions de décideurs institutionnels et non institutionnels, ainsi que de praticiens du développement, le territoire suscite depuis toujours l'intérêt des chercheurs appartenant à diverses disciplines (géographes, sociologues, économistes, juristes…). Un territoire attractif suppose la mise à contribution de divers acteurs pour une intelligence collective signifiant la collaboration et la concertation des acteurs. Assurer son attractivité signifie la mise en avant d'un trait distinctif, une valorisation identitaire, par notamment le choix de la mise en œuvre de projets authentiques. (Goria, 2009 ; Meyer, 2012). Tout acteur revendiquant son appartenance au territoire, signifiant son identité, son attachement et sa solidarité envers sa région contribuerait à son développement à travers certains dispositifs d'intelligence territoriale.

La multi-dimensionnalité du sentiment d'appartenance ainsi que celle de l'intelligence territoriale, a également donné lieu à une littérature abondante. (Di Méo, 2006 ; Guérin Pace, 2007 ; Guermond, 2009 ; Frisou, 2011). Le sentiment d'appartenance au territoire est une prédisposition non variable de l'individu signifiant son identité et son attachement et le préparant à une attitude positive envers ce territoire (Frisou, 2011). S'identifier, être attaché et manifester de la solidarité envers la région peut conduire les acteurs institutionnels, non institutionnels ou encore la population locale vers des choix de développement pour la région. Une mise en réseau de différents partenaires avec le déploiement d'instruments ou de dispositifs informationnels et communicationnels et de management permet une prise de décision adéquate pour le développement régional. Le processus d'intelligence territoriale suppose ainsi le recours à divers instruments de communication ou de management à l'échelle territoriale. Assurer l'attractivité et la compétitivité du territoire implique une préalable instrumentalisation du développement signifiant le déploiement de dispositifs et de pratiques mettant en réseau divers partenaires pour une concertation et une collaboration à l'échelle territoriale (Gardère, 2009).

Une nouvelle approche pour le développement territorial ne peut atteindre ses objectifs que si elle se fait dans le cadre d'un projet communicationnel. Ce dernier comme le confirme Gino Gramaccia (2009 : 267) « a pour objectif de transformer l'information en savoir au service de l'action publique ». La mise en œuvre des technologies de communication facilite la transformation de l'information en connaissance, et son appropriation par les citoyens, pour le

déploiement d'actions en faveur du territoire. Servir une action publique au niveau du territoire suscite la mobilisation de différents acteurs dont le citoyen pour faciliter la transformation de l'information en connaissances utiles et utilisables pour un développement durable.

Or, les conditions dans lesquelles évoluent les pays avec leurs propres caractéristiques géographiques, culturelles, économiques ou politiques ont fait que nous assistons également à un phénomène de retour vers le local afin de contrecarrer l'incertitude générée par la compétition au niveau international (Goria, 2009). Chaque pays concentre ses efforts sur la mise en valeur de sa propre identité ce qui peut lui assurer une différenciation et une attractivité par rapport aux pays concurrents. Ainsi au sein même de chaque pays, l'intelligence territoriale est au centre des préoccupations de diverses parties prenantes, que ce soient politiques, économiques, ou médiatiques, ainsi que les habitants des régions pour parer aux déstructurations nées des interférences externes. En conséquence, le processus d'intelligence territoriale devrait se baser sur une multitude de dispositifs, empruntés à l'intelligence économique et au knowledge management pour le développement et la valorisation des territoires. Par souci de ressourcement et de préservation du patrimoine, une mise en réseau de différents partenaires, avec le déploiement des dispositifs informationnels et communicationnels et de management choisis par des acteurs institutionnels et non institutionnels, assure un diagnostic des besoins réels, une analyse et un traitement des informations les plus pertinentes, et une prise de décision adéquate et préservant les potentialités et les richesses propres à chaque région. La concertation et la collaboration entre les acteurs territoriaux sont conditionnées par un sentiment d'appartenance renforcée envers le territoire. Ce dernier assure l'implication des acteurs à la cause du territoire.

Les travaux sur le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région reposent sur l'identité, l'attachement, ainsi que la solidarité que peut porter un acteur envers sa région (Lalli, 1992 ; Mc Andrew, 1994 ; Frisou , 2011). Ce dernier peut être institutionnel faisant partie de structures de développement ou leurs différents partenaires publics ou encore non institutionnel (partenaires privés, société civile ou population locale). Pour Eléna Filippova et France Guérin-Pace (2008 : 30) « Le sentiment identitaire d'un individu est à géométrie variable mais peut se manifester notamment en référence à un espace spécifique auquel le sujet se sent particulièrement attaché. À ce titre, le territoire, qu'il soit État, région, village ou

autre, constitue un des éléments essentiels de l'existence pour une société et un être humain même si le lien à cet espace diffère à la fois d'une société à l'autre, d'une personne à l'autre et se modifie au cours du temps ». Ainsi le sentiment d'appartenance fait partie des référentiels de l'identité de l'individu avec une perception affective envers le territoire traduisant une sensation, un sentiment ou une conscience identitaire. France Guérin-Pace (2008) considère que la déclinaison d'une appartenance géographique est une façon de déclarer un ancrage identitaire. Le sentiment d'appartenir à un lieu est une conscience quasi unanime, même si la déclaration de l'attachement envers ce lieu est un sentiment facultatif qui influence les manifestations de solidarité. Ainsi, en parlant de l'appartenance à un lieu, on ne peut pas occulter le volet affectif traduisant le sentiment d'attachement et le volet conatif traduisant les manifestations de solidarité.

L'identité et le sentiment d'appartenance à un lieu ont été traités par plusieurs auteurs qui se sont référés à la culture et ses différentes dimensions pour expliciter la variabilité des manifestations affectives, conatives et cognitives du sentiment d'appartenance. Pour appréhender le sentiment d'appartenance, il faudrait le contextualiser en explicitant les dimensions culturelles et la référence à un territoire. C'est cette approche pragmatique d'intelligence territoriale qui repose sur la mise en œuvre des dispositifs intelligents et de proximité d'IE et de KM.

La sélection de dispositifs adéquats communicationnels informationnels ou de management et leur déploiement au niveau du territoire suppose un certain lien relationnel entre les acteurs et la région. Ce lien relationnel est développé dans un cadre culturel et suppose une certaine attitude envers la région traduite par l'identité, par l'attachement et par la solidarité.

- ✓ **Identité, attachement, solidarité et territoire**

Notion nouvellement introduite, l'intelligence territoriale est un paravent à la montée des incertitudes concurrentielles, économiques, sociales, ou managériales, du fait qu'elle permet une coordination bénéfique d'intelligences des acteurs dans un espace donné. Cette coordination est un condensé de recherches et d'activités fondé sur la base d'une veille d'informations et de connaissances riches et variées.

Le territoire a une identité liée à l'histoire humaine, industrielle, géographique et physique (Vincent Meyer, 2010). Confronté à une concurrence accrue, il ne doit pas être délaissé en raison des valeurs ajoutées économiques et environnementales qu'il peut procurer pour le développement des sociétés. Pour Pierre Veltz (2002), c'est l'intelligence de la combinaison des ressources qui fait la différence entre les territoires. Un territoire attractif et compétitif est une combinatoire de ressources qui donnent naissance à des compétences et des stratégies. C'est là le signe d'une intelligence territoriale (Marc-Urbain Proulx et Dominic Trembley, 2006). Chaque territoire dispose d'une culture, de représentations et de croyances spécifiques. Les individus en réfèrent à des modèles explicites ou implicites qui inscrivent leurs comportements passés, présents et futurs dans une symbolique propre (Alfred Kroeber et Clyde Kluchon, 1952). La culture, ayant un impact sur les valeurs, les comportements, les habitudes et les attitudes, implique la variation de l'intensité du sentiment d'appartenance défini comme « le lien affectif positif entre un individu et un lieu particulier » (Delfosse, 2009 :112) qui peut être mesuré à travers l'attitude envers la région, « qui est une disposition stable de l'individu, qui lui fait percevoir ce lieu comme une composante de son identité, lui fait ressentir un attachement pour ce lieu, et le prépare à des comportements en faveur de ce lieu » (Frisou, 2011 : 6).

Le sentiment d'appartenance, traduit par l'attitude envers la région qui englobe l'identité, l'attachement, et la solidarité envers cette dernière constitue, par excellence, le moteur de réussite de l'intelligence territoriale, qui est à la base de toute compétitivité et attractivité d'une région. Ce sentiment est en mesure de faire réagir la population locale avec ses responsables institutionnels et non institutionnels et de les impliquer dans le processus de développement régional.

Pour les responsables institutionnels (dans les administrations chargées du développement régional) et non institutionnels (au sein des entreprises de la région), la question du sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région se pose alors d'emblée. Est-ce que cela peut avoir un impact positif sur la sélection qui s'opère dans l'instauration des dispositifs d'intelligence territoriale ? La revendication de l'appartenance à la région est-elle en faveur de la mise en place de l'intelligence territoriale, de l'attractivité et de la compétitivité de la région ? Mais aussi suite à la mise en place des dispositifs d'intelligence territoriale, ce sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région, augmente-il ?

- ✓ **Intelligence territoriale et dispositifs d'information et de communication**

La gestion des dispositifs d'intelligence territoriale est délicate. Les décisions inhérentes à la mise en place du Knowledge Management (KM) supposant l'acquisition, la capitalisation, le partage et la diffusion de connaissances, ainsi que l'Intelligence Économique (IE) reposant sur un ensemble d'actions coordonnées de recherche de traitement et de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques sont particulièrement étudiées par plusieurs auteurs comme Goria (2006) et Dumas (2007), en prenant en compte la spécificité des attitudes envers la région. Toute région ayant des particularités pouvant influencer le comportement de sa population locale.

L'intelligence territoriale vise à engager la communauté territoriale, les acteurs et chercheurs du terrain pour mieux connaître leur territoire et maîtriser les moyens de son développement. Afin que les acteurs entrent dans un processus d'apprentissage qui leur permettra d'agir d'une manière efficace et efficiente, ils doivent s'approprier les diverses technologies de l'information et de la communication ainsi que l'information en elle-même (Girardot, 2000). *En outre, le développement économique régional est fortement dominé par l'intervention des bureaux régionaux de développement, ce qui traduit un partenariat entre le secteur public et le secteur privé à travers les entreprises ou clusters d'entreprises présents localement ainsi que l'implication de la population locale.*

Si les fonctions génériques de L'IT, soulignées par plusieurs disciplines Yann Bertacchini (2000), Henri Alexis (2006), Philippe Dumas (2011), se basent sur un processus informationnel initié suite à une interaction entre différents acteurs territoriaux présents ou distants, un échange d'information au sein d'un réseau de territoriaux et à travers certains dispositifs, devient plus qu'opportun. Ceci dit, la nature de l'information et la sélection des dispositifs de communication dépendent fortement de l'identité, de l'attachement à la région et de la solidarité envers cette dernière. Subséquemment, dans quelle mesure l'identité et l'appartenance à la région assurent-elles la qualité des dispositifs d'échange d'information entre les acteurs territoriaux? Cette communication territoriale permet-elle de renforcer et de consolider l'identité territoriale et la solidarité exprimée envers la région ?

Par ailleurs, l'IT fait appel aux nouvelles formes de management. (Eric Delbeque, Rémy Pautrat, 2009). Elle doit être une avancée par rapport aux pratiques de gestion actuelles, en

termes d'organisation en réseau des acteurs, et les ajustements au niveau des politiques industrielles et technologiques mises en place par l'État. L'IT ne peut d'ailleurs être qu'une adaptation constamment renouvelée de la théorie de l'avantage concurrentiel de porter en termes de choix stratégiques pertinents assurant un potentiel distinctif, et du modèle de cluster basée sur l'engagement d'une démarche partenariale assurant une synergie et une visibilité internationale.

- ✓ **Les dispositifs de valorisation du territoire dans le cadre du programme LOTH**

Les territoires sont diversement attractifs. Certains se trouvent même défavorisés avec une compétitivité limitée, tant par rapport à leur localisation géographique que de par leur contexte culturel, social, touristique et économique. Ceci pose plusieurs questions : Comment peuvent-ils mettre en valeur leurs ressources spécifiques ? Comment mesurer leur potentiel de développement territorial? Par quels moyens et dans quelles conditions peuvent-ils mettre en place des démarches collectives de valorisation? Comment assurer la participation des acteurs locaux? En tant que facteur mobilisateur de communication territoriale, s'agit-il aussi d'identifier et de mesurer le sentiment d'appartenance de ces acteurs à leur territoire ? Toutes ces questions sont actuellement posées dans le cadre d'un programme « Langages, Objets, Territoires et Hospitalités »[1] et ont permis de consolider les savoirs en communication publique et territoriale sur des régions notamment arides, fragiles et menacées et de faire bénéficier les décideurs des résultats de recherche en les opérationnalisant sur différents terrains.

Notre recherche s'inscrit dans le cadre d'une étude comparative entre deux territoires, une région du Nord-est, et une région du Sud tunisien, dans le but d'interroger l'existence et

[1]Programme pluridisciplinaire initié en Tunisie. Il visait au départ la valorisation du patrimoine territorial du sud-est tunisien en y incluant une visée opérationnelle. La transmission des résultats et des outils issus de la recherche doivent ainsi favoriser les projets de développement dans un contexte réel correspondant à un territoire déterminé. Le programme LOTH, depuis sa création en 2006, s'est consacré, *via* des recherches doctorales, à comprendre et analyser les moyens et outils de valorisation et de développement territorial des zones arides, fragiles et menacées. Ces recherches doctorales essentiellement en sciences de l'information et de la communication sont menées soit en codirection ou en cotutelle avec différents centres de recherches et laboratoires. Une plateforme de recherche scientifique a été créée afin de faciliter la coopération et l'échange deréflexions autour de thématiques pluridisciplinaires en lien avec la communication publique et territoriale. À présent, ce programme couvre différentes thématiques de recherche en sciences humaines et sociales qui développent des stratégies de valorisation des territoires par différents supports de communication.

l'impact d'un sentiment d'appartenance envers une région sur la mise en place de dispositifs d'intelligence territoriale (IT).

- ✓ **Approches de développement et réalités du terrain**

La mondialisation qui entraine l'adoption de politiques de développement standardisées ne prenant pas en compte les spécificités culturelles, est considérée comme destructrice des identités locales : les mêmes objectifs sont fixés, les mêmes stratégies sont visées, les mêmes actions sont mises en places, au profit d'une seule et même culture. Face à ces appréhensions générées par une mondialisation poussée à l'extrême, les habitants d'une région ayant un sentiment d'appartenance assez intense adoptent une attitude positive envers leurs régions. Dans un contexte tunisien, diverses politiques de développement régional ont été adoptées à l'échelle nationale durant des décennies. Ces politiques ne prenaient en compte ni les spécificités culturelles régionales ni le sentiment d'appartenance qui conditionne l'attitude des habitants envers la région que ce soit en terme d'identité à la région, d'attachement à la région ou de solidarité envers la région, ce qui a abouti à l'échec de ces politiques, et à l'amplification des disparités traduite par divers écarts comme celui du seuil de pauvreté qui peut varier de 0,9 à 30,2 des régions du Sud aux régions du Nord, ou encore les vagues de migration interrégionales qui sont de plus en plus importantes.

La prise de conscience de la nécessité de nouvelles modalités et de dispositifs variés de développement en Tunisie est due aux disparités multiples ressorties et publiquement commentées depuis 2011. Malgré les différentes politiques adoptées pour désenclaver les zones fragiles et menacées, le déséquilibre entre les territoires n'a fait qu'amplifier les inégalités territoriales et attiser le sentiment d'injustice entre les populations.

Aujourd'hui, la mise à niveau des régions délaissées et défavorisées est un défi et une priorité. L'introduction et la mise en œuvre de nouvelles modalités de gestion des territoires sont de vigueur. Renforcer le sentiment d'appartenance et faire interagir la population locale et ses responsables institutionnels et non institutionnels seraient tributaires d'une nouvelle forme de communication publique et territoriale. Une telle assertion génère de nombreuses questions : jusqu'où peut-on instrumentaliser la mise en place de l'Intelligence Territoriale (IT), et selon quelles techniques ou modes managériaux ? Quelle sélection de dispositifs communicationnels de l'IT peut assurer une attitude positive envers une région? Comment

faire interagir la population locale et les responsables institutionnels et non institutionnels grâce aux modalités communicationnelles de l'IT? Toutes ces questions soulignent l'importance du rôle de différents acteurs ayant un sentiment d'appartenance à la région, et souhaitant la développer. En ce sens, et avec la collaboration de plusieurs acteurs dans les gouvernorats de Nabeul et Médenine, des programmes de développement sont mis en place misant sur des ressources naturelles, humaines, l'amélioration de l'infrastructure régionale l'impulsion et l'encouragement des investissements privés.

De nombreux acteurs jouent un rôle dans le développement des deux régions de Nabeul et de Médenine, aussi bien au niveau institutionnel que non institutionnel. Les acteurs institutionnels sont les responsables des bureaux régionaux de développement, relevant du Commissariat général au développement régional (CGDR) pour le gouvernorat de Nabeul et de l'Office de développement du sud (ODS) pour le gouvernorat de Médenine, ainsi que leurs différents partenaires dans les administrations ou offices représentant différents ministères. Quant aux acteurs non institutionnels, nous faisons référence aux responsables d'entreprises dans les deux gouvernorats, les collectivités, les associations locales et la population locale avec ses différentes catégories (étudiants, chômeurs, travailleurs dans le secteur public ou privé…). Chaque région adopte des programmes de développement sous l'égide du CGDR et de l'ODS structurés sous la tutelle du ministère du développement et de la planification internationale[2] (MDCI). Ces programmes de développement sont mis en place dans le cadre d'un plan quinquennal régi par le ministère.

Chaque région étudiée dispose de caractéristiques et de spécificités. Nabeul est une région côtière du Nord-est, riche en ressources naturelles, et se distingue par son patrimoine culturel matériel et immatériel et son héritage historique, ce qui peut affecter profondément l'attitude de la population envers la région. Pour Médenine, c'est une région du Sud-est, rurale et aride, caractérisée par des ressources naturelles restreintes, et par un métissage historique et culturel. Toutes ses particularités influencent l'attitude des individus envers la région et les modalités de mise en place des dispositifs d'intelligence territoriale.

[2]Le ministère du développement et de la planification internationale eu différentes dénominations : ministère du développement régional et local (2011), ministère du développement régional (2011), ministère du développement régional et de la planification (2011-2013), et maintenant, il est qualifié de ministère du développement et de la planification internationale depuis février 2014.

Au cours de notre recherche, nous nous attacherons à définir l'impact que peut avoir l'attitude envers la région sur la mise en place de dispositifs d'intelligence territoriale. Ces deux régions sont dotées de ressources naturelles très opposées : d'une part, on relève une présence abondante d'eau, une forte pluviométrie, une extension des terrains fertiles et un climat méditerranéen favorable dans la région de Nabeul. D'autre part, on constate une pluviométrie faible, une amplitude thermique forte et une aridité accentuée par la longue saison sèche dans les zones désertiques au niveau de la région de Médenine. Au-delà de cette opposition du point de vue climatique et des ressources naturelles, ces deux régions sont gérées par deux structures d'appui différentes. Pour Nabeul, c'est le CGDR qui, à travers le bureau régional, établit le plan de développement et les différentes actions à concrétiser sur place. Pour Médenine, c'est l'ODS qui s'occupe du volet développement de la région. Le choix de ces deux régions comme terrain de recherche se rapporte aussi au mouvement important de migration (on l'appelle aussi exode) constaté de la région de Médenine vers celle de Nabeul. Ainsi ces deux institutions sont chargées de l'élaboration et de la diffusion des plans de développement relatifs à chaque région. Cela se fait suite à une collecte d'informations d'ordre social, économique, écologique…que ce soit dans la collecte ou dans la diffusion des informations utiles au développement régional. Ces deux structures font appel à certains dispositifs d'IT. Ces deux structures et les institutions avec lesquels elles collaborent représentent notre terrain de recherche. Terrain où les liens affectif, cognitif, ou conatif envers la région peuvent améliorer ou empiéter la valorisation territoriale et l'atteinte des objectifs de développement. En revanche, l'atteinte des objectifs territoriaux à travers certains dispositifs de communication peut développer la solidarité des acteurs envers le territoire et limiter les mouvements de migration vers d'autres régions.

Le non aboutissement de certains projets territoriaux est dû à plusieurs facteurs environnementaux, sociaux, économiques, ou autres. L'augmentation du nombre d'intervenants, acteurs publics signalant un désengagement progressif et acteurs privés diversifiés ayant différents objectifs avec une priorité accordée au côté financier sont aussi des entraves à certains projets territoriaux. Surmonter tous ces obstacles est un défi majeur pour l'atteinte des objectifs de développement territorial. Notre recherche a pour objectif d'interroger le rôle du sentiment d'appartenance à la région dans le renforcement de l'implication des différents acteurs de développement et la sélection qui s'opère de ce fait

dans les dispositifs communicationnels d'IT, ainsi que l'effet de la communication territoriale sur les sentiments des acteurs envers leur région.

Pour le gouvernorat de Nabeul ou celui de Médenine, aboutir à un plan de développement en concordance avec les besoins réels de la région, signifie une collecte des données socio-économiques. Il s'agit d'établir une base de données physique et environnementale concernant le climat et les spécificités du sol, ainsi que des données socio-économiques (climat d'investissement, situation financière, espérance de vie, santé selon le sexe, état matrimonial, climat culturel, tendances politiques..). Au-delà du recueil des données, le CGDR et l'ODS s'occupent de la capitalisation et de la diffusion des données à tous leurs bureaux régionaux afin de préparer le plan de développement détaillant les programmes annuels relatifs à chaque région, et touchant essentiellement à l'infrastructure, les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et du tourisme. Assister les autres structures de développement dans l'élaboration des programmes spécifiques pour les zones les plus démunies relève strictement des prérogatives du CGDR, en tant que structure avancée et plus expérimentée.

Notre recherche se base sur une approche par triangulation[3] fondée sur des études qualitatives et quantitatives. Elle étudie le travail du CGDR et de l'ODS dans leurs dimensions managériale et communicationnelle à travers l'analyse de deux paramètres : l'atteinte des objectifs de développement et la consolidation du sentiment d'appartenance des acteurs territoriaux, d'une part et l'impact du sentiment d'appartenance à la région sur la sélection des dispositifs communicationnels et managériaux d'autre part. L'étude du sentiment d'appartenance nous permet de voir la nature du choix des dispositifs d'interaction entre les acteurs. L'analyse de l'impact entre ces deux notions est basée sur plusieurs méthodologies qualitatives et quantitatives.

Notre positionnement épistémologique positiviste aménagé impose d'adopter une démarche hypothético-déductive avec des alternances entre la théorie et le terrain. La méthodologie de recherche retenue se base sur une démarche qualitative et quantitative. La démarche qualitative nous éclaire sur la valeur de la région aux yeux des décideurs, ainsi que sur les projets pour le développement de cette dernière. Cela nous permet d'apprécier qualitativement l'interaction entre ces deux sphères. L'étude exploratoire s'est basée sur des

[3] Approche se basant sur l'alliance de plusieurs méthodes.

enquêtes de terrain auprès de l'ensemble des acteurs de développement dans la région de Nabeul et celle de Médenine, à savoir les responsables dans les structures de développement, les responsables dans les différentes organisations partenaires publiques ou privées, les acteurs ayant des fonctions libérales, et les acteurs de la société civile.

La démarche quantitative quant à elle permet d'apprécier l'intensité du sentiment d'appartenance à travers une échelle de mesure de l'identité, de l'attachement et de la solidarité envers la région, puis les dispositifs d'IT déployés relatifs à l'IE et au KM. Un questionnaire a été administré aux responsables au sein des administrations, des structures de développement et des différents partenaires publics et privés, ainsi qu'aux acteurs ayant des fonctions libérales et ceux de la société civile dans la région de Nabeul et de Médenine. Cette démarche a permis aussi d'évaluer l'intensité du sentiment d'appartenance de la population locale dans chaque région et son appréciation du travail fait en termes de développement et de communication territoriale. Cette appréciation de l'intelligence territoriale s'est établie à travers un questionnaire adressé à la population locale dans les deux régions.

- ✓ **Plan de la thèse**

Cette thèse est structurée en deux parties. La première partie **« Sentiment d'appartenance et instrumentalisation du développement territorial »** comprend deux chapitres. Le premier chapitre intitulé « **Valeurs culturelles d'appartenance et intelligence territoriale, identité attachement et manifestations de solidarité** » traite des contours de l'intelligence territoriale et des dispositifs qui permettent son déploiement au sein du territoire, identifiés selon plusieurs points de vue comme ceux de Yann Bertachinni (2006), Audrey Knauf (2006), Stéphane Goria (2009) et Philippe Dumas (2011). Le sentiment d'appartenance que peut porter un individu à sa région est traduit à travers l'attitude envers cette dernière. Cette notion est appuyée par les travaux de Roger Burnet (1991), Marc Augé (1992), Christine Bougeard Delfosse (2010), Jean Frisou (2011), et scruté ses différentes dimensions.

Le deuxième chapitre intitulé **« Management, communication publique et territoriale et intelligence collective »** reflète l'ancrage disciplinaire en sciences sociales que peut avoir l'IT à travers ses divers dispositifs de management et de communication. Cela a été mis en relief à travers les travaux de Michael Porter (1992), d'Eric Delbeque et Rémy Paurtrat (2009). Nous y avons aussi proposé les différentes déclinaisons sur le terrain en termes de dispositifs d'IE et

de KM. Les aspects communicationnels déployés dans le cadre du territoire ainsi que l'effet de la circulation de l'information locale sur l'IT et sur l'identité, l'attachement et la solidarité éclairent le sentiment que peut éprouver un décideur, un acteur de terrain ou encore un citoyen dans la région.

Le modèle conceptuel de la recherche est esquissé à la fin de cette exploration théorique à travers une modélisation du lien entre variables d'intelligence territoriale et variables d'appartenance à la région. En référence aux travaux des ethnologues, des sociologues, des anthropologues ou des géographes ; Roger Burnet (1991), Marc Augé (1992), Christian Harbulot (2006), Philippe Dumas (2011), Vincent Meyer (2012), nous confirmons ainsi le lien entre deux perspectives. La perspective institutionnelle relevant la nature du découpage et la gestion administrative relevant les dispositifs de gestion de développement et communicationnels d'IT déployés au sein du territoire, avec diverses relations entre les acteurs décideurs et territoriaux. Et la perspective qui lie l'individu à l'espace et qui relève la nature identitaire et relationnelle de ce lien favorise des choix institutionnels communicationnels ou managériaux. Dans cette partie théorique, nous avons mis en évidence le lien entre nos notions ce qui va imposer le recours à la démarche de triangulation adoptée dans une deuxième partie empirique **« Valeurs culturelles d'appartenance et intelligence territoriale à l'épreuve du terrain »** comprenant deux chapitres.

Nous y présentons dans un chapitre 3 **« Régions, acteurs territoriaux et pratiques de développement »** notre terrain d'étude, à savoir le gouvernorat de Nabeul et celui de Médenine, ainsi que les différentes structures de développement et les partenaires impliqués dans cette dynamique communicationnelle et managériale. Ensuite, nous y explicitons notre démarche empirique et les méthodologies utilisées dans le cadre de cette étude empirique. Nous mettons ensuite en relief la contribution des acteurs territoriaux et autres parties prenantes à la promotion du territoire et analysons à cet effet les pratiques communicationnelles adoptées dans chaque territoire, ainsi que leurs retombées que ce soit en termes de développement du sentiment d'appartenance et de valorisation territoriale. Notre recherche qualitative sera présentée dans le cadre de ce chapitre. Les résultats exploratoires auxquels nous avons abouti nous permettent d'opérationnaliser et de récapituler nos hypothèses de recherches qui seront testées dans la phase d'investigation quantitative.

Dans le quatrième chapitre intitulé « **Résultats et discussions** » nous analysons les résultats des entretiens établis avec les responsables au sein des différentes structures de développement et leurs partenaires dans les deux régions, ainsi que les résultats des questionnaires adressés à cette même population de décideurs et à la population locale de chaque région.

PARTIE I.

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INSTRUMENTALISATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

La référence à la notion de territoire désigne essentiellement la forme institutionnelle de découpage de l'espace. Cette appellation est appropriée de différentes manières par la population locale, les décideurs, l'administration publique de tutelle, ou encore les structures de développement.

Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004) envisagent cette notion selon deux perspectives. Une perspective se référant à la représentation politique et aux différentes actions publiques liées à la gestion administrative, à la gestion prévisionnelle économique et financière, aux programmes de développement. Le découpage administratif reposant sur la création de synergies entre les différents territoires est ainsi à la base de cette perspective.

Une autre perspective repose essentiellement sur le rapport de l'individu avec l'espace. Le territoire dans cette perspective se rapporte à la perception et à l'appropriation faite par la population locale. L'identification ainsi que la nature des liens noués entre les individus et leur territoire reflète l'intensité du sentiment d'appartenance envers ce dernier.

Ces deux perspectives sont dépendantes l'une de l'autre et cela a été confirmé par les sociologues, les anthropologues et essentiellement par les géographes ; le territoire est considéré comme une production sociale.

Pour Roger Burnet (1991 : 23) : « Le territoire est une œuvre humaine. Il est un espace approprié. Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à chaque chose. Il est la base géographique de l'existence sociale. Toute société a du territoire, produit du territoire. En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude ».

Ainsi au delà de la perspective institutionnelle de territoire qui envisage les formes de découpage administratif et qui identifie les preneurs de décision, la deuxième perspective met en avant la relation liant l'individu à sa région, le sentiment d'attachement envers cette dernière et son impact sur les prises de décisions et les comportements envisagés pour la gouvernance territoriale et la mise en place d'actions de développement.

Plusieurs Anthropologues comme Marc Augé (1992 : 69) relève l'aspect identitaire du lieu : « Le lieu anthropologique est simultanément principe de sens pour ceux qui l'habitent et principe d'intelligibilité pour celui qui l'observe » pour cet auteur « ces lieux ont au moins trois caractères communs. Ils se veulent identitaires, relationnels et historiques »

Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004) confirment que cette vision identitaire et relationnelle du territoire est valable aussi en sociologie considérant le territoire comme construction à des fins d'action et de connaissances. Dans le cadre de cette discipline la référence à l'appartenance territoriale et à l'immobilisme n'empêche pas les dynamiques sociales d'interactions entre les acteurs, de solidarité et de redéfinition d'identité. Le lien entre le sentiment d'appartenance et les différentes décisions qui se font dans le choix de dispositifs communicationnels et managériaux assurant l'IT.

Dans cette partie nous nous penchons sur ces notions afin de les rendre plus explicites et de délimiter les frontières de leurs définitions. Ainsi un premier chapitre intitulé sentiment d'appartenance et intelligence territoriale : identité, attachement et manifestation de solidarité met en relief l'apport des différentes disciplines et leurs contributions pour expliciter ces notions.

Un deuxième chapitre intitulé Management, communication publique et territoriale et intelligence collective explicite le choix qui peut être établi parmi les dispositifs d'intelligence territoriale suite à un certain degré d'appartenance à la région. Rémy Pautrat et Eric Delbeque (2009) assurent que la mise en réseau de divers acteurs (institutionnels, non institutionnels, population locale, acteurs économiques et même les chercheurs universitaires) à l'échelle territoriale assure une valeur ajoutée pour la région. Dans ce chapitre nous expliquons comment le recours aux dispositifs d'IT est-il bénéfique pour le territoire en tant qu'entité ainsi qu'aux différents acteurs qui y évoluent essentiellement les acteurs économiques et la population locale. Nous éclairons l'incidence de la compétitivité des entreprises sur l'économie régionale ainsi que sur la cohésion sociale.

Un territoire attractif et compétitif suppose la collaboration et la coopération entre les acteurs territoriaux. Pour cela un passage d'information est de fait entre acteurs institutionnels, non institutionnels, société civile, et population locale.

Nous interrogeons aussi le rôle de la communication publique dans le développement régional. Pour soutenir le développement des territoires les acteurs institutionnels essentiellement les décideurs, accordent davantage de l'importance à l'implication des acteurs locaux. Que ce soit au niveau du diagnostic des besoins, des pratiques de surveillance, d'influence sur l'environnement, des pratiques de protection du patrimoine immatériel, de

capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire ou de partage et diffusion des connaissances, la communication assure la transmission de l'information et la modification des comportements des acteurs.

CHAPITRE I.

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE : IDENTITE, ATTACHEMENT ET MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ

Le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région repose sur l'identité, l'attachement ainsi que la solidarité envers cette dernière et s'exprime de manière différente et propre à chaque acteur territorial (Frisou, 2011). Pour Eléna Filippova et France Guérin-Pace (2008), le sentiment d'appartenance englobe les référentiels de l'identité de l'individu avec une perception affective et une expression conative traduisant attachement et solidarité. L'identité au territoire est variable mais peut s'exprimer en référence à un espace déterminé auquel il y a un attachement particulier. À ce titre, le territoire, un des éléments essentiels de l'existence pour un être humain malgré les possibilités d'évolution et de changement. Ce sentiment permettrait un engagement et une collaboration au développement territorial facilitant le recours aux dispositifs d'intelligence territoriale.

L'IT a été développée selon plusieurs angles de vue et dans le cadre de diverses approches scientifiques. L'approche pragmatique avancée par plusieurs auteurs dont Christian Harbulot (2004) ou Yann Bertacchini (2006) se focalise sur les pratiques et les dispositifs déployés dans un processus d'IT. L'approche écologique s'intéresse à l'environnement dans lequel il y a eu recours aux dispositifs d'IT. L'approche sémantique est relative à l'acceptation et le sens de l'intelligence et du territoire. Cette approche traduit l'IT comme la capacité de réagir avec souplesse aux situations qui se présentent permettant de ce fait un développement régional.

Les nouvelles approches scientifiques du processus de développement présentent l'IT comme étant le produit de l'acquisition de nouvelles aptitudes. Ces aptitudes découlent essentiellement d'un changement au niveau des attitudes et des comportements qu'adoptent les acteurs de la population. Le développement n'est plus considéré comme étant uniquement le produit de la croissance du produit intérieur brut. Cette vision du développement a été avancée depuis 1966 par François Perroux qui considère que le développement n'est atteint que suite à des changements combinés mentaux et sociaux des différents acteurs de la population. Cela sera développé dans la seconde section.

Ensuite et sur la base d'une revue de la littérature riche nous nous penchons sur l'étude de la culture identitaire, le territoire ainsi que la région objet d'une d'appartenance, leurs différentes approches et définitions. Cela nous permettra d'expliciter la forme d'intelligence collective qui peut être déployée au niveau du territoire (IT) ses approches, ses pratiques et ses dispositifs de manifestation.

Nous relèverons l'enjeu du déploiement de dispositifs d'IT au niveau de différentes régions de cultures diversifiées, ainsi que l'interrelation qui peut exister entre la culture qui règne dans la région et les différents dispositifs de l'IT.

1. Culture identitaire et sentiment d'appartenance

La notion de culture étant traitée par plusieurs champs disciplinaires s'est vue accorder plusieurs significations. Afin de cerner cette notion et les appropriations qui en découlent, nous proposons d'étudier son émergence et son évolution à travers le temps.

1.1. Émergence de la notion de culture

La signification de la culture jusqu'au XVIII^{ème} siècle suivait le mouvement naturel de la langue, mais pour les philosophes des lumières une opposition conceptuelle existait entre nature et culture. Ils considèrent que la culture est la totalité des savoirs cumulés et transmis au cours de l'histoire de l'espèce humaine, et qu'elle englobe aussi les idées de progrès, d'éducation, et de raison. Ces philosophes trouvaient que la culture est très proche de la civilisation. Ces deux notions, culture et civilisation, étudient le développement d'un progrès commun à travers l'amélioration de l'éducation, et des institutions. Ceci dit, la proximité entre culture et civilisation a été remise en cause durant le 19ème siècle.

À cette époque, plusieurs disciplines scientifiques se sont penchées sur la notion de culture comme la sociologie, l'ethnologie, la psychologie ou encore l'anthropologie ; Taylor (1876 : 1) identifie la culture comme : « un ensemble complexe qui comprend les connaissances, les croyances, l'art, la morale, les lois, les coutumes et toutes autres aptitudes ou habitudes acquises par les hommes en tant que membre de la société ». Eduard Taylor considère donc que la culture comprend un ensemble d'éléments complexes et qu'elle ne peut être acquise par un individu qu'à condition que ce dernier fasse partie d'une société. La culture est ainsi acquise par héritage. Elle peut aussi progresser et évoluer. Étant le premier à se pencher sur la notion de culture avec une visée générale et à étudier la culture sous tous ses aspects dans différentes sociétés, Taylor essayait d'expliquer l'évolution de la culture et son universalité. La dimension anthropologique de la culture est née avec cet auteur et elle a été reprise par plusieurs anthropologues anglais et américains comme Branislav Malinowski, Robert harry Lowie, Franz Boas. Ces chercheurs avaient chacun une vision bien particulière de la culture.

Franz Boas a développé le cultural pattern ou le modèle culturel qui désigne l'ensemble des mécanismes structurés à travers lesquels la culture assure une adaptation à son environnement. Il a ainsi centré ses recherches sur le phénomène d'acculturation et d'échanges culturels suite au contact et à l'emprunt culturel. Branislav Malinowski (1944) a axé son étude sur la culture et l'observation directe de chaque culture. L'existence de différents traits dans chaque culture ne compte plus ce qui est le plus important c'est qu'un tel trait remplisse telle fonction. En outre, Malinowski développe une analyse fonctionnaliste de la culture. Pour lui tous les éléments d'un système culturel sont cohérents entre eux, ce qui rend ce système fonctionnel et équilibré. La culture peut alors se conserver à l'identique, tout changement ne peut survenir que de l'extérieur.

La vision de la culture développée par les anthropologues met en exergue les spécificités culturelles que peut acquérir un individu appartenant à une société bien déterminée. Cette vision valorise l'effet que peut avoir l'environnement sur les croyances, convictions et pratiques culturelles individuelles.

Une multitude d'approches de la culture ont aussi été développées par les sociologues afin de voir comment un modèle culturel particulier permet-il à l'individu de s'identifier au sein d'une société bien déterminée. Emile Durkheim dans son étude du lien social et des formes d'intégration considère qu'à travers l'éducation la société parvient à transmettre les différentes normes sociales et culturelles aux individus qui en font partie ce qui garantit la solidarité entre ces différents membres.

Talcott Edger Parsons (1937) voit que la famille est le premier agent socialisateur mais aussi que les modèles culturels sont en évolution constante. Cela conduit nécessairement tout individu à changer le modèle intériorisé au cours de son enfance. Peter Ludwig Berger et Thomas Luckmann (1966) évoquent les notions de socialisation primaire (modèle culturel intériorisé au cours de l'enfance) et de socialisation secondaire (modèle culturel auquel l'individu est exposé au cours de sa vie adulte) et la socialisation anticipatrice qui est le processus par lequel l'individu s'attribue et intériorise les normes et les valeurs d'un groupe auquel il n'appartient pas mais fixé comme groupe de référence.

De même nous pouvons citer l'approche interactionniste de la culture, par laquelle les il y a une analyse des processus d'interaction qui peuvent se produire lors des échanges entre les

systèmes culturels. Certains sociologues stipulent que la culture se développe suite à une intériorisation de valeurs et d'habitudes propres à une société ou à un groupe d'individus. Ces normes sociales et culturelles intériorisées par les individus évoluent de l'enfance à la vie en société.

Notre intérêt porté à cette notion est justifié par l'influence que peut avoir la culture sur le sentiment d'appartenance, ce qui fait objet de notre recherche. L'identité, les sentiments ainsi que le comportement que peut adopter l'individu envers sa région sont conditionnés par la culture qui règne au sein d'un territoire et la conscience commune à un groupe d'individu. Définir cette notion nous permet de préciser l'influence qu'elle peut avoir sur le sentiment d'appartenance envers la région.

1.2. Délimitation de la notion de Culture

La notion de culture a suscité l'intérêt de plusieurs disciplines scientifiques à savoir l'anthropologie, l'ethnologie, la psychologie, etc. Cela est certainement dû à la complexité de cette notion et à l'importance des dimensions étudiées. Nous avons sélectionné quelques définitions pour l'éclairer.

Pour Ralph Linton (1945 : 62) : « Une culture est la configuration des comportements appris et de leurs résultats, dont les éléments composants sont partagés et transmis par les membres d'une société donnée ». Cette définition considère que l'ensemble des comportements des individus est articulé dans le cadre de modèle prédéfini dans la société. Les individus réagissent dans le cadre de modèles comportementaux appris à l'avance.

L'anthropologue M.J Herskovitz. (1948) identifie la culture comme étant un bâti décrivant qui reflète les valeurs, les connaissances, les agissements et des objectifs qui s'imbriquent dans un mode de vie propre à toute personne. Ainsi constatons-nous que Herskovitz représente la culture comme un ensemble d'éléments et de caractéristiques relatifs à une personne. Pour Alfred Kroeber et Klyde Kluckohn (1952), la culture repose sur des modèles explicites et implicites. Ces modèles décrivent la conduite du passé et conditionne la conduite de l'avenir. L'individu acquiert et diffuse ces modèles de comportement à travers les symboles qui distinguent un groupe humain ainsi que les artefacts ou objets œuvrés par lesquels ce groupe

s'exprime. Ces auteurs insistent sur le fait que la culture décrit le passé et conditionne l'avenir, et que cette dernière est acquise et transmise au sein d'un groupe particulier.

Victor Barnow (1963) met en relief un autre aspect de la culture. Il résume la façon avec laquelle se comportent les individus. Il s'agit de la combinaison de stéréotypes conditionnant une certaine façon d'agir apprise et transmise de génération à une autre à travers le langage et l'imitation.

Il est fondamental de s'arrêter sur ses différentes acceptations. Pour définir la culture, les gestionnaires se sont référés aux travaux émis par les anthropologues. Philippe D'Iribarne (1989) ainsi que Geert Hofstede (1992) considèrent que la culture est héritée, et que c'est le cumul de convictions, de manières de penser et d'expériences à travers les époques. C'est aussi un construit humain en transformation continue suite au contact avec d'autres cultures et à l'innovation sociale.

Ainsi la culture repose-t-elle sur des modèles implicites ou explicites hérités et cumulés déterminant l'identité, les croyances, les sentiments et les manières de penser, et les comportements des individus. La culture conditionne le sentiment d'appartenance qu'éprouve tout individu envers son territoire, d'où l'intérêt de caractériser cette notion.

Guy Rocher (1992) en s'appuyant sur les définitions de plusieurs anthropologues, psychologues et sociologues a défini les caractéristiques que peut avoir la culture et qui sont au nombre de quatre :

- ✓ « Les modèles, valeurs, symboles qui composent la culture incluent les connaissances, les idées, la pensée, s'étendent à toutes les formes d'expression des sentiments, des actions objectivement observables » (Guy Rocher, 1992 : 4). Cela a été repris dans plusieurs définitions de la culture; certains parlent de manières de penser de sentir, d'agir et d'autres parlent de manière de vivre. Ainsi la culture s'adresse à toute activité humaine qu'elle soit cognitive, affective ou conative et sensorimotrice. Cela a été affirmé par G.Rocher, à partir de l'observation de l'action nous pouvons définir les contours de la culture, elle se manifeste donc à travers l'action.
- ✓ La culture étant des manières de penser, de sentir, d'agir ou encore des manières de vivre, elle est formalisée à divers degrés, se manifestant par des formules, des rituels,

des codes de loi, des protocoles. Une plus grande part d'interprétation et d'adaptation personnelle est permise lorsque les manières de vivre sont moins formalisées.

- ✓ La culture est commune à un groupe de personnes : les manières de vivre sont partagées par un groupe de personnes quel que soit le nombre, même un groupe restreint peut adopter des manières de penser, de sentir et d'agir propre à lui. Par effet, la culture acquière un caractère collectif.
- ✓ La culture n'est en aucun cas héritée de façon biologique ou génétique. Il y a nécessairement un mode de transmission ou d'acquisition qui intervient et qui résulte essentiellement de divers mécanismes d'apprentissage. La culture est ainsi « un héritage social » G.Rocher la culture est donc apprise puis partagée par une collectivité particulière.

- ✓ « Les différents éléments qui composent une culture donnée ne sont pas juxtaposés l'un à l'autre. Des liens les unissent, des rapports de cohérence les rattachent les uns aux autres » Guy Rocher (1992 : 6). La culture constitue un système; tout changement s'effectuant sur une composante bien particulière de la culture implique des changements sur d'autres composantes.

	Les caractéristiques de la culture
La culture manière de penser, de sentir, d'agir ou encore manière de vivre	s'adressant à toute activité humaine (cognitive, affective ou conative) se manifestant à travers l'action.
	Formalisée, se manifestant par des formules, des rituels des codes ou des protocoles
	Commune à un groupe de personnes, valeurs et pratiques partagées
	C'est un héritage social, appris et partagé
	Système cohérant, le changement d'une dimension influe toutes les autres vu les rapports de cohérences inter-dimensionnelles.

Tableau 1. récapitulatif des caractéristiques de la culture

La culture s'acquiert à travers l'apprentissage et le partage, elle constitue un système d'échange. Tout changement qui s'effectue sur l'une de ses composantes affecte les autres. Caractérisant les manières de penser et de sentir, la culture conditionne l'orientation identitaire de l'individu, la culture agit sur l'attachement que manifeste l'individu envers sa région. Par la pratique et l'action la culture influence tout comportement ou démonstration de

solidarité envers la région. De part ses caractéristiques, la culture conditionne le sentiment d'appartenance envers la région.

1.2.1. Les différentes dimensions de la culture

La culture est composée de différentes couches qui sont représentées sous une forme semblable à l'oignon avec des couches superficielles et d'autres beaucoup plus profondes. Geert Hofstede (2001) distingue parmi ces couches les valeurs qui représentent la couche la plus profonde, puis les rites, les héros et les symboles qui représentent les couches superficielles de la culture.

- Les valeurs : selon Klyde kluckhohm, la valeur est « une conception explicite ou implicite particulière d'un individu ou caractéristique d'un groupe, du désirable qui influence la sélection des manières, des ressources, et des fins d'action disponibles » cité par (Hofstede, 2001 :5) les valeurs d'un individu sont intériorisées et imperceptibles jusqu'à ce qu'elles se traduisent en comportement ou en action;

- Les rites sont essentiellement les activités communes à un groupe d'individus, peuvent se manifester par des cérémonies religieuses, des rencontres sociales;

- Les héros qui représentent des figures respectées pour un groupe d'individus, peuvent influencer le comportement de ces individus car ils sont un modèle d'identification;

- Les symboles traduits par des illustrations, des faits, des gestes, des manières de s'habiller, de parler, de se comporter dans diverses situations communes à un groupe particulier d'individus.

Les trois couches superficielles représentent la catégorie pratique de la culture qui est évidente et perceptible par les personnes externes. Ceci dit leur sens reste tributaire de l'interprétation faite par le groupe d'individu.

Edgar Schein (1997), quant à lui, développe un autre modèle de représentation de la culture formé de trois niveaux :

- Les objets : qui constituent la superficie de la culture essentiellement les manifestations visibles et explicites de la culture, les comportements, les rituels, les cérémonies… La

signification de ces artéfacts est connue par les personnes du même groupe alors qu'elle est difficilement saisie par les personnes de l'extérieur malgré que ces artéfacts sont visibles et perceptibles.

- Les valeurs explicites : ce niveau englobe les valeurs et croyances articulées par un groupe d'individus, ce niveau peut représenter uniquement des affirmations qui ne sont pas mises en pratique, car les croyances ne sont pas toujours déterminantes du comportement humain.

- Les certitudes ou valeurs de base : certaines valeurs implicites, croyances ou affirmations partagées par un groupe d'individu sont testées suite à cette évaluation. Si leurs validités est confirmées, elles seront partagées par tout le groupe et ancrées dans tous les esprits de manière implicite conditionnant nécessairement les comportements et les modes d'action.

Ainsi nous avons eu une idée sur la culture et ses différentes composantes que ce soient des manifestations visibles à travers les comportements et les agissements ou des valeurs explicites ou implicites qui reflètent l'identité même ou les croyances profondes des personnes.

La culture englobe le capital social associé à une région ou un territoire nous verrons dans ce qui suit ces différentes notions et leurs interrelations.

1.3. Capital social et territoire

La culture étant commune à un groupe d'individus ou à une société bien déterminée, or les individus évoluent ensemble dans un espace commun, conditionnant les relations interindividuelles ou le capital social dans cet espace. Cet espace peut être la délégation, le gouvernorat, la région ou le territoire. Il convient de ce fait de se pencher sur ces notions de territoire et de capital social.

1.3.1. Le Capital social

Étant initialement avancée par les sociologues, la notion de « capital social » s'est vue par la suite appropriée par les économistes et les gestionnaires, vu que l'environnement social et institutionnel influe sur le processus de prise de décision. Le capital social en tant que support

à la coordination et la concertation entre les acteurs territoriaux et régionaux engendre des effets positifs sur le territoire. Le capital social a été développé par plusieurs auteurs, afin de cerner cette notion nous la définissons et nous caractérisons ses formes. Un des pionniers qui a développé la notion de capital social est Pierre Bourdieu qui prend en compte les ressources réelles et potentielles en rapport avec le réseau relationnel. Pierre Bourdieu (1980 : 2) annonce que « le capital social que possède un agent particulier dépend de l'étendue du réseau des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auquel il est lié […] l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ».

Pour James Colman (1998), le capital social intègre dans les actions individuelles les facteurs sociaux. Le capital social pour cet auteur facilite l'action sociale, action rationnelle basée sur des déterminants sociaux. Le capital est ainsi « une forme particulière de capitalqui rend possible l'action sociale ». Il est donc à l'origine des relations développées entre les agents. Il distingue les manifestations du capital à travers les droits et les obligations relevant d'un environnement social marqué par la confiance, la capacité de circulation de l'information au sein de la structure sociale, et l'existence de normes et de sanctions qui s'imposent et que respectent les membres d'une communauté » Loudiyi, Angeon., Lardon (2004 : 4).Michael Woolcock et Deepa Narayan (2000) considèrent que le capital social correspond aux normes, ainsi qu'aux réseaux qui facilitent toute action collective. Cette notion se définit à travers deux dimensions, liées aux valeurs et relations informelles entre les individus, et liée au cadre institutionnel facilitant l'établissement et l'interrelation entre les divers acteurs territoriaux.

Le capital social caractérise la structure sociale microéconomique et macroéconomique. Collier (1998), Uphoff (2000) différencie le capital social selon divers critères, soit une interdépendance entre le capital social des institutions de l'état et celui des institutions découlant de la société, ou encore le structurel à l'échelle des institutions et le cognitif à l'échelle des individus. Marc Jacquemain (2005) parle du capital social formel et informel associé aux institutions ou aux individus. Épais et superficiel qui distingue la force des liens entre les individus. La face sombre et la face claire du capital social produisant des effets socialement désirables ou indésirables. Ou encore « *bonding* », « *bridging* », et « *linking* » capital social, le *bonding* désignant les liens au sein des groupes d'individus

relativement homogènes d'une même communauté, le *linking* reflétant les liens qui s'établissent dans des groupes hétérogènes, liens de nature verticale, et le *bridging* relatif à des liens entre des personnes physiquement distants, essentiellement des liens extraterritoriaux.

Reflétant la nature des liens entre les individus d'une même communauté, ou encore les liens entre des individus de communauté différentes, le capital social est considéré comme un élément déterminant du développement régional, vu qu'il y a un impact direct sur la coordination et la concertation entre les divers acteurs influant le développement. D'où l'intérêt de cette notion dans notre recherche.

La nature, la qualité et la fréquence des liens entre les individus peut induire des effets positifs palpables au niveau du territoire. La coordination entre les acteurs territoriaux influence la collecte et la circulation de l'information et renforce les actions collectives au sein du territoire. Si le capital social réussit à influencer le développement du territoire, il serait essentiel de cerner la notion de territoire et de la caractériser.

1.3.2. Le Territoire

Plusieurs chercheurs ont défini la notion de territoire et chacun d'eux s'est arrêté sur un aspect précis.

Armand Frémont (1976) (cité par Pecqueur, 2004 :8), considère que le territoire : « s'imprègne de valeurs culturelles. Sa connaissance passe par l'écoute des acteurs par la prise en compte de leurs pratiques, de leurs représentations et de leurs imaginaires spatiaux ». Cette définition met l'accent sur le fait que l'identification du territoire passe par l'identification des valeurs culturelles de ses acteurs et la distinction d'un territoire par rapport à un autre passe par la connaissance des pratiques, des représentations et des imaginaires spatiaux de ses acteurs.

Pour Guy Di Méo (1996), le territoire est l'appropriation de l'espace à différents niveaux que ce soit économique, idéologique, social ou politique par un groupe d'individus. Ces individus se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes et de leur histoire, dans un espace donné. Cet auteur confirme en 2001 sa définition du territoire en affirmant: «La notion de territoire exprime une appropriation sociale de l'espace géographique par des groupes qui se

donnent une représentation identitaire. Bien que construit sur un canevas de lieux concrets à fort contenu symbolique, le territoire s'affirme surtout en tant qu'artefact, que représentation sociale, qu'idéologie. Il enregistre néanmoins les contingences du milieu géographique. Il s'édifie aussi en fonction de logiques et d'enjeux économiques et politiques. Vécu tout autant que produit, le territoire traduit enfin le lien primordial de l'Homme et de la Terre. Il reflète le besoin vital d'enracinement que manifeste un individu contemporain très mobile, confronté à l'élargissement sans précédent de son univers relationnel.» (Di Méo, 2000 : 230).

Le territoire est aussi considéré comme un ensemble de conditions pratiques qui assure l'existence d'un individu ou d'un groupe d'individus, et toutes ces conditions réunies informent l'individu sur sa propre identité. Cette définition est soutenue par Bernard Debardieux (2002) pour qui le territoire est un ensemble de ressources matérielles et symboliques pouvant influencer les conditions pratiques de l'existence d'un groupe d'individus les informant en retour sur leurs propres identités. Donc le territoire du point de vue des sociologues est lié à l'identité culturelle des individus.

Richard Laganier et Al en (2002) voient que le territoire comprend trois dimensions distinctes et complémentaires. La dimension matérielle qui envisage le territoire comme espace géographique physique, un support qui induit des opportunités et des contraintes. La dimension organisationnelle définissant le territoire à travers ses acteurs sociaux et institutionnels oriente les stratégies entreprises au sein du territoire. Et la dimension identitaire qui résume la manière avec laquelle les différents acteurs représentent l'identité et le projet du territoire, et ainsi l'appropriation et sa traduction en action en faveur de divers projets du territoire. Alexandre Moine (2006), confirme la vision du territoire développée par Lagarnier Il soulève le caractère complexe du territoire qui s'articule en plusieurs sous-systèmes; l'espace géographique avec ses caractéristiques naturelles et institutionnelles, le système d'acteurs intervenant dans cet espace, et le système de représentations associées à cet espace. Le territoire pour lui évolue suite à « un équilibre dynamique d'interrelations » au sein et entre ces sous-systèmes.

Pour Denis Requier-Des jardins (2009), le territoire est représenté par toute forme d'organisation productive ayant des règles partagées et une frontière.

Toutes ces définitions du territoire mettent-elles l'accent sur l'importance de la culture au sein de chaque territoire. En effet les spécificités culturelles caractérisent et délimitent chaque territoire, et de ce fait l'application de tout dispositif au niveau d'un territoire se soumet aux spécificités culturelles de ce dernier.

1.3.3. La région

Le terme « région » nous vient du latin « *regere* » qui signifie « diriger » ou « régir » ce qui rappelle les découpages administratifs des régions en France ainsi que les différentes décisions et la gestion qui en résultent (Girard, 2004). Différentes définitions ont été attribuées au terme « région » essentiellement en études géographiques, mais selon Nicole Girard 2004 cela n'a pas aboutit à une précision de cette notion. Dans le langage courant, le terme région désigne des espaces de différentes tailles, que ce soit un territoire, un État, ou une entité regroupant plusieurs États. Des angles de vue différents ont abordé ce concept, certains le caractérisent par son environnement géographique soit une délimitation par rapport aux critères naturels, soit une délimitation par rapport aux décisions administratives en vigueur dans cette superficie (Cardy, 1997).

Jusqu'aux années 60, en géographie, la région correspondait essentiellement à l'environnement qui la caractérise. Après, les géographes ont enrichi la notion de région par la dimension humaine des liens entre les individus et de la solidarité tissée par les habitants entre eux. Paul Claval en 1968, en définissant la région, disait qu'il s'agit de constructions spatiales communes plus petites que la nation, possédant une certaine personnalité, considérées comme des entités à part entière par les gens qui y évoluent ou par ceux qui la perçoivent de l'extérieur. Wim Van Spengen (1993) définit la région comme une surface relativement homogène où on retrouve un ensemble d'idées, de notions et de principes partagés. Le facteur humain est l'origine de la différenciation entre les régions. La notion d' « aire culturelle » ou « région culturelle » est née avec la définition de Hélène Cardy 1997 qui désigne l'espace sur lequel les cultures et les solidarités s'étendent et se développent. Pour Christine Bougeard Delfosse (2009 :119) « La région est donc caractérisée par la combinaison spécifique entre un espace terrestre, une histoire, et les activités des sociétés qui occupent le territoire». Les sociétés ont élaboré un style de vie pour maitriser leur milieu physique à travers un ensemble de pratiques, de techniques, de comportements et d'attitudes, ce qui caractérise leur culture rattachée à celle de la région. Nous parlons ainsi d'une culture régionale révélatrice de

l'identité régionale qui est une forme de distinction entre les régions. Ainsi les caractéristiques spécifiques à une région qui la distinguent d'une autre comprennent divers volets. Au-delà des caractéristiques géographiques et historiques représentant le patrimoine matériel, nous retrouvons le patrimoine culturel immatériel représentant les valeurs, les croyances, les principes ou encore les attitudes. Nous verrons dans la section qui suit le patrimoine culturel immatériel et ses manifestations en termes de sentiment d'appartenance à la région.

1.3.4. Patrimoine culturel immatériel

Le patrimoine culturel immatériel est fragile, mais important pour le maintien d'une certaine diversité culturelle dans un contexte où tout se font et se confond et tend vers une uniformisation. L'utilité du patrimoine culturel immatériel est ressentie essentiellement lors de l'engagement d'un dialogue interculturel ou d'un travail où il y a un partenariat entre différents groupes appartenant à différentes régions ou différents pays. Avoir une idée sur cette spécificité du patrimoine culturel immatériel accentue la richesse de l'échange des connaissances, des savoirs et des savoir-faire entre les différents partenaires. Le patrimoine culturel immatériel est contemporain, adaptable et adapté aux diverses situations. Ce dernier est inclusif, et peut être pratiqué ailleurs avec beaucoup de similitudes. Il est aussi représentatif et fondé sur les pratiques communautaires. Le patrimoine culturel immatériel a plusieurs manifestations relatives à l'histoire aux expressions et pratiques culturelles, ou encore aux valeurs et attitudes. Commun à un groupe d'individus ce patrimoine est intériorisé et transmis d'une génération à une autre grâce à diverses pratiques.

L'individu intériorise les modèles et les règles de sa région suite à l'influence de « la conscience commune ». Cette conscience commune d'après Emile Durkheim représente l'ensemble des croyances et des sentiments communs aux membres d'une même société. Elle joue le rôle d'une âme pour le groupe, génère de la solidarité sociale et du lien social.

La conscience commune pour Durkheim, est résumée dans les notes de Pascal Bailly (2001 : 2) : « à deux fonctions importantes :

- Elle assure l'intégration de chaque individu à la société ;
- Elle garantit la stabilité de la société en exerçant un contrôle social permanent (elle veille au bon respect des normes et des valeurs) ».

Ainsi toute manifestation de solidarité de l'individu envers sa commune et son territoire est influencée par les croyances et les sentiments partagés au sein de la société.Dans notre recherche, nous nous intéressons essentiellement à l'attitude que peut engager l'individu envers sa région et qui traduit son sentiment d'appartenance envers cette dernière.

Notre revue de la littérature effectuée en sciences humaines et sociales, en psychologie environnementale, nous a permis de cerner la notion d'appartenance qui selon Di Méo (2011) considère à la fois des dimensions liées à l'identité et au territoire. L'appartenance établit le lien entre l'individu et son lieu de vie, il suggère aussi d'autres notions comme l'attachement au territoire, l'identité au territoire, la solidarité envers le territoire et le partage des valeurs des individus.

1.3.4.1. Valeurs culturelles et sentiment d'appartenance

D'après Céline Bayou (2011 : 2) « le sentiment d'appartenance à un territoire n'est qu'un facteur parmi la multitude des référents identitaires potentiels de chacun. […] Selon les individus et la période de leur vie, l'élément territorial peut être plus ou moins mis en avant (quitte, dans les cas extrêmes, à occulter les autres et à se confondre avec l'identité tout entière des sujets) ou quasiment s'effacer ». Pour l'individu, l'appartenance exprime un référent identitaire en rapport à un territoire. Ce référent identitaire est évolutif pouvant exprimer uniquement une perception d'ancrage manifestant un sentiment basic d'identification, ou encore évoluer vers des manifestations affectives d'attachement conditionnant des actions de solidarité. Ainsi l'expression de l'appartenance envers le territoire ne peut pas être dissociée d'une dimension affective qui est à la base une perception identitaire pouvant évoluer vers un sentiment d'attachement. Paraît-il judicieux d'expliciter ce volet affectif, plus précisément, nous explicitons le sentiment en tant que manifestation affective. Pour cela, nous nous sommes basés sur les travaux de Claire-Lise Gaillard (2014 : 3) qui synthétise les pensées de Descartes et de Malebranche« Les sentiments sont les sensations ou des perceptions qui arrivent à l'occasion des corps extérieurs (objets ou personnes) : « Ces sortes de perceptions s'appellent sentiments ou sensations.». Le sentiment en ce sens est aussi appelé instinct et représente une voie courte et sure pour que l'esprit aime des choses qui ne méritent pas son application. ». Par conséquent, le sentiment est assimilé à la perception de l'effet qu'entraine un objet ou un individu sur l'individu. Pour cet auteur, le sentiment peut aussi être considéré comme «un sentiment intérieur » ou « conscience » ou

« pensée ». C'est la connaissance immédiate de la pensée par elle-même ». Nous déduisons que le sentiment peut être assimilé à la conscience ou à la pensée intérieure.

Au-delà de la perception ou de la conscience, le sentiment pour Claire-Lise Gaillard « signifie encore une impression interne que font les choses sur nous, un goût, une persuasion que nous sentons intérieurement, sans que l'on en puisse rendre une raison distincte aux autres, ni les en convaincre. Il y a certains sentiments sourds qu'il est plus aisé d'expérimenter, que d'expliquer ».Le sentiment dans cette troisième définition est assimilé à l'impression interne de la persuasion que peut ressentir l'individu intérieurement.

Si nous référons ces définitions au sentiment d'appartenance, le territoire peut susciter des perceptions ou des sensations positives chez les individus. Ce dernier peut aussi être représenté en la conscience interne de l'individu allant jusqu'à la conviction et la persuasion interne qui ne peut atteindre un degré assez développé. Étudier l'appartenance ne peut se dissocier des représentations affectives que suscite le territoire pour les individus d'où la référence à l'attachement au lieu représentant le sentiment affectif déclaré envers le territoire.

Plusieurs approches de l'attachement au lieu ont émergé et ce dans plusieurs disciplines telles que la psychologie environnementale, sciences des loisirs, sociologie, géographie, et de terrain... Maria Vittoria Giuliani et Roberta Feldman (1993) estiment que l'attachement au lieu est parfois un concept très large pour désigner un système d'affects liés à l'environnement, et parfois un concept très spécifique qui décrit une relation purement affective entre un individu et un lieu. Pour M.Carmen Hidalgo et Bernardo Hernandez (2001), plusieurs définitions ont résumé le concept d'attachement au lieu, ce qui rend son étude plus délicate. De ce fait, nous ne disposons pas de définitions communes, ni de descriptions précises de ses mécanismes.

Même si les points de vue sont différents d'une approche à l'autre, il existe des visions dominantes dans chacune des principales disciplines qui s'intéressent au concept. En sociologie, l'étude de l'attachement au lieu a vu le jour avec les travaux de Michael Jonathan Fried (1963) sur la relation des ouvriers du West End de Boston à leur lieu de résidence. Ce chercheur a constaté qu'en dépit des médiocres conditions de vie qu'offrait le West End, les populations déplacées souffraient d'un arrachement à leur quartier, exprimant des sentiments négatifs. Dans la plupart des travaux en sociologie, l'attachement au lieu (ou à la

communauté) est un lien affectif, où l'aspect identitaire du lien est présent même s'il n'est pas précisément défini. L'attachement au lieu est d'abord un lien social pour Kathleen Gerson, Anne. C Stueve et Claude.S Fischer (1977), ainsi que pour Gustavo Mesch et Orit Manor (1998), la terminologie la plus employée étant « attachement à la communauté ». Des auteurs comme David Hummon (1992) évoquent d'autres facettes de cette notion comme lien affectif ou émotionnel.

En sciences des loisirs, les recherches sur l'attachement au lieu se sont basées sur les travaux de Daniel R. Williams et Joseph W. Roggenbuck (1989). Le concept comprend alors deux dimensions : la dépendance vis-à-vis du lieu (attachement fonctionnel, développé à partir des recherches de Daniel Stockols et Sally Ann Shumaker (1981) en psychologie environnementale) et l'identification au lieu (attachement émotionnel et identitaire, développé à partir des recherches d'Harold Proshansky (1978) en psychologie environnementale également). L'attachement au lieu passe d'abord par un attachement à l'environnement physique et à l'activité pratiquée sur le lieu.

En géographie humaine, l'attachement au lieu est considéré comme un phénomène universel, qui explique un ensemble de relations émotionnelles et symboliques entre l'individu et son environnement physique selon Yi-Fu Tuan (1977). Il décrit la relation entre l'être humain et son milieu. Plusieurs auteurs se sont penchés sur cette notion après l'ouvrage de Setha M. Low et Irwin Altman (1992), comme Barbara B. Brown et Engine Make Perkins (1992), Louise Chawla (1992)et Jean Frisou (2011). L'attachement au lieu est ainsi considéré comme un lien affectif complexe, multidimensionnel, qui possède une fonction identitaire.

Différentes échelles de mesure ont été développées pour évaluer l'attachement au lieu. Ces échelles prennent en compte différentes dimensions, explicitées dans le tableau qui suit.

Auteurs	Objectif de la mesure	Echelle psychométrique	Dimensions du concept
Premier thème		Attachement à travers les dimensions physique et sociale	
Riger et Lavraskas (1981)	Mesurer l'attachement au quartier à travers l'enracinement ou l'attachement physique	7 items à réponses dichotomiques de type « oui » « non ».	Dimension physique et sociale.
Taylor.R et al. (1985)	Mesurer l'attachement au quartier	Créer un index	Dimension très forte accordée à la dimension sociale.
Cuba et Hummon (1993)	Définissent l'attachement comme le sentiment d'être chez soi.	Un seul item : « Associez-vous le sentiment d'être chez vous à votre maison, votre quartier ou votre ville en général ? »	Expriment à la fois l'existence et le lieu d'attachement
Hidalgo et Hernandez (2001)	Mesurer le degré d'attachement à l'égard de leur maison, de leur quartier et de leur ville	attachement global, physique et social à l'égard de la maison attachement global, physique et social à l'égard du quartier attachement global, physique et social à l'égard de la ville	Trois dimensions : global, physique et social
Deuxième thème		Attachement à travers les dimensions affective et sociale	
Gerson et al. (1977)	Mesurer : les liens institutionnels les activités sociales les relations sociales la satisfaction liée au quartier	13 items pour mesurer l'attachement social 2 items pour mesurer l'attachement affectif	Mesurer l'attachement affectif et social
Bahi-Fleury (1996)		3 items d'investissement affectif. 6 items pour mesurer l'investissement social.	Mesurer l'attachement affectif et social.
Troisième thème		L'attachement au lieu est la composante affective du lien qui unit l'homme à un lieu donné	
Lalli (1992)	Mesurer l'attachement d'une personne à sa ville.	5 items	Echelle unidimensionnelle Développement d'une échelle d'identité urbaine

McAndrew (1998)	Mesurer l'enracinement.	Echelle bipolaire : désir de changement (6 items). Satisfaction liée au foyer et à la famille (4 items).	Pour l'auteur c'est la dimension affective du lieu (concept très proche de l'attachement au lieu.
Austin et Baba (1990) Mesh et Manor (1998)	Mesurer l'attachement au quartier à travers le bien-être ou la fierté. Mesurer la crainte de devoir quitter le quartier un jour.	oui	Dimension affective
Brown & Raymond (2007)	Oui		Attachement au lieu avec deux sous-dimensions : identification au lieu dépendance au lieu.
Bonnes et al. (1997)	Mesurer l'attachement au quartier.	Neighborhood Attachment Scale (NAS) 4 items sur les conséquences de l'attachement au quartier. 2 items sur le processus.	Echelle unidimensionnelle
Bonaiuto et al. (1999)	Adapter l'échelle NAS	.	

Tableau 2. Les échelles de mesures de l'attachement au lieu (Philippe Robert Demontrond, Christine Bougeard Delfosse, 2010 :10)

Après avoir vu les différentes approches de l'attachement au lieu nous réalisons que ce concept se définit comme étant un lien affectif qu'un individu établit avec un lieu spécifique soit un endroit où il se sent confortable et en sécurité (Hidalgo et Hernandez, 2001). Ces auteurs considèrent que la caractéristique principale de l'attachement au lieu est que l'individu prévoit le maintien de cette relation d'attachement à la région. Plusieurs auteurs ont des avis différents concernant cette notion même. L'appellation et la méthodologie utilisée diffèrent d'un auteur à l'autre. Hidalgo et Hernandez (2001) avancent que les termes les plus souvent employés en anglais sont *community attachement, sense of community, place attachement, place identity, place dependance, sense of place* mais qu'un certain consensus semble se former autour de l'expression «*place attachement*».

Certains auteurs comme Boniauto et al (1999) considèrent que l'attachement à la région a une dimension émotionnelle en plus de la composante cognitive.

L'attachement au lieu implique le développement d'un sentiment d'appartenance qui pour Lucy Baugnet (1992 : 113) « Tout individu est inséré dans une multitude de groupes d'appartenance au travers desquels il manifeste son appartenance à la société, son rapport aux autres et à l'environnement et à travers lesquels il constitue son identité psychosociale en un processus didactique permanant où sont en jeu des mécanismes de conformité et de différenciation. Il en résulte que tout un chacun est plus ou moins investi dans ses appartenances, les éprouve comme étant plus ou moins importantes ». Ainsi la conformité ou la différenciation aux individus faisant partie de la région ou du lieu révèle la nature du sentiment d'appartenance.

Le sentiment d'appartenance à la région est multidimensionnel regroupant le cognitif, l'affectif et le conatif en terme d'identité, d'attachement et d'attitude envers la région. Selon Lucy Baugnet (1990 : 113) « Tout individu est inséré dans une multitude de groupes d'appartenance au travers desquels il manifeste son appartenance à la société, son rapport aux autres et à l'environnement et à travers desquels il constitue son identité psychosociale en un processus didactique permanant où se mettent en jeu des mécanismes de conformité et de différenciation».

France-Guérin Pace (2007 : 1) considère que« Le sentiment d'appartenance à un territoire figure parmi la multitude des référents identitaires potentiels que sont l'appartenance sociale, religieuse, familiale, professionnelle, etc. Cette composante n'est pas nécessairement présente dans le registre identitaire et, si c'est le cas, elle n'est pas forcément mise en avant par les individus. Si certaines personnes se définissent plus volontiers par leur appartenance géographique, d'autres mettent en avant leur situation familiale, leur métier, etc. La place accordée aux différentes appartenances, leur hiérarchie, constituent l'identité de chacun. Loin d'être donnée ou figée l'identité se modifie et évolue tout au long de la vie : selon les contextes et les moments du cycle de vie, certaines appartenances sont mises en avant, d'autres sont écartées momentanément ou durablement, et même parfois occultées. C'est la manière de chacun d'agencer ces différentes composantes qui confère à l'identité de son caractère unique ».

L'appartenance à la région étant une notion plus globale que l'attachement vu qu'elle englobe en plus de la dimension affective exprimée par l'attachement, les dimensions cognitives et conatives.

Les régions sont des contextes dynamiques vu les relations sociales et les souvenirs qui s'y créent, c'est ce qu'affirment M.Carmen Hidalgo et Bernardo Hernandez (2001), Gerard Kyle, Alan Graefe, Robert Mnning et James Bacon (2004). La région est souvent liée aux relations personnelles, communautaires et culturelles qui se tissent dans le lieu. Ce type d'attachement a une grande connotation sociale.

Pour Maria Vittoria Giuliani et Roberta Feldman (1993), en tant que construit identitaire, la région est considérée comme une extension de l'individu, l'attachement au lieu se forge avec le temps ce qui est l'occasion de la construction d'une histoire commune entre l'individu et son lieu d'attachement. Cette idée a été confirmée par Schultz Kleine et Menzel Baker (2004) qui considèrent que cette notion est un phénomène complexe qui implique des dimensions cognitives et comportementales au-delà de l'affect. Cela reflète le sentiment d'appartenance à la région. Pour ces auteurs, l'attachement à la région ou au lieu peut avoir une connotation négative.

D'après Louise Chawla (1992), l'attachement au lieu signifie que le lieu est fait sien, c'est l'appropriation mentale et le sentiment l'appartenance. En plus, le lieu ou la région fait partie intégrante de l'individu. Les notions de possession ou de contrôle ne sont plus utiles. La région est considérée comme une continuation de l'individu. Ainsi l'attachement donne au lieu une valeur particulière, ce qui rend l'éloignement de ce lieu pénible et difficile. Le sort du lieu est primordial pour l'individu.

Bradley.S Jorgensen et Richard.C Stedman (2001) définissent un concept global qui est le « sens du lieu ». Ils envisagent ce concept essentiellement à travers la dimension conative à savoir les attributions comportementales que l'individu peut dégager du lieu (emplacement idéal pour pratiquer une quelconque activité, ou pour éduquer les enfants…). Alors que selon Jean Frisou (2011), la cible de l'attitude est le lieu et non l'individu, l'échelle de mesure de cette notion proposée par Frisou 2011 explore trois dimensions. Pour ce construit, il s'est inspiré des items utilisés par Lalli (1999), Jorgensen et Stedman (2001), Robert Demontrond et Bougeard Delfosse (2009) : une dimension cognitive qui se résume dans les croyances à

travers lesquelles les individus s'identifient à leurs régions, une dimension affective mesurée par l'attachement à la région, et une dimension conative reflétant la solidarité envers la région.

En ce qui nous concerne, l'attachement au lieu indique une appropriation et un sentiment d'appartenance à ce lieu les dimensions affectives, cognitives et conatives y sont donc comprises. Nous avons choisi de mener notre recherche en adaptant l'échelle de mesure développée par Jean Frisou (2011), Pour cet auteur, les sciences sociales reconnaissent que les représentations individuelles et sociales du lieu de vie peuvent influencer les sentiments d'appartenances, les croyances identitaires et les comportements des personnes. L'attitude envers le lieu a été traitée par plusieurs concepts comme l'attachement au lieu, l'identité au lieu ou encore la dépendance au lieu. Pour les sciences sociales, l'individu peut avoir plusieurs réactions par rapport à son lieu de vie, ces réactions peuvent être de natures cognitives, affectives ou conatives dans la mesure où la structure de l'attitude est tri-componentielle. Ainsi l'attitude envers le lieu de vie selon Jean Frisou (2011 : 8) « est une disposition stable de l'individu, qui lui fait percevoir ce lieu comme une composante de son identité, lui fait ressentir un attachement pour ce lieu, et le prépare à des comportements en faveur de ce lieu ». Cet auteur envisage cette notion à travers les aptitudes comportementales suscitées chez l'individu en faveur du lieu.

- ✓ ***Dimension cognitive : identité de lieu*** cette dimension a aussi été développée par Yves Guermond (2006) qui considère l'existence de deux sortes d'identités au territoire : identité réelle et identité virtuelle. Une identité réelle où les individus connaissent la région et la délimitent d'un point de vue spatiale. Pour le présent auteur (2006 : 291), « L'identité territoriale est à l'origine un sentiment individuel, très souvent limité au coin de terre ». L'identité virtuelle, quant à elle, met en relief le caractère spécifique représentatif de certains espaces où il y a une extension spatiale localisée de certains phénomènes sociaux. L'échelle de mesure de cette dimension que nous avons adoptée dans notre travail est celle de Jean Frisou qui retient trois items.

    - je me sens vraiment chez moi dans ma région
    - je m'identifie un peu à ma région

- je ressens ma région comme une partie de moi même

✓ ***Dimension affective : attachement au lieu*** Cette dimension aussi développée dans les travaux de Michael Keating (1998) et Yves Guermond (2006) fait référence au sentiment d'une identité commune dans l'espace, qui est une appropriation mentale du territoire. Ce dernier est une continuation de l'individu qui se sent déraciné, loin de sa région. Nous retrouvons trois items pour cette échelle de mesure développée par Frisou :

- je suis très attaché(e) à ma région
- je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région
- quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir

✓ ***Dimension conative : solidarité envers le lieu*** cette dimension pour Michael Keating (1998) et Yves Guermond (2006) est instrumentale suscitant une mobilisation pour des actions collectives en faveur du territoire. Cette vision est aussi approuvée par plusieurs auteurs comme Christine Bougeard Delfosse (2009) qui considère que c'est une prédisposition stable de l'individu le préparant à des manifestations de solidarité en faveur de sa région. Nous adoptons pour cette dimension l'échelle de mesure développée par Frisou (2011) qui comporte quatre items :

- Je me sens très solidaire de ma région
- Dans mes choix je privilégie d'abord les intérêts de ma région
- C'est important pour moi d'aider ma région à se développer
- J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région

Ainsi a-t-on vu que les territoires ont une identité liée à leur histoire humaine, industrielle, géographique et physique. Ces derniers sont confrontés à une concurrence plus accrue ce qui fait que le retour au local est plus suggéré dans les stratégies de développement économique et social. Un territoire attractif et compétitif est une combinatoire de ressources qui donne lieu à des compétences et des stratégies. C'est là où s'affirme le signe d'une intelligence territoriale. Or, au sein de chaque territoire règne une culture bien déterminée inscrivant les valeurs et les comportements passés, actuels et futures dans une symbolique propre. Et plus

particulièrement le sentiment d'appartenance conditionne l'attitude adoptée envers la région. Le sentiment d'appartenance peut assurer l'attractivité et la compétitivité du territoire en facilitant le déploiement de dispositifs d'IT. Mais aussi une communication et une gestion différente du territoire peut consolider le sentiment d'appartenance des différents acteurs. Cela a été confirmé concrètement dans le forum régional établit en 2008 par la région Chaudière-Appalaches[4]. Dans l'axe identité régionale et la fiche 11 sentiment d'appartenance, les acteurs régionaux estiment que le fait de renforcer le sentiment d'appartenance à la région assure par la suite le développent de cette dernière. « Afin qu'une identité régionale puisse s'affirmer de manière significative, tout en permettant que les différentes communautés culturelles et historiques de la région s'affirment elles aussi, il est important de consolider le sentiment d'appartenance […].Chaque individu peut avoir plusieurs sentiments d'appartenance : une personne peut avoir un sentiment d'appartenance pour sa municipalité, sa Municipalité Régionale de Comté MRC, sa région historique ou sa région administrative. Le fait de renforcer les liens existant ou encore ceux qui sont à venir entre la région et ses communautés naturelles peut permettre ensuite d'utiliser ces forces collectives pour le développement territorial » (2008 : 2). La communication permettant le renforcement du sentiment d'appartenance consolide les liens envers la région et favorise la mise en commun d'une intelligence collective pour le développement régional.

Estelle Delay (2005) considère que le renforcement du sentiment d'appartenance et la consolidation d'une culture identitaire accentuent la capacité d'innovation et l'attractivité du territoire essentiellement par des relations de collaboration et de partenariat entre les acteurs territoriaux.

[4] Région administrative du Québec, Canada

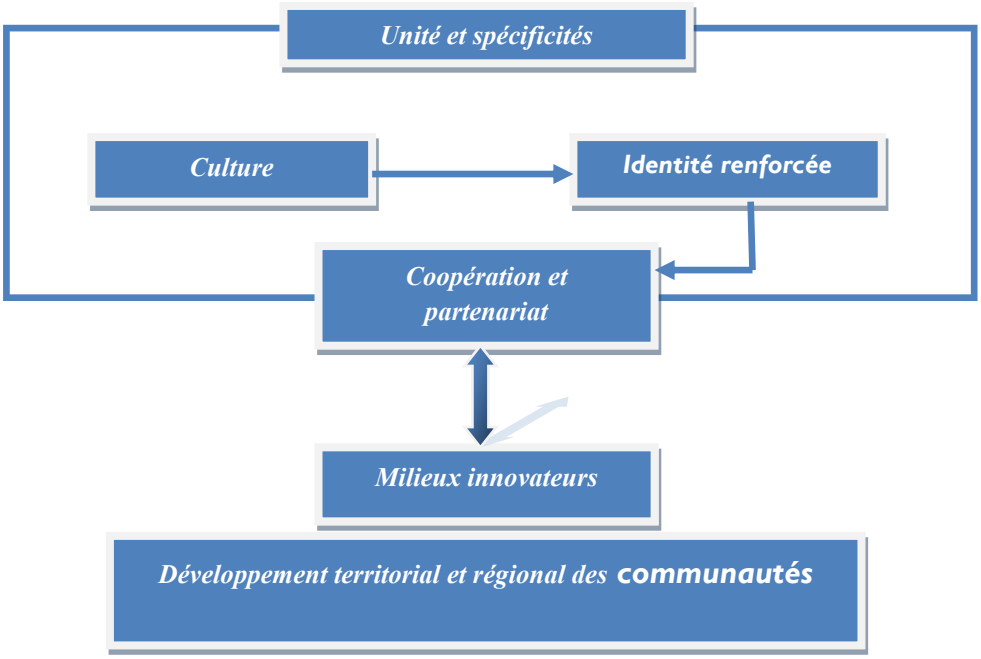


Figure 1. Facteurs endogènes propices à l'émergence et au dynamisme du développement régional et territorial, Estelle Delay (2005 : 88)

Vu l'effet que peut avoir le sentiment d'appartenance sur les diverses pratiques communicationnelles et managériales en faveur du développement régional, nous nous proposons d'étudier ses pratiques développées dans le cadre de l'IT.

2. Intelligence territoriale : territorialisation de l'intelligence économique et du Knowledge Management

Notion relativement récente, l'IT peut être considérée comme du marketing territorial ; d'autres affirment qu'elle est proche de la planification stratégique et des exercices de prospectives. Elle est aussi définie comme étant une complémentarité entre l'IE et le KM, comme elle peut être associée au développement territorial. Les définitions de l'intelligence territoriale sont empruntées à diverses approches qui peuvent parfois être opposées, ce qui rend les contours de cette notion assez flous. L'originalité de notre recherche réside dans l'identification des dispositifs d'IT sélectionnés par les acteurs dans nos deux régions d'étude, puis, de saisir l'influence de leur sentiment d'appartenance envers la région traduit par leur attitude envers cette dernière sur les pratiques de développement territorial.

Cette sous-section délimite les approches de l'IT qui supposent le déploiement de procédés pour finalités territoriales distinctes. Cela nous permet de parvenir à une définition consensuelle de l'IT et des dispositifs de valorisation qui en découlent.

2.1. Les différentes approches de l'intelligence territoriale

L'IT a été développée par plusieurs auteurs s'inscrivant dans le cadre de diverses approches. De ces approches découlent des définitions prenant en considération plusieurs pratiques. La complexité de notre objet réclame un retour sur les différentes approches de cette notion ainsi que sa définition par rapport à notre objet. Définir et relever les pratiques de l'IT nous permet de voir concrètement ce qui est adopté par les différentes structures de développement.

2.1.1. L'approche pragmatique de l'intelligence territoriale

L'approche pragmatique se focalise sur les usages pratiques de l'IT. Cette dernière peut être assimilée à l'IE appliquée au niveau d'un territoire bien déterminé par les différentes entreprises ou les clusters d'entreprises. Les dispositifs de la démarche d'IE sont disponibles et à la portée de toutes les entreprises du territoire comme les procédés de veille et d'influence sur l'environnement externe, ou encore les moyens de protection du patrimoine immatériel. L'IT peut aussi être associée à du marketing territorial qui se traduit par des opérations de veille, d'influence, de mise en place de stratégie par les collectivités afin de valoriser l'image du territoire pour le rendre plus attractif. Cela a été confirmé par George Delis et Yann Bertacchini (2008 : 9) : « L'intelligence territoriale renvoie à la maîtrise des méthodes et des moyens de l'intelligence économique au service territoire ». Ces deux auteurs précisent ainsi cinq principaux objectifs de l'intelligence territoriale à savoir:

- Connaître, comprendre, suivre et accompagner le territoire;
- Identifier et contribuer à mettre en œuvre des projets créateurs de recherches et d'activités;
- Mettre en réseau les acteurs publics et privés au service du développement du territoire;
- Anticiper les mutations les évolutions et les facteurs de rupture;
- Valoriser le territoire. » Cité par Mohamed Haddad, (2008 :107)[5].

[5] Membre du programme LOTH

L'approche pragmatique peut aussi considérer l'IT comme la complémentarité des dispositifs d'IE et de KM ce qui a été confirmé par plusieurs auteurs (Dumas : 2007) ou (Goria, 2009 : 6) qui avance : « une application d'intelligence territoriale sous la forme d'un dispositif territorial fait la synthèse autant d'actions ou de moyens d'intelligence économique territoriale que de territorial Knowledge management » dans ce cas l'intelligence territoriale sera fondée sur la protection du patrimoine informationnel, l'animation de réseaux, l'influence, la veille ainsi que sur la capitalisation, la cartographie, la création et le partage de connaissances. Cette dernière sera appliquée soit par des responsables institutionnels au sein du territoire et dans ce cas elle est considérée comme étant stratégique ayant une portée à long terme, soit par des décideurs non institutionnels comme les chefs d'entreprises, et dans ce cas elle est considérée comme étant tactique ayant une portée à moyen et court terme.

L'approche pragmatique de l'IT met en évidence les dispositifs d'application concrète de cette notion au niveau du territoire. Ces dispositifs regroupent des pratiques de veille informationnelle, des pratiques de protection du patrimoine et d'influence de l'environnement externe ainsi que des pratiques de création et de partage des connaissances.

Cependant d'autres approches ont été développées de l'IT comme l'approche écologique que nous verrons dans la deuxième section ou encore l'approche sémantique que nous développerons ultérieurement.

2.1.2. L'approche écologique de l'intelligence territoriale

L'approche écologique de l'intelligence territoriale met l'accent précisément sur l'environnement dans lequel se met en place l'intelligence territoriale et son développement par rapport à son contexte géographique social, les ressources dont elle dispose et l'organisation qu'elle met en œuvre cette vision se rapproche du développement durable qui selon Jean-Jacques Girardot (2004 : 6) « [...] repose sur trois principes :

- La participation de tous les acteurs du développement, au premier rang desquels les citoyens,
- L'approche globale des situations, caractérisée par un équilibre adéquat entre les considérations d'ordre économique, social et environnemental,
- le partenariat des acteurs ».

Ces principes qui guident le développement territorial sont considérés comme des normes éthiques de l'intelligence territoriale et pour Jean-Jacques Girardot (2004 : 6), trois principes méthodologiques sont susceptibles de garantir le respect de cette éthique, l'appréhension du territoire en tant qu'espace d'action, la diffusion des pratiques de gestion par projet et l'ancrage de la culture de l'évaluation des réalisations, ainsi que le développement de l'accès aux technologies de l'information et de la communication. Ces principes prennent en considération, le fondement de l'approche globale sur une vision territoriale et prospective, et l'orientation de l'IT vers les acteurs en termes de participation et de partenariat. L'accessibilité aux technologies de l'information et de la communication est à la base de la coopération des acteurs. Ainsi, l'approche écologique de l'intelligence territoriale met-elle l'accent essentiellement sur la vision globale. Cette vision est à définir par les responsables institutionnels afin de suivre un cheminement stratégique prospectif tenant compte du contexte environnemental, social, économique… Cependant, cette approche insiste sur la non exclusion des différents acteurs de la région que ce soient des entreprises, des représentants de la société civile ou les habitants même de la région. La participation de ces différents acteurs passe par l'accessibilité aux technologies de l'information et de la communication et le partage collaboratif à tous les niveaux.

Au-delà de l'approche pragmatique qui prend en compte les dispositifs de concrétisation de l'IT et de l'approche écologique qui tient compte des ressources existantes pour le développement d'une vision prospective durable pour le territoire, une autre approche a été développée pour l'IT qu'est l'approche sémantique, que nous verrons dans la section suivante.

2.1.3. L'approche sémantique de l'intelligence territoriale

Cette approche s'intéresse essentiellement au sens ou de l'acceptation explicite et/ou implicite de l'intelligence et du territoire. En effet, Alan Turing (1950) qui est l'un des premiers fondateurs de l'intelligence artificielle a défini l'essence même de l'intelligence comme étant la capacité de s'adapter à une situation en adoptant un comportement approprié. Douglas Richard Hofstadter (1985) développe la définition d'Alan Turing dans la mesure où il considère l'intelligence comme « la capacité de réagir avec souplesse aux situations qui se présentent, de tirer profit de circonstances fortuites, de discerner le sens de messages ambigus ou contradictoires, de juger de l'importance relative de différents éléments d'une situation, de trouver des similitudes entre des situations malgré les différences qui peuvent les séparer,

d'établir des distinctions entre des situations malgré les similitudes qui les rapprochent, de synthétiser de nouveaux concepts à partir d'anciens concepts assemblés différemment, de trouver des idées nouvelles » citée par Philippe Kesslin (2007 :41). Pour Douglas Richard l'intelligence c'est le fait d'avoir la vivacité d'esprit qui nous rend capable de réagir avec souplesse face aux situations qui se présentent. La capacité de trouver des similitudes entre des situations qui semblent différentes et des distinctions entre d'autres situations qui sont semblables de prime abord. L'aptitude de synthétiser de nouveaux concepts et de trouver des idées nouvelles. L'intelligence peut ainsi être liée à la capacité de collecter et d'exploiter l'information, comme elle peut être liée à l'interprétation et la gestion de nouvelles situations.

Quant au territoire, plusieurs définitions ont été émises à son propos. Pour Guy Di Méo (1996 : 40), « Le territoire est une appropriation à la fois économique, idéologique et politique (donc sociale) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire ». Selon lui, le territoire est l'appropriation d'un espace par un groupe d'individus, qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes et de leur histoire. Cette appropriation de l'espace se fait à différents niveaux que ce soit économique, idéologique, social ou politique.

Bernard Debardieux (2002) définit le territoire comme « un agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité ». Pour lui, le territoire est un ensemble de conditions pratiques qui assure l'existence d'un individu ou d'un groupe d'individus, et toutes ces conditions réunies informent l'individu sur sa propre identité, donc le territoire du point de vue des sociologues est lié à l'identité culturelle des individus. D'après Denis Requier-Desjardins (2009 : 9), le territoire peut être assimilé à : « Une forme d'organisation productive marquée par des règles partagées par tous les acteurs du territoire et l'existence d'un dedans et d'un dehors ».Pour Desjardins, toute forme d'organisation productive ayant des règles partagées et une frontière peut être considérée comme un territoire.

L'approche sémantique établit les définitions de chaque terme de cette notion. Le territoire est une organisation de ressources matérielles et immatérielles structurant l'existence d'un collectif d'individus et reflétant l'identité de ces individus. Le territoire est aussi un espace

d'application de l'intelligence qui est la capacité des individus de s'adapter à une situation en adoptant un comportement approprié.

Diverses approches de l'IT ont été développées ; l'approche pragmatique qui se basait sur les dispositifs adoptés, l'approche écologique mettant l'accent sur l'environnement ainsi qu'à la participation des différentes parties prenantes, ou encore l'approche sémantique identifiant et définissant la concrétisation de l'intelligence au niveau du territoire. La définition de cette notion a été stabilisée par différents auteurs ayant divers points de vue comme on le verra dans la section suivante.

2.2. À propos de l'intelligence territoriale

Assurer l'attractivité du territoire passe par plusieurs pratiques. Les responsables institutionnels, non institutionnels ainsi que leurs partenaires font appel à divers dispositifs informationnels, communicationnels et de management. Ces dispositifs peuvent assurer la compétitivité et l'attractivité du territoire. Le recours à ces dispositifs peut être dans le cadre de pratiques d'intelligence économique ou encore de knowledge management territorialisés. Cela revient *infine* à des pratiques d'IT, cette notion qui dispose de différentes délimitations selon les points de vue des auteurs et des praticiens qui la définissent.

Les définitions de l'IT ont été développées par plusieurs auteurs. Pour Jean-Jacques Girardot (2000), l'IT est un outil qui permet à la communauté territoriale, aux acteurs ainsi qu'aux chercheurs de connaître au mieux leur territoire et de maîtriser les différents moyens de le développer. Par conséquent, les différents acteurs entrent dans un processus d'apprentissage qui leur permettra d'agir d'une manière efficace et efficiente. Ces derniers doivent s'approprier les différentes technologies de l'information et de la communication ainsi que l'information en elle-même. Pour cet auteur, l'IT est fondamentale afin que les différents acteurs puissent réussir le développement territorial à travers la définition, l'animation, l'évaluation des différentes politiques et actions.

L'IT peut aussi être considérée comme un processus, et sur ce point de vue Olivier Arifon rejoint Yann Bertacchini (2006 : 10) qui définit cette notion comme : « Un processus informationnel et anthropologique, régulier et continu, initié par des acteurs locaux physiquement présents et/ou distants qui s'approprient les ressources d'un espace en

mobilisant puis en transformant l'énergie du système territorial en capacité de projet. De ce fait, l'intelligence territoriale peut être assimilée à la territorialité qui résulte du phénomène d'appropriation des ressources d'un territoire puis aux transferts des compétences entre des catégories d'acteurs locaux de culture différente. L'objectif de cette démarche, est de veiller, au sens propre comme au sens figuré, à doter l'échelon territorial à développer ce que nous avons nommé le capital formel territorial ». Donc olivier Arifon et Yann Bertachini affirment qu'elle peut être associée à l'IE, appliquée au niveau du territoire. Cela est très proche du marketing territorial, avec une gestion concertée des ressources disponibles Pour eux, l'IT tient aussi de la géographie et du développement durable, ou à un processus informationnel et anthropologique.

Selon Olivier Arifon, l'IT a recours aux techniques de l'IE à savoir la combinaison de la veille technologique, concurrentielle, juridique et sociétale pour mettre en place des actions qui favorisent les capacités de réaction et l'efficacité d'un territoire. Philippe Dumas rejoint l'idée développée par Philippe Herbaux (2006) autour de la notion d'IT. Pour lui, l'IT est basée sur une collecte et diffusion des signaux et informations entre acteurs et décideurs, ce qui permet l'évolution de la culture du local. L'IT passe par la capacité d'acquisition et de compréhension des données collectées afin de les transformer en informations et connaissances utiles et opérationnelles pour la prise de décision et sa mise en action. Philippe Dumas (2007) précise que l'IT se base sur le rapprochement entre un processus cognitif qui est l'intelligence pour l'organisation de l'information, (veille et protection informationnelle), la capitalisation et la diffusion de cette dernière. Il considère que le territoire est le lieu d'application de ce processus cognitif. Nous pouvons remarquer qu'il fait ici référence aux notions d'IE et de KM, en affirmant que l'intelligence territoriale joue sur ces deux notions pour s'appliquer.

En somme, l'IT est un processus cognitif de valorisation du territoire qui passe par une veille informationnelle impliquant tous les acteurs territoriaux afin d'assurer la capitalisation et la diffusion des connaissances acquises. Cela permettra par la suite une évolution de la culture locale et assurera la valorisation et l'attractivité du territoire.

Toutes ces définitions éclairent d'emblé notre objet de recherche, dans cette perspective, nous nous intéressons aux travaux de Terry Zimmer (2009), qui considère que l'IT se met en place à travers l'intelligence stratégique territoriale, l'intelligence économique territoriale, la veille

professionnelle pour les collectivités, l'intelligence politique et les territoires numériques. Cet auteur a développé pour les différentes étapes de l'IT les bénéficiaires de la concrétisation de l'étape dénommé « client », l'objectif recherché, les acteurs chargés de l'accomplissement de l'étape, et la problématique qui sera résolue suite à cette concrétisation.

Pour l'intelligence stratégique territoriale, cela se concrétise pour disposer d'un diagnostic territorial, des évolutions économiques, des besoins cibles du marketing, définition des offres adaptées aux besoins, et assurer une communication autour de l'offre territoriale. Cette problématique sera résolue par les opérateurs du développement économique afin que les décideurs économiques territoriaux puissent assurer le développement économique du territoire. Les clients, les objectifs, les acteurs ainsi que la problématique de l'intelligence stratégique territoriale sont présentés dans ce tableau.

Client	Décideurs économiques territoriaux
Objectif	Développement économique territorial
Acteurs	Opérateurs du développement économique territorial
Problématique	✓ Disposer d'un diagnostic territorial ✓ Observer les évolutions des territoires concurrents ✓ observer les évolutions de son territoire économique ✓ Analyser les besoins des cibles du marketing territorial ✓ Définir une offre territoriale adaptée aux besoins perçus ✓ Communiquer autour de l'offre territoriale

Tableau 3. L'intelligence stratégique territoriale Zimmer (2009)

Le déploiement de l'intelligence économique territoriale se fait essentiellement pour sensibiliser et accompagner les PME à l'IE. L'identification des entreprises sensibles et la mise en relation des PME avec les acteurs privés de l'IE et les services publics de l'État permettront leur accès aux informations économiques publiques. Les acteurs du développement économique territorial diffusent les pratiques d'IE au bénéfice des PME du territoire. Les clients, objectif, acteurs et problématique de l'intelligence économique territoriale sont récapitulés dans ce tableau.

Client	Entreprise et en particulier les PME du territoire
Objectif	Diffuser les pratiques d'intelligence économique
Acteurs	Opérateurs du développement économique territorial
Problématique	✓ Sensibiliser les PME à l'intelligence économique ✓ Accompagner les PME dans leurs démarches d'intelligence économique ✓ Identifier les entreprises sensibles ✓ Mettre en relation les acteurs privés de l'intelligence économique et les PME ✓ Mettre en relation les PME sensibles avec les services spécifiques de l'état ✓ Permettre l'accès des PME aux informations économiques publiques

Tableau 4. L'intelligence économique territoriale Zimmer (2009)

Constituer des communautés de pratiques et d'intérêts, encourager la démocratie participative mettre en réseau les acteurs de la société civile et stimuler l'innovation des projets est la problématique des territoires numériques. Les acteurs de la société civile et les collectivités intensifient les échanges autours des projets locaux d'intérêt public (citoyens et associations). Les divers acteurs client objectif, clients et problématique de cette veille sont récapitulés dans ce tableau.

Client	La société civile, citoyens et associations
Objectif	Intensifier les échanges autours des projets locaux d'intérêt public
Acteurs	La société civile et parfois les collectivités
Problématique	✓ constituer des communautés de pratiques et d'intérêts ✓ Encourager la démocratie participative ✓ Mettre en réseau les acteurs de la société civile ✓ Stimuler l'innovation des projets

Tableau 5. La veille professionnelle pour les collectivités Zimmer (2009)

La veille territoriale repose sur l'utilisation d'outils destinés essentiellement aux acteurs de projet et la stimulation de la circulation de l'information interservices. Les agents territoriaux sont bénéficiaires de cette veille. Ces derniers sont aussi acteurs à côté des centres de documentation et d'information de l'amélioration d'accès à l'information professionnelle et de l'organisation des services des collectivités en réseaux sociaux.

L'intelligence politique est aussi une dimension de l'IT nous la récapitulons dans le tableau suivant :

Client	Les agents territoriaux
Objectif	Améliorer l'accès à l'information professionnelle Organiser les services des collectivités en réseaux sociaux
Acteurs	Les agents territoriaux les centres de documentation et d'information
Problématique	✓ Utiliser les outils de veille issus du web ✓ Fournir les outils de veille aux acteurs de projet ✓ Stimuler la circulation d'informations interservices

Tableau 6. L'intelligence politique Zimmer (2009)

Les élus locaux sont bénéficiaires de l'intelligence politique. Les cabinets et partis politiques surveillent la réputation des élus locaux et l'activité médiatique des opposants politiques. Ces acteurs identifient les tendances de l'opinion publique et mesurent l'impact des déclarations et communiqués de presse. L'objectif final est la détermination de la communication et des thèmes de campagne des élus.

Client	Les élus locaux
Objectif	Détermination de la communication et les thèmes de compagne des élus locaux
Acteurs	Cabinets et partis politiques
Problématique	✓ Surveiller la réputation des élus locaux ✓ Identifier les tendances de l'opinion publique ✓ Surveiller l'activité médiatique des opposants politiques ✓ Mesurer l'impact des déclarations et communiqués de presse

Tableau 7. Les territoires numériques Zimmer (2009)

En se basant sur les travaux de ces auteurs et les diverses approches de l'IT, nous pouvons relever que cette notion suppose le recours à certains dispositifs. Cette intelligence est adoptée au niveau du territoire selon les besoins décelés. C'est une intelligence territoriale adoptée ITA suite à un diagnostic réel reflétant la situation et les besoins réels au niveau du territoire un choix est établi et certains dispositifs sont adoptés. L'implication des divers acteurs dans cette approche participative dépend non seulement des besoins réels mais aussi de

l'appréciation du travail de collaboration et de coordination et des résultats en termes de développement. L'intelligence territoriale perçue ITP suppose l'appréciation des dispositifs déployés pour le développement du territoire, l'échange d'informations entre les différents acteurs et de l'évaluation des retombées en termes de développement du territoire.

Divers points de vue s'accordent sur les finalités de l'IT qui sont l'attractivité et la compétitivité du territoire. L'atteinte de cet objectif passe par plusieurs pratiques de veille informationnelle, de capitalisation ou encore de diffusion des connaissances. Si les pratiques et dispositifs d'IT ambitionnent l'instauration d'un développement durable pour le territoire, que vise alors un développement régional ? Comment l'instaurer au niveau de la région? Ces questionnements seront traités dans ce qui suit.

2.3. Le développement régional

Le développement combine des changements mentaux et sociaux de différents acteurs de la population. Cette pensée a été approuvée par François Perroux 1966. Ces changements auront des effets positifs en satisfaisant les besoins fondamentaux, et en estompant les inégalités. Ainsi verrons-nous de quelle manière s'opèrent ces changements, et leurs implications au niveau du territoire.

2.3.1. La notion de développement

Le développement est associé le plus souvent à la théorie de l'évolution naturelle. Selon Suzanne Tremblay (1999 :7), « L'évolution, le changement social deviennent le processus de développement. Comme dans la théorie naturaliste, les principes de directionnalité (la finalité), de continuité (le processus ininterrompu), de cumulativité (l'effet cumulatif) et d'irréversibilité (l'impossible retour à un stade antérieur) sont présents. En mettant tous ces principes ensemble, le développement apparaît comme un processus de changement ininterrompu, ayant des effets cumulatifs qui sont irréversibles et qui sont dirigés vers une finalité précise ». Cette image du développement nous donne une idée beaucoup plus claire sur ses origines. Il apparait ainsi irréversible et inévitable similairement à l'évolution naturelle. Son application inévitable et son irréversibilité se confirment notamment avec le discours du président Américain Harry Truman (1949) qui parle du lancement d'un programme qui réintègre les avantages des avancées scientifiques et des progrès industriels

dans le but d'améliorer la croissance des régions sous-développées. Le discours de Truman a permis une définition claire des voies de développement à entreprendre. Le développement est ainsi considéré comme un processus et une finalité. Les sociétés tendent vers un objectif de développement et évoluent à travers le processus même de développement. Certains auteurs, comme Gilbert Rist (1996) trouvent que le concept de développement relève de la croyance alors que d'autres auteurs trouvent que c'est un concept qui relève de l'idéologie Serge Latouche (1990) ou encore de la théorie économique. Ainsi la notion de développement recouvre-t-elle de multiples dimensions que ce soient théoriques ou même idéologiques.

Les théories avancées par ces auteurs se basent essentiellement sur des principes inspirées de la théorie économique. La circulation constante des échanges favorise l'accumulation. C'est un facteur de production et de croissance. L'innovation et le progrès sont aussi des facteurs de croissance et de développement économique. Le développement est ainsi résultant de l'accumulation, de l'innovation et du progrès.

Durant le XXIème siècle, le développement économique est basé essentiellement sur les principes du fordisme et du keynésianisme. Le fordisme a fait son apparition lors de la révolution industrielle. Pour Robert Boyer (1992), le fordisme repose sur l'accumulation capitaliste, un système d'accumulation relatif à l'organisation du travail, touchant aussi le partage salarial. Le fordisme implique ainsi un gain de productivité suite à l'accumulation. Véritable modèle de développement jusqu'à la crise des années trente, les limites au fordisme ont fait surface avec le déséquilibre entre offre et demande. Des mesures keynésiennes ont été adoptées, ce qui a fait de l'État un nouvel acteur du développement économique à travers la régulation du système de production. Selon Hanene Abichou (2009 : 38), « Le développement est l'action de dérouler, de déployer, de donner sa pleine ampleur à quelque chose qui été jusqu'à présent en stagnation. Il se définit comme un processus d'expansion de l'ensemble de l'économie entrainant une amélioration des conditions de vie de la population. C'est une notion relative qui ne prend sens que dans la comparaison par rapport à une situation initiale ou par rapport à d'autres pays. Au-delà de sa dimension économique, sociale, culturelle, spatiale et durable, le développement est souvent interprété comme un processus de transformation qui accompagne la croissance dans une évolution à long terme ».

Le développement est ainsi un processus au service de l'être humain. Ce dernier ne peut pas se baser uniquement sur des valeurs économiques ; sa mise en place suppose la prise en

compte d'autres valeurs. Cette prise de conscience est à l'origine du déploiement de plusieurs autres approches du développement qui prennent en compte le territoire et ses spécificités. Le développement s'appuie ainsi sur une connaissance approfondie de la dynamique sociale et économique du territoire. Un diagnostic des ressources présentes, des défaillances et des contraintes freinant l'attractivité et la compétitivité du territoire déterminera la trajectoire à entreprendre pour le développement. Nous développerons l'approche territoriale du développement dans la section qui suit.

2.3.2. L'approche territoriale du développement

Les déséquilibres et les disparités constatés en premier lieu entre les pays du nord et les pays du sud puis entre des régions d'un seul et même pays ont permis une prise de conscience que certains territoires restent en marge de toute approche de développement. Les territoires ne se développant pas tous de la même manière, une approche territoriale du développement a vu le jour en opposition au développement fonctionnel ou développement par le haut. Cette nouvelle approche est considérée selon plusieurs auteurs, tels que Clyde Weaver (1979), Philippe Aydalot (2004) et Marc-Urbain Proulx (2008), comme un paradigme de développement par le bas. Des théories ont été élaborées afin d'expliquer ces disparités, d'autres ont été développées pour essayer de remédier à ce déséquilibre interrégional. Nous retrouvons la théorie du décollage appelée aussi théorie de la convergence qui se réfère à celle élaborée par Walt Rostow (1961). Cette dernière se base sur les étapes de la croissance économique pour assurer le développement d'un territoire. Ces étapes sont essentiellement : « la société traditionnelle, les conditions préalables du démarrage ou du décollage, le démarrage, le progrès de la maturité et l'ère de la consommation de masse » (Rist, 1996 : 155).Selon cette théorie, l'éradication des écarts de développement entre les régions est nécessairement atteinte, elle est aussi applicable à toutes les sociétés et dans toutes les régions.

D'autres théories ont été développées comme la théorie de la dépendance touchant aux dimensions internes et externes de l'exploitation des sociétés analysées. Cette dernière propose des concepts d'inégalité d'échange de la division internationale afin de trouver une explication au cycle de dépendance économique des pays en voie de développement aux pays développés. Cela a aussi permis d'expliciter les disparités interrégionales essentiellement entre

les régions du centre et les régions périphériques. En effet, la relation entre centre et périphérie est supposée dans cette approche à la cause des inégalités. Ces dernières se relèvent à travers les dimensions techniques, institutionnelles et culturelles tel que démontré par John Friedmann (1982).

Nous pouvons retrouver aussi la théorie des pôles de croissance développée par François Perroux (1975). Son postulat de base est que la croissance se cantonne en une zone ou un pôle de croissance et son impact se ressent immédiatement sur l'économie. L'effet de la croissance ne peut pas apparaître de façon uniforme dans l'espace. Cette théorie démontre que le rôle du développement est de diffuser la croissance qui est à la base concentrée dans l'espace.

Afin de diminuer les inégalités entre les territoires, d'autres théories du développement ont été élaborées comme celle du développement endogène ; approche essentiellement territoriale. Relevant du paradigme de développement par le bas, elle a été alimentée par plusieurs contributions théoriques (plusieurs disciplines et divers courants de pensée). Selon Philippe Aydalot (1985 : 146), « le développement endogène est territorial, communautaire et démocratique. Ainsi, le territoire est à la base du développement ; c'est dans un espace particulier que le développement s'incarne et prend sa source. Il est le fruit de chacune des composantes territoriales d'un espace, c'est-à-dire les composantes naturelles, culturelles, économiques et sociales. Il est communautaire puisqu'il fait appel à la participation de la population et démocratique puisqu'il suppose des structures démocratiques pour sa mise en œuvre [...] À ces principes de base, d'autres caractéristiques se sont ajoutées. Le développement endogène est basé sur les besoins fondamentaux des personnes (alimentation, logement, éducation, travail) et non sur les besoins de croissance du marché. Il est axé sur la valorisation des ressources locales au plan des ressources naturelles, au plan de la culture locale ainsi qu'au plan des savoir-faire locaux. » Cité par Susanne Trembley (1999 : 24) Ainsi, il faut discerner s'il est question d'un développement territorial démocratique et participatif qui s'effectue à petite échelle.

Une autre approche du développement est celle du développement local qui découle de l'approche du développement endogène. Cette approche est fondée sur plusieurs notions comme celle du développement économique mis au point par la population locale qui vise la revitalisation des communautés locales et l'amélioration de leurs conditions de vie. Au-delà du développement économique, il y a aussi le développement communautaire fondé sur les

solidarités et les initiatives au niveau de la communauté locale avec une vision sociale et globale du développement**.**

Pour Bernard Pecqueur(1991), le développement local suppose une transaction de proximité entre des hommes et leurs ressources. Cette transaction se situe à divers niveaux :

- ✓ ***la régulation politique***, qui envisage le développement local sous l'angle de la décentralisation et des politiques d'emploi, puis des valeurs de la concertation et de la démocratie ;
- ✓ ***la planification économique,*** est la création de ressources qui la circonscrit sur un territoire géographique qui fait lien entre des acteurs, des secteurs industriels et une économie régionale ;
- ✓ ***l'intervention sociologique*****,** qui considère le développement local comme un système d'action et de création institutionnelle, voire d'identités communautaires faisant appel à une économie solidaire sur un milieu support.

Selon Lasda (2002), cité par Abichou (2009 : 44) « La notion de développement local a trois composantes clairement identifiées: «

- Une composante culturelle : c'est la solidarité comme réponse à une agression extérieure. Face à une menace de déclin, de marginalisation, d'exploitation, d'expulsion, de disparition, la population locale s'organise pour réagir et par là, elle invente même des modes originaux de communication et d'échanges interpersonnels.
- Une composante économique : c'est la reconquête de l'outil de travail, la réappropriation et l'exploitation des richesses locales. La population locale menacée d'appauvrissement se met à créer collectivement.
- Une composante territoriale : c'est la référence à un espace consacré pour l'essentiel aux activités agricoles et non agricoles, et à un mode particulier d'utilisation d'espace et de la vie sociale.»

La mise en place du développement local repose sur plusieurs composantes qui font appel à des notions diverses. On y retrouve la solidarité qui suppose une participation démocratique

au niveau de la région afin de reconquérir les richesses locales et ce selon un mode particulier d'exploitation de l'espace et de la vie sociale.

Ainsi a-t-on relevé que l'approche territoriale du développement repose sur des composantes culturelles, économiques ou en référence à l'espace.

À cette étape de notre travail nous nous permettons de formuler trois hypothèses principales de recherche.

- ✓ **H1** Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'intelligence économique territoriale.
- ✓ **H2** Le sentiment d'appartenance est positivement associé au knowlodge management territorial.
- ✓ **H3** Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'intelligence territoriale perçue.

CHAPITRE II.

MANAGEMENT COMMUNICATION PUBLIQUE ET TERRITORIALE ET INTELLIGENCE COLLECTIVE

Assurer l'attractivité et la compétitivité d'un territoire ne peut se faire qu'à travers une intelligence collective qui assure une stratégie de développement durable. Cette dernière devrait inclure tous les acteurs territoriaux. En effet, l'affront de nouveaux défis géopolitiques et géoéconomiques amène les décideurs territoriaux à adapter au territoire des pratiques managériales jusque-là dédiées aux entreprises. Ainsi, l'action publique est appelée à une réforme stratégique. Assurer des actions offensives débouchant sur une meilleure attractivité du territoire ne peut se faire qu'à travers une veille informationnelle pertinente permettant une forte valeur ajoutée, ainsi qu'une capitalisation des connaissances acquises suite au partage informationnel. En ayant recours aux dispositifs d'IT, les décideurs territoriaux assurent une conversion continue du territoire en faveur de sa compétitivité. Une veille territoriale endogène et exogène assurera la reconduite de certaines ressources et la reformulation anticipative de certaines stratégies territoriales.

La complémentarité au niveau du territoire entre l'IE en tant que processus de veille informationnelle et d'anticipation et le KM en tant que processus de capitalisation et de gestion de connaissance est un fait réel. Ceci dit, l'assurance d'un développement durable pour le territoire suppose un climat de cohésion sociale en son sein. Parvenir à ce climat implique la participation et la contribution mutuelles de tous les acteurs territoriaux dont les acteurs privés et les entreprises établies sur ce territoire. Ces entreprises ne peuvent plus se contenter d'affronter leurs concurrents directs, une certaine implication à la cause du territoire pourrait leur assurer une compétitivité et un rayonnement à l'échelle internationale.

Les entreprises ainsi que leurs régions devraient investir les marchés qui émergent, comme elles devraient intégrer les pôles d'excellence. De même elles devraient assurer une communication et une coopération en réseau. Cela impliquerait une collaboration avec tous les acteurs locaux (société civile, population locale, partenaires publics ou privés). Des pratiques locales au niveau de la région peuvent être développées par les institutions publiques afin de faciliter l'éclosion de réseau d'entreprises, travaillant en collaboration. Avoir recours aux dispositifs d'IT serait ainsi bénéfique pour le territoire en tant qu'entité ainsi qu'aux différents acteurs qui y évoluent. Le développement de la compétitivité des entreprises aurait une incidence sur l'économie régionale ainsi que sur la cohésion sociale.

Dans ce chapitre nous nous appuierons sur la référence aux sciences de gestion et aux sciences de l'information et de la communication que peuvent avoir les dispositifs d'IT dont

la théorie de l'avantage concurrentiel ou encore la référence au modèle du cluster. Nous verrons les nouvelles formes de management appliquées à l'échelle territoriale, ainsi que les divers dispositifs de communication à cette échelle.

1. Intelligence territoriale : quelle conformité aux pratiques managériales !

Rallier l'action publique à la veille informationnelle et la capitalisation de l'information ne peut que servir la compétitivité du territoire dans la mesure où cela engendre un développement économique et industriel. Différents objectifs sont atteints grâce au Système d'Information Régional (SIR) et au Système d'Information Géographique (SIG). Ces systèmes d'information et de veille territoriale contribuent en premier lieu à une connaissance en profondeur des ressources présentes sur le territoire et donc une meilleure maîtrise de ces dernières. De telles connaissances sur le territoire engendrent une action publique adaptée envers un développement durable (adaptation de l'infrastructure, réactions rapides face à l'incertitude et aux crises, engagement de partenariats et de travail en réseau avec des acteurs privés ce qui favorise leur prospérité et celle du territoire). Cela augmente aussi l'attractivité du territoire (installation d'autres entreprises et formations de clusters) en faveur d'un développement économique.

L'IT reposant sur l'IE avec tout ce qu'elle suggère en termes de pratiques de veille informationnelle, de protection du patrimoine immatériel ou d'influence sur l'environnement ainsi que sur le KM en termes de capitalisation et diffusion de la connaissance territoriale permettrait d'aboutir à un « territoire stratège»[6]. En fait « Ce qu'apporte la vision de l'intelligence économique et stratégique comme enjeu d'une politique publique, c'est la reconnaissance de trois réalités majeures, décisives pour notre avenir collectif : l'objectif de production de savoir à haute valeur ajoutée, ne peut être atteint que par la coopération entre le secteur privé et le secteur public, la conquête de marché repose en partie sur des dynamiques d'influence qui réclament la connivence de l'état et des entreprises, la puissance nationale et européenne se nourrit de la santé du tissu économique ». (Rémy Pautrat et Eric Delbecque, 2009 : 17). Pour ces auteurs, l'IT repose essentiellement sur les pratiques de l'IE stratégique appliquée au niveau du territoire. Ces pratiques accordent aux institutions publiques des

[6]Un territoire qui conçoit avec habilité et compétence ses actions de développement afin d'assurer son attractivité

ressources informationnelles avec un poids important sur les décisions stratégiques qui conditionnent l'avenir du territoire.

Mais cerner le territoire et contenir toutes les informations pour un développement prospère à long terme ne peut se faire sans la coopération public/privé. Le rayonnement économique ne peut se faire que suite à une implication du secteur privé. Cette implication est bénéfique pour les entreprises, pour les citoyens, et pour le territoire en tant qu'entité. La territorialisation de dispositifs d'IE et de KM est le reflet et la déclinaison d'une politique nationale. À cet effet les résultats de toute stratégie au niveau du territoire aura des conséquences sur la puissance nationale. Les institutions publiques ayant une capacité décisionnelle stratégique ont tout intérêt à engager des partenariats public/privé afin de garantir un développement économique pour les entreprises, les territoires ainsi que pour l'État. Rallier les dispositifs d'IE et de KM au niveau du territoire assure à ce dernier une veille stratégique. La prise de décision pour assurer l'attractivité de ce dernier dépend fortement de la surveillance des facteurs économiques, politiques, sociaux, ou techniques.

Pour Michael Porter (1999) cette veille stratégique est une source d'avantage concurrentiel pour le territoire. Elle permet l'atteinte d'objectifs d'attractivité et de compétitivité. La gestion, la capitalisation de toutes ces informations est une source de création de savoirs et de cumul de connaissances partagées entre les différents acteurs territoriaux. Compléter cette veille stratégique, de capitalisation et de diffusion de connaissances par de pratiques de protection du patrimoine informationnel décrit le processus d'IT. Ces pratiques d'origine organisationnelle applicables aux entreprises peuvent être projetées au niveau du territoire pour l'atteinte d'objectifs territoriaux ou même nationaux. Le processus d'IT a été explicité dans la suivante figure :

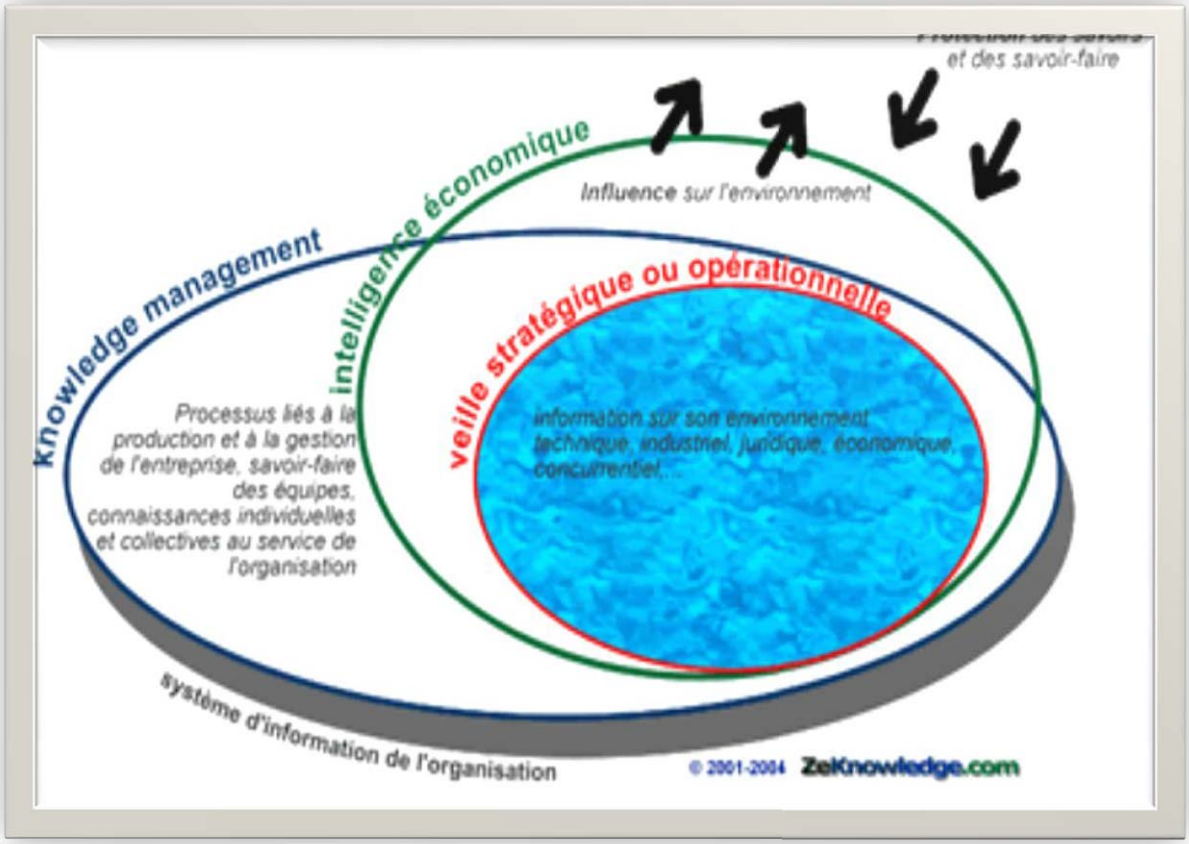


Figure 2. Le processus d'intelligence territoriale www.Zeknowlege.com

Ainsi le processus d'IT comprendrait une veille stratégique ou opérationnelle réunissant des informations sur l'environnement endogène et exogène au territoire. Ces informations sont d'ordre économique, social, juridique. La veille stratégique complétée par des dispositifs d'influence sur l'environnement déployés par les institutions publiques et privées concrétise l'IE territorialisée. La capitalisation et la diffusion des informations collectées engendrant une capitalisation des connaissances institutionnelles et non institutionnelles matérialise le KM territorialisé. La collaboration et la coopération entre acteurs publics et privés pour l'atteinte de certains objectifs ayant des retombées sur l'avenir du territoire se fait nécessairement à travers des dispositifs qui relèvent des sciences de gestion. En effet, la prise de décisions d'ordre stratégique et tactique fixant l'avenir du territoire, est précédée au préalable d'une connaissance approfondie de l'environnement territorial. L'IE territorialisée reposant sur une surveillance de cet environnement permet une connaissance en profondeur de ses différentes composantes, une prévision de ses évolutions futures ainsi qu'une compréhension de la nature de ses évolutions. Cela permettra une prise de décision adéquate matérialisant la compétitivité

du territoire et la prospérité du tissu économique. Jacques Villain (1992) influencé par la culture japonaise a développé le Bonsaï de la surveillance de l'environnement de l'entreprise qui illustre l'ensemble des informations environnementales à scruter et à traiter pour une meilleure prise de décision. Étant en perpétuelle transformation, l'environnement peut être appréhendé par le biais de l'intelligence économique territorialisée qui permet une connaissance, une prévision, et une compréhension de son contexte. Villain prend en considération les différentes dimensions de l'environnement, technique, scientifique, technologique, politique sociologique, juridique, économique et financières ainsi que les différents acteurs territoriaux et extraterritoriaux (concurrents, clients, fournisseurs, et sous-traitants). La connaissance de ces acteurs et facteurs permet de cerner le territoire et facilite le passage à la prise de décisions. Les décisions d'ordre stratégique pour le territoire contribuent à son développement durable. Leur planification se matérialise par des plans d'actions.

Atteindre des objectifs de compétitivité et d'attractivité pour le territoire ne peut se faire qu'avec des pratiques se référant aux sciences de gestion, impliquant des réformes des actions habituellement engagées par les institutions publiques. Ainsi verrons-nous dans ce qui suit la référence aux pratiques de gestion que suggère l'IT, que ce soit la théorie de l'avantage concurrentiel ou encore le modèle du Cluster.

1.1. La référence à la théorie de l'avantage concurrentiel de Michael Porter

L'atteinte d'un objectif de développement durable du territoire ne peut se faire qu'à travers une approche participative reposant sur le passage de l'information entre les différents acteurs territoriaux institutionnels et non institutionnels. Mais un développement durable ne peut être atteint en faisant abstraction du développement économique du territoire. S'interroger sur les ressources, la rentabilité financière, la compétitivité et la performance est inévitable pour le développement du tissu économique territorial et national.

Rémy Pautrat et Frédérique Delbeque (2009 : 26) signalent l'importance de la production de richesses. Certes l'immatériel a un poids important dans le développement institutionnel et territorial, mais la localisation et la prise en compte des ressources matérielles est aussi source de production de richesse et d'avantage comparatif. « L'habitude de penser en termes de flux d'accélération permanente, de dynamisme capitalistique indispensable au financement de l'activité productive, nous a fait collectivement négliger que produire c'est d'abord se

localiser. Et se localiser c'est sélectionner un territoire. Il faut bien établir une hiérarchie entre un ensemble de possibilités géographiques et leurs capacités respectives d'attraction : équipement, compétences et savoirs-faires locaux, infrastructures éducatives ». Cela approuve et confirme la théorie de Porter. De surcroît, « les conditions productives du territoire » ont un impact direct sur l'attractivité et l'avantage concurrentiel du territoire. Assurer un avantage concurrentiel au territoire ne peut se faire qu'à travers la collaboration de différents acteurs. Pour Alexandre Moine (2008 :7) certains acteurs de l'IT doivent être réunis autour de l'action territoriale à savoir :

- ✓ « l'État qui influence par ses politiques, à la fois les collectivités territoriales, la société civile et les citoyens ;
- ✓ les collectivités territoriales et les intercommunalités au sein desquelles s'exprime le monde politique à une échelle régionale et locale ;
- ✓ la société civile et ses multiples groupes lorsqu'ils souhaitent modifier leur environnement et disposent pour cela d'un potentiel d'un rôle effectif ou potentiel notoire ;
- ✓ les intercommunalités dont le rôle ne cesse de s'affirmer en position intermédiaire entre l'échelon communal et les échelons supérieurs ;
- ✓ les entreprises dont le développement amène à saisir les opportunités qui s'offrent à elles, notamment vis-à-vis de l'espace géographique au sein duquel elles évoluent ».

Cet auteur insiste sur l'importance de l'intervention de l'État, une intervention qui aurait un impact sur tous les acteurs et partenaires de développement y compris les entreprises. Le développement des entreprises dépend fortement des opportunités à saisir au niveau du territoire. Cela a aussi un impact sur le territoire en termes d'avantage concurrentiel et d'attractivité. L'attractivité du territoire dépend fortement de l'avantage concurrentiel qu'acquièrent les différentes entreprises qui y sont implantées. Cela nous ramène à la théorie de l'avantage concurrentiel développée par Porter.

Établir un investissement dans un territoire ne peut se faire que suite à une évaluation de l'intensité concurrentielle. Pour estimer son intensité concurrentielle toute organisation évalue la menace de nouveaux entrants des produits de substitution ainsi que le pouvoir de négociation des fournisseurs et des clients. Les contraintes réglementaires imposées par l'État et appliquées au niveau du territoire sont aussi prises en considération pour toute organisation

qui envisage de s'implanter dans un territoire. Pour Porter (1988), les avantages comparatifs pour les organisations proviennent essentiellement de la réduction des coûts de production (minimisation des charges) ou de la différentiation du produit (innovation technologique, communication autour du produit ou concurrence monopolistique). L'analyse des contextes politiques, économiques, socioculturels, technologiques, écologiques ou légaux est aussi déterminante pour une éventuelle implantation au sein du territoire.

Les avantages absolus de l'implantation dans certains territoires sont d'autant importants car l'attractivité de la région est décisive pour les décisions de localisation des entreprises. Comme le confirme Cristophe Storaï (2003 : 30) « Les avantages absolus de localisation implémentent l'attractivité des territoires susceptibles de répondre aux besoins et aux attentes des investisseurs potentiels. Tout espace géographique désireux d'attirer des investissements directs étrangers (IDE) se doit de mettre en place une politique économique multidimensionnelle à même de susciter ces avantages absolus de territorialisation. Bien évidemment, la dynamique de l'attractivité se doit d'être conçue progressivement selon un archétype organisationnel permettant, au préalable, de lisser un cadre macroéconomique et institutionnel favorable à la qualité de l'environnement des entreprises ». Le territoire est ainsi pour l'entreprise source d'avantage différenciatif, et l'implantation d'entreprise au niveau du territoire appuie l'attractivité de ce dernier. L'articulation des ressources du territoire avec son environnement et la mise en valeur de ses facteurs de différenciation permettent la localisation des entreprises en son sein. Cette localisation participe à son tour au développement territorial et à l'amélioration de la compétitivité du territoire.

Modèle de productivité (avantages comparatifs)	**Modèle de qualité territoriale (avantages différentiels)**
Dotation de facteurs à optimiser	Ressources à identifier, révéler et construire
Logique de profit sur la baisse des coûts de production et des prix	Logique de rente sur la labellisation et le maintien de prix élevés
Produits standardisés et activité de production redéployable	Produits différenciés, spécifiques, ancrés territorialement
Externalités pécuniaires (économie d'échelle)	Combinaison des ressources (savoir-faire, historicité, culture) et articulation des moyens
Développement des firmes	Développement du territoire

Innovation exogène	Innovation endogène
Distinction entre biens publics et biens privés	Combinaison entre biens publics et biens privés
Gouvernance globale	Gouvernance locale

Tableau 8. Modèle de productivité et de qualité territoriale (Construit à partir de Bernard Pecqueur ,2005 : 9) (Steven Coissard et Bernard Pecqueur, 2007 :14)

Seteven Coissard et Bernard Pecqueur(2007) ont développé un modèle de productivité qui conduit à des avantages comparatifs et un modèle de qualité territoriale qui attribue au territoire des avantages différentiels.

Le rôle des pouvoirs publics et de l'État est de poids pour assurer l'avantage concurrentiel au territoire. Michael Porter stipule que l'État a un rôle « catalyseur et provocateur » n'ayant pas la capacité d'initier de grands projets concurrentiels entrainant une dynamique au niveau du territoire. L'État se doit de motiver les entreprises et de les inciter à se localiser et à se développer dans certains territoires. Ces incitations comprennent deux volets, un volet affectif passant essentiellement par la mise en avant d'une identité collective partagée et un volet cognitif se basant sur les apports des textes législatifs (incitations fiscales discriminantes).

La mise en avant et l'accentuation d'une caractéristique identitaire propre au territoire est un facteur de différenciation qui motive la localisation de certaines entreprises considérant que c'est une source d'avantage concurrentiel. Mais aussi les avantages dont pourraient bénéficier les entreprises des suites de textes législatifs sont aussi décisifs pour l'implantation de toute entreprise. Par ailleurs, les pouvoirs publics ont une contribution assez importante pour assurer un avantage concurrentiel aux entreprises et une attractivité à la région. Cela passe essentiellement par l'incitation des entreprises à l'innovation, au changement et à la concurrence au niveau international. Un effet direct sera escompté sur le développement territorial, la compétitivité et l'attractivité du territoire.

Au-delà de la référence à la théorie de l'avantage concurrentiel, l'IT pourrait se concrétiser en se basant sur des modèles d'assistance aux entreprises que ce soit celui du cluster ou des pôles de compétitivité que nous verrons dans la section suivante.

1.2. La référence aux modèles d'assistance aux entreprises

La concrétisation du modèle de l'avantage concurrentiel pourrait se faire à travers des modèles d'assistance aux entreprises. Diverses formes d'assistance sont prises en considération dont le modèle du cluster ou les pôles de compétitivité. Pour Rémy Pautrat et Eric Delbeque (2009 : 26), « Le « cluster », se traduit littéralement par « grappe ». Il s'agit de rassembler et de faire coopérer sur un territoire des entreprises d'un même secteur, des services publics, des universités et des centres de recherche ». La coopération de différents acteurs que ce soient entreprises d'un même secteur, services publics universités ou centres de recherche qui se fait dans le cadre de cluster repose sur l'innovation pour la création de valeur ajoutée. L'IT étant basée sur la collaboration et la concertation entre différents acteurs territoriaux, le recours aux différents dispositifs d'IT dans le modèle du cluster est ainsi évident dans tout processus d'intelligence collective. L'IT à travers ses dispositifs dote les entreprises d'un environnement propice à la concertation entre les acteurs. Cela contribue à la création, la diffusion et le partage des connaissances facilitant la compréhension entre ces acteurs territoriaux. Divers dispositifs d'assistance aux entreprises sont initiés dans le cadre d'un processus d'IT. L'IET permet à la fois la veille, la protection et l'influence de l'information. Le KMT permet, quant à lui, une capitalisation, une cartographie, et un partage des connaissances. Ces dispositifs territoriaux permettent une meilleure prise de décision pour les entreprises suite à un apport informationnel. D'où l'émergence de clusters au niveau du territoire regroupant différents acteurs interconnectés, réseaux d'entreprises, partenaires publics, partenaires universitaires société civile ou acteurs locaux pour une meilleure compétitivité et un meilleur affront de la concurrence. Ces divers acteurs seront engagés dans un processus partenarial qui favorisera l'émergence de plusieurs projets territoriaux et diverses synergies seront dégagées de ces coopérations.

Selon Audrey Knauf et stéphane Goria (2009 : 4), « Une condition essentielle à l'efficience d'un cluster est l'attitude ouverte, volontaire et participative des acteurs qui s'engagent à partager informations, savoir-faire et connaissances et à élaborer des projets en commun. La dynamique des clusters est moins liée à la proximité géographique des acteurs qu'à la qualité et à la densité des réseaux sociaux ». Cette dynamique de partenariat et de coopération permet un partage d'informations, de connaissances et de compétences assurant l'économie des

dépenses et l'émergence de projets innovants, facteur de compétitivité pour les entreprises et de rayonnement pour les territoires.

Une autre forme d'assistance aux entreprises est aussi prise en considération à savoir les pôles de compétitivité. Ces derniers sont conçus essentiellement pour atteindre l'objectif de développement territorial. Se basant sur un triptyque d'industrie, de formation et de recherches concentrées dans une localité déterminée, les externalités qui découlent de la coopération de ces acteurs sont des facteurs de compétitivité et d'attractivité pour le territoire. Les pôles de compétitivité permettent ainsi une coopération « afin de créer et maintenir un savoir-faire et des connaissances « localisées », mais concurrentielles à l'échelon mondial » (Godefroy, 2009 : 172). La contribution des pôles de compétitivité au développement du territoire et à son rayonnement à l'échelle international passe par la mise en valeur de savoirs, savoir-faire et compétences au niveau régional pour faciliter le rayonnement territorial à l'échelle internationale. Cela suggère la mise en valeur d'une identité et d'un ancrage territorial et le recours à des dispositifs d'intelligence partagée. Qui ne peuvent s'établir sans la mise à contribution et l'intervention de différents acteurs régionaux.

L'Organisation de coopération et de développement économique l'OCDE [7] (2009 : 24) considère que les pôles de développement « Soutiennent la croissance économique en offrant un environnement propice à l'innovation et à l'entrepreneuriat dans des activités données qui concourent à la croissance de la productivité grâce aux améliorations de l'efficience, de la qualité et de la différenciation des biens et des services. Bon nombre de ces avantages se produisent naturellement sans nécessité d'intervention publique [...]. Mais les interventions publiques peuvent aussi jouer un rôle important dans l'émergence et le développement de pôles performants, par exemple, en soutenant les activités de recherche précompétitives menées en collaboration, en aménageant des infrastructures de base et spécialisées, en servant d'intermédiaire pour la création de réseaux, en finançant des activités d'éducation et de formation dans des domaines génériques, et en facilitant la coordination entre les acteurs clés et leur mobilisation au service du développement du pôle ». L'IT permet à travers ses dispositifs la mise en réseau de différents acteurs suite à une détection des compétences jusque-là insoupçonnées et leur coopération pour l'émergence de dynamiques de partenariat et

[7] Organisation de Coopération et de Développement Economique, c'est une organisation internationale d'études économiques jouant le rôle d'assemblée consultative

de synergies au sein du territoire. Le passage d'information entre les acteurs publics, privés, universitaires est primordial pour la prospérité des clusters, des pôles de compétitivités ou des technopôles. Audrey Knauf (2009 : 11) a schématisé les dispositifs d'assistance aux entreprises afin d'illustrer la relation entre les différents acteurs et le passage de l'information se faisant dans ce cadre.

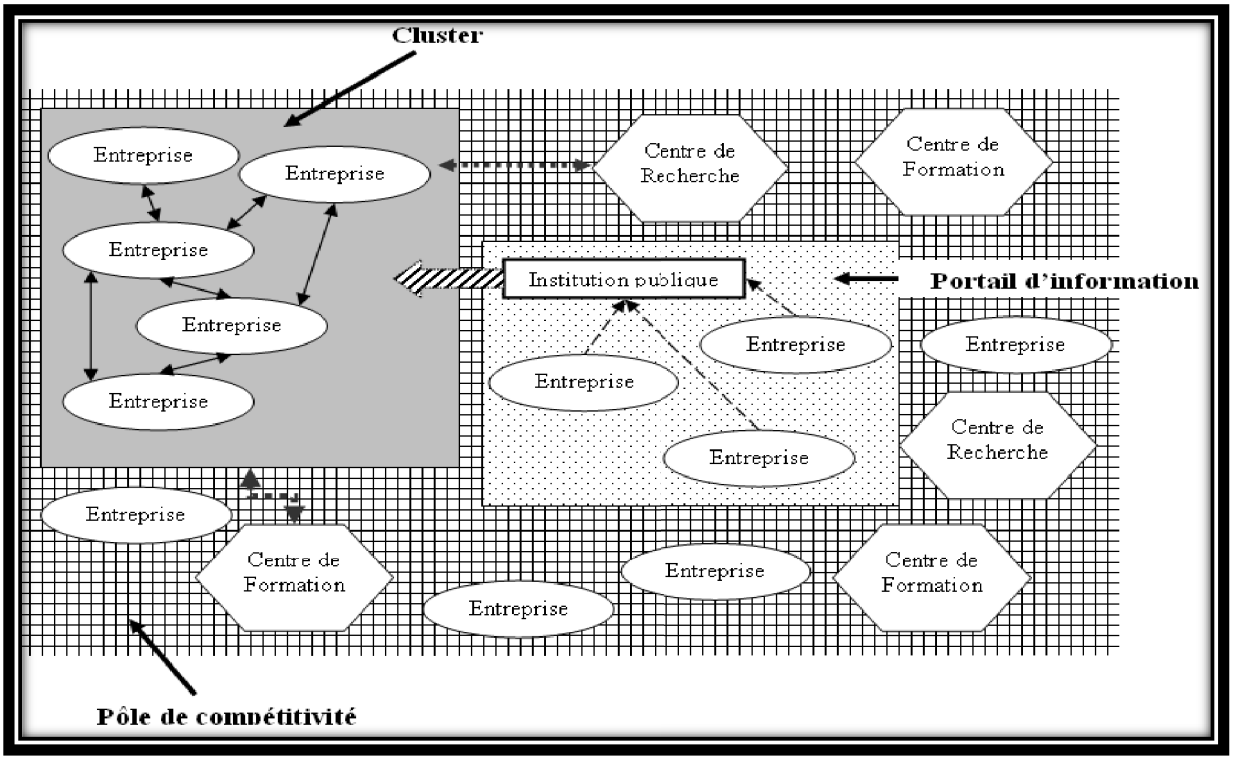


Figure 3. Présentation de grands types de dispositifs territoriaux d'assistance aux entreprises Knauf (2009 :12)

L'IT fait référence au modèle de l'avantage concurrentiel de Porter et répond à la problématique des clusters et des pôles de compétitivité. Mais cette notion en pleine expansion de par ses divers dispositifs est une rétorque aux nouvelles exigences managériales à l'échelle territoriale. Nous allons voir dans la section suivante de quelle façon les dispositifs d'IT s'articulent afin de faire face aux nouvelles exigences managériales.

1.3. L'adaptation de nouvelles formes de management à l'échelle territoriale

Différentes pratiques de gestion ont été adoptées à l'échelle territoriale pour assurer un management stratégique du territoire, comme la mise en place de la veille territoriale, du marketing territorial, de dispositifs d'assistance aux entreprises…

Humbert Lesca en 1992 a développé le processus de veille stratégique pour le développement des collectivités territoriales. Ce processus comprend huit étapes à savoir la définition de l'orientation de la veille, l'identification des intervenants et des types d'informations à scruter, proliférer de l'aide aux utilisateurs afin de ne détecter que les informations pertinentes et les indices d'alerte, la définition du profil du détecteur des signaux faibles, la détermination des critères d'un outil pertinent pour communiquer les informations provenant de faibles signaux, la transformation de ces signaux en informations utilisables ayant un sens, l'intégration de ces informations dans le processus de prise de décision, et pour assurer la progression faire un diagnostic continu de la veille territoriale.

Le marketing territorial est aussi un outil de gestion adapté à l'échelle territoriale. Pour le Mercator[8] « l'effort collectif de valorisation et d'adaptation des territoires à des marchés concurrentiels, pour influencer, en leur faveur, le comportement de leurs publics par une offre différente dont la valeur perçue est durablement supérieure à celle des concurrents ». Pour Vincent Gollain (2013, 1), le marketing territorial est une boite à outil qui comprend « Une méthodologie d'ensemble permettant de passe du souhait de renforcer son attractivité territoriale à des actions concrètes et adaptées ;

- une capacité d'analyse stratégique pour identifier les actions les plus appropriées et non pas « copiées-collées » de celles « à la mode » ou mises en œuvre par des territoires voisins ;
- des techniques et outils performants ;
- un référentiel de bonnes et mauvaises pratiques menées ».

Ainsi remarquons-nous que divers pratiques managériales ont été transposées au niveau du territoire. Ces dernières prolifèrent une assistance aux entreprises, et qui, selon Audrey Knauf (2009), sont perçue comme des supports de communication d'aide à la décision, ou encore de transformation des connaissances en innovation.

Dans la section suivante nous verrons les pratiques déployées dans le cadre de politique de développement au niveau de territoires, pratiques en référence à l'IE et au Knowledge management au niveau du territoire.

[8]Publication regroupant des théories et nouvelles pratiques du marketing

1.3.1. L'intelligence économique

Divers dispositifs ont été associés à l'IT, parmi lesquels nous retrouvons l'IE, se référant à des pratiques d'intelligence au niveau des entreprises. Cette dernière s'est vue projetée au niveau du territoire. Afin de parvenir à cerner la notion d'IE, nous commençons par ses différentes approches.

1.3.1.1. Quelques approches théoriques de l'intelligence économique

L'approche historique nous donne une idée de l'évolution de cette notion à travers le temps. Se pencher sur les courants d'influence met en lumière l'apport des différents auteurs.

1.3.1.1.1. L'approche historique

L'origine militaire de l'IE est une thèse soutenue par plusieurs auteurs. Cela est dû au fait que cette notion a remplacé des activités de renseignement militaire par des activités ayant des finalités économiques. D'ailleurs l'émergence et le développement du Japon comme puissance économique mondiale est considérée comme une conséquence directe d'une application efficace et efficiente de l'intelligence économique comme un ensemble d'activités de renseignement militaire et économique. Les premiers rapports écrits sur le rôle que peut jouer l'information dans la consolidation des acquis stratégiques économiques n'est pas le résultat d'une réflexion sur les avantages concurrentiels que peut perfectionner sinon préserver une entreprise. La valorisation du rôle de l'information dans la compétitivité a été essentiellement le fruit des travaux sur les enjeux non militaires des nations. Le rapport de l'ingénieur allemand Herzog en 1915 qui énumère les différentes actions à entreprendre pour préserver la puissance allemande nous confirme les origines militaires de l'intelligence économique. L'ascension historique du Japon et de l'Allemagne comme puissances mondiales prouve l'efficacité du débat public sur les différentes actions à entreprendre pour assurer la survie et la prospérité des nations que ce soit sur le plan militaire ou économique.

La notion d'IE aurait par la suite connu trois phases d'évolution différentes, durant la première phase débutant en 1958 le terme utilisé était « *business intelligence* » pour qualifier les systèmes d'information préconisés dans la conduite des affaires. Cette appellation a été soutenue par plusieurs auteurs comme Hans Peter Luhn (1958), confirmé par Sophie Laviret (2000) et Stéphane Goria (2006 : 34). Burton. H Alden et Al (1959) proposent le terme de

« *Competititve intelligence* ». En 1967, deux autres appellations ont émergé notamment « *Organizationnal intelligence* » développée par Harlod Wilensky et « *Scannig the business environnement »* développé par Francis Joseph Aguilar. La deuxième période marquante de l'évolution du concept d'intelligence économique a été connue durant les années 80. En effet durant cette période, les spécialistes de la « *competitive intelligence »* ont déployé des efforts pour démarquer l'image de l'intelligence économique de la simple démarche d'espionnage. Plusieurs ouvrages ont été publiés à ce sujet comme celui de Michael Porter (1980) ou William Lane Sammon (1984). À travers ces écrits, les deux caractéristiques de l'IE perçues comme déloyales par les compagnies américaines à savoir les comportements non éthiques et l'espionnage illégal, ont été explicitées et exclues et ce en illustrant la différence qui existe entre la veille environnementale et l'analyse des concurrents. Vers la fin des années 80, une autre assimilation de l'intelligence économique voyait sa mise en place par une longue liste de spécialistes dont Bruce en était le chef de file. D Berkowitz et Allan.E Goodman notent la différence entre la « *strategic intelligence* » et la « *tactical ou operationnal intelligence* ». En France, cette notion a été associée à la veille environnementale susceptible de détecter des signaux qui peuvent avoir une influence sur les décisions stratégiques de l'entreprise. Il y a aussi une distinction entre la veille active et la veille passive. Selon Laurent Hermel (2001 :18), « La veille passive est la veille qui se fait au jour le jour. C'est une démarche sans but fixe. Elle désigne le fait d'être à l'écoute de l'environnement […]. La veille active se réfère à une veille ciblée qui a pour objectif une recherche d'information très ciblée ». Ainsi, considérer que l'IE est une pratique récente issue du développement technologique et de la propagation des pratiques de veille informationnelle revient à dénier sa caractéristique évolutive. Au-delà de l'origine militaire de l'IE, cette pratique a connu un essor différent selon l'appropriation faite dans chaque pays. Les dispositifs de l'IE ont été revus et reformulés selon la position géographique, les ressources naturelles, les pratiques culturelles et identitaires de chaque pays, ce qui fait que cette pratique a été développée à travers divers courants d'influence que nous développerons dans la section suivante.

1.3.1.1.2. L'intelligence économique à travers les différents courants d'influence

Plusieurs auteurs ont développé des points de vue différents concernant l'évolution historique de cette notion. Stéphane Goria (2006 :24) estime que cette évolution est passée par trois grands courants de pensée, qui sont essentiellement l'influence militaire, l'influence

économique et l'influence éthique et numérique liée directement à l'informatique et aux systèmes d'information. Ce point de vue s'est basé sur les définitions de divers auteurs et sur les pratiques développées lors des guerres militaires, notamment quand les entreprises se considéraient exclusivement comme des ennemies, uniquement des rivales auxquelles il faut prendre garde et faire face. Lorsqu'un cadre légal et déontologique a été instauré pour canoniser l'activité de renseignement sur laquelle se base l'intelligence économique, de différentes connotations négatives ont été limitées, en liaison avec cette pratique. Concernant l'influence militaire, la majorité des définitions allant dans ce sens se basent sur les pratiques de renseignement militaire. Plusieurs auteurs comme Christian Harbulot (1992), Pierre Geffroy (2003) et Jean Pierre Michaelli (2004) se réfèrent dans leurs définitions à des praticiens et des théoriciens militaires. Dans ce courant de pensée, l'intelligence économique se base essentiellement sur des activités d'espionnage et de renseignement afin de surprendre avant de se faire surprendre. Espionner et se renseigner permet d'anticiper et de ne pas se laisser prendre par surprise dues aux diverses incertitudes. Cette pratique s'est peu à peu propagée dans la sphère économique dans le cadre où les entreprises se rivalisent entre elles. Il ne suffit plus de se renseigner dans le vague, il s'agit plutôt de la mise en place d'un système de veille économique afin de différencier entre information et contre information. Scanner tout l'environnement économique est essentiel pour anticiper et éviter de se faire surprendre par la concurrence. Pour les entreprises, le positionnement stratégique par rapport à toutes les composantes de son environnement est primordial pour assurer tout d'abord la survie mais aussi la prospérité et la maitrise de toutes les incertitudes dues aux changements constants des diverses composantes environnementales.

Plusieurs théoriciens ont développé des définitions qui mettent en exergue l'influence économique comme Jean Michel Ribault (1989) ou encore Humbert Lesca (1994). Néanmoins, ces définitions restent tout de même inspirées de l'approche qu'a développé Michael Porter en 1980 en extrapolant et en mettant en évidence cinq critères ou cinq forces pouvant avoir une influence sur le positionnement stratégique de l'entreprise au sein de son environnement. Ces forces regroupent essentiellement les concurrents déjà existants sur le marché, les fournisseurs, les clients, et les produits de substitution. Cette approche a influencé plusieurs auteurs qui ont focalisé sur les différentes informations provenant de l'environnement de l'entreprise et ayant une influence sur les opportunités à saisir et les menaces à éviter. Il y a une association de l'IE au Benchmarking qui revient au fait de scruter

l'environnement de l'entreprise. En effet, Pierre Achard et Jean Pierre Bernat (1998 : 234) définissent l'IE comme : « Un processus de recherche systématique des meilleures pratiques et des innovations dans le but de les adopter, adapter et les appliquer pour une plus grande performance de l'entreprise ». Dans cette même approche de l'IE, plusieurs auteurs comme (Goria, 2006 : 45), signalent un autre volet de ce concept au-delà du fait d'être une activité de renseignement, l'IE est considérée comme : « Une activité de gestion de réseaux de personnes dans une perspective, non seulement d'acquisition d'information mais surtout de communication et d'action sur des leviers et des pouvoirs en place ». Ce qui évoque essentiellement les stratégies d'influence et de lobbying que suggère l'application de l'IE. Au-delà de l'influence militaire et de l'influence économique les auteurs ont développé l'influence éthique et numérique qui a pu se répercuter sur la pratique de l'IE. Dans cette influence, nous retrouvons essentiellement deux volets à savoir le volet éthique et déontologique, exprimé en réaction aux différentes connotations négatives du concept et le volet numérique. Des instances légales et associatives comme le rapport Martre (1994), ont jugé que la dimension éthique et légale était primordiale pour assurer la continuité et l'application de l'IE. Pascal Lointier (2000) considère que c'est une activité basée sur le renseignement qui s'effectue dans un cadre éthique et déontologique. Quant au volet numérique, ce dernier est issu essentiellement des différents systèmes d'informations utilisés dans la pratique de l'IE. La veille informationnelle ainsi que les multiples processus d'analyse et de traitement de l'information font que cette dernière soit utile et utilisable dans toute prise de décision et par rapport à chaque situation.

Pour mieux cerner l'IE, nous nous proposons de regrouper des éclaircissements selon les différents courants d'influence, afin d'en déterminer l'apport.

Influence militaire	Influence économique	Influence éthique et numérique
(Daniel Rouach, 1996 : 7) « l'art de repérer, collecter et traiter, stocker des informations et des signaux pertinents (forts, faibles) qui vont irriguer l'entreprise à tous les niveaux de rentabilité, permettre d'orienter le futur (technologique, commercial…) et également de protéger le présent et l'avenir face aux attaques de la concurrence ».	(Pierre Achard et Jean pierre Bernat, 1998 : 234) : « un processus de recherche systématique des meilleures pratiques et des innovations dans le but de les adopter, les adapter, et les appliquer pour une plus grande performance de l'entreprise.». (Christian Marcon, 1998 : 10). « L'intelligence économique est un mode de pensée et d'action approprié à la gestion stratégique de la relation de l'entreprise à son	(Pascal Lointier, 2000 : 162) : « activité de renseignement dans un cadre légal et déontologique ».(Peter Luhn, 1958) « la «Business Intelligence est un radar pour le business (…) comme radar, un système de Business Intelligence (…) doit simplement illuminer sur ce qui ce passe à partir de l'hypothèse qu'une bonne information fournie à un personnel compétent pourra presque toujours obtenir une réponse appropriée ».

	environnement pertinent. Cette relation ne peut êtrecréatrice de valeur ajoutée que lorsqu'elle fait appel à l'intelligence collective de l'entreprise et de ses partenaires pour valoriser l'information ».	

Tableau 9. Récapitulatif des diverses approches de l'intelligence économique

Après avoir vu les différents courants d'influence contribuant au développement de l'IE, nous nous focalisons à présent sur la définition concrète de cette notion.

1.3.1.2. À propos de l'intelligence économique

L'expression d'intelligence économique, issue des travaux de Christian Harbulot (1992) et du groupe de réflexion présidé par Henri Martre (1994 :11) écarte l'association de l'IE à la simple veille que ce soit active ou passive, l'intelligence économique est : « l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques en vue de son exploitation à des fins stratégiques et opérationnelles. Ces diverses actions sont menées légalement avec toutes les garanties de protection nécessaires à la préservation du patrimoine de l'entreprise, dans les meilleures conditions de qualité, de délai et de coût ».

Ainsi, l'intelligence économique est-elle ici considérée comme un ensemble d'actions utilisé à des fins stratégiques et opérationnelles, ces actions englobent la recherche, le traitement et la diffusion de l'information. Elles sont menées de façon légale avec l'assurance de préserver le patrimoine de l'entreprise.

Ce groupe de travail (Martre, 1994 :12) a précisé que l'IE « implique le dépassement des actions partielles désignées par les vocables de documentation, de veille (scientifique et technologique, concurrentielle, financière, juridique et réglementaire...), de protection du patrimoine immatériel, d'influence (stratégie d'influence des États-nations, rôle des cabinets de consultants étrangers, opérations d'information et de désinformation...). Ce dépassement résulte de l'intention stratégique et tactique, qui doit présider au pilotage des actions partielles et du succès des actions concernées, ainsi que de l'interaction entre tous les niveaux de l'activité, auxquels s'exerce la fonction d'intelligence économique ». L'intelligence économique dépasse donc la veille et à la maitrise de l'information pour son utilisation à des fins opérationnelles et stratégiques. Cette définition s'est largement inspirée et basée sur le

cycle du renseignement qui est un modèle empirique issu des renseignements militaires comprenant quatre étapes.

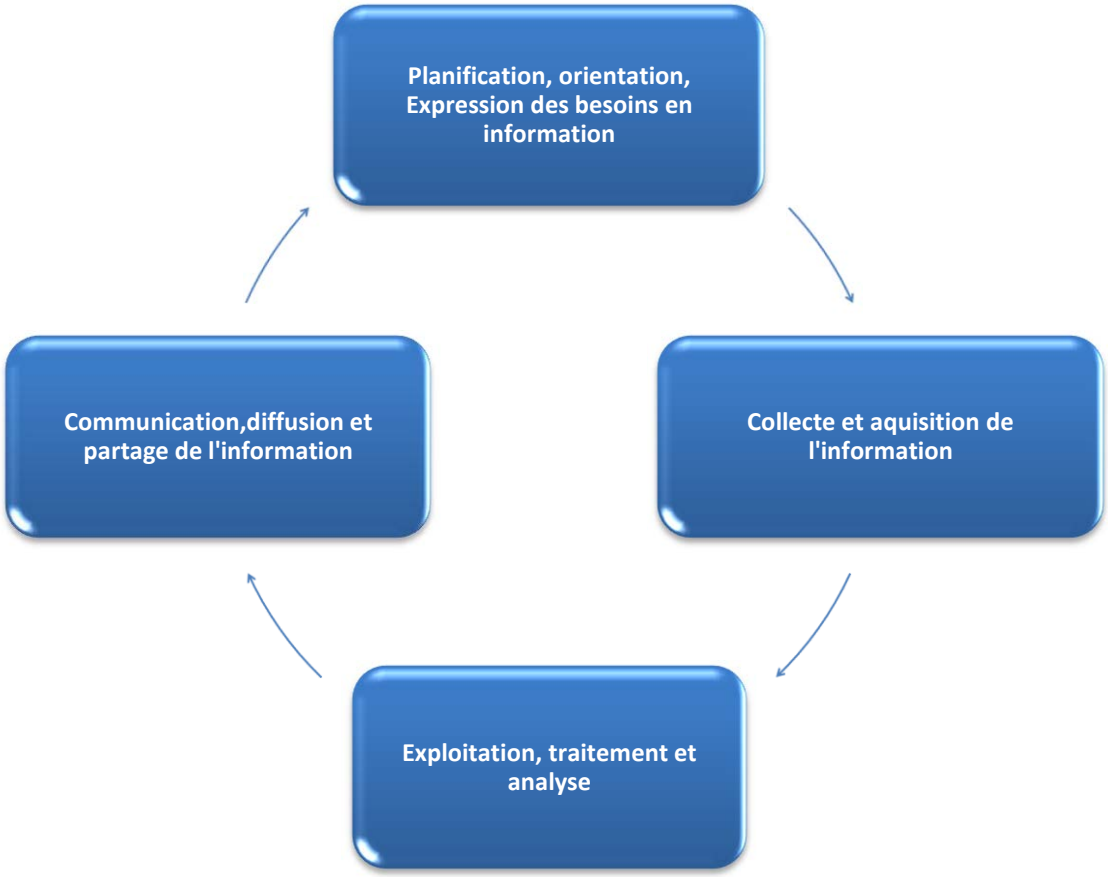


Figure 4. Le cycle du renseignement militaire adapté de (Harbulot, 2004)

Ce cycle nous renseigne sur les différentes étapes d'acquisition d'information pertinente permettant l'optimisation de la prise de décision. Le Club Informatique des Grandes Entreprises Françaises CIGREF (2003 : 21) articule une graduation des pratiques pour parvenir aux dispositifs récents d'IE. Cette graduation exprime le passage d'une veille informationnelle à l'implication des acteurs dans un processus collectif de capitalisation informationnelle et de connaissance dans le but d'engager des actions à portée stratégique. Ceci dénote de la pluridisciplinarité de l'IE avec des emprunts aux sciences de l'information et de la communication et aux sciences de gestion.

<table>
<tr><td rowspan="2">Documentation
↓
Veille documentaire
↓</td><td>- Exploitation de sources formelles et ouvertes d'information.
- Parfaite connaissance des sources.</td><td rowspan="2">Diffusion et informations brutes.</td></tr>
<tr><td>- Surveillance de certains secteurs.
-Spécialisation des documentalistes.
- Profils de veille.</td></tr>
<tr><td>Veille spécialisée ou sectorielle (technologique, brevet, juridique, normative, commerciale, concurrentielle…)
↓</td><td colspan="2">- Exploitation d'informations informelles et fermées.
- Mobilisation des réseaux.</td></tr>
<tr><td>Veille globale (stratégique ou tactique)
↓</td><td colspan="2">- Approche plus globale : fédère les différentes veilles de l'entreprise et intègre la dimension stratégique.</td></tr>
<tr><td>Intelligence économique</td><td colspan="2">- Intègre les actions d'influence et le lobbying.
- Suppose une culture collective de l'information.
- Intègre un ensemble large d'acteurs dans l'entreprise.
- Se doit d'être érigée en véritable mode de management.</td></tr>
</table>

Tableau 10. 2 Graduation des pratiques de l'Intelligence économique (CIGREF, 2003 :21)

Pour Viviane Cousinet (2005 : 21), l'intelligence économique est « fondée sur le management stratégique inclut des techniques étudiées en information-communication : les processus d'influence et le management des connaissances produites par l'entreprise. Elle est donc multi-référentielle ». Cela confirme le développement de cette notion par Franck Bournois en 2000 qui insiste sur la nature pluridisciplinaire de l'IE comme processus organisé de collecte, traitement et diffusion de l'information au service du management stratégique, dans une optique d'aide à la décision, mobilisant divers acteurs suite à l'animation de réseaux. Cette définition nous donne un éclairage sur la démarche et les outils utilisés par l'IE et sur les différents acteurs mobilisés pour assurer une bonne prise de décision.

Stéphane Goria en 2006 en démontrant la complémentarité des notions de Knowledge management et intelligence économique, nous a illustré une définition croisée de la notion d'intelligence économique.

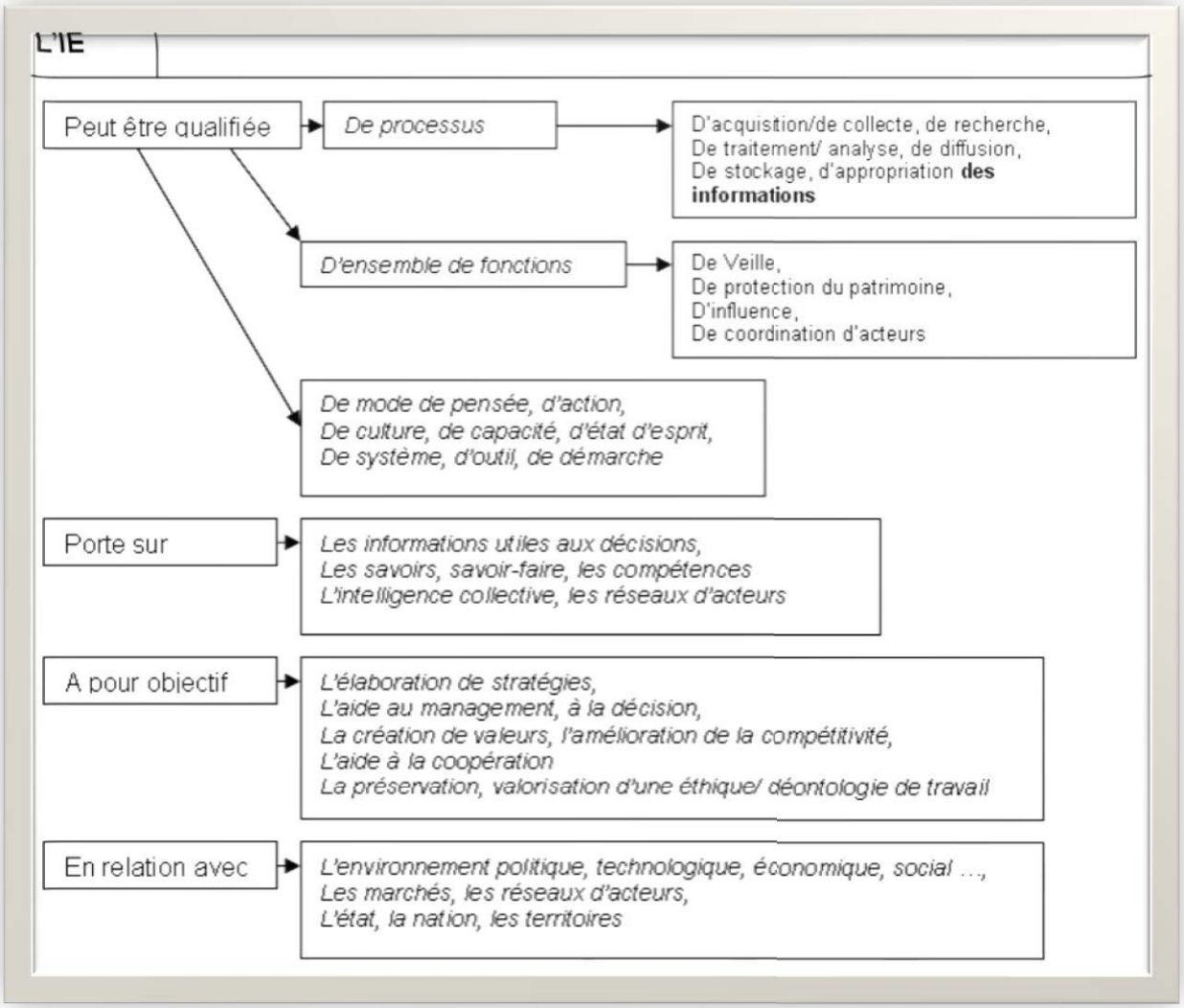


Figure 5. Définitions croisées de l'IE (Goria, 2006 :10)

L'IE peut sortir du champ limité de l'entreprise et s'appliquer à un environnement beaucoup plus large à savoir le territoire. L'appellation de cette notion est ainsi « l'intelligence économique territoriale ».

1.3.1.3. L'intelligence économique territoriale

L'IE pourrait voir ses dispositifs projetés à l'échelle territoriale. Ces dispositifs permettent l'amélioration des performances territoriales à moyen ou à long terme. Pour Philippe Geffroy (2003), l'Intelligence Économique Territoriale repose sur une variable dépendante de l'appropriation du développement économique par les acteurs territoriaux et une constante incluse en la démarche même d'IE. L'intelligence économique territoriale est ainsi

l'appropriation par les acteurs territoriaux des dispositifs d'IE. L'IET comprend aussi l'observation et la veille selon les notes des Entreprises Territoriales et Développement ETD (2004 :12).

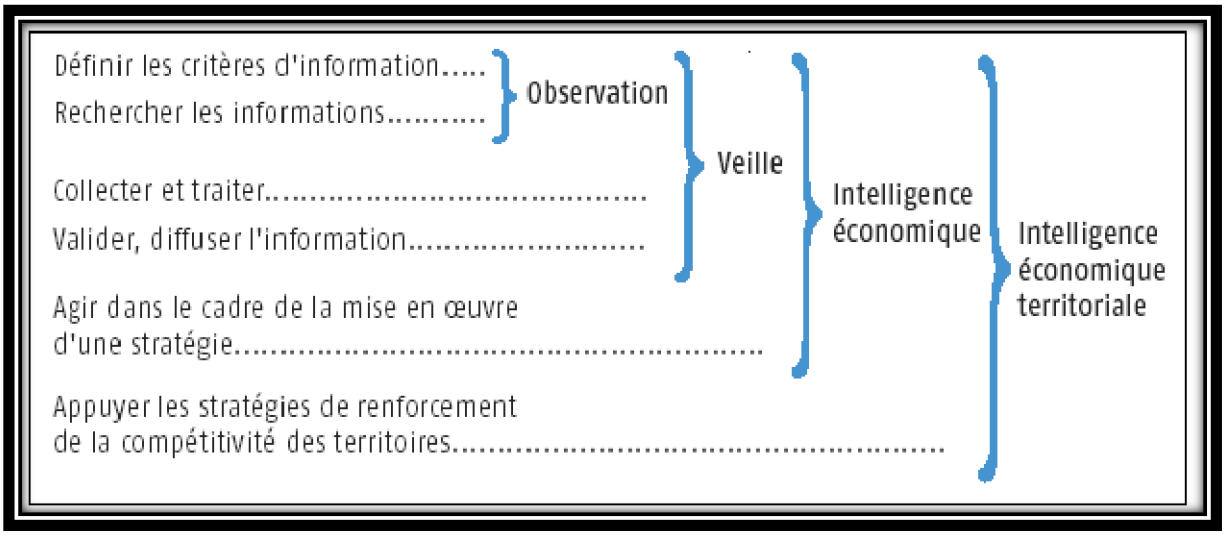


Figure 6. L'IET les notes de l'ETD (2004 : 12)

Pour Yannick Bouchet, (2005 :7) « L'intelligence économique territoriale est un dispositif qui gère l'information et ainsi permet au collectif territorial d'identifier de nouveaux axes de développements, de nouvelles formes de combats, ou de nouvelles actions économiques ou sociales à mener ». L'IET assure ainsi « les performances d'un territoire de manière globale ». Cela suppose une mutualisation des informations au niveau des institutions locales, afin de faire face aux menaces et de saisir les opportunités. L'intelligence économique territoriale pourrait profiter aux chefs d'entreprises ou aux responsables des institutions locales et aider à anticiper les menaces et les opportunités pour le territoire. En 2007, Yannick Bouchet, Yann Bertacchini et Philippe Herbaux ont développé une démarche d'IET qui comprend différentes étapes.

<table>
<tr><td colspan="5">Phase 1 : Définition de l'environnement, précision des finalités du dispositif d'IET
Projection du territoire sur le long terme
Précision des besoins des acteurs
Fixation des rôles de chaque acteur
Les objectifs intermédiaires à atteindre
Détection des menaces d'enchevêtrement entre les acteurs
Identification des risques de manipulation de l'information
Évaluation des points de vulnérabilité du territoire
Détermination du processus de prise de décision
Conception du système d'évaluation de l'IET</td></tr>
<tr><td>Phase 2 : Vérifier si les objectifs ambitionnés sont réalisables
✓ Auditer les savoir-faire locaux
✓ Évaluation de l'infrastructure TIC
✓ Appréciation de la capacité de changement et d'adaptation</td><td>Phase 3 : Gestion de l'information
✓ Interprétation des données
✓ Production d'information pertinente
✓ Profils d'acteurs pour chaque nature de donnée
✓ Protection et sécurisation de l'information</td><td>Phase 4 : Description du système d'information
✓ Identification des outils informatiques
✓ Traitement et analyse des documents
✓ Identification des réseaux de collectes d'information</td><td>Phase 6 : Prise en charge du changement organisationnel
✓ Appropriation de nouveaux réflexes et de nouvelles procédures de travail
✓ Communication autour du changement décidé et amorcé</td><td>Phase 7 : Conception d'un système informatique apte à supporter le changement
✓ Construction d'un portail collaboratif territorial
✓ Sélection des outils de collecte de données et des supports à adopter.</td></tr>
<tr><td colspan="5">Phase 5 : Choix et conception de système de pilotage approprié à chaque projet territorial
Traçabilité et formalisation pour la gestion du projet
Numération des risques encourus et élaboration de plan d'action pour chacun</td></tr>
</table>

Tableau 11. Adaptation de la démarche globale du projet d'IET (Bouchet et Al, 2007)

D'après ces auteurs la construction d'un système opérationnel d'intelligence territoriale suppose une programmation ainsi qu'un système d'information qui mobilise de différents acteurs dans le cadre d'une structure temporaire. Dans cette logique, Yannick Bouchet (2007) illustre la différence entre l'intelligence économique au niveau de l'entreprise et l'intelligence économique territorialisée.

	Entreprises	Territoires
Stratégies	Objectif rentabilité et liberté de mouvement	objectif attractivité et stabilité
Logique	Projet individuel – recherche intérêts particuliers	Projet collectif – recherche d'intérêt général et compromis
Activités	Production de biens et de services	Animation des liens sociaux – Gestion des infrastructures communes
Nature	Assurer un revenu aux propriétaires– Conquêtes des marchés	Conquête des populations et des entreprises socialement et fiscalement « rentables ». « Offreur » de réseaux, activités formation, logistique, maintenance, veille … pour les entreprises …

Tableau 12. Comparatif IE destinées aux entreprises et IET Bouchet (2007)

L'IET a ainsi un côté stratégique et un côté tactique. Elle relie la veille et l'action publique, dans la mesure où elle aide à « mieux maîtriser les ressources du territoire, permet de par son système de gouvernance en réseaux de réagir rapidement face aux situations de crise, recense les bonnes pratiques des autres territoires afin de réaliser un benchmarking, et donne la latitude de maîtriser les savoir-faire et les produits de son propre territoire et le rend attractif». Khaled Bouabdallah et Angélique Tholoniat (2006 :12). En facilitant la connaissance du territoire et en mettant en place de systèmes de gouvernance qui renforcent les compétences du territoire et recensent ses bonnes pratiques, l'IET permet l'innovation et assure l'avantage concurrentiel. En combinant les actions de veille, de protection, d'influence, de maîtrise de l'information, l'IET favorise le développement des capacités de réaction et d'anticipation du territoire.

1.3.1.4. Les dispositifs de l'intelligence économique

Norbert Lebrument et Cathrine de la Robeterie (2012) se sont orientés vers le développement d'un construit permettant de mesurer les pratiques d'IE que ce soient en termes de surveillance de l'environnement, de protection du patrimoine immatériel, ou d'influence sur l'environnement. Trois dimensions ont été identifiées et spécifiées afin de mesurer le niveau de développement des pratiques d'IE : les dimensions « Pratiques de surveillance de

l'environnement » ; « Pratiques de protection du patrimoine immatériel » ; et « Pratiques d'influence sur l'environnement ».

1.3.1.4.1. Les pratiques de surveillance de l'environnement

Les pratiques de surveillance de l'environnement, ainsi que le système d'information outil de cette surveillance ont pris une place importante dans les recherches scientifiques en sciences de gestion. S'informer sur l'environnement économique n'est pas une activité nouvelle pour les acteurs de l'organisation amenés quotidiennement à prendre des décisions. « Ce qui est nouveau, c'est qu'aujourd'hui, en cette époque d'incertitude, cela devient une nécessité pour beaucoup d'entreprises » (Martinet, Marti, 1995 : 13).

Selon Corine Cohen (2000), la notion de surveillance de l'environnement a été introduite par Mike Young (1961) en lien avec les modèles de planification stratégique entre 1654 et 1961.

La surveillance de l'environnement suppose un processus de balayage de recherche d'informations portant sur les évolutions, les menaces et les opportunités stratégiques François Joseph Aguilar (1967).

En addition, Igor Ansoff (1975) considère que la surveillance de l'environnement permet l'atteinte des objectifs d'anticipation et de perception des changements. Cet auteur contribue à l'évolution de ce concept en signalant l'importance de la détection des informations imperceptibles pour avoir la capacité d'éviter les surprises stratégiques. En effet les organisations dans cette période se basaient sur les informations perceptibles et discernables pour établir une planification stratégique. Dans le cadre d'un environnement de plus en plus instable, toute organisation doit avoir la capacité de détecter le moindre signal de changement que ce soit en termes de menace ou d'opportunité.

La veille et la surveillance de l'environnement reposant sur des dispositifs informationnels et communicationnels contribue finalement à un objectif d'ordre managérial que ce soit à l'échelle de l'entreprise ou même celle du territoire. Le tableau qui suit inspiré des travaux de Nicolas Lesca (2005 : 6) adapté au contexte territorial, met en évidence le lien entre la finalité attendue selon le courant de pensée et la pratique de veille élaborée.

Finalité	Travail de l'information	Résultats à atteindre
L'adaptation, la contingence et la réactivité (Lawrence et Lorsch, 1967 ; Aguilar, 1967)	Détection les forces initiatrices du changement et éclairer l'adaptation des différents acteurs territoriaux.	Saisir et comprendre les changements actuels et potentiels, permettant une adaptation du territoire.
La décision (March et Simon, 1969)	Soutient du choix décisionnel suite à une pratique d'intelligence collective (des acteurs territoriaux) et une modélisation de l'information traitée.	Acquérir des données d'importance stratégique, analyser et interpréter pour la modélisation et le choix stratégique pour le territoire.
L'anticipation des discontinuités (Ansoff, 1975)	Perception précoce des changements permettant l'anticipation.	Anticiper le changement, permettre au territoire de tirer un avantage de cette détection précoce du changement.
La planification (Mintzberg et Waters, 1985)	L'existence d'un support informationnel pour une planification stratégique à moyen et long terme.	Favoriser le développement de la pensée stratégique pour le territoire.
L'avantage concurrentiel (Porter, 1985)	Recueil d'informations, interprétation et analyse pour la détermination des forces, faiblesses, opportunités et menaces pour l'établissement d'un choix stratégique pour le territoire.	Comprendre la dynamique de changement de l'environnement pour l'acquisition d'un avantage concurrentiel
L'innovation (Lesca, 1989 ; Julien et al, 1999)	Assistance et support de l'innovation progressive ou de rupture	Intégrer les savoirs, savoir-faire et compétences innovants favorisant la différenciation du territoire
L'entrepreneuriat et l'intrapreneuriat (Lesca, 2005)	Implantation soutenue des entreprises au niveau du territoire, véhiculée à travers la communication la culture entrepreneuriale	Saisir les opportunités de création d'entreprises pour le développement du tissu économique territorial.

Tableau 13. Adaptation des finalités et travail de la veille territoriale Lesca (2005 : 6)

En somme, nous avons constaté que les pratiques de surveillance de l'environnement au niveau territorial sont entreprises avec différents objectifs visés. L'atteinte de ces objectifs passe par différentes pratiques.

D'après Norbert Lebreument et Catherine de la Robeterie (2012), la dimension « Pratiques de surveillance de l'environnement » est composée de trois sous-dimensions :

La sous-dimension « Processus de renseignement » a une relation de nature formative avec les indicateurs de mesure. Elle est formée par quatre items dont le but est de mesurer la diversité et la fréquence des processus de veille à des fins de surveillance et d'anticipation :

- « Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des innovations technologiques » ;
- « Votre organisation procède à une surveillance de ses principaux concurrents (produits, services, brevets, etc.) » ;
- « Votre organisation procède à une surveillance de ses fournisseurs et de ses clients » ;
- « Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des évolutions de son environnement (évolutions réglementaires, politiques, économiques, sociétales, etc.) ».

La sous-dimension « Réseaux de renseignement », au regard des critères de décision Jarvis, Mackenzie et Potsakoff (2004), cette sous-dimension possède une relation de nature formative avec ses indicateurs de mesure. Elle est formée par trois items et vise à mesurer la diversité et l'importance des sources d'information issues des réseaux de renseignements externes à l'organisation :

- « Pour s'informer, votre organisation fait appel à des acteurs institutionnels (API, APIA, etc.) » ;
- « Pour s'informer, votre organisation fait appel à des organisations professionnelles (ANPE...) » ;
- « Pour s'informer, votre organisation s'appuie sur ses clients et ses fournisseurs » ;

La sous-dimension « Structuration des pratiques de renseignement»,a une relation de nature formative avec les indicateurs de mesure. Elle est formée par quatre items qui visent à mesurer le niveau de structuration des pratiques de veille ainsi que leur articulation à la stratégie de l'organisation :

- « En se basant sur ses axes de développement, votre organisation définit et renouvelle ses axes de recherches d'informations » ;
- « Un plan de collecte de l'information est actualisé par votre organisation (plan qui détaille pour chaque axe de développement de votre organisation, les sources

d'information, ainsi que le traitement, les destinataires et la fréquence de diffusion de l'information) » ;

- « Les informations collectées, en dehors et au sein de votre organisation, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées » ;
- « Une ou des personnes coordonnent la gestion des informations pour l'ensemble de l'organisation ».

1.3.1.4.2. Les pratiques d'influence sur l'environnement

Les pratiques d'influence sur l'environnement de l'organisation concernent essentiellement le lobbying pratiqué par l'entreprise. D'après David Baron (1995), cette pratique est un levier d'action pour l'évolution stratégique de l'organisation. Elle concerne le processus par lequel toute organisation tente d'avoir une influence sur la décision publique. Les théories économiques ont développé un point de vue bien précis pour les pratiques de lobbying dont Olson Stigler (1971) a identifié les finalités de ces démarches. Toute organisation procède ainsi à cette pratique comme « instrument de capture réglementaire ». Le lobbying permet aux entreprises de bénéficier de rentes de situation et d'accroître ainsi leurs profits ». Pour Jefrey Pfeffer et Gérald. R Salancik (1978), la maîtrise des ressources vitales nécessaires à l'existence de l'organisation passe par la réduction des incertitudes qui sont liées à son environnement. Le lobbying est considéré comme un moyen permettant la réduction des incertitudes environnementales.

Le lobbying traduit la mise au point de relation d'influence par l'organisation afin de modifier les impressions, les décisions, ou les agissements des parties prenantes. L'objectif essentiel du lobbying est l'influence sur les décisions prises par les pouvoirs publics. La relation d'influence peut être mise en œuvre avec différentes parties prenantes, comme des alliances avec des organisations concurrentes ou la pression sur les médias pour la création d'une atmosphère convenable aux propositions suggérées par l'organisation.

Le tableau ci-dessous explicite comment les parties prenantes de la relation d'influence exercent des moyens de pression pour orienter des choix à caractères stratégiques ou tactiques.

Parties prenantes	Objectifs de la relation	Exemples de pression	Exemples de légitimation
Coalitions - Groupes d'intérêt	Orienter les choix tactiques des parties prenantes	Menace de quitter une structure collective Menace de supprimer des ressources	Diffusion d'informations Argumentation et persuasion, participation à des comités de travail
Experts, leaders d'opinion	Orienter la perception du problème, susciter des actions favorables aux intérêts de l'entreprise	Menace de supprimer des ressources (subventions, contrats de recherche, avantages en nature)	Diffusion d'informations Persuasion affective, séduction
Médias	Orienter la perception du problème et la diffusion des informations au public	Menace de supprimer des contrats publicitaires	Diffusion d'informations Persuasion affective, séduction
Opinion publique - Citoyens	Orienter la perception du problème, susciter des actions favorables aux intérêts de l'entreprise	Menace d'abandonner une activité économique ou de retirer un produit du marché	Réalisation de sondages d'opinion orientés Campagne de com.

Tableau 14. Les relations d'influence dans le lobbying Attarça (2000 :7)

Pour Mourad Attarça, la mise en œuvre d'une démarche de lobbying, suscite des ressources financières, organisationnelles, financières et, essentiellement, des ressources politiques, des

ressources directement mobilisables (l'expertise de la situation économique, le réseau relationnel ou le pouvoir économique et symbolique) ou des capacités d'intervention politique (les ressources organisationnelles et financières ou l'expertise politico-juridique).

D'après N.Lebreument et C de la Robeterie (2012), la dimension « Pratiques d'influence sur l'environnement » se compose de deux sous-dimensions :

la première sous-dimension « Processus de lobbying sur l'environnement professionnel proche » a une relation de nature formative avec les items. Elle correspond à deux items dont l'objectif est de mesurer la fréquence et la diversité des pratiques de lobbying de l'organisation à l'endroit des médias et des organisations professionnelles :

- « Vous procédez à des actions de communication par le biais de certains médias (presse, Internet, télévision, etc.) » ;
- « Votre organisation travaille à influencer son environnement dans le sens de ses intérêts en participant à certaines organisations professionnelles (groupes d'experts, réseaux professionnels, etc.) » ;

La seconde sous-dimension « Processus de lobbying sur l'environnement professionnel élargi» a une relation de nature formative avec les items de mesure ; elle est formée par deux items :

- ✓ « Votre organisation sollicite des organismes parapublics, pour influencer leurs décisions » ;
- ✓ « Votre organisation sollicite des organismes publics (collectivités territoriales, État, Union européenne, etc.) pour influencer leurs décisions ».

1.3.1.4.3. Pratiques de protection du patrimoine immatériel

Le groupe (Cigref[9], 2008 :7) dans sa publication «*Promouvoir l'usage des systèmes d'information comme facteur de création de valeur et source d'innovation pour l'entreprise* » définit la protection de l'information au sein de l'organisation comme « une démarche consciente visant à protéger, au sein de l'entreprise étendue ce qui vaut la peine d'être

[9] Club informatique des grandes entreprises françaises

protégé, tant au niveau des données que des supports d'information. Cette démarche implique un système de gestion, une identification des informations sensibles, une analyse de risques, des acteurs, avec des rôles et des responsabilités et un programme de réduction des risques ».

Plusieurs objectifs peuvent être associés à la protection du patrimoine immatériel de l'organisation, comme la mise au point et le maintien d'un référentiel afin de protéger toutes sortes d'information, la protection des actifs immatériels de l'organisation, la sensibilisation et la responsabilisation des employés à tous les niveaux, l'identification et le traitement des priorités, un contrôle qui assure la conformité des différentes actions de protection.

Selon le groupe Cigref (2008 :13), « la protection de l'information doit s'inscrire dans une démarche organisée, transversale, collaborative et dynamique ». Quatre acteurs principaux interviennent dans la protection de l'information :

«- l'entreprise qui fixe les règles et met à disposition des solutions standard de protection et les consignes associées ;

- ✓ les métiers qui identifient les informations sensibles à protéger ;
- ✓ la hiérarchie qui contrôle la bonne application des règles dans son périmètre de responsabilité ;
- ✓ chacun, qui connait le niveau de sensibilité des informations qu'il détient et les règles et procédures à appliquer. »

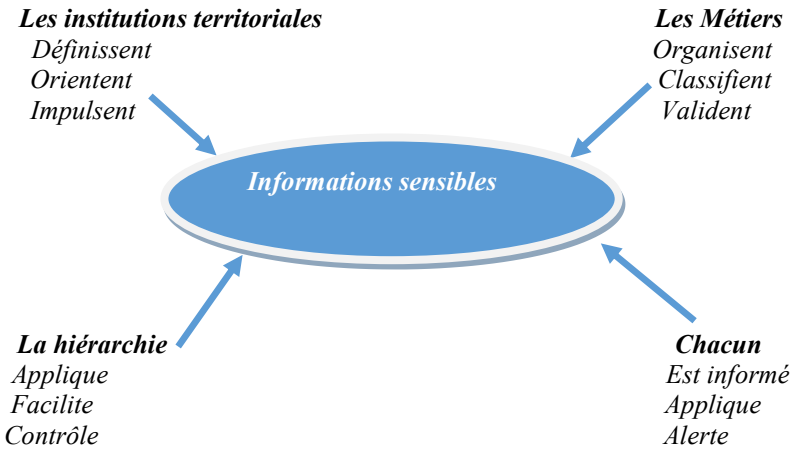


Figure 7. Adaptation au territoire de la schématisation du rôle des différents acteurs dans la pratique de protection du patrimoine immatériel le groupe Cigref 2008 :13

La dimension « Pratiques de protection du patrimoine immatériel » se compose de quatre sous-dimensions :

La première sous-dimension « Propriété intellectuelle » est formée par un item dont le but est de mesurer l'importance et la fréquence des modalités de protection de la propriété intellectuelle au sein de l'organisation :

- *« Dès qu'elle le peut, votre organisation dépose des brevets, des codes logiciels, ou des modèles » ;*

La seconde sous-dimension « Sécurité du système d'information » correspond à un item dont le but est de mesurer l'importance des procédures de sécurisation du système d'information de l'entreprise :

- *« Votre organisation réactualise les procédures et les modalités de sécurité de son système d'information (anti-intrusion, gestion des droits d'accès, surveillance des flux, sauvegarde, cryptage, etc.) » ;*

La troisième sous-dimension « Sensibilisation du personnel» est formée par un item visant à mesurer l'importance des efforts de sensibilisation des salariés à la sécurisation et à la protection de l'information :

- *« Votre organisation procède à une sensibilisation de son personnel en matière de sécurité et de protection de l'information » ;*

La quatrième sous-dimension « Protection vis-à-vis du personnel» correspond à un item visant à identifier l'importance des modalités juridiques mises en œuvre par l'organisation pour se protéger de ses salariés :

- *« Pour se protéger, votre organisation utilise des moyens juridiques avec ses salariés (accréditation, clause de non-concurrence, clause de confidentialité, etc.) ».*

1.3.2. Le Knowledge management

Au-delà de l'IE, le knowledge management se pratique au niveau du territoire dans le cadre du déploiement de l'IT. Cette pratique projetée au niveau du territoire assure la capitalisation et la diffusion des connaissances. Afin de parvenir à cerner la notion de KM, nous commencerons par voir les différentes approches attribuées à cette notion.

1.3.2.1. Approches théoriques du knowledge management

Plusieurs expressions ont été employées pour la notion de knowledge management. Il est ainsi délicat de distinguer entre management de la connaissance, capitalisation des connaissances et gestion des connaissances. Michel Ferrary et Yvon Pesqueux (2006) signalent que ces termes sont souvent utilisés sans différenciation. Pour eux, le KM recouvre essentiellement l'identification, la collecte, le classement ou la spécification des différentes connaissances, ce qui revient à formaliser les différentes connaissances et à les rendre accessibles.

1.3.2.1.1. Le Knowledge management assimilé à la gestion des connaissances

En parlant de gestion des connaissances, différents courants de pensée ont distingué entre gestion stratégique de connaissances et gestion pratique ou tactique pour des objectifs concrets. Patrick Bouvard et Patrick Storhaye (2002) considèrent que la gestion stratégique des connaissances revient essentiellement au fait d'économiser les savoirs afin de servir la stratégie de l'organisation, et cela ne peut se faire qu'en gérant à point les connaissances afin d'en tirer profit au moment opportun.

Jean-Marc Charlot et Agnés Lancini (2002) signalent que la gestion des connaissances peut se fonder sur quatre approches :

- ✓ l'approche par la capitalisation : celle-ci la plus répondue basée sur les fonctions d'acquisition, de stockage et de restauration des connaissances, grâce aux technologies de l'information et de la communication qui permettent de préserver les savoirs organisationnels ;

- ✓ l'approche par le partage, cette gestion des connaissances ne peut se faire qu'à travers la mise en commun des savoirs entre les individus dans l'organisation. Il est ainsi primordial de savoir qui détient telle connaissance et comment assurer une bonne diffusion de cette dernière. Cette approche se base ainsi sur le fait que l'acquisition et le partage des connaissances se font à travers des interactions directes entre les individus ;

- ✓ l'approche par la culture : celle-ci se fonde sur le fait de préparer à l'avance un environnement propice pour la création, l'utilisation et le transfert des connaissances au sein de l'organisation. Cela revient essentiellement à faire évoluer les conduites et les comportements ayant un lien avec les connaissances afin d'instaurer un climat de réceptivité qui peut s'ancrer culturellement dans l'organisation ;

- ✓ l'approche par l'évaluation : cette approche résume l'information en tant qu'actif de l'organisation gérable comme tout autre actif présent dans le bilan de l'organisation ;

Pour Michel Ferrary et Yvon Pesqueux (2006), l'élément fondamental pour une bonne gestion stratégique des connaissances se situe au niveau de la modélisation des connaissances qui doivent être applicables à l'organisation ainsi que la gestion de leurs évolutions dans le temps. De ce fait, les connaissances utiles à l'organisation dépendent essentiellement de ses propres préoccupations. Sauf qu'une bonne gestion stratégique nécessite essentiellement l'assurance d'un bon passage de connaissances du niveau individuel au niveau collectif. Concrètement cela peut se faire à travers les technologies de l'information et de la communication mais reste à dépasser les difficultés humaines, culturelles et organisationnelles, ce qui peut se faire en ciblant les besoins des différents acteurs.

Certes, le KM est assimilé à la gestion des connaissances, mais un autre courant de pensée a associé cette notion à l'apprentissage organisationnel.

1.3.2.1.2. Le Knowledge management assimilé à l'apprentissage organisationnel

Les théories de l'apprentissage organisationnel abondantes en sciences de gestion connaissent plusieurs acceptations. Chacune exprimant une approche théorique bien particulière. L'approche behavioriste de l'apprentissage organisationnel s'appuie sur les travaux de la psychologie. Dans cette approche, l'observateur se limite à ce qui est observable, les croyances et les intentions demeurant inaccessibles. L'apprentissage est associé à une réaction ou une réponse à des stimuli répétés mesurables avec la mise en relation des comportements correspondants aux différents stimuli. Pour Jhon Broadus Watson (1914), avec le néo-behaviorisme, il y a une inversion de la relation stimulus-réponse en réponse-stimulus ce qui signifie que l'individu peut aussi agir sur son environnement. Burhus Frederic Skinner (1953). Ainsi l'approche behavioriste assimile-t-elle l'apprentissage organisationnel à la modification des comportements des individus en fonction des (stimuli-réponses). Ce point de vue se retrouve dans l'approche comportementaliste.

L'approche cognitiviste quant à elle, assimile l'apprentissage à l'enrichissement des connaissances. Cette approche adopte une conception forte de l'apprentissage qui modifie les systèmes de croyances et d'interprétation et met de côté l'adaptation considérée comme un apprentissage mineur. Selon cette approche, deux niveaux d'apprentissage sont possibles : « L'apprentissage en simple boucle » qui consiste essentiellement à modifier et adapter le comportement suite à un dysfonctionnement ou une anticipation de non atteinte des résultats. Cet apprentissage se fait concomitamment au travail effectué « *Theory in practice* » par Chris Argyris et Donald Schön (1978). Sans une grande remise en cause de leur structure, cet apprentissage ne transforme pas l'organisation et ne fait qu'augmenter sa stabilité en complétant la base des connaissances organisationnelles permettant ainsi une adaptation à un contexte donné. « L'apprentissage en double boucle » signifie un changement radical des normes et des croyances en définissant de nouvelles stratégies et de nouvelles règles d'action. L'apprentissage en double boucle mène à un changement de structure. Cela revêt un volet stratégique et permet l'émergence de nouveaux objectifs au sein de l'organisation, Ikujiro Nonaka (1994) l'associe à une démarche de création de connaissances.

Au-delà de l'approche behavioriste et cognitiviste, différents auteurs se sont penchés sur l'apprentissage organisationnel bien souvent associé au KM.

Gestion des connaissances ou encore apprentissage organisationnel, ces appropriations du KM ne sont pas exclusives. Un autre courant de pensée assimile cette notion à la création de connaissance.

1.3.2.1.3. Le Knowledge management assimilé à un processus de création de connaissance

Cette approche du KM a été formalisée par deux auteurs Ikujiro Nonaka et Hirotaka Takeuchi (1997) suite à l'étude de plusieurs cas d'entreprises japonaises en situation de réussite. Pour ces deux auteurs la création de connaissances organisationnelles se traduit concrètement par l'aptitude de l'entreprise à créer, diffuser et incorporer les nouvelles connaissances dans ses différents systèmes, services et produits. La meilleure adaptation à l'environnement instable pourrait se concrétiser par l'innovation continue. La création de connaissances est l'aboutissement de la conversion des connaissances tacites en connaissances explicites qui se fait en suivant différentes étapes selon Jérome Chemitte (2008 : 31) : «

- ✓ La socialisation par acquisition directe d'une connaissance par l'expérience, la pratique, l'imitation, l'observation mais aussi par des discussions constructives ;
- ✓ la formalisation des savoirs tacites pour aller du savoir-faire tacite vers le savoir-faire explicite à partir de métaphores, analogies, concepts, hypothèses ou modèles ;
- ✓ la combinaison par opérations logiques (tri, addition, catégorisation) pour créer de nouveaux savoirs ;
- ✓ l'intériorisation par enracinement (réflexes, automatismes) des connaissances explicites. Elle est étroitement liée à l'apprentissage dans l'action.
- ✓ Connaissance explicite devienne tacite, il est utile qu'elle soit formalisée dans des documents, manuels ou récits. »

Le tableau ci-dessous nous représente les quatre modes de conversion des connaissances tacites en connaissances explicites

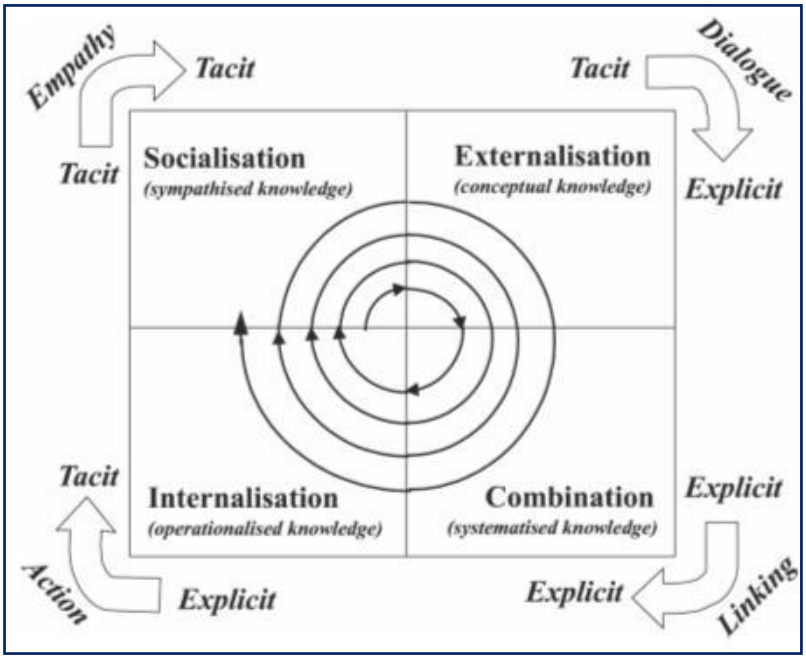


Figure 8. Les quatre modes de conversion de connaissances Nonaka I. et Takeuchi H., (1997)

Le processus de création de connaissances est finalisé en cinq phases :

- ✓ Le partage des connaissances tacites : il est primordial d'avoir à la disposition un « champ de partage » à travers lequel les individus peuvent dialoguer et interagir face à face. Cela stimule le partage des connaissances.
- ✓ La création de concepts : cette phase est synonyme d'une très forte interaction entre les connaissances tacites et les connaissances explicites. Le modèle mental prend la forme d'une réflexion suite à son partage et son articulation par une équipe qui s'organise à travers le dialogue.
- ✓ La justification des concepts : tout nouveau concept créé par les équipes d'individus doit être justifié et validé à un moment donné, renforce la valeur ajoutée de chaque individu à l'organisation
- ✓ La construction d'un archétype : Cette phase consiste essentiellement en la concrétisation du concept en combinant les nouvelles connaissances explicites avec les connaissances explicites existantes.
- ✓ L'extension de la connaissance : le concept crée, justifié, validé et modélisé se retrouve dans un nouveau cycle de création de connaissances, cette phase est « une extension des connaissances », le processus est en spirale au niveau intra-organisationnel et inter-organisationnel.

Même si les approches associent le KM à une pratique bien déterminée, d'autres visions ont été développée pour cette notion.

1.3.2.1.4. Approches complémentaires au Knowledge management

Différentes disciplines ont contribué à l'enrichissement de la notion de KM. Les sciences de gestion interviennent par l'optimisation de cette notion et son utilisation au sein des organisations. Les sciences économiques visent à optimiser les choix grâce à la gestion efficace des connaissances. Avec les sciences sociales, les différentes interactions et interrelations culturelles et environnementales contribuant à la création et la capitalisation des connaissances sont interprétées. Et les sciences de l'information et de la communication s'orientent vers le développement de l'ingénierie de la gestion des connaissances et l'optimisation de la capitalisation et de la diffusion de cette dernière.

D'autres approches ont été développées pour enrichir et modéliser une gestion efficace des connaissances, allant de la capitalisation à la diffusion comme les approches économiques, organisationnelles. Le traitement de la connaissance, les moyens utilisés ainsi que l'objectif recherché diffèrent selon l'approche adoptée. Nous explicitons ces approches dans le tableau qui suit :

	Approche économique	Approche organisationnelle	Approche "communauté"
Traitement de la connaissance	La connaissance est objectivement définie. Elle est concepts	La connaissance est sous forme tacite ou explicite.	La connaissance est construite par socialisation. Elle est basée sur l'expérience
Modèle dominant	Mémoire	Réseau	Communauté
Focus	Capturer et stocker les connaissances (stock)	Acquisition des connaissances (flux)	Création et application des connaissances
But principal	Codifier et capturer la	Exploiter les connaissances.	Avantage compétitif

	connaissance explicite.		Promouvoir le partage des connaissances. Accélérer le rythme des innovations.
Levier critique	La Technologie	L'essaimage	Engagement et Confiance
Livrables	Standardisation, Routinisation et renouvellement des connaissances	Développement externe Développement endogène.	Application de nouvelles connaissances
Rôle des TIC	Mécanismes d'intégration essentiellement managérial : systèmes de stockage de traitement et d'interprétation des données	Mécanisme interactifs connexion et échanges d'information,	Support critique aux mécanismes d'intégration mise à jour d'informations et actualisation des connaissances

Tableau 15. Schématisation des approches du KM adaptée des travaux de D.Bretones et S. Antoine (2009 :18)

1.3.2.2. Du knowledge management

La recherche fait état d'une bibliographie très abondante concernant le knowledge management. Plusieurs auteurs ont développé des définitions concernant cette notion.

Avant d'aborder la définition proprement liée au KM ou à la gestion des connaissances, d'expliquer brièvement le terme connaissance, d'après Manuel Zacklad (2004 :4) : « la connaissance désigne un potentiel d'action attribué à un acteur individuel ou collectif dans le contexte d'une situation au sein de laquelle celui-ci poursuit un projet ». Ainsi il s'avère intéressant de savoir si la connaissance se rapporte à un acteur et si elle se définit par rapport à un domaine d'activité

Maryam Alavi et Dorothy Leidner (2001) considèrent que la connaissance est représentée par l'information que détient le cerveau des individus. C'est l'interprétation faite de certains faits, procédures concepts, observations, jugements, […]. La connaissance résulte ainsi d'un processus cognitif qui transforme l'information en connaissance. La connaissance est utilisée dans l'interprétation de l'information. Par la suite, cette information sera transformée en connaissance.

Il ne faut pas omettre de signaler qu'il y a plusieurs types de connaissances, parmi les différentes typologies présentées nous retrouvons celle d'Ikujiro Nonaka et Hirotaka Takeuchi (1997) qui distinguent entre :

- ✓ la connaissance explicite ayant trait aux aptitudes et aux talents. Cette connaissance pratique existe au niveau individuel (savoir-faire d'un individu) et au niveau collectif (les routines utilisées dans l'organisation suite à une pratique répétée);
- ✓ la connaissance tacite comportant une importante dimension cognitive (schémas ou modèles mentaux croyances et perceptions);

Finalement la notion de KM, qui est très importante pour toute organisation peut avoir un enjeu stratégique comme le signalent Patrick Bouvard et Patrick Storhaye (2002). Pour eux, l'enjeu serait de trouver les bonnes connaissances au moment le plus opportun. La bonne gestion de la connaissance devient ainsi primordiale. Cette bonne gestion passe par l'intégration de ces connaissances dans un système qui facilite leurs accès. Ainsi, l'enjeu stratégique de cette notion rend sa mise en place incontournable au sein de toute organisation. Les définitions développées à propos de cette notion dépendent de l'angle de vue dans lequel se place l'auteur.

Pour Jean-Yves Prax, (2000 :1), « cultiver la connaissance dans l'entreprise, c'est créer la représentation partagée qui permet d'envisager collectivement l'avenir ». Le KM repose sur une approche multidisciplinaire gérant la connaissance depuis la création, l'interprétation, la cartographie et la diffusion. Ce processus mobilise tous les acteurs et les réunit pour l'initiation du changement. Ici, le KM est considéré comme un processus. Il y a une référence à un cycle de vie à plusieurs étapes dont on trouve la création, le développement, la capitalisation et la diffusion. Plusieurs autres auteurs partagent le même angle de vue, tels Thomas H. Davenport et Laurence Prusak (2000). La meilleure illustration de cette vision du KM en tant que processus est le modèle de la marguerite développé par Jean-louis Ermine (2001).

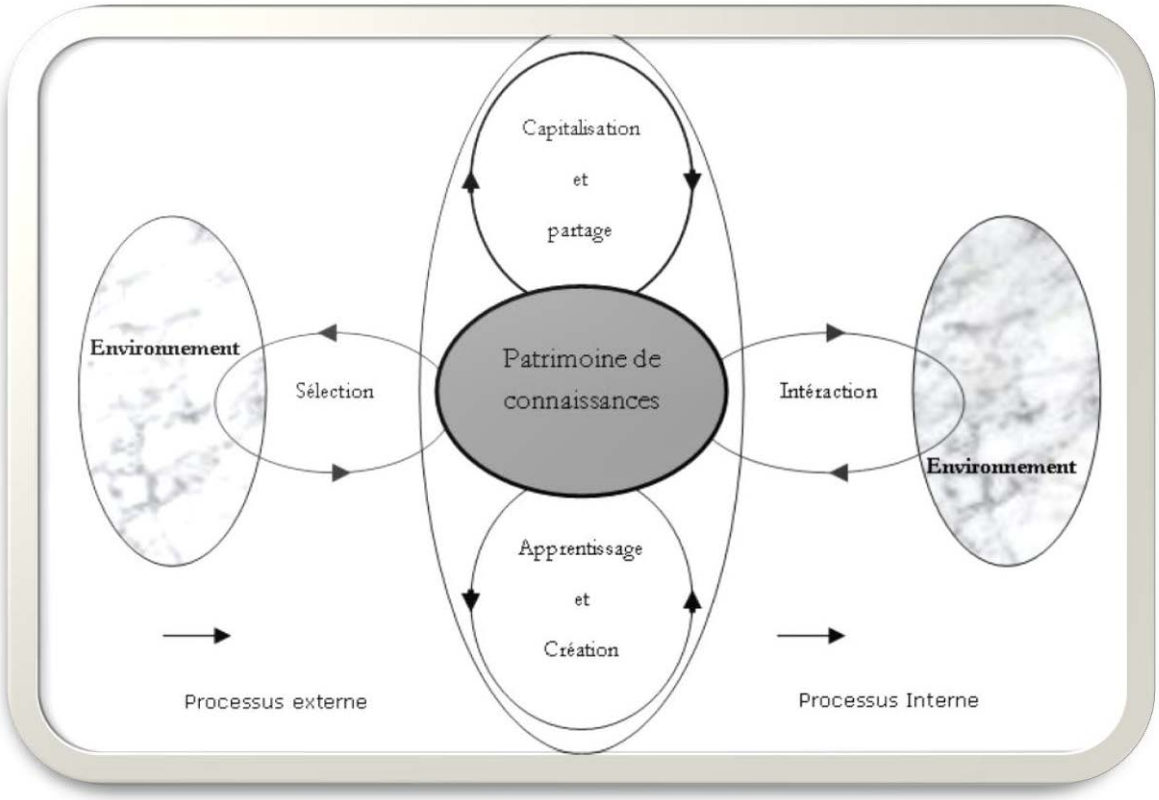


Figure 9. Le KM modélisé sous forme d'une marguerite Ermine (2001).

La pluridisciplinarité du KM a été soulignée à maintes reprises. Pour Cory Wick (2000), cette notion peut être définie selon plusieurs perspectives :

- ✓ la perspective centrée document se concentre essentiellement sur les documents comme source de connaissance. La connaissance est acquise suite à une connexion entre les personnes et les documents;
- ✓ la perspective technologique où l'acquisition des connaissances se fait à travers l'ingénierie et la technologie. La connaissance dans cette perspective connecte les personnes à des systèmes technologiques et d'autres applications;
- ✓ la perspective socio-organisationnelle : la connaissance se diffuse à travers l'interaction entre les personnes;
- ✓ la perspective des organisations de la connaissance : dans cette perspective la connaissance est source d'avantage compétitif pour l'organisation. La circulation d'une connaissance pertinente assure la compétitivité de l'organisation;

Carla O'dell (2003) partage la vision de Cory Wick. Pour ces auteurs, le KM repose sur un système articulant les connexions entre les personnes ou entre les personnes et les connaissances et informations dont elles ont besoin pour articuler des actions efficaces et générer de nouvelles connaissances. Cette définition met en évidence la fonction du KM qui consiste à mettre en relation les personnes et les connaissances.

Cory Wick définit le Knowledge management en tenant compte de quatre perspectives différentes alors que Stéphane Goria (2007 : 4) définit cette notion à travers des fonctions : « il nous est possible d'envisager le KM à travers un spectre constitué de fonctions : capitalisation des connaissances, cartographie des connaissances, acquisition des connaissances, partage de savoirs et création de connaissances ».

Le KM peut être défini sous plusieurs angles. Certains le considèrent comme un processus; d'autres comme un moyen de connexion entres les personnes et les connaissances, ou encore comme un ensemble de perspectives ou comme un spectre de fonctions.

Stéphane Goria (2006) en donne une définition croisée de la notion du knowledge management.

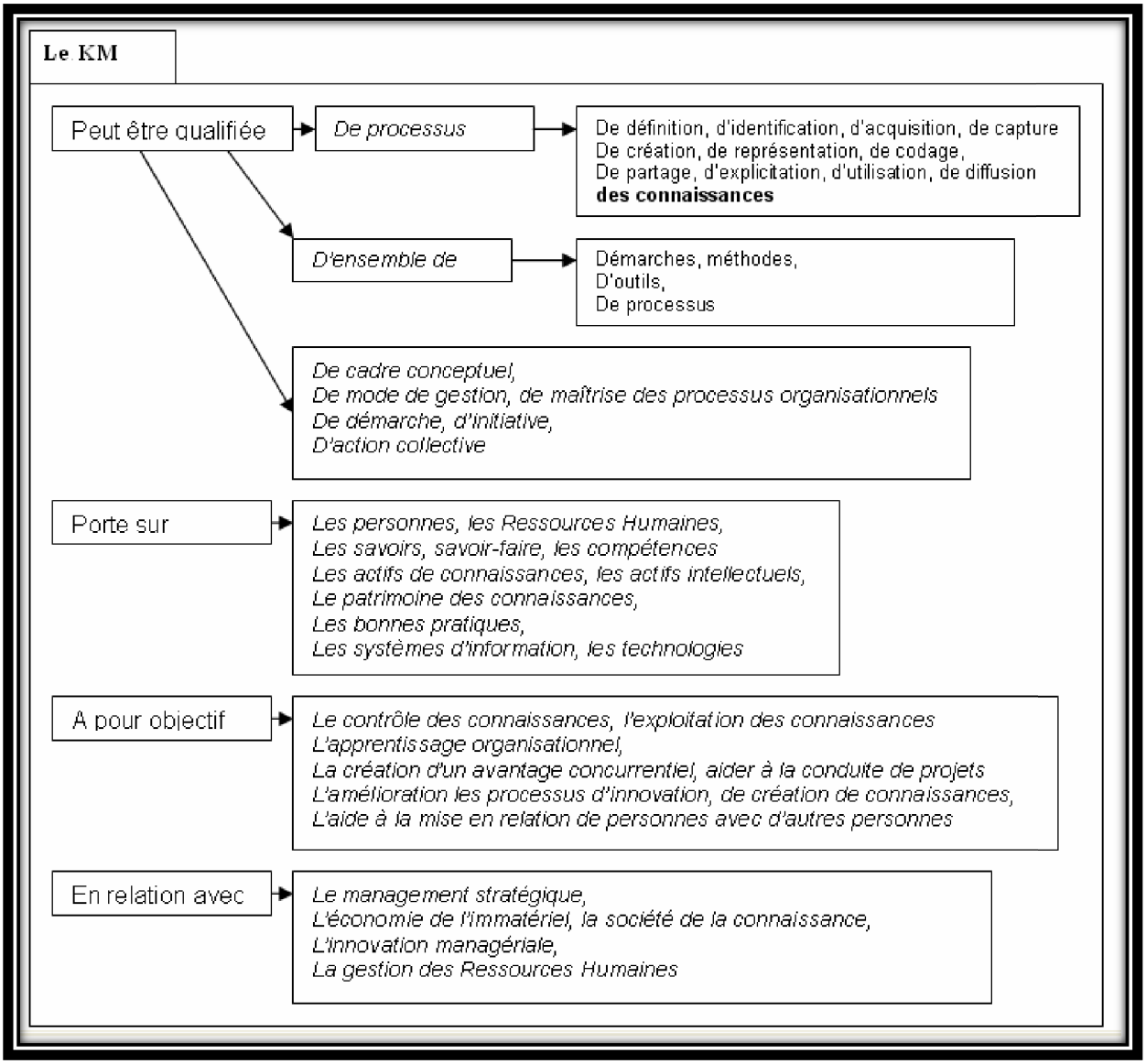


Figure 10. Définitions croisées du KM (Stéphane Goria 2006 :10)

1.3.2.3. Le Knowledge Management territorial

Si nous sortons du champ de l'organisation, nous pouvons voir que le KM peut s'appliquer au niveau du territoire. Cette notion est appelée *territorial knowledge management* et pour Kevin Morgan, (1997), le constat de la proximité de plus en plus remarquable entre les études d'innovation et la géographie économique est à l'origine de l'émergence de la notion « région d'apprentissage » où l'apprentissage des connaissances se fait au niveau territorial. Cet auteur examine les conséquences d'un modèle d'innovation interactif pour l'aménagement du

territoire. Une région apprenante est celle qui développe des politiques évolutionnistes pour l'aménagement du territoire et l'affront de problèmes socio-économiques.

Cette notion aide les différents acteurs du territoire à mieux identifier et gérer leurs actions au niveau de leurs territoires (Jean Yves Prax, 2000). En fonctionnant comme des entreprises qui établissent des coopérations transversales, en rompant avec les divisions verticales et les pyramides hiérarchiques pour améliorer leurs services et s'assurer leur survie, les acteurs territoriaux doivent s'affranchir de l'isolement et du cloisonnement pour passer à la coopération et à la transversalité. Un passage de l'autarcie à l'échange permet le développement de projet de territoire et non une simple gestion des ressources.

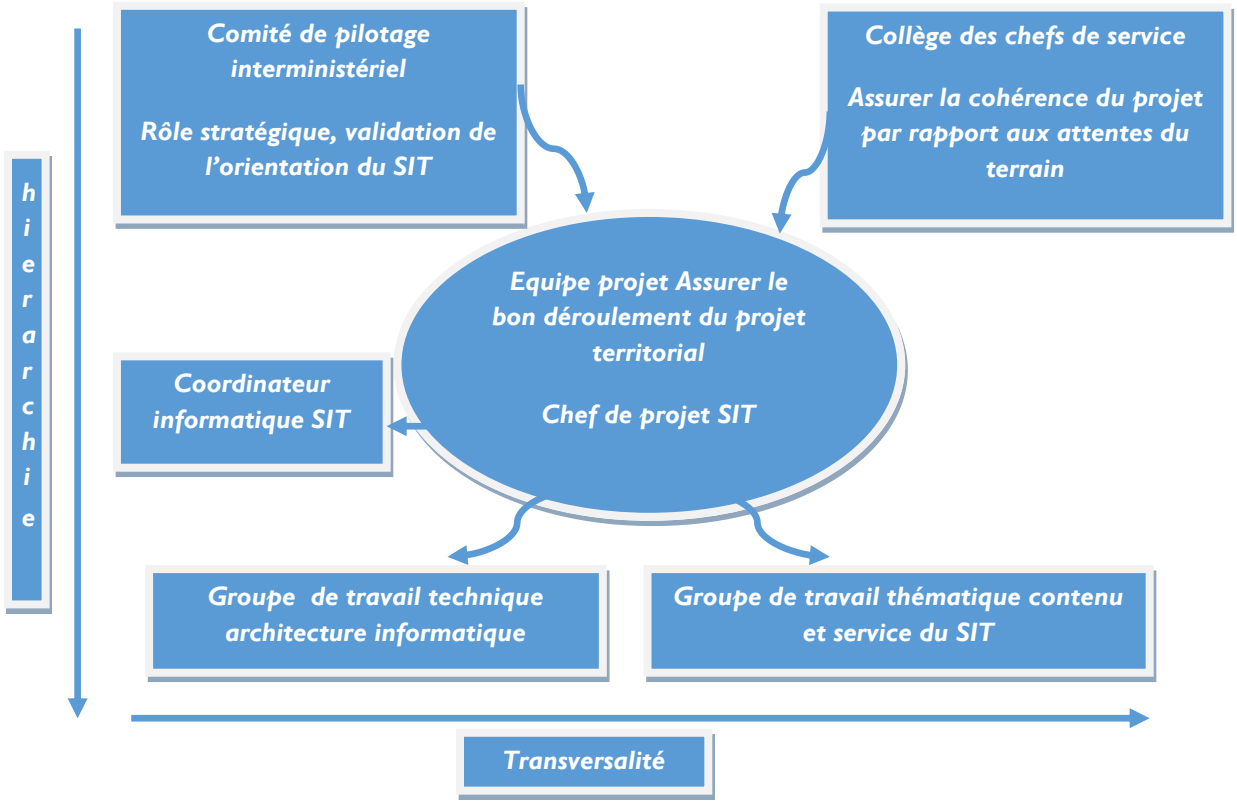


Figure11. Knowledge management territorial Prax 2002

Cet auteur insiste sur la primordialité de la mise en place du KM au niveau du territoire. Cela peut être très bénéfique pour les différents acteurs qui pourront mieux identifier et gérer leurs actions au niveau du territoire. Le KMT se fait avec la collaboration de plusieurs acteurs territoriaux. L'équipe gère le projet territorial, en mettant en place un système d'information territorial SIT. Le collège des chefs de service veille à la cohérence du projet avec les attentes

et les besoins réels du terrain. L'orientation stratégique du SIT est validée par le comité de pilotage interministériel qui joue un rôle stratégique. Les volets pratique et thématique assurent le KMT à travers des groupes de travail.

Ce point de vue est partagé par Stéphane Goria (2009 : 11) pour cet auteur la mise en place du *territorial Knowledge management* passe par la mise en place de trois fonctions de KM à savoir :

- ✓ la mise en avant de la fonction partage de savoirs qui est « axée exclusivement sur la mise en place de lieux et d'outils de mise à disposition, de partage et d'échange des connaissances à destination des acteurs du territoire, dont les chefs d'entreprises »;
- ✓ la mise en avant de la fonction cartographie des connaissances du territoire « au sens où de nombreux projets de KM en entreprise effectuent des cartographies dans le but de mieux connaître les savoirs, compétences et connaissances situés en leur sein, avant d'éventuellement améliorer les flux et les échanges d'informations »;
- ✓ la mise en avant de la fonction création de connaissances qui « tente d'appliquer les actions de KM d'aide à la transformation et à la création de connaissances pour une organisation en réseau du territoire dans une perspective d'amélioration de la coordination, de l'attractivité et des capacités d'innovation des acteurs du territoire»;

1.3.2.4. Les dispositifs du knowledge management

La gestion de la connaissance passe essentiellement par deux grandes phases : la capitalisation et cartographie des connaissances, puis le partage et la diffusion des connaissances. Françoise Rossion (2009 : 2) identifie les différentes phases de gestion des flux de connaissances. Pour cet auteur la capitalisation se fait à travers :

- « la phase de repérage et de capture des connaissances, durant laquelle les connaissances intéressantes pour la communauté sont identifiées et capturées ;
- la phase de gestion durant laquelle les connaissances sont organisées de façon à faciliter leur recherche dans une phase ultérieure ; pour garantir leur fiabilité, les connaissances doivent être mises à jour régulièrement ».

Quant à la phase de partage et de diffusion de connaissances, cette dernière se concrétise suite à :

- « La phase de distribution, qui veille à ce que les connaissances soient mises à la disposition des utilisateurs tout en respectant les règles en matière de sécurité et de confidentialité ;

- La phase d'application, qui consiste à réutiliser les connaissances dans un nouveau contexte et, ce faisant, d'apprendre et d'innover. »

Les dimensions du KM ont été développées par N. Lebreument et C de la Robeterie (2012). Il y aura deux sous-dimensions :

1.3.2.4.1. La capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire

La première sous-dimension « Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire » est formée par deux items ayant pour fin de mesurer l'importance des pratiques de capitalisation tant sur les projets que sur la relation avec les clients :

- « Votre organisation rédige des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés (acteurs rencontrés, erreurs survenues, problèmes résolus, etc.) » ;

- « Votre organisation réalise des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec vos clients (problèmes rencontrés, demandes spécifiques des clients, etc.) »

1.3.2.4.2. Partage et diffusion des connaissances

La seconde sous-dimension « Partage et diffusion des connaissances » a une relation de nature formative avec ses items ; elle est composée de deux items ayant pour but, respectivement, de déterminer le degré de circulation de l'information et des connaissances et d'estimer la maîtrise des compétences :

- « Votre organisation utilise des technologies de l'information et de la communication (Intranet, dossiers partagés, messagerie électronique, forums de discussion, FAQ,

Wiki, etc.) pour partager et diffuser de l'information et des connaissances entre collaborateurs » ;

- « Votre organisation procède à la réactualisation de son référentiel de compétences ».

Ainsi a-t-on vu la notion d'intelligence territoriale IT ainsi que les dispositifs d'IE et de KM qui à travers leur déploiement de manière complémentaire permettent un développement territorial. Mais, le fondement de notre recherche vise la mise en évidence de l'effet de la culture essentiellement le sentiment d'appartenance à la région sur le déploiement des dispositifs d'IT ainsi que l'effet des approches communicationnelles d'IT sur la consolidation de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région. À cet effet nous nous proposons dans la section suivante de nous pencher sur les pratiques de communication publique assurant un développement régional.

2. Communication publique et territoriale et développement régional

Affronter une concurrence internationale et assurer une compétitivité et une attractivité du territoire nécessite un ancrage à son niveau. L'intelligence territoriale relève du déploiement de dispositifs d'IE et de KM au niveau du territoire. Cela passe essentiellement par les pratiques de surveillance de l'environnement, de protection du patrimoine, d'influence sur l'environnement, de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, de partage et de diffusion des connaissances. Toutes ces pratiques sont fondées sur la communication et le passage de l'information entre les différents acteurs territoriaux. Ces acteurs sont soient des responsables institutionnels travaillant au sein des directions de développement régionales leurs différentes administrations partenaires, ou non institutionnels, soient les responsables et partenaires privés ou la population locale.

Dans cette section, nous essayerons de relever la communication instaurée et la nature de l'information échangée entre ces acteurs. La mise en commun de l'intelligence au niveau d'un territoire suppose le recours à l'action publique et à la démarche de veille informationnelle. Les acteurs territoriaux institutionnels en collaboration avec la population locale, ainsi que la société civile, utilisent préalablement des outils pour l'analyse du territoire pour faciliter l'engagement dans l'action publique. Ces outils se réfèrent à des dispositifs d'IE et de KM

avec des objectifs multiples. La connaissance approfondie du territoire et ses ressources existantes figurent parmi les objectifs visés.

Cet ancrage territorial permet une meilleure maîtrise de ses ressources matérielles (naturelle ou au niveau de l'infrastructure) ou immatérielles (patrimoine culturel local, savoir-faire et pratiques distinctives du territoire). Cela aboutira au développement de pratiques communicationnelles qui assurent la promotion du territoire en développant le sentiment d'appartenance de la population locale ou en assurant un certain niveau de distinction et d'attractivité du territoire. Le développement de ces pratiques communicationnelles qui assurent la promotion du territoire est tributaire d'une volonté politique. Et cela se fera essentiellement à travers une communication publique fondée sur des systèmes d'information et de communication. L'attractivité du territoire serait ainsi tributaire du développement d'un espace médiatique capitalisant l'information et assurant un processus de communication en faveur du développement territorial tant au niveau internequ'externe. Nous essayerons de voir l'apport que peut avoir l'information et la communication pour le territoire, les mécanismes avec lesquels est instauré cet espace médiatique territorial et interroger son existence et ses défaillances.

2.1. Pratiques informationnelles et communicationnelles face à l'intelligence territoriale

L'assurance de l'attractivité et de la compétitivité du territoire passe essentiellement par le décloisonnement de ce dernier et son intégration tant au niveau national qu'international. Cela suppose l'incorporation de systèmes d'information et de communication en son sein qui assurent l'échange et la capitalisation informationnelle au niveau endogène et exogène. L'IT joue un rôle primordial dans la formalisation du capital d'information et de connaissance relevant du territoire, préalable inconditionnel à toute démarche de développement. Pour Yan Bertacchini (2006) le processus informationnel suppose l'alliage préalable de trois hypothèses. Ces hypothèses se réfèrent essentiellement au passage et à la circulation de l'information entre les différents acteurs, à la fiabilité et l'intangibilité de cette information recueillie, ce qui entrainera la mise en réseau dans différentes sphères que se soient institutionnelles ou non institutionnelles. Ainsi, planifier une démarche de développement territorial est tributaire de l'instauration d'une intelligence collective locale qui scrute le potentiel du territoire en termes de ressources et d'action. Par conséquent, les représentations virtuelles seront corrélées aux potentialités réelles et futures. Cela ne pourrait être significatif

que suite à la contribution de différents acteurs, ayant chacun un apport différent. Une approche participative dévoilerait plusieurs éléments : nature des apports, diagnostics des besoins réels, valorisation de patrimoine matériel ou immatériel, aide et formation aux jeunes entrepreneurs, attraction de nouveaux investisseurs.

Suite au recueil de ces apports informationnels, leur formalisation et capitalisation est de vigueur afin d'assurer la communication et la circulation de l'information et du capital de connaissances dans les différents réseaux. La complexité du territoire et les évolutions multiples qu'il peut suivre suggèrent une approche participative pour assurer son développement. Cette approche fait appel à divers intervenants (acteurs territoriaux ou extraterritoriaux) ayant des appartenances diverses et des backgrounds différents. Les apports de cette approche seraient ainsi pluridisciplinaires. Cette dernière est un facteur de transmission d'informations et de savoirs dans différents domaines.

Afin que tous ces savoirs soient utiles à la prise de décision, établissant le futur du territoire, la mise en réseau est primordiale pour assurer un partage et une collaboration à l'échelon de la délégation du gouvernorat ou de l'état. Cette mise en réseau ne peut se faire qu'en ayant recours aux technologies de l'information et de la communication. Pour Philippe Dumas (2011 : 1) : « La mise en pratique d'une approche en intelligence territoriale peut être caractérisée par une étude compréhensive, qualitative, factuelle, présentant des caractéristiques de l'observation participante et fondée essentiellement sur une collecte de traces tangibles de la production d'informations ». Dumas approuve et confirme la pluridisciplinarité de cette approche. L'ultime objectif de l'IT est de cerner un territoire disposant d'une réalité complexe en termes de ressources, atouts, défaillances, menaces pouvant avoir des parcours d'évolutions futures très diverses et des réalités évolutives. L'appréhension d'une réalité aussi complexe telle que celle du territoire suppose l'association de diverses disciplines, afin d'aboutir à la production et la communication d'une information plausible et utilisable. La circulation de cette information entre les différents acteurs fait appel aux dispositifs communicationnels.

Une approche participative se basant sur l'apport de plusieurs acteurs pour statuer et prendre une décision relative au futur du territoire aurait certains préalables. Parmi eux, un diagnostic et un recueil de l'information sur le terrain réel. Cette information ne pourrait avoir du sens que si elle est analysée, interprétée et traduite en données explicables. Ces données sont

communiquées aux acteurs institutionnels et leurs différents partenaires afin d'en débattre et prendre la décision la plus appropriée. Ainsi il n'est pas vain de se demander si le recueil de l'information et sa communication sont deux volets indissociables de toute approche d'intelligence collective au niveau du territoire et visant son développement durable. Cela a été confirmé par Gabriel Gallezot, Eric Boutin et Philippe Dumas (2006 : 2).

L'instauration d'une démarche d'IT implique une connaissance en profondeur du contexte et de l'environnement dans lequel évolue le territoire, des ressources qui y sont présentes, des différents acteurs et leurs partenaires dans cette démarche et des enjeux auxquels il faut faire face. Cerner toutes ces données impliquerait un partage, une capitalisation et une diffusion de toutes ces connaissances entre les différents acteurs. Ce partage se faisant à travers les dispositifs communicationnels serait la source de différentes actions proactives en faveur d'un développement territorial durable. L'indissociabilité de l'information et de la communication de toute démarche d'intelligence collective visant le développement territorial est de fait vu que la capitalisation du contenu territorial passe par divers processus communicationnels.

La capitalisation de ce contenu local territorial selon Yann Bertacchini (2004) repose sur trois principes : étudier les besoins de chaque catégorie de groupe ; faire des appels d'offre en faveur du développement de nouveaux contenus territoriaux et de la création de bases de données numériques pour les contenus déjà présents sur d'autres supports ; assurer la mise en réseau de ces bases de données afin d'en faciliter la consultation. La capitalisation du contenu territorial passe par la participation de plusieurs acteurs afin d'établir un plan d'action stratégique pour le développement du territoire cette approche est qualifiée selon Philippe Dumas (2011) de *« Top-Down, Bottom-up ».*

Les démarches de développement durable étaient généralement préconisées dans un mouvement descendant *Top-down.* La prise de décision venait de la part de décideurs sans réelle concertation avec le terrain. Une démarche d'intelligence collective au niveau du territoire reposant sur la participation de différents acteurs (population locale, société civile, partenaires institutionnels ou non institutionnels) préconise plutôt un mouvement dans les deux sens *Top-down* et *Bottom-up.* La collecte de l'information, l'analyse, l'interprétation, la communication et la concertation pour la prise de décision, toutes ces étapes se concrétisent par un mouvement ascendant et descendant de la circulation de connaissances. « La création d'un maillage par des mises en relation à la fois en *Top-down* et *Bottom-up* et transversale des

différents acteurs d'institutions, d'associations, de la société civile serait nécessaire pour créer une pratique collective partagée avec la mise en commun de contenus. Dès lors ce projet de territoire permettrait de concevoir des politiques culturelles comme de véritables ressources d'attractivité et de compétitivité territoriale » (Sylvie Thomas, Yann Bertacchini, 2010 : 3). L'attractivité et la compétitivité du territoire à travers des maillages entre les différents acteurs dans le cadre d'une démarche participative établirait de véritables politiques culturelles. Ces dernières sont soutenues par des dispositifs communicationnels et informationnels. Ainsi, la planification d'actions pour le développement durable du territoire se fait dans le cadre d'un processus englobant différents procédés en interaction. Les dispositifs engagés dans le cadre du processus d'IT s'imbriquent et prennent sens dans le cadre d'une veille thématique endogène et exogène. Cela a été mis en relief dans le schéma ci-dessous.

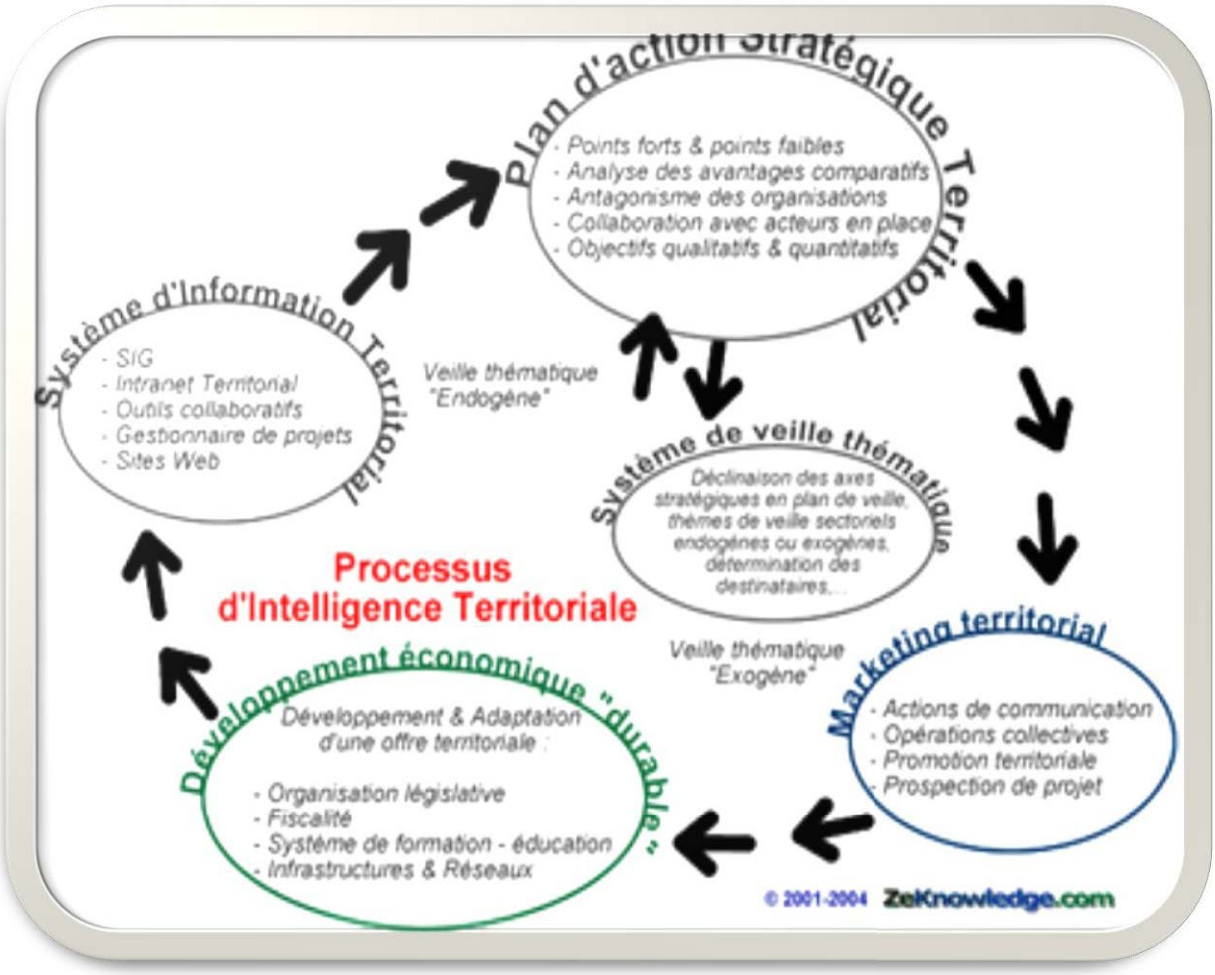


Figure 12. Processus d'Intelligence Territoriale (Zeknowledge.com)

Le processus d'IT schématisé ci-dessus articule le lien entre différentes pratiques territoriales reposant sur les sciences de l'information et de la communication ainsi que sur d'autres pratiques empruntées à d'autres disciplines visant la connaissance optimale du territoire.

Cette connaissance optimale du territoire permettrait une maitrise du territoire et de ses ressources. L'interaction de ces différentes pratiques assure un potentiel cognitif permettant l'affront de toute situation de crise en ayant une capacité de réaction rapide face aux incertitudes. Le système d'information territorial s'appuierait sur un *benchmarking* de toutes les ressources disponibles à travers les systèmes d'information et de communication comme le système d'information géographique, l'intranet territorial, les outils collaboratifs. Ceci est un préalable au plan d'action stratégique territorial qui détermine les forces, faiblesses, opportunités et menaces et établit la nature de la collaboration entre les différents acteurs ainsi que les objectifs visés de nature qualitative et quantitative.

Un système de veille thématique est mis en place en déclinaison des différents axes stratégiques visés. L'attractivité du territoire est alors assurée par des actions de marketing territorial à travers la communication et les opérations collectives de promotion du territoire. Le développement économique durable passe par le développement, l'adaptation et la médiatisation d'une offre territoriale susceptible d'attirer les investisseurs de promouvoir les clusters de développer les infrastructures et les réseaux…

Par ailleurs, avons-nous relevé qu'une démarche d'IT repose sur différentes pratiques articulées à travers le passage de l'information et la communication entre les différents acteurs et partenaires du développement. La collaboration et la concertation entre ces différents acteurs territoriaux exige un certain degré de solidarité envers le territoire et d'implication pour le développement de la part de chacun de ces acteurs. Ces derniers doivent privilégier, dans le cadre d'un effort collectif, l'intérêt du territoire en tant qu'entité à part entière. Viser l'intérêt du territoire se fait à travers la solidarité, la confiance mutuelle, la communication et le passage de l'information. Wahid Gdoura (2005) signale que l'accès et la détention de l'information influence les comportements, les agissements des citoyens, ainsi que les activités socio-économiques des collectivités. Cela représente un enjeu de poids pour l'émancipation des individus et l'instauration d'un développement durable au sein des sociétés. Une participation solidaire et une implication pour le développement du territoire facilite l'accès à l'information et la communication entre les acteurs. Comme on peut rajouter

que la circulation de l'information est un vecteur de développement du sentiment d'appartenance et de la participation citoyenne en faveur du territoire.

Philippe Dumas est pour le développement de la culture de la territorialité, dimension ondulatoire du territoire, « [..] La culture exprime le sentiment partagé d'appartenance et d'appropriation des vertus qualitatives du territoire » (Philippe Dumas, 2006 : 13). Le sentiment d'appartenance envers le territoire est à la base de l'appropriation des objectifs de ce dernier en termes de développement. En ce sens, la mobilisation du capital social est un réel tremplin à diverses initiatives de développement territorial. La mise en place de mécanismes de partenariats et de réseaux s'appuyant sur une réelle volonté de concertation entre les acteurs locaux se fait à travers la lutte contre l'exclusion, ce qui aboutirait à la diversification et l'enrichissement des apports. Elisabeth Gardère et Amar Lakel (2009 :8) annoncent que « Si certaines pratiques sont consultatives, participatives ou représentatives, d'autres restent plus traditionnelles. Afin d'accroître le niveau d'information délivré aux riverains, divers modes de communication sont utilisés […]. L'information des citoyens n'est pas seulement une condition du bon fonctionnement de la démocratie locale, elle est aussi nécessaire pour faciliter une bonne administration locale. À cette condition, l'information est garante de la gestion transparente de la collectivité ».

Une certaine forme de démocratie participative est alors initiée et il s'agit pour Saskia Cousin (2012 : 7) « d'impliquer les citoyens aux prises de décisions les concernant, notamment en matière de développement territorial et de rénovation urbaine ». Partage d'information, encouragement d'initiatives de développement, mobilisation du capital social, développement de l'appartenance. « Le développement territorial ne se pense plus sans interroger l'efficacité des actions et des systèmes d'information mis en place, et *in fine* leur utilité pour favoriser une aide à la décision et/ou la participation citoyenne » Meyer (2012 : 4). Le rôle des systèmes d'information serait ainsi dans un double sens : assurer la circulation de l'information entre les différents acteurs et la richesse des initiatives dans le cadre d'approches participatives en faveur du développement durable, mais aussi le développement du sentiment d'appartenance et de la culture de la territorialité en faveur de l'implication envers les objectifs du territoire.

Pour Philippe Dumas (2011 : 9) « […] Il faut créer les conditions sociétales et culturelles pour que les acteurs aient un comportement territorialement intelligent, au nombre desquelles figurent :

- la confiance et la prédictibilité des comportements ;
- la prise en compte de la temporalité ;
- la disponibilité à la réception de l'information ;
- la perception de l'environnement ;
- l'inclusion dans le développement durable ;
- la reconnaissance de la culture ;
- la participation citoyenne (parties prenantes, démocratie représentative vs directe) ;
- la volonté ;
- l'identité qui rapproche et uniformise et les différences qui individualisent ».

La diversité des apports et la richesse des initiatives suite à une approche participative des différents acteurs se développent dans des conditions sociétales et culturelles bien déterminées. Le développement territorial est ainsi inscrit dans une logique de concertation et de collaboration entre partenaires égalitaires et non égalitaires dans une logique de décision et d'exécution entre parties non égalitaires. La collaboration entre ces différents acteurs et partenaires territoriaux suscite le recours à certains mécanismes communicationnels et informationnels. Ces mécanismes assureront dans une perspective de développement territorial durable le lien entre les différents acteurs. Dans la section suivante nous développerons les divers mécanismes communicationnels mis en avant dans le cadre d'approche territoriale de développement basée sur l'intelligence collective des acteurs institutionnels et non institutionnels.

2.2. Mécanismes communicationnels pour le développement territorial

L'importance de la communication pour le développement territorial durable est incontestablement prouvée. En effet, la décentralisation administrative et le décloisonnement institutionnel ne peut se faire qu'avec des échanges communicationnels intensifiés entre les différents acteurs et partenaires de développement. Afin de cerner les mécanismes communicationnels, nous nous proposons de voir la notion même de communication et son intérêt et enjeu pour le développement.

Pour définir la communication, Daniel Bougnoux 2001 précise qu'il s'agit d'agir à travers le retour des signes sur les représentations des personnes. La communication est ainsi un acte qui vise la modification des appréciations, avis, des jugements et même des comportements de personnes qui reçoivent l'information. Ayant pour objectif de faire passer un message pour être comprise, l'information contenue dans le message doit être claire et précise. La communication verbale s'établit directement entre les individus que ce soit à travers la parole, les graphiques, les signes ou les images. Il y a aussi la communication non verbale qui traduit l'état affectif de l'individu et qui est décelée à travers divers indicateurs tels que le corps (la gestuelle, l'expression du visage..) les objets (habits, accessoires..) le temps ou encore l'espace. Diverses situations de communication peuvent être adoptées et selon les enjeux de cette communication le choix du support communicationnel se décide. L'éventail de supports communicationnels est diversifié vu les nouvelles technologies de l'information et de la communication auxquels peut avoir recours les acteurs.

Viser le développement durable pour le territoire implique la contribution de divers acteurs avec plusieurs contextes de communication ; communication publique et démocratie participative.

2.2.1. Communication publique

Plusieurs approches et plusieurs sens peuvent être attribués aux termes « Communication » et « publique »; le groupement de ces deux mots implique une nouvelle dimension controversée, difficile à appréhender vu que c'est une notion relativement récente. Laurent Hermel (1995 : 154) considère que « La communication publique est l'ensemble des messages émis par les pouvoirs publics et les services publics ayant pour objectifs d'améliorer la connaissance

civique, de faciliter l'action publique et de garantir le débat politique.». Au-delà de l'amélioration des connaissances civiques des différents acteurs, la communication publique facilite les actions publiques quel que soit l'objectif visé économique, social, ou culturel, etc.

Anne Leyval Granger (1999 : 44) considère que les mots public et politique sont consubstantiels :« Toute communication est une relation entre deux pôles. La communication politique n'échappe pas à cette définition : elle met en relation les gouvernés et les gouvernants, c'est-à-dire le milieu social avec le pouvoir. Son objet est d'opérer la conversion des rapports sociaux en rapports politiques. Elle s'effectue dans deux sens : soit de bas en haut, des gouvernés vers les gouvernants, soit de haut en bas, des gouvernants vers les gouvernés. » Cette définition insiste sur le fait que la communication publique met en relation les gouvernants et les gouvernés, dans un sens où elle porte vers les gouvernants les demandes des gouvernés et, dans l'autre, elle transforme le social en politique. Pour Pierre Zémor, (2004 : 43), « La communication publique est la communication formelle qui tend à l'échange et au partage d'informations d'utilité publique, ainsi qu'au maintien du lien social, et dont la responsabilité incombe à des institutions publiques ». Pour lui, les finalités de la communication publique sont les mêmes que celles d'organismes publics, à savoir « D'informer, (faire savoir, rendre compte et faire valoir), d'écouter (les attentes, les interrogations et le débat public), de contribuer à assurer la relation sociale (sentiment d'appartenance collectif, prise en considération du citoyen en tant qu'acteur) et d'accompagner les changements tant comportementaux que d'organisation sociale ».

Cet auteur signale que la communication publique repose sur l'échange qui s'effectue entre les gouvernants et les gouvernés. Il insiste sur ses finalités diverses comme le fait d'informer, d'écouter, d'avoir une contribution dans la relation sociale et d'accompagner les différents changements que ce soit au niveau comportemental ou d'organisation sociale. Ainsi, l'entretien d'une relation durable de confiance avec les citoyens, et les collectivités locales passe par la communication publique. Pierre Zémor (2004) distingue divers objectifs de la communication publique à savoir **la transmission de l'information due au citoyen, la diffusion** d'informations utiles aux citoyens et aux collectivités**, la communication de reddition** qui rend compte des actions publiques entreprises, **la communication d'échange** entre les citoyens usagers des services publiques, **la communication de promotion** pour faire connaître les services offerts par les institutions publiques, **la communication de**

valorisation ayant un volet civique et un autre institutionnel, et **la communication de discussion et de débat public** faite à travers le dialogue, la négociation, la concertation, la consultation.

Fausto Rotelli (2006), propose une classification de la communication publique qui se base sur tout ce qui a trait à l'intérêt général, nous y retrouvons :

- ✓ la communication publique qui fait connaitre les activités des institutions publiques ;
- ✓ la communication politique qui exprime les avis et les prises de positions des institutions publiques et des partis ;
- ✓ la communication sociale qui se préoccupe de problème d'intérêt général.

Pour Fausto Rotelli (2006 : 9) « La communication publique est activée par des acteurs institutionnels et comprend un champ d'application très vaste [..]. La communication a un aspect dual : d'un côté, elle s'adresse aux citoyens et elle adresse des informations d'utilité publique en les sensibilisant par rapport à des thèmes qui ont une importance sociale et en les sensibilisant à leurs droits ; de l'autre, elle s'adresse aux médias pour leur faire connaître comment œuvrent les administrations et quels sont les résultats auxquels elles peuvent aboutir. Il s'agit là de mettre en place un processus de promotion de l'image de l'institution en question vers l'extérieur. » Ainsi la communication publique est initiée par des acteurs institutionnels avec pour cible des acteurs non institutionnels à la poursuite d'un double objectif. Cette double quête comprend à la fois la sensibilisation des acteurs par rapport à des causes d'importance sociale et par rapport à leurs droits, ainsi que la promotion du travail de l'administration et la lustration de son image à travers les médias.

Un grand nombre de spécialistes de la politique considèrent que la communication publique peut être associée à la politique publique or le fait d'évoquer une politique publique revient à identifier un problème suscitant la polémique et appelant à une régulation politique, alors que la communication est censée informer et répondre au besoin d'informations des usagers même si ce besoin n'est pas exprimé ou revendiqué par la population. Pour Dominique Bessières (2009), le souci de légitimation des politiques adoptées explique le recours à la communication publique. En plus, cette-dernière évolue entre deux pôles gouvernants et gouvernés: le service public qui doit être à la disposition de la population de façon impartiale,

et les citoyens ainsi que les collectivités ayant divers objectifs personnels, collectifs, régionaux ou même pour l'état en tant qu'entité à part entière.

Face à une problématique de développement territorial durable et dans le cadre de dispositifs d'intelligence collective déployée au niveau du territoire, la communication publique poursuit un double objectif. D'une part, établir un échange, un dialogue ou même un débat public avec la population locale et les collectivités territoriales dans le cadre d'une approche participative. Cet échange d'information se fait à travers la concertation, la consultation, le dialogue, la collecte et l'analyse de données dans le but de mieux répondre aux attentes et aux besoins au niveau du territoire. Tout changement issu d'une décision prise dans le cadre d'une démocratie locale ne peut être contesté. La participation de différents acteurs locaux institutionnels, non institutionnels ou encore la société civile à travers l'échange d'information et la concertation légitime les décisions prises.

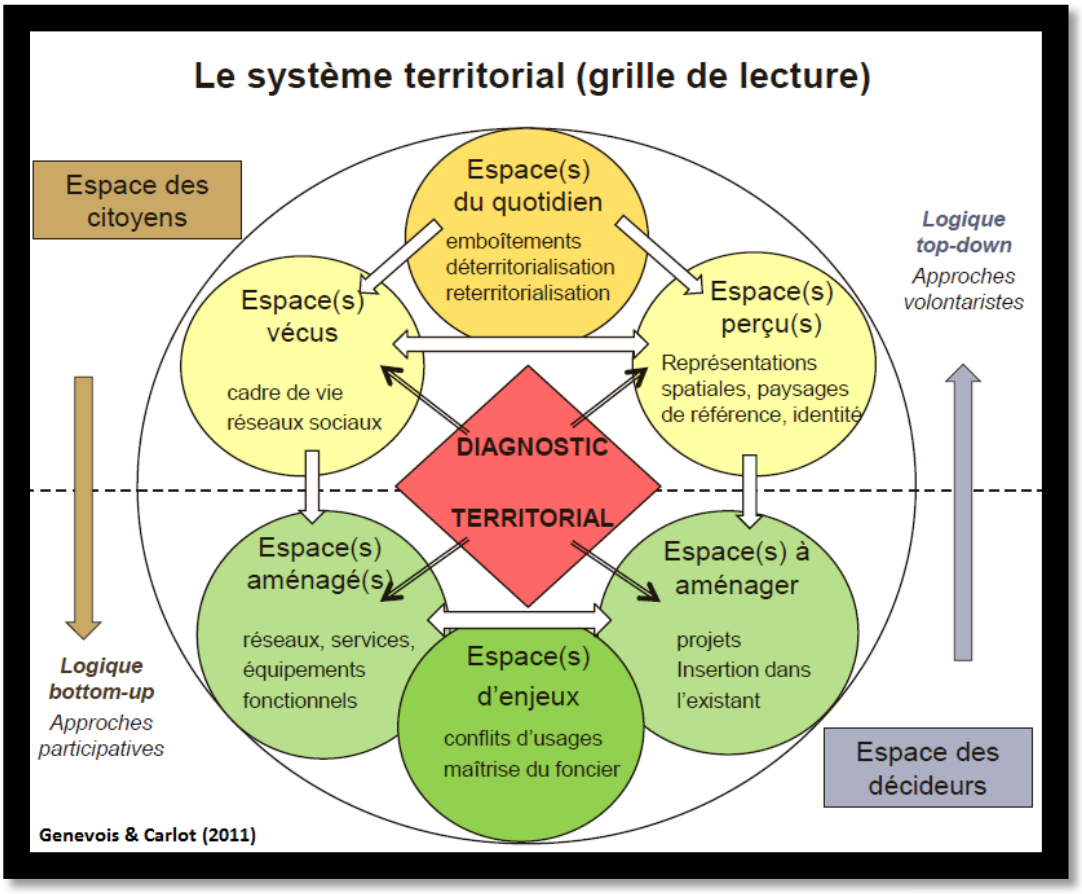


Figure 13. Système territorial Genevois et Carlot (2011)

Sylvain Genevois (2011) saisit la double logique de la communication publique territoriale prenant en compte la territorialité par la base des citoyens « vécue et émotionnelle » et la territorialité par le haut des décideurs « abstraite idéologique et politique ». Les points de vue des acteurs sont confrontés dans le cadre d'approches participatives remplaçant les approches volontaristes. Cette communication publique se fait par un système territorial assurant la circulation de l'information entre l'espace citoyen et l'espace décideur.

D'autre part, la communication publique est aussi un vecteur de renforcement de l'identité régionale, en évoquant des thèmes communs au territoire, de nature à rassembler à unir les citoyens et à développer leur sentiment d'appartenance ainsi que leur solidarité envers ce dernier. Pour Héléne Cardy (2006 : 273), les stratégies de communication pour le renforcement de l'identité différent avec des logiques d'acteurs qui s'affrontent, « Le choix porte sur le long terme en s'appuyant sur des thèmes généraux qui ne suscitent guerre de polémique, ou sur des thèmes qui se veulent rassembleurs, et sont censés répondre directement à une demande sociale ». La communication publique au niveau de la région fait appel à des techniques diverses afin de limiter les mécontentements par rapport aux attentes et de provoquer des réactions positives dans les cas de satisfaction. Une population locale avec un ancrage territorial assez développé serait de ce fait beaucoup plus impliquée et participerait encore plus à la résolution de la problématique du développement du territoire.

La communication dans le cadre d'un processus d'IT est ainsi un vecteur important du développement territorial. Que ce soit à travers la circulation de l'information entre les différentes parties prenantes dans une logique de dialogue et de concertation, ou encore en renforçant l'identité, l'ancrage et le sentiment d'appartenance à la région des différents acteurs locaux institutionnels ou non institutionnels.

2.2.2. Système d'information territorial

La communication publique et territoriale instaurée pour la mise en commun d'une forme d'intelligence collective assurant le développement du territoire se fait dans le cadre d'approches participatives. Cette pratique est fondée sur la capitalisation, le partage et la diffusion de l'information. Cela ne peut se concrétiser que grâce à une plateforme de partage assurant la mise en réseau des divers acteurs territoriaux. Cette plateforme désignée par système d'information territorial est un ensemble de moyens humains, matériels et

immatériels assurant la collecte, le traitement et la diffusion de l'information. L'information obéit aux différentes interprétations, selon le Grand Larousse, elle est formée de cinq critères principaux :

- ✓ Un critère Action : « L'information est l'action d'informer, de se mettre au courant d'événements » ;
- ✓ Un critère Etat : « L'information est une nouvelle, un renseignement que l'on communique ou que l'on obtient » ;
- ✓ Un critère Connaissance : « L'information est un ensemble de connaissances acquises sur quelqu'un ou sur quelque chose » ;
- ✓ Un critère Contenu : « L'information est le contenu proprement dit des messages transmis »;
- ✓ Un critère Contenant : « L'information est un signal par lequel un système donne connaissance de sa position à un autre ».

Si le système d'information territorial est le contenant de l'information territoriale, il assure la diffusion de cette dernière à cette échelle, informe et communique un renseignement, un ensemble de connaissances acquises sur le territoire regroupant les volets géographiques, économiques, sociaux, ou culturels.

Ainsi à travers un ensemble de moyens humains, matériels, logiciels, procédures ou données, le système d'information territorial permet l'acquisition, le traitement, le stockage et la communication de l'information et de la connaissance, ce qui permet aux acteurs territoriaux une meilleure appréhension du territoire.

Jean-Yves Jamin (2003) considère que le système d'information territorial est caractérisé par son aptitude et sa disposition à refléter :

- ✓ l'existant réel essentiellement les réalités perçues, utiles et indispensables aux acteurs sur lesquelles ils peuvent opérer ;
- ✓ les objectifs du territoire qui le développe ;

- ✓ le projet qui l'anime ;
- ✓ les résultats escomptés.

Ce système est aussi caractérisé par les acteurs qui l'animent, ceux qui y ont accès et ceux qui sont affectés par les informations qu'il diffuse, ainsi que les délimitations spatiales et temporelles de son territoire.

Pour atteindre les objectifs de l'intelligence territoriale, des pratiques communicationnelles et informationnelles sont instaurées dans le cadre du système d'information territorial.

2.3. Dispositifs communicationnels et informationnels en référence à l'intelligence territoriale

Instaurer une intelligence collective au niveau du territoire suppose le recours à diverses pratiques communicationnelles reposant sur la convergence des dispositifs de veille informationnelle, de capitalisation et de partage et diffusion des connaissances.

2.3.1. Les pratiques de surveillance de l'environnement

La notion de surveillance de l'environnement**,** a émergé parmi les pratiques organisationnelles depuis les années 1970. Cela s'est fait suite à une prise de conscience de l'importance stratégique de l'information. Pour Thierno Tounkara et Jean louis Ermine (2006), cette pratique de plus en plus courante au niveau organisationnel s'est vue propagée suite à différents constats comme :

- La nécessité de prise en compte de l'environnement pour stabiliser les décisions à caractère stratégique.
- L'ouverture des marchés et la concurrence à l'échelle internationale, ainsi que les évolutions technologiques qui se font à un rythme très accéléré.
- La primauté de l'information et l'apogée des sociétés informationnelles basée sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Ainsi ces pratiques de surveillance de l'environnement et de veille soutiennent la prise de décision et influence la trajectoire future de l'organisation ou encore du territoire.

En effet face à l'incertitude environnementale, la pratique de veille organisationnelle ou territoriale est devenue une nécessité.

La mise en place de méthodes de surveillance de l'environnement permet à l'organisation ainsi qu'au territoire de s'adapter de façon anticipative aux opportunités et aux menaces qui se présentent dans son environnement.

Ces pratiques de surveillance ou de balayage de l'environnement permettent aux institutions publiques, privées, ou même au territoire en tant qu'entité, d'avoir des acteurs en capacité d'action suite à une compréhension et une maîtrise de l'environnement. Ces acteurs pourront agir de façon anticipative.

Ces pratiques permettent aussi le développement de solutions originales répondant efficacement aux incertitudes de l'environnement.

Divers auteurs ont relevé l'importance de la détection des informations imperceptibles pour avoir la capacité d'éviter les surprises. Se baser uniquement sur les informations perceptibles et discernables pour établir une planification stratégique, n'est plus de vigueur. Dans le cadre d'un environnement de plus en plus instable, toute organisation, institution ou territoire doit avoir la capacité de détecter le moindre signal précoce de changement que ce soit en termes de menaces ou d'opportunités.

Le processus de veille se concrétise en différentes étapes développées dans la figure ci-dessous.



Figure 14. Le modèle de veille informationnelle

Ce modèle de veille informationnelle comprend diverses étapes : la collecte de l'information, l'évaluation de la viabilité et de la fiabilité de ces informations, l'analyse du contenu et le traitement et conservation de ces informations. Ce modèle aboutira à une diffusion auprès des acteurs concernés capables d'agir par rapport au contenu de ces informations. C'est un modèle de veille informationnelle qui inspire le développement de plusieurs échelles de mesure de cette pratique.

2.3.2. Les pratiques d'influence sur l'environnement

Les pratiques d'influence sur l'environnement du territoire concernent essentiellement le lobbying pratiqué par ses organisations ou institutions. Elles désignent un support d'action pour l'évolution stratégique du territoire, elle est en rapport avec le processus permettant au territoire d'influer la décision publique.

Stigler (1971) a identifié les finalités de ces démarches d'influence. Pour lui, toute organisation procède à cette pratique comme « instrument de capture réglementaire », le lobbying permet aux entreprises de bénéficier de rentes de situation et d'accroître leurs profits.

Selon l'encyclopédie Universalis, « le lobbying peut être défini comme l'attitude et l'action des groupes de pression (lobbies) qui cherchent à protéger leurs intérêts face aux décisions des pouvoirs publics. Cela suppose que le pouvoir accepte ce dialogue, et l'histoire du lobbying se confond ainsi dans une large mesure avec celle des démocraties. »

Le lobbying traduit ainsi la mise au point de relation d'influence par l'organisation afin de modifier les impressions, les décisions, ou les agissements des parties prenantes. La relation d'influence peut être mise en œuvre avec différentes parties prenantes, comme des alliances avec des organisations concurrentes ou la pression sur les médias pour la création d'une atmosphère convenable aux propositions suggérée par l'organisation.

La mise en œuvre d'une démarche de lobbying, suscite des ressources financières, organisationnelles, financières, et essentiellement des ressources politiques. Mourad Attarça, 2000 :7) a identifié six ressources politiques principales soient des ressources directement mobilisables et les capacités d'intervention politique.

Ressources politiques		Principales utilisations
Ressources politiques mobilisables	Expertise technico-économique	Source de légitimation
	Réseau relationnel	Accès aux décideurs publics-clés Source potentielle de légitimation et de pression
	Pouvoir économique et symbolique	Source de légitimation et de pression
Capacités d'intervention politique	Ressources organisationnelles	Assure la continuité et l'autonomie dans l'action politique
	Expertise politico-juridique	Formulation d'une tactique de lobbying pertinente
	Ressources financières	Assure l'autonomie dans l'action politique

Tableau 16. Les ressources politiques de l'organisation Mourad Attarça, (2000 : 7)

2.3.3. Pratiques de protection du patrimoine immatériel

Le patrimoine immatériel de l'organisation, l'institution ou le territoire concerne essentiellement les informations et les connaissances à forte valeur ajoutée est qui sont transmises de génération à une autre. Des informations et des connaissances avec ces caractéristiques doivent être protégées afin de garantir leur valeur ajoutée et l'avantage concurrentiel. La protection de l'information au sein de l'organisation ou du territoire est ainsi une démarche établie en toute conscience visant la protection des données ou des supports relatifs à ces données. Cela implique l'identification des informations délicates et l'évaluation des risques encourus afin de les éviter.

Plusieurs objectifs peuvent être associés à la protection du patrimoine immatériel de l'organisation, comme la mise au point et le maintien d'un référentiel afin de protéger toutes sortes d'information, la protection des actifs immatériels de l'organisation, la sensibilisation et la responsabilisation des employés à tous les niveaux, l'identification et le traitement des priorités, un contrôle qui assure la conformité de différentes actions de protection.

Au-delà des dispositifs relatifs à l'IE pour le déploiement de l'IT, une autre pratique est aussi primordiale à savoir le KM. Nous verrons ses sous dimensions dans les sections qui suivent.

2.3.4. Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, partage et diffusion des connaissances

Comme nous l'avons établi dans le chapitre précédant, l'acquisition et la gestion des connaissances passent par un processus bien déterminé assurant la capitalisation, la cartographie, le partage et la diffusion des connaissances.

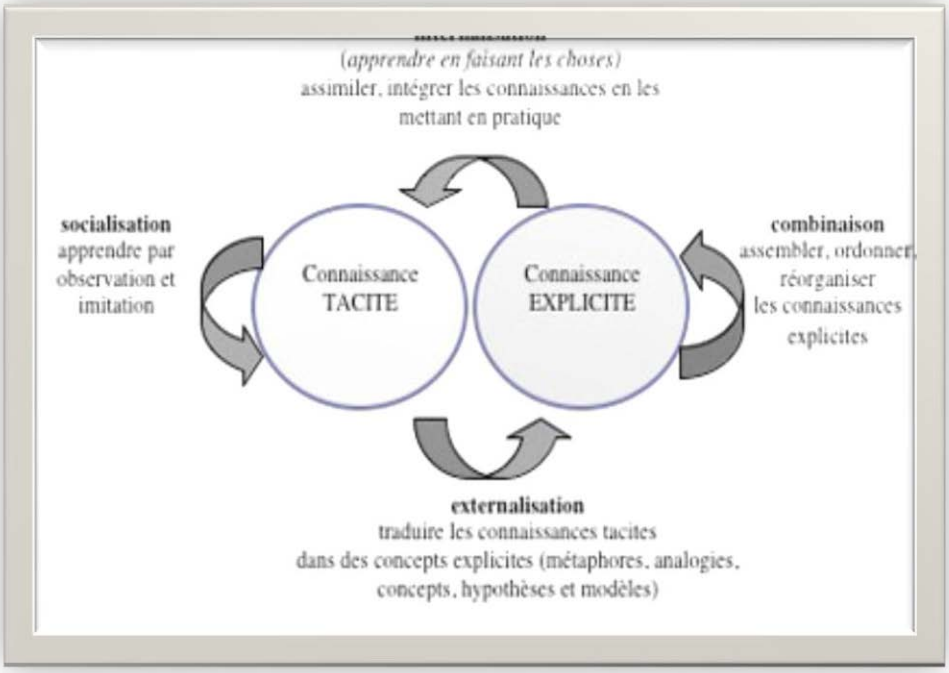


Figure 15. Processus de conversion des connaissances adapté par Françoise Rossion 2009

La socialisation permet l'acquisition de connaissances tacites et l'externalisation c'est l'articulation de ces connaissances tacites en connaissances explicites. Ces deux phases peuvent être regroupées dans la dimension capitalisation des connaissances.

La phase de combinaison suscite un regroupement des connaissances, leur diffusion et leur réorganisation. Quant à l'internalisation, elle concerne la transformation de connaissances explicites en connaissances implicites à travers l'interprétation et l'assimilation. L'externalisation comprend essentiellement le partage et la diffusion des connaissances.

Ainsi avons-nous développé nos différentes notions à présent nous passons à la modélisation de ce lien.

3. Synthétisation et modélisation du lien entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale

La vision conventionnelle du territoire, le liant à la représentation politique et aux différentes actions publiques de gestion administrative ou économique et financière, est alimentée par une autre perspective. Cette dernière met en relief le rapport de l'individu à l'espace. Le

territoire se rapporte à la perception et à l'appropriation faite par sa population locale. C'est essentiellement une production sociale pour les anthropologues, les sociologues ou les géographes. Il y a ainsi une interdépendance et une complémentarité entre les deux visions du territoire.

De ce fait, nous mettons en évidence dans cette section le lien existant entre nos notions, explicitées dans un premier chapitre, et nous construisons notre modèle théorique. En se basant sur notre développement théorique, notre méthodologie d'investigation, nous aboutissons à établissement de notre modèle. Les résultats de notre phase exploratoire seront dévoilés dans le quatrième chapitre de notre travail.

Le balayage du volet littéraire ainsi que l'étude qualitative effectuée nous ont permis de relever les variables de l'intelligence territoriale adoptée (ITA). Ces variables s'articulent autour de deux dimensions interdépendantes et complémentaires l'IE et le KM.

Ces variables d'ITA sont au nombre de cinq : les pratiques d'influence sur l'environnement, les pratiques de protection du patrimoine immatériel, les pratiques de veille environnementale, la capitalisation sur les savoirs et savoirs faire et le partage et diffusion des connaissances.

L'intelligence territoriale est aussi perçue et évaluée d'une manière qui influence le sentiment d'appartenance de la population locale à la région. Pour cela nous avons développé suite à notre étude théorique et notre recherche qualitative exploratoire une échelle de mesure de l'intelligence territoriale perçue (ITP) et dont les variables sont au nombre de trois : appréciation des dispositifs de développement, échange d'information avec les acteurs de développement et évaluation du développement de la région.

Nous présenterons les variables d'attitude envers la région qui traduisent le sentiment d'appartenance envers celle-ci. Ces variables qui sont au nombre de trois à savoir l'identité à la région, l'attachement à la région et la solidarité envers la région sont susceptibles d'influencer le choix qui s'effectue parmi les dispositifs d'IT.

Nos notions seront articulées autour d'un modèle schématisant la nature du lien entre les différentes dimensions présentées. Un récapitulatif des hypothèses à vérifier est de vigueur afin de préciser au mieux notre objectif, et d'éclairer le cheminement de notre travail.

3.1. Lien entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale

Au-delà de l'aspect institutionnel de découpage de l'espace associé à la notion de territoire, plusieurs auteurs distinguent cette notion par rapport à l'aspect relationnel et identitaire qui peut exister entre l'individu et sa région. Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004) envisagent cette notion selon deux perspectives. Une perspective liée à la représentation politique et aux différentes actions publiques liées à la gestion administrative, à la gestion prévisionnelle économique et financière, et aux programmes de développement. Le découpage administratif reposant sur la création de synergies entre les différents territoires est ainsi la base de cette perspective.

Une autre perspective repose essentiellement sur le rapport de l'individu avec l'espace. Le territoire dans cette perspective se rapporte à l'appropriation faite par la population locale. L'identification ainsi que la nature des liens noués entre les individus et leur territoire reflète l'intensité du sentiment d'enracinement envers ce dernier. Ces deux perspectives sont dépendantes l'une de l'autre et cela a été confirmé par les sociologues les anthropologues et essentiellement par les géographes, le territoire est considéré comme une production sociale.

Différents acteurs publics, et/ou privés, faisant partie de la population locale ou de certaines associations contribuent d'une façon ou d'une autre à la mise en place de dispositifs d'IT. Le choix entre ces différents dispositifs s'effectue en fonction de l'attitude que peut adopter l'un et l'autre de ces acteurs envers la région. Notre recherche trouve son originalité et sa complexité essentiellement dans la détermination et l'interprétation des motivations qui poussent certains acteurs à choisir l'un ou l'autre des dispositifs d'IT. Mais aussi les retombées de ces choix sur l'attitude future envers la région. Notre objectif est ainsi d'identifier la nature de l'attitude envers la région et les choix des dispositifs de développement qui découlent de cette attitude.

Devant la diversité des acteurs contribuant au développement régional, la référence à l'aspect relationnel et identitaire qui lie l'individu à sa région est capitale. La région se rapporte à l'appropriation faite par les acteurs territoriaux. L'identification et la nature des liens noués entre les individus et leur territoire reflètent l'intensité du sentiment d'appartenance envers ce dernier. Notion développée par Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004) qui insistent sur

l'intervention des liens relationnels envers le territoire dans la nature des choix pour son développement.

Ainsi, devant la multitude des choix de dispositifs d'IT pour le développement d'une région, ce choix est conditionné par la nature de l'appropriation de la région reflétant le sentiment d'appartenance et traduit par une certaine attitude envers la région. S'identifier, se sentir attaché, ou encore manifester de la solidarité envers la région, cela influence le comportement qu'adoptent les acteurs et les choix qu'ils préconisent pour leur région. Mais aussi le fait d'avoir recours à certains dispositifs communicationnels, informationnels ou managériaux cela peut influencer l'attitude adoptée par les acteurs envers leur région. Cela est confirmé par Roger Burnet (1991 : 23): « Le territoire est une œuvre humaine. Il est un espace approprié. Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à chaque chose. Il est la base géographique de l'existence sociale. Toute société a du territoire, produit du territoire. En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude ». D'où le constat d'un lien entre le sentiment d'appartenance au territoire et le choix de dispositifs qui peuvent contribuer à son développement. À ce niveau de réflexion il serait primordial de poser la présente question :

Quelle est la nature de l'interrelation entre le sentiment d'appartenance à la région et la valorisation régionale par le biais de dispositifs d'intelligence territoriale?

D'autres questions de recherche ont été formulées comme suit :

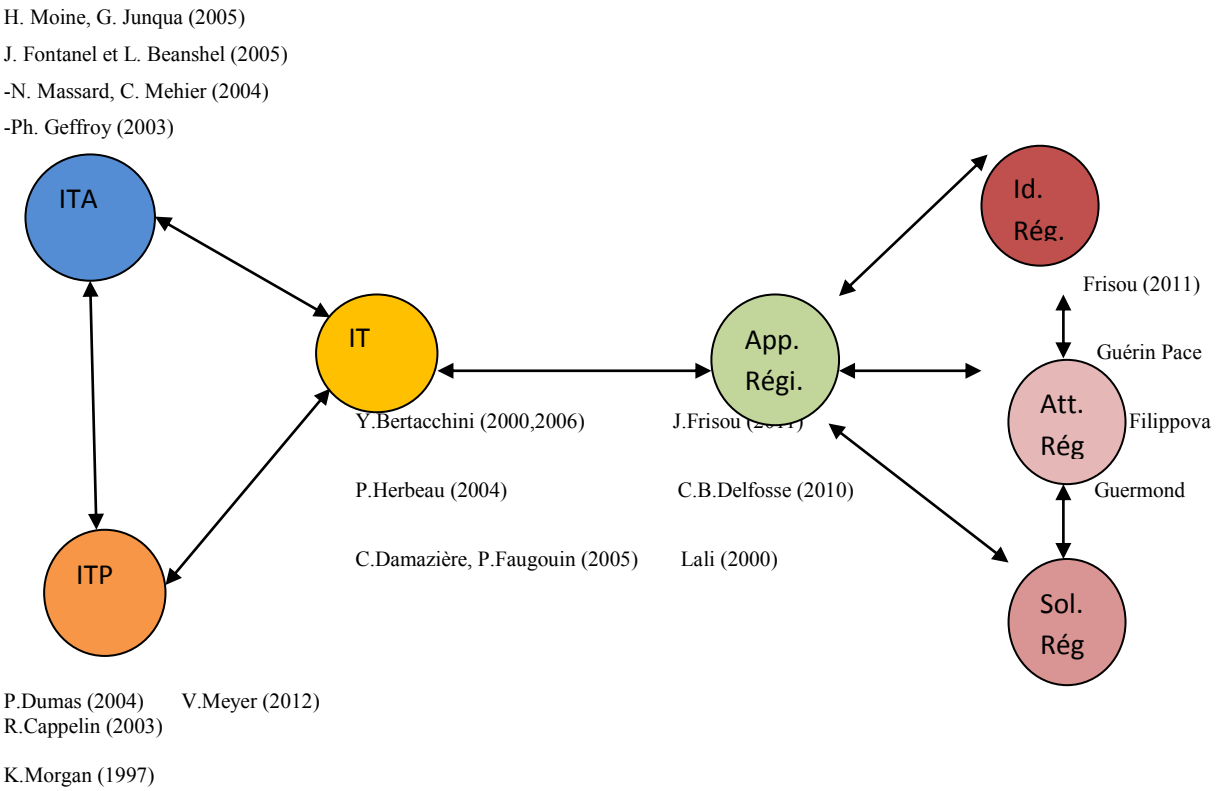
- ✓ *Communiquer différemment sur une région permet-il de renforcer le sentiment d'appartenance à la région et faire interagir la population locale avec ses responsables institutionnels et non institutionnels?*
- ✓ *La mise en place d'une intelligence territoriale assure un développement régional; mais par quelles techniques et quels dispositifs de communication et de management nous permettent-ils de l'utiliser?*
- ✓ *Comment faire interagir la population locale avec les responsables institutionnels et non institutionnels grâce aux modalités communicationnelles et managériales de l'IT?*

Nous articulons dans ce qui suit le lien entre nos différentes notions et nous récapitulons leurs définitions pour mieux cerner le lien entre ces notions. Pour la notion d'attachement à la

région, plusieurs définitions ont été développées, ce qui rend son étude plus délicate (Hidalgo et Hernandez, 2001). Giuliani et Feldman (1993) estiment que l'appartenance à la région est parfois une notion très large pour désigner un système d'affects liés à l'environnement, et parfois une notion très spécifique qui décrit une relation purement affective entre un individu et un lieu. Certains auteurs comme Boniauto et al (1999) considèrent que l'appartenance à la région a une dimension émotionnelle en plus de la composante cognitive. Les régions sont ainsi des contextes dynamiques vu les relations sociales et les souvenirs qui s'y créent, c'est ce qu'affirment Hidalgo et Hernandez (2001). Cette notion est souvent lié aux relations personnelles, communautaires et culturelles qui se tissent dans le lieu ainsi ce type d'attachement a une grande connotation sociale.

L'expression d'intelligence économique, issue des travaux de C. Harbulot (1992) et du groupe de réflexion présidé par Martre (1994) écarte l'association de l'IE à la simple veille que ce soit active ou passive et d'après leurs écrits l'intelligence économique est : « l'ensemble des actions coordonnées de recherche, de traitement et de diffusion de l'information utile aux acteurs économiques en vue de son exploitation à des fins stratégiques et opérationnelles ».

Le Knowledge management selon Prax (2000), « est une approche multidisciplinaire qui gère la connaissance tout au long de son cycle de vie : création, développement, capitalisation, diffusion. Il remet l'homme au centre du dispositif. Véritable projet d'entreprise, il mobilise tous les acteurs et catalyse le changement. »

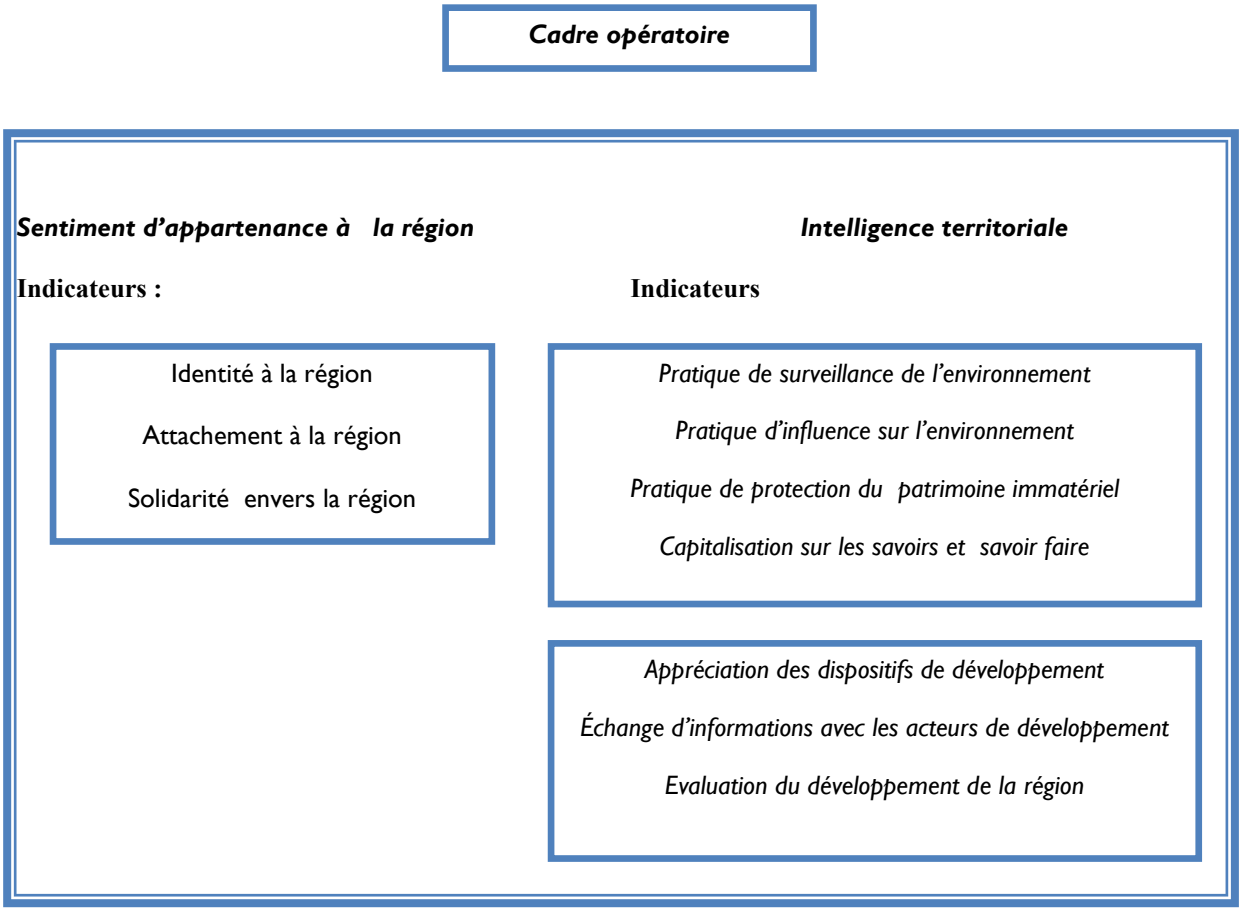


L'originalité de l'apport de notre recherche réside essentiellement à relever l'impact réciproque entre le sentiment d'appartenance se manifestant à travers l'attitude envers la région et les dispositifs informationnels communicationnels et de management dans le cadre de l'IT.

Selon l'attitude envers chaque région en termes d'identité, d'attachement et de solidarité, il y a une sélection qui s'opère de différents dispositifs d'IE et de KM qui a un impact sur les différents intervenants et sur la nature de la contribution de ces acteurs dans la valorisation régionale. Nous verrons de ce fait la nature de cette sélection dans nos deux régions d'étude. Ces dispositifs sont-ils les mêmes dans nos deux régions d'étude ou est-ce qu'il y a une différence en lien avec les spécificités culturelles ? Les dispositifs choisis ont-ils un impact sur la sélection des différents acteurs et sur la définition de la nature de leur contribution ?

Dans le présent travail de recherche nous essayons de mettre en évidence plusieurs notions ; à savoir l'IT adoptée ou perçue l'IE, le KM, le développement territorial, la culture, le sentiment d'appartenance (identité à la région, attachement à la région et solidarité envers la région). Une articulation entre ces différentes notions et de vigueur, cela nous permettra d'identifier le lien de causalité entre ces dernières.

Afin de répondre à notre questionnement, nous avons explicité notre cadre opératoire de recherche. La précision de notre cadre opératoire met en évidence les différentes dimensions de nos deux notions. Cela nous permet de clarifier le lien entre ces différentes variables.



Les indicateurs du sentiment d'appartenance à la région sont au nombre de trois à savoir l'identité à la région, l'attachement à la région, et la solidarité envers la région. Quant aux indicateurs de l'intelligence territoriale qui est pour notre recherche soit adoptée soit perçue, pour l'ITA ces derniers sont au nombre de cinq les pratiques de surveillance de l'environnement, les pratiques de protection du patrimoine et d'influence sur l'environnement qui font partie de la mise en place de l'IE. Parmi ces indicateurs nous retrouvons aussi la capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire et le partage et diffusion des connaissances qui évaluent la mise en place du KM. Pour l'ITP nous retrouvons trois indicateurs d'appréciation des dispositifs de développement, d'échange d'informations avec les acteurs de développement, et d'évaluation du développement de la région.

En effet, la mesure de ces différents indicateurs nous a donné une idée sur l'intensité du sentiment d'appartenance évaluée à travers l'attitude envers la région, ainsi que la sélection qui s'opère entre les différents dispositifs d'intelligence territoriale, puis la perception de ces dispositifs par la population locale.

L'articulation entre les dimensions de nos notions a pour objectifs la détermination de l'IE stratégique et du KM stratégique dont les fonctions auront été choisies par des responsables institutionnels. Ce choix est conditionné essentiellement par l'intensité de l'identité de l'attachement et de la solidarité envers la région. Quant aux dimensions de l'IE tactique et du KM tactique, elles seront mises en place par des acteurs non institutionnels ne faisant pas partie des structures de développement que ce soit les différents partenaires, les acteurs (institutionnels ou non institutionnels) les acteurs de la société civile ou encore la population locale. Ces dimensions sont aussi conditionnées par l'intensité du sentiment d'appartenance mesuré par l'attitude envers la région. Concrètement l'IE stratégique ou tactique se fait à travers les pratiques de surveillance de l'environnement, les pratiques de protection du patrimoine et les pratiques d'influence sur l'environnement. Les dimensions du KM stratégique et tactique ont pour fonctions la capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire, ainsi que le partage et diffusion des connaissances.

L'objectif de notre recherche est d'identifier le lien qui peut exister entre le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région et l'IT adoptée par les responsables institutionnels et non institutionnels et la population locale.

Notre méthodologie de recherche s'est basée sur plusieurs techniques de collecte de données. Nous aurons ainsi recours à la triangulation qui repose sur la validation des résultats en se basant sur la combinaison de méthodes variées visant à évaluer l'exactitude et la stabilité de différentes propositions. À travers la triangulation nous vérifierons la validité des hypothèses. Cette dernière évaluée avec différentes méthodologies nous permettra de voir si les résultats corroborent entre eux.

Notre dispositif de triangulation de trois méthodes vise à bien cerner et couvrir le lien qui peut exister entre l'attitude envers la région et les dispositifs d'IE et de KM appliqués à l'échelle territoriale.

Des entretiens semi-directifs permettent d'approcher la réalité de l'attitude envers la région des acteurs institutionnels travaillant au sein du CGDR et de l'ODS et d'autres administrations impliquées dans la mise en place de l'IT et des acteurs non institutionnels travaillant dans les entreprises des régions de Nabeul et Médenine. Un travail sera fait sur les documents de travail dans chacune des organisations et sur la perception des acteurs institutionnels de ces documents.

Une recherche quantitative à travers un questionnaire destiné aux responsables institutionnels et non institutionnels. Un autre questionnaire sera destiné à la population locale. Cela nous permettra de mesurer la nature du lien entre nos notions de base.

Parvenir à une mesure concrète du lien qui peut exister entre le sentiment d'appartenance traduit à travers l'attitude envers la région et les dispositifs de l'IT suppose l'approche d'un terrain d'étude.

3.1.1. Les variables de l'intelligence territoriale

Nous avons retenu diverses variables d'intelligence territoriale suite à notre recherche théorique et à une étude exploratoire. Le déploiement de l'IT se fait à travers le déploiement des dispositifs d'IE et de KM. Nous avons ainsi récapitulé les différentes sous dimensions ainsi que les items compris dans ces sous dimensions afin de voir leur articulation dans le cadre de l'IT.

Norbert lebrument et Catherinede la Robeterie (2012) se sont basés sur l'analyse de la littérature pour développer un construit mesurant les pratiques d'IE que ce soient en termes de surveillance de l'environnement, de protection du patrimoine immatériel, d'influence sur l'environnement. Trois dimensions ont été identifiées et spécifiées afin de mesurer le niveau de développement des pratiques d'IE : les dimensions « Pratiques de surveillance de l'environnement », « Pratiques de protection du patrimoine immatériel » ; et « Pratiques d'influence sur l'environnement ». En plus de ces trois dimensions, ces deux auteurs ont intégré la gestion des connaissances qui dans notre recherche va être développée comme un concept à part.

Ainsi les dispositifs d'intelligence économiques reposent essentiellement sur trois pratiques à savoir la surveillance de l'environnement, la protection du patrimoine immatériel, et l'influence sur l'environnement.

Dans notre recherche nous nous sommes basés sur l'échelle développée par N. Lebreument et C de la robeterie (2012)

La dimension « **Pratiques de surveillance de l'environnement** » est composée de trois sous-dimensions. La première « Processus de renseignement » a une relation de nature formative avec ses indicateurs de mesure. Elle est formée par quatre items dont le but est de mesurer la diversité et la fréquence des processus de veille à des fins de surveillance et d'anticipation :

Processus de renseignement	« Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des innovations technologiques ».
	« Votre organisation procède à une surveillance de ses principaux concurrents (produits, services, brevets, etc.) ».
	« Votre organisation procède à une surveillance de ses fournisseurs et de ses clients ».
	« Votre organisation procède à une surveillance et à une anticipation des évolutions de son environnement (évolutions réglementaires, politiques, économiques, sociétales, etc.) ».

La sous-dimension « Réseaux de renseignement », au regard des critères de décision Jarvis, Mackenzie et Potsakoff (2004), possède une relation de nature formative avec ses indicateurs de mesure. Elle est formée par trois items et vise à mesurer la diversité et l'importance des sources d'information issues des réseaux de renseignements externes à l'organisation :

« Réseaux de renseignement »,	« Pour s'informer, votre organisation fait appel à des acteurs institutionnels (APIE, APIA, etc.) ».
	« Pour s'informer, votre organisation fait appel à des organisations professionnelles (ANPE...) ».
	« Pour s'informer, votre organisation s'appuie sur ses clients et ses fournisseurs ».

La sous-dimension « Structuration des pratiques de renseignement», suite à une analyse faite par ces deux auteurs établit une relation de nature formative avec ses indicateurs de mesure. Elle est formée par quatre items qui visent à mesurer le niveau de structuration des pratiques de veille ainsi que leur articulation autour de la stratégie de l'organisation :

Structuration des pratiques de renseignement	« En se basant sur ses axes de développement, votre organisation définit et renouvelle ses axes de recherches d'informations ».
	« Un plan de collecte de l'information est actualisé par votre organisation (plan qui détaille pour chaque axe de développement de votre organisation, les sources d'information, ainsi que le traitement, les destinataires et la fréquence de diffusion de l'information) ».
	« Les informations collectées, en dehors et au sein de votre organisation, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées ».
	« Une ou des personnes coordonnent la gestion des informations pour l'ensemble de l'organisation ».

D'après N. Lebreument et C de la la Robeterie (2012), la dimension « **Pratiques d'influence sur l'environnement**» se compose de deux sous-dimensions :

La première sous-dimension « Processus de lobbying sur l'environnement professionnel proche » noue une relation de nature formative avec ses items ; elle correspond à deux items

dont la fin est de mesurer la fréquence et la diversité des pratiques de lobbying de l'organisation à l'endroit des médias et des organisations professionnelles :

Processus de lobbying sur l'environnement professionnel proche	« Vous procédez à des actions de communication par le biais de certains médias (presse, internet, télévision, etc.) ».
	« Votre organisation travaille à influencer son environnement dans le sens de ses intérêts en participant à certaines organisations professionnelles (groupes d'experts, réseaux professionnels, etc.) ».

La seconde sous-dimension « Processus de lobbying sur l'environnement professionnel élargi» a une relation de nature formative avec ses items ; elle est formée par deux items :

« Processus de lobbying sur l'environnement professionnel élargi»	« Votre organisation sollicite des organismes parapublics, pour influencer leurs décisions ».
	« Votre organisation sollicite des organismes publics (collectivités territoriales, État, Union européenne, etc.) pour influencer leurs décisions ».

Pour N. Lebreument et C de la Robeterie (2012) la dimension « **Pratiques de protection du patrimoine immatériel**» se compose de quatre sous-dimensions :

Les sous-dimensions des pratiques de protection du patrimoine immatériel se réfèrent à « Propriété intellectuelle » à la « Sécurité du système d'information » à la « Sensibilisation du personnel» ainsi qu'à la « Protection vis-à-vis du personnel».

Pratiques de protection du patrimoine immatériel	« Dès qu'elle le peut, votre organisation dépose des brevets, des codes logiciels, ou des modèles ».
	« Votre organisation réactualise les procédures et les modalités de sécurité de son système d'information (anti-intrusion, gestion des droits d'accès, surveillance des flux, sauvegarde, cryptage, etc.) ».
	« Votre organisation procède à une sensibilisation de

	son personnel en matière de sécurité et de protection de l'information ».
	« Pour se protéger, votre organisation utilise des moyens juridiques avec ses salariés (accréditation, clause de non-concurrence, clause de confidentialité, etc.) ».

Au-delà des dispositifs relatifs à l'IE pour le déploiement de l'IT une autre pratique est aussi primordiale à savoir le KM et nous verrons ses sous-dimensions dans les sections suivantes.

Pour N. Lebreument et C de la Robeterie (2012) la première sous-dimension du KM « **Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire** » est formée par deux items ayant pour fin de mesurer l'importance des pratiques de capitalisation tant sur les projets que sur la relation avec les clients :

Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	« Votre organisation rédige des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés (acteurs rencontrés, erreurs survenues, problèmes résolus, etc.) ».
	« Votre organisation réalise des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec vos clients (problèmes rencontrés, demandes spécifiques des clients, etc.) ».

La seconde sous-dimension « **Partage et diffusion des connaissances** » a une relation de nature formative avec ses items ; elle est composée de deux items ayant pour but, respectivement, de déterminer le degré de circulation de l'information et des connaissances et d'estimer la maîtrise des compétences :

Partage et diffusion des connaissances	« Votre organisation utilise des technologies de l'information et de la communication (Intranet, dossiers partagés, messagerie électronique, forums de discussion, FAQ, Wiki, etc.) pour partager et diffuser de l'information et des connaissances entre collaborateurs ».
	« Votre organisation procède à la réactualisation de son référentiel de compétences ».

3.1.2. Les variables culturelles d'attitude envers la région

Jorgensen et Stedman (2001) envisagent cette notion à travers la dimension conative à savoir les attributions comportementales que l'individu peut dégager du lieu (emplacement idéal pour pratiquer une quelconque activité, ou pour éduquer les enfants…) alors que selon Frisou (2011) la cible de l'attitude est le lieu et non l'individu, l'échelle de mesure de cette notion proposée par Frisou 2011 explore trois dimensions, que nous avons adoptées pour notre recherche, une dimension cognitive qui se résume dans les croyances à travers lesquelles les individus s'identifient à leurs régions, une dimension affective mesurée par l'attachement à la région, et une dimension conative reflétant la solidarité envers la région.

Dimension cognitive : identité de lieu	je me sens vraiment chez moi dans ma région
	je m'identifie un peu à ma région
	je ressens ma région comme une partie de moi même
Dimension affective : attachement au lieu	je suis très attaché(e) à ma région
	je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région
	quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir
Dimension conative : solidarité envers le lieu	je me sens très solidaire de ma région
	dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région
	c'est important pour moi d'aider ma région à se développer

La combinaison de notre recherche théorique avec notre recherche qualitative à qualité exploratoire de notre terrain d'étude nous a permis d'adapter les échelles de mesure de l'IT et de l'attitude envers la région. Notre objectif étant de déterminer la nature du lien entre les dispositifs communicationnels, informationnels et de management compris dans l'IT et l'intensité du sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région. Nous avons établi cette adaptation des échelles de mesure pour l'IT et pour l'attitude envers la région qui a été administrée à un premier échantillon de responsables ayant recours à ces dispositifs.

Mais pour confirmer nos résultats, nous sommes appelés à vérifier ce lien en administrant un second questionnaire à la population locale. Nous avons développé suite à notre étude de terrain une échelle de mesure qui évalue la perception des dispositifs d'intelligence territoriale déployé dans la région. Cette échelle est destinée à la population locale à qui nous ne pouvons pas administrer les dispositifs d'IT tel que formulés dans la littérature et utilisés dans un cadre professionnel avec une population avisée.

3.1.3. Intelligence territoriale perçue

Nous avons formulé les différentes dimensions de « l'intelligence territoriale perçue » suite à notre approche de terrain avec les responsables du CGDR et de l'ODS et l'étude des documents de travail ainsi que les manuels de procédures pour différentes directions en contact avec la population locale pour chaque région. Ces dimensions ont aussi été ajustées suite à notre étude qualitative faite à travers un entretien administré aux responsables institutionnels et leurs différents partenaires privés et représentants de la société civile. L'échelle de mesure de l'ITP est formée de trois sous dimensions à savoir «l'appréciation des dispositifs de développement » ; « l'échange d'informations avec les acteurs de développement » et « l'évaluation du développement de la région ».

Pour la dimension « Appréciation des dispositifs de développement », nous avons trois sous dimensions.

Appréciation des dispositifs de développement	je pense que les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement de la région
	je vois que plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région
	les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer

Pour la dimension « échange d'informations avec les acteurs de développement » nous avons trois sous dimensions.

Échange d'informations avec les acteurs de développement	je pense que mon avis est important pour le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional
	je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis (et celui de la population locale) dans le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional
	il y a une communication et un échange d'informations de part et d'autre (population locale/ autorités locales et différents partenaires) pour faciliter le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional

Pour la dimension« évaluation du développement de la région » nous avons trois sous dimensions.

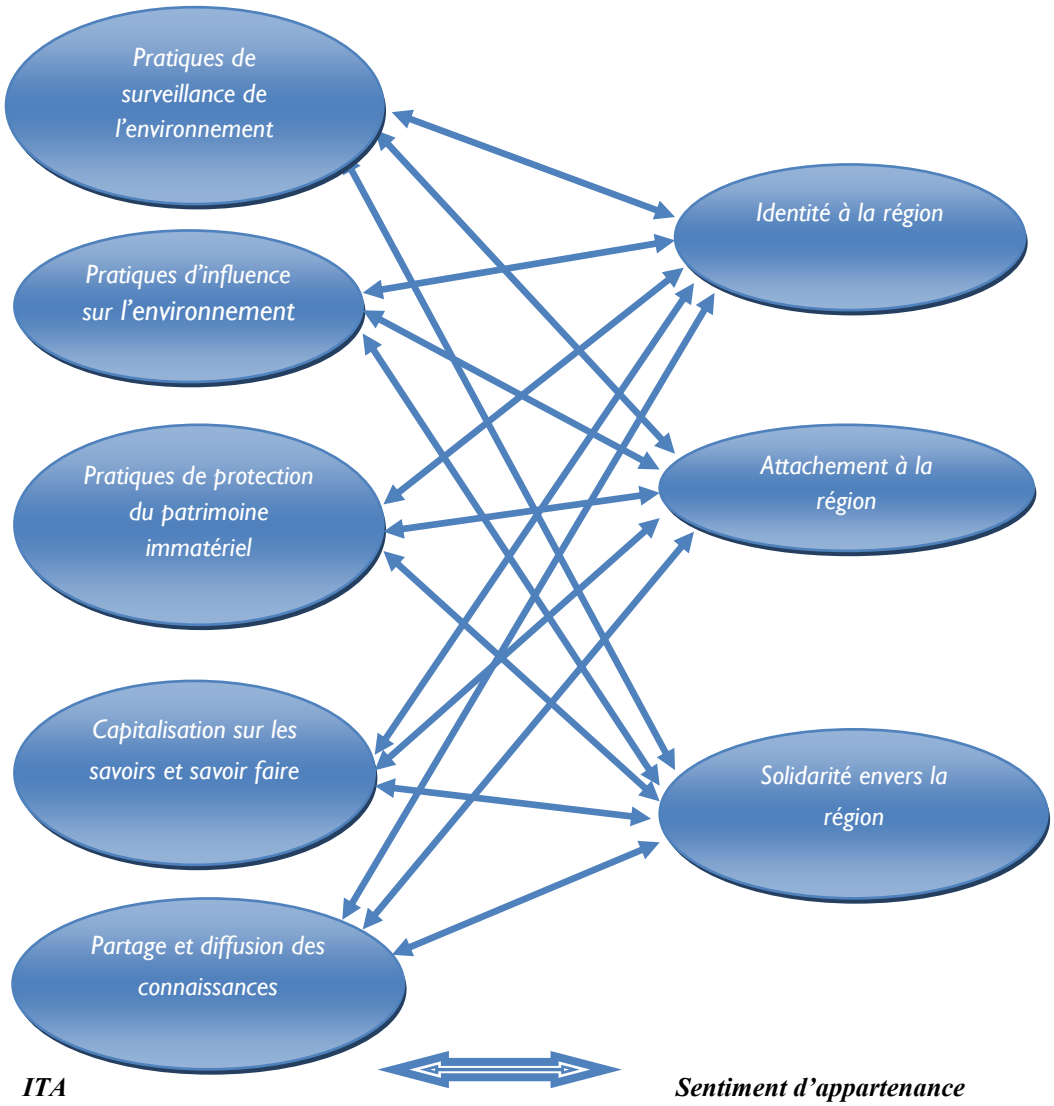
Évaluation du développement de la région	je ne pense pas trouver ailleurs ce que je peux trouver dans ma région
	si un jour je pars de ma région ce sera à cause de son manque de développement
	je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle ci

Ainsi après avoir récapitulé les différentes sous dimensions de l'IT, Attitude envers la région, ITP et après avoir formulé les différents items de mesure de nos variables, nous allons présenter nos modèles à tester.

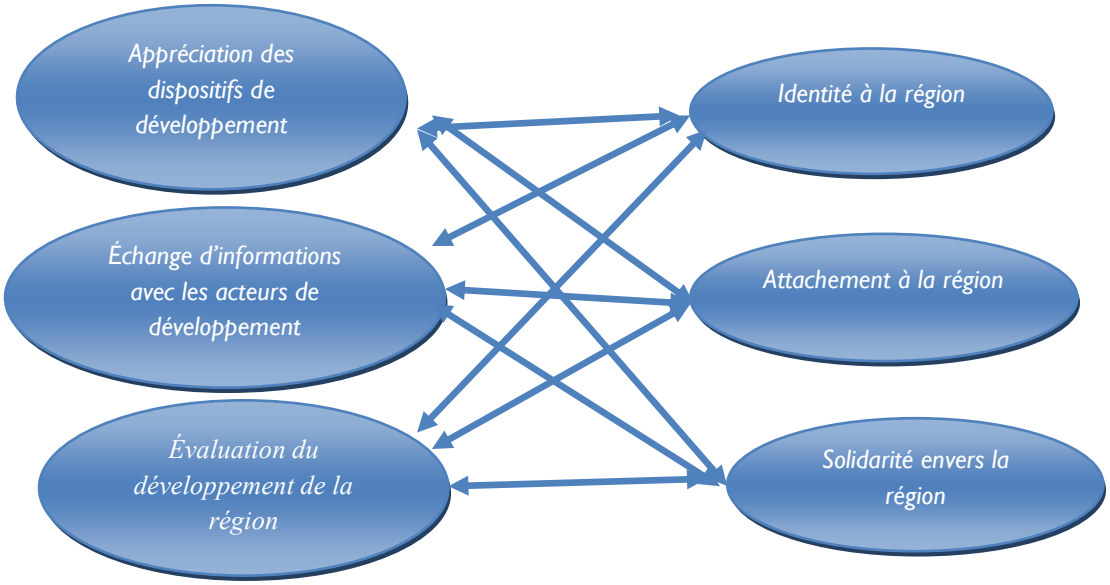
3.1.4. Présentation du modèle conceptuel

La validation de l'interrelation entre le sentiment d'appartenance et l'IT, s'est faite en deux étapes, vu la nature des populations interrogées (une population de responsables avertie ayant recours au dispositifs d'IT désignée par ITA et une population locale appréciant l'IT à travers les dispositifs communicationnels, la prise en compte de leur avis et l'échange d'information ainsi que l'évaluation du développement de la région désigné par ITP). Les items du sentiment d'appartenance sont communs aux deux populations alors que les items de l'ITA et ITP sont propres à chaque population

Le lien entre le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région et l'ITA a été articulé et testé à travers le modèle qui suit :


Pratiques de surveillance de l'environnement
Pratiques d'influence sur l'environnement
Pratiques de protection du patrimoine immatériel
Capitalisation sur les savoirs et savoir faire
Partage et diffusion des connaissances
Identité à la région
Attachement à la région
Solidarité envers la région
ITA
Sentiment d'appartenance

Notre deuxième modèle confirmatoire articule le lien entre l'attitude envers la région et l'ITP



ITP **Sentiment d'appartenance**

La vérification de notre modèle conceptuel suppose l'opérationnalisation de nos hypothèses de recherche le recueil des données du terrain, d'où le passage à la partie empirique qui définit nos zones d'étude, explicite notre méthodologie de recherche, explore les pratiques communicationnelles et managériales de divers acteurs territoriaux et vérifie la validité de nos hypothèses quantitativement.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'attractivité du territoire est liée aux caractéristiques environnementales internes et externes. Dans un environnement incertain, les acteurs territoriaux doivent se concentrer d'avantage sur l'amélioration de la capacité d'adaptation du territoire, et le développement d'un avantage concurrentiel assurant la différenciation et la compétitivité de ce dernier.

Les politiques de développement et les objectifs stratégiques pour le territoire sont arrêtés par les acteurs institutionnels travaillant dans les structures de développement. Cela ne se fait qu'à partir d'un diagnostic préalable des besoins au niveau du territoire. Ce diagnostic se fait en prenant en compte les besoins exprimés par la population locale, les chercheurs, la société civile ainsi que les entreprises de la région. De cette mise en commun et ce partage d'information résulte une sorte d'intelligence collective multidisciplinaire et multisectorielle en faveur de la promotion du territoire sur le plan économique et social. L'intelligence territoriale selon Jean Jacques Girardot (2000 : 4) est « un moyen pour les chercheurs, pour les acteurs et pour la communauté territoriale d'acquérir une meilleure connaissance du territoire, mais également de mieux maîtriser son développement. L'appropriation des technologies de l'information et de la communication, et de l'information elle-même, est une étape indispensable pour que les acteurs entrent dans un processus d'apprentissage qui leur permettra d'agir de façon pertinente et efficiente. L'intelligence territoriale est notamment utile pour aider les acteurs territoriaux à projeter, définir, animer et évaluer les politiques et les actions de développement territorial durable ».

Tout territoire dispose d'une identité propre et au sein de chaque territoire règne une culture conditionnant le sentiment d'appartenance envers ce dernier. Le sentiment d'appartenance inscrit l'identité, l'attachement et les manifestations de solidarité dans une symbolique propre.

Une intelligence collective prenant en compte les besoins de divers acteurs pour la promotion et l'attractivité du territoire, peut être un facteur de consolidation du sentiment d'appartenance. Mais aussi le sentiment d'appartenance favorise la valorisation territoriale par le biais de dispositifs d'IT.

Ainsi dans le cadre d'une deuxième partie nous tentons d'opérationnaliser nos hypothèses de recherche en rapport à nos deux modèles. Nous présentons aussi notre terrain à savoir les deux gouvernorats de Nabeul et de Médenine. Notre méthodologie de recherche basée sur une

approche qualitative et une approche quantitative permettant une étude comparative entre deux régions. Cela nous permet d'expliciter et d'interpréter nos résultats de recherche.

PARTIE II.

VALEURS CULTURELLES D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE À L'ÈPREUVE DU TERRAIN

L'intervention de l'état en matière de développement, que ce soit dans la région de Nabeul ou dans la région de Médenine, se fait depuis les années 1970 à travers des plans quinquennaux de développement successifs. Ce système de planification régionale réunit plusieurs politiques économiques et sociales[10], des politiques sectorielles[11], des mesures sociales[12]. Ces plans sont déployés à travers plusieurs structures de développement étant sous la tutelle du ministère du développement et de la coopération internationale, puis à présent sous la tutelle du ministère du développement régional et de la planification. Ces structures de développement sont le CGDR, l'ODS, l'ODCO, l'ODNO ainsi que différents partenaires sectoriels et régionaux comme l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (API), l'Agence de promotion des investissements agricole (APIA), les Commissariats régionaux au développement agricole (CRDA).

Pour les deux régions, différents objectifs ont été poursuivis dans le cadre du 11ème plan de développement de l'année 2007 à l'année 2011. Ces objectifs sont uniformisés pour ces dernières, mais avec une différence quant à l'évaluation préliminaire et la collecte des données de diagnostic puis par la suite par rapport aux modes et dispositifs utilisés pour l'atteinte de ces objectifs. Parmi ces objectifs nous retrouvons : l'élimination de la pauvreté, l'assurance de l'éducation pour tous, la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, la réduction de la mortalité des moins de cinq ans, l'amélioration de la santé maternelle, l'assurance d'un environnement durable ou encore la mise en place d'un partenariat mondial de développement.

Le diagnostic préalable de la faisabilité de ces objectifs a révélé pour la région de Nabeul des forces comme une importante infrastructure, un niveau de vie élevé, un niveau d'instruction des femmes élevé, le recueil de plusieurs projets importants dans le cadre de la protection des ressources naturelles et de l'environnement, la proximité de la capitale qui joue un rôle de locomotive avec une infrastructure moderne de liaison. Les recommandations touchent ainsi

[10] Selon les rapports du ministère du développement et de la coopération internationale, les politiques économiques et sociales englobent plusieurs axes comme le réglage macro-économique, la planification indicative, l'emploi, le développement des services…

[11] L'ouverture extérieure, le renforcement de l'acquis communautaire, le développement de l'infrastructure, le développement durable, l'économie du savoir…

[12] Couverture sociale, éduction, formation…

essentiellement au renforcement de la compétitivité de la région surtout dans le domaine de services de haut niveau, jumelage avec des structures de développement étrangères.

Quant à la région de Médenine, le diagnostic établi par l'ODS à travers ses différents bureaux régionaux révèle un potentiel naturel important et une activité agricole à forte capacité d'emploi, une activité touristique, ainsi une pluralité économique, mais qui est encore mal exploitée. Ceci a induit de grandes disparités entre les différentes zones de la région. La mauvaise exploitation des ressources hydriques assez rares ou avec un taux de salinité élevé, sont à la base des suggestions de l'instauration de différents programmes de développement durable avec des partenaires étrangers et du renforcement de ces programmes. Cette région enregistre aussi un retard dans la desserte en technologie de l'information et de la communication qui fait que certaines zones sont dépourvues de tout mode de communication. Un programme assurant la généralisation des TIC dans la région que ce soit à travers les structures de l'État ou encore en partenariat avec des structures étrangères est ainsi suggéré.

Dans un troisième chapitre « Régions acteurs territoriaux et pratiques de développement », nous identifions les différents acteurs de développement ainsi que l'interaction existante entre ces derniers au sein de nos deux régions d'étude. La concrétisation d'un plan de développement est un processus assez complexe qui se fait en différentes étapes et à travers la contribution de différents acteurs (au sein du CGDR, de l'ODS, de l'API, l'APIA ou autres partenaires régionaux publics ou privés ainsi que la population locale).

Le déploiement de dispositifs d'IT basés sur la collaboration, et la coordination entre plusieurs acteurs se fait à travers un échange informationnel et communicationnel. Cela reflète les nouvelles pratiques de gestion au niveau du territoire suite à des organisations en réseaux des différents acteurs sous la forme de cluster[13]. Ces dispositifs adaptent la théorie de Porter et diversifient les politiques industrielles et technologiques assurées par l'État.

Mais le déploiement de ces dispositifs d'IT serait-il facilité par un sentiment d'appartenance envers la région traduit par une attitude positive envers cette dernière ? Comment l'attitude envers la région conditionne-t-elle le choix qui s'effectue parmi les différents dispositifs d'IT que ce soit par les acteurs institutionnels ou non institutionnels ?

[13] Le cluster c'est la concentration spatiale de plusieurs partenaires essentiellement des entreprises afin d'assurer une meilleure efficacité et des externalités positives (innovation, développement..)

La réponse à nos questionnements s'effectue dans un quatrième chapitre, Résultats et discussions, vérifiant la concrétisation de ces pratiques dans nos régions d'étude. Cela a été effectué à travers une étude quantitative avec deux échantillons en référence à une population de responsables amenés à une prise de décision et un choix parmi diverses pratiques managériales et communicationnelles et un échantillon de la population locale avec une certaine perception et une évaluation des dispositifs de développement des régions.

CHAPITRE III.

RÉGIONS, ACTEURS TERRITORIAUX ET PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT

La communication publique et territoriale favorise le partage d'informations et facilite l'échange communicationnel entre les divers acteurs territoriaux. Cette communication publique à l'échelle territoriale se fait pour l'atteinte de divers objectifs. Que ce soient des objectifs de passage d'information aux acteurs cibles, de promotion des actions engagées à l'échelle régionale, de mobilisation des acteurs ou de consolidation de la cohésion sociale.

Ces pratiques assurent un développement local durable pour la région en facilitant la contribution de divers acteurs territoriaux. Pour Anne Leyval-Granger (1999 : 41), « La caractéristique dominante d'une communication locale se situe dans sa conception de la communication publique : de locale à décentralisée, de sa nature à sa fonction, et aux outils mis en œuvre. Telle qu'existent les communes, les départements et les régions, il semble légitime de mettre en place une stratégie d'information et de communication pour les citoyens, membres de ces collectivités territoriales, ainsi que pour les élus eux-mêmes. Ces derniers, conscients de l'enjeu de la communication décentralisée, doivent jongler avec les exigences publicitaires en termes d'image et de retombées médiatiques, mais également avec la communication politique, étant donné l'enjeu que représente le champ public local». Une communication valorisante pour le territoire avec diverses retombées pour les diverses parties prenantes peut s'effectuer sous des formes différentes. Dans ce chapitre, nous explicitons la communication locale dans nos deux régions d'étude. Nous éclairons ainsi la participation de divers acteurs et leur contribution dans la valorisation du territoire. Dans une première section nous présentons nos zones d'étude et notre méthodologie de recherche. Dans une deuxième section, nous exposons les divers dispositifs communicationnels instaurés par les institutions publiques et les divers acteurs territoriaux à savoir les accords de jumelage élaborés par le CGDR et l'ODS et les alignements officialisés au niveau des pratiques communicationnelles ainsi que la capitalisation des connaissances qu'engendrent ces alignements. La communication ciblant la diaspora, ravivant leur sentiment d'appartenance envers la région, et les conséquences que cela engendre en termes de valorisation régionale. De même que les dispositifs communicationnels mis en place par la société civile et les acteurs locaux dans le but de promouvoir les régions et d'attirer les acteurs externes susceptibles de valoriser ces territoires. Dans une dernière section, nous nous penchons sur notre recherche qualitative. Cette enquête qualitative nous permettra d'inventorier les actions envisagées pour le développement de la région de Nabeul et de Médenine. Cet inventaire des actions envisagées

est réalisé auprès des responsables institutionnels, non institutionnels et leurs différents partenaires. Ces acteurs exprimeront l'intensité de leur sentiment d'appartenance conditionnant leurs choix en termes d'actions de développement.

1. Zones d'étude et méthodologie de recherche

Énoncer notre choix de région et présenter nos zones d'étude est primordial pour expliciter notre méthodologie et nos résultats de recherche. La région de Nabeul ainsi que la région de Médenine sont les deux choix de notre recherche pour trois raisons essentielles, précisées précédemment à savoir l'opposition en termes de positionnement géographique, de ressources naturelles ainsi que la différence des structures d'appui au développement et le constat de mouvement migratoire entre ces deux régions.

1.1. Zones d'étude

Nabeul est une région du littoral du nord et Médenine une région aride du sud. Ce sont deux territoires qui disposent d'une identité commune mais qui présentent de fortes divergences. Elles ont une unité physique et historique ainsi qu'une richesse patrimoniale. Mais aussi des clivages économiques, culturels, démographiques et de développement sont frappants, entre ces deux régions. Ainsi, a-t-on choisi deux régions présentant de fortes différences afin de distinguer les dispositifs d'IT choisis et les stratégies de développement déployées par le ministère du Développement et de la coopération internationale et les offices de développement régionaux.

Nabeul, région du nord-est, dispose d'un emplacement stratégique. Caractérisée par la diversité et l'abondance de ses composantes naturelles, sa proximité de la capitale autant de caractéristiques qui ont contribué à sa richesse en terme d'infrastructure, en plus de son emplacement sur la méditerranée et son rayonnement international. Le Cap-Bon a connu une mutation progressive qui a touché l'ensemble du territoire et cela est dû essentiellement à la multitude de ses spécificités territoriales touchant aux secteurs de l'agriculture, de l'industrie ainsi qu'aux services. Cette région est ainsi dotée d'un important potentiel de création de richesses vu sa position stratégique, la richesse de son milieu naturel et de son patrimoine. Les spécificités de cette région ont facilité l'instauration de diverses actions de valorisation, ainsi qu'un dynamisme de secteurs porteurs. Le CGDR qui est une institution publique placée sous

la tutelle du Ministère du Développement Régional et du Plan contribue à la valorisation de tout le Nord-est de la Tunisie ainsi que du Centre-est regroupant 12 régions dont celle de Nabeul.

La valorisation régionale de Nabeul se fait d'ailleurs en partie grâce au soutien du CGDR dans le cadre d'un plan quinquennal de développement.

En opposition, la région de Médenine est située au sud de la Tunisie. C'est une région qui donne sur le bassin méditerranée. Malgré l'aridité et la sécheresse de son climat et le manque de ressources naturelles dont elle dispose, sa position sur la méditerranée, et sa proximité de la Lybie ont favorisé le développement de flux d'échanges avec son environnement extérieur. Le rayonnement international de l'île de Djerba qui est une délégation de Médenine est à la source du développement du tourisme dans la région. Cette région dispose d'autres richesses qui ont été jusque-là mal valorisées comme son patrimoine culturel distingué ou encore ses sites archéologiques. Des matières premières transformables se trouvent aussi dans cette région comme l'argile, les pierres et les saumures, ce qui explique le développement de l'industrie de matériaux de construction. L'ODS qui est une institution publique placée sous la tutelle du Ministère du Développement Régional et du Plan contribue à la valorisation de tout le Sud de la Tunisie regroupant 7 régions dont celle de Médenine.

Deux régions avec des caractéristiques communes historiques d'identité, d'appartenance mais aussi de très grandes divergences en termes d'emplacement géophysique, de spécificités climatiques, culturelles, démographiques et aussi de développement. Les dispositifs d'IT se font grâce à deux offices de développement régionaux avec le déploiement d'approches faisant appel à différentes configurations de développement. Les processus observés dans les deux régions s'intègrent différemment dans une dynamique d'IT avec une conjugaison des approches et des articulations différentes entre les procédés d'IE et de KM.

L'intervention de deux structures publiques sous la tutelle du Ministère du développement et de la coopération internationale sollicite la contribution de plusieurs acteurs. Nous pouvons citer les acteurs publics travaillant au sein même du ministère, dont les bureaux régionaux de développement et leurs différents partenaires publics comme l'API, l'APIA, le CRDA… Au-delà des partenaires publics, il y a les partenaires privés comme les entreprises régionales ou

encore les investisseurs potentiels et la population locale. La société civile participe et fait partie des acteurs de développement régional.

1.1.1. Nabeul comme région d'étude

Cette région a été choisie essentiellement pour sa richesse patrimoniale. Nabeul couvre une superficie de 2788 Km² représentant ainsi 1.8 % de la superficie totale de la Tunisie. Ce territoire est presque une île, ses côtes sont d'une longueur de 200 Km. Nous retrouvons au nord et à l'ouest une succession de cours d'eau. Son emplacement stratégique, la diversité et l'abondance de ses composantes naturelles ainsi que la richesse de ses paysages ont fait en sorte que la présence humaine au Cap-Bon remonte à des siècles et ce dans plusieurs sites jugés viables, on y retrouve des traces d'industrie préhistorique à Oued Chiba et Kef Lahmer datant de 40 000 à 30 000 ans.

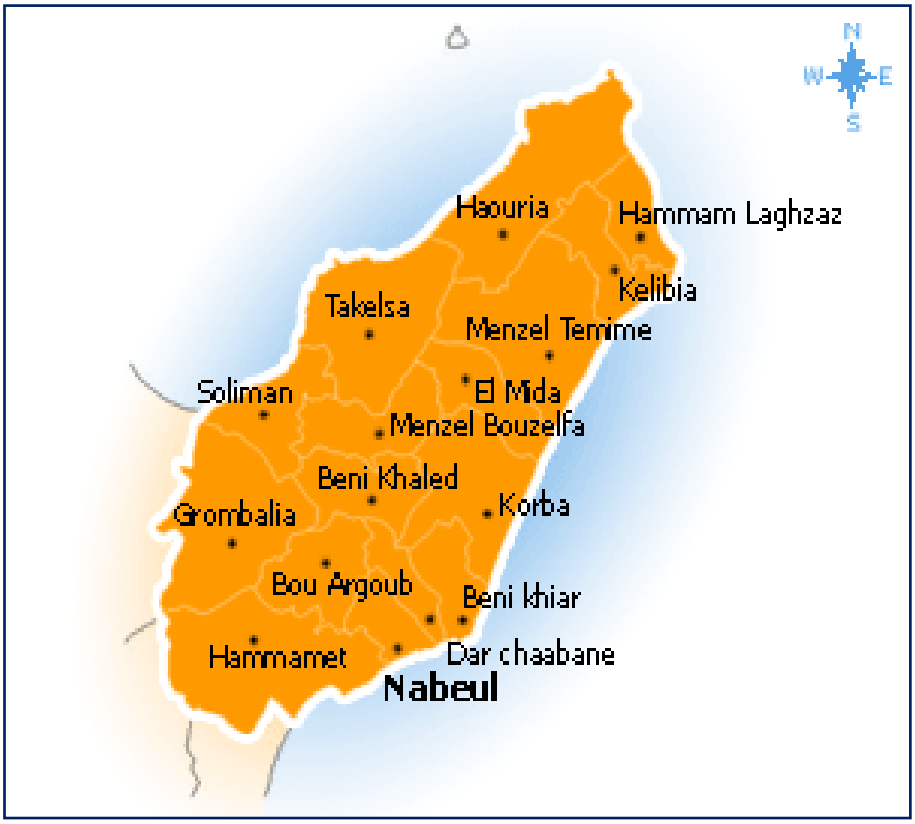


Figure 16. Nabeul région du Nord-Est, site de l'Agence de promotion des investissements extérieurs APIE

La population locale libyque s'est imprégnée de la civilisation carthaginoise. La découverte des nécropoles libyco-punique sur plusieurs sites de Nabeul, notamment Demna, Wad el

Ksab,prouve la parfaite symbiose entre la culture autochtone et orientale suite à l'acculturation de la population locale de souche libyque à la civilisation carthaginoise. (Taher Ghalia, 2007 : 27) « Les carthaginois ont bâtis plusieurs forteresses et postes de contrôle sur les côtes de Nabeul et sur l'île de Zembra afin que cette dernière puisse leurs servir de bouclier lors de leurs grand conflits avec les grecques de la Sicile et par la suite avec Rome. Mais l'empreinte romaine a marqué fortement le paysage de la péninsule à travers plusieurs cités romanisées à Nabeul (Néapolis) Hammamet (Pupput), Klibia (Clipea). En effet, l'époque romaine a engendré de très grandes mutations dans la région sur plusieurs plans économique religieux et culturels ».

À la suite de l'affrontement au V^{ème} siècle entre la marine Vandale et celle de Byzance, Nabeul a été conquise par les Vandales, ce qui n'empêche pas les Byzantins de débarquer vers 533ces derniers construisent un réseau de forteresse à Tebernuc et à Ksar Majer. Les gouverneurs Arabo-musulmans optent pour le maintien des villes côtières et des infrastructures portuaires en particulier à klibia et malgré le transfert par la suite des chefs lieu de la province à Menzel Bachou, les sites fortifiés côtiers de Hammamet Ksar Lebna et Ksar Saad ont été maintenu avec la destruction de Bachou et à la période hafside la vie économique et culturelle s'est réorientée vers les zones rurales situées à l'intérieur ou sur le littoral.

Au XVI^{ème} siècle, Nabeul s'est vue un théâtre d'affrontement hispano-turc soldé par la victoire des turcs et avec la civilisation ottomane plusieurs citadelles ont été installées tout au long des côtes du Cap-Bon pour défendre la Tunisie. Au début du 18ème siècle, les Morisques (Andalous) ont débarqué à Nabeul fuyant l'Espagne en y apportant leur artisanat riche et leur architecture ce qui a fait connaitre à la région une période de stabilité, de développement, et de mutation urbanistique essentiellement Hammamet et Korba. Dès le début du protectorat français, plusieurs terres agricoles riches en ressources hydrauliques ont été convoitées par les colons. En 1909, la ville de Nabeul est l'une des premières villes de Tunisie, à généraliser l'enseignement et à émanciper la femme avec la création d'une école primaire pour les jeunes filles musulmanes.

Ainsi, pouvons-nous constater que les valeurs, habitudes, agissements et pratiques culturelles des citoyens de la ville de Nabeul se sont forgés suite à une sédimentation de longue date depuis les libyques, les carthaginois, les romains, les vandales, les byzantins, les turcs, les

andalous ou encore les français. Cette influence culturelle variée rend compte de la spécificité des valeurs, des habitudes et des agissements des citoyens de la ville de Nabeul.

Depuis 1956 jusqu'à aujourd'hui, le Cap-Bon a connu une mutation progressive qui a touché l'ensemble du territoire et cela est dû essentiellement à la pluridisciplinarité. En effet, cette région est dotée d'une infrastructure moderne, elle compte environ 712 entreprises dont 440 des entreprises exportatrices ainsi que 147 hôtels. L'agriculture est aussi un secteur très productif, première activité d'une population attachée à la terre, certains produits enregistrent des performances nationales de productivité, la quasi-totalité des agrumes est produite au Cap-Bon, ce qui constitue plus de la moitié de la production de tomate et de pommes de terre. Au-delà de la culture des arbres fruitiers, les *nabeuliens,* habitants de Nabeul, cultivent une très grande variété de fleurs, en particulier les fleurs du bigaradier, et les distillent, puis les vendent en très grandes quantités au marché local ou à l'exportation. Nabeul est aussi réputée pour ses poteries (assiettes peintes ou faïences) d'une très grande qualité artistique. En outre, la diversification de ses activités, sans oublier la richesse de la région en termes de ressources naturelles et humaines, est à l'origine d'une véritable ascension sociale. À présent, le souci majeur du Cap-Bon est d'instaurer un équilibre socio-économique entre ses différentes régions.

Le CGDR a une direction centrale des programmes spécifiques qui met en œuvre avec la direction centrale de développement régional de chaque région un programme de développement intégré pour chaque région du territoire national. Dans ce cadre, nous retrouvons le programme dédié à la région de Nabeul. Les programmes de développement intégrés et développés par le CGDR pour cette région visaient essentiellement la délégation de Menzel Temime avec un coût prévu de 5.007 MD appliquée pour une population cible de 7105 habitants. Ce programme visait la création de projets agricoles intégrés, la création de petites et moyennes entreprises, l'aménagement de l'infrastructure, l'alimentation en eau potable, ainsi que la construction et l'aménagement des équipements collectifs. Les résultats attendus de ce projet sont :

- ✓ La Création de 124 emplois dont 9 au profit des diplômés du supérieur;
- ✓ La réduction du taux de chômage de 5.3 %

- ✓ L'amélioration du taux de desserte en éclairage rural

Les programmes de développement intégré mis en place par le CGDR ont été réalisés suite à une consultation au niveau de différentes régions. Ainsi se clôt la présentation de la ville de Nabeul pour nous permettre de présenter la seconde ville ; à savoir Médenine.

1.1.2. Médenine comme région d'étude

Le choix de cette région se justifie essentiellement pour sa diversité patrimoniale. En effet, nous pouvons y retrouver les ksours des berbères agriculteurs sédentaires et montagnards et des arabes pasteurs nomades et habitants des plaines. Médenine couvre une superficie totale de 9167Km² représentant 5.6 % de la totalité de la Tunisie, située au milieu du bassin méditerranéen. Les frontières de cette région sont le gouvernorat de Gabès et la mer Méditerranée au nord, le gouvernorat de Tataouine au sud, la Libye et la Méditerranée à l'est et à l'ouest le gouvernorat de Kébili. Son relief est caractérisé par une diversité de zones naturelles où nous pouvons retrouver une zone montagneuse, une zone côtière et la plaine de la Djeffara.

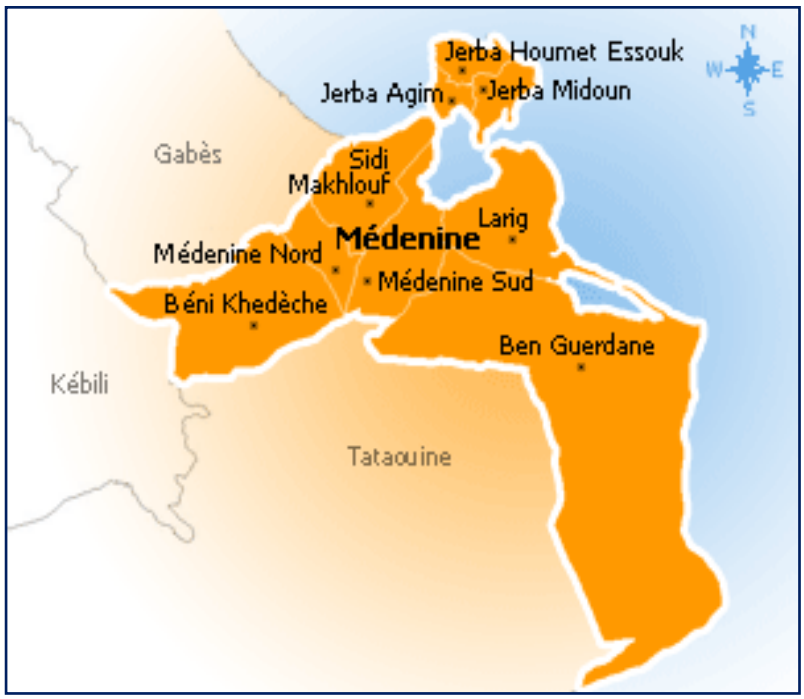


Figure 17. Médenine région de Sud, Site de l'APIE

La présence humaine dans la région de Médenine remonte à des siècles. Les Berbères « Amazigh » (hommes libres) sont les premiers habitants de la région, les carthaginois ont

évité de s'aventurer vers l'extrême sud même avec la nécessité de se tourner vers l'intérieur du pays suite à leur défaite en Sicile. Mais avec la défaite des carthaginois face aux romains, ces derniers en se dirigeant vers le sud ont été confronté à plusieurs révoltes des berbères du sahara, ce qui les a conduit à « exploiter les rivalités intertribales » Abdesmad Zaied, (2006 : 12).

De 531 à 642 ce sont les Byzantins qui ont conquis la Tunisie. Ils ont réussi à installer une administration hiérarchique et méthodique, mais ils ont échoué à repousser les attaques des berbères lawata de jbel Matmata. Juste après les Byzantins, c'est la conquête arabe qui s'est heurtée à une très grande résistance berbère qui a conduit les fatimides à envoyer les colonnes hilaliennes dévastatrices ce qui a conduit les berbères à fortifier leur position dans les ksours de la montagne, tandis que la plaine était une terre de parcours pour les nomades bédouins, et étant donné que le sud est soumis à une aridité climatique, les ksours sont devenus aussi un moyen de stockage des denrées alimentaires.

La sécurité et le calme reviennent dans la région vers le 15ème siècle ce qui encourage les berbères à redescendre et s'installer dans la plaine Dejeffara ou sur l'île de Djerba. Cela coïncide avec l'arrivée de nombreux Cheikhs ou missionnaires venus du Maroc pour propager leur foi, et ils sont ainsi parvenus à unifier quelques grandes tribus berbères. Avec le protectorat français et l'instauration d'une nouvelle structure économique, la population du sud abandonne de plus en plus la montagne au profit de la plaine, l'indépendance renforcera encore plus cet esprit en mettant l'accent sur l'unité du pays et l'importance d'une mise en place d'une économie nationale de l'urbanisation de différentes régions qui facilitera les échanges.

La culture qui caractérise la région de Médenine s'est vue influencée par plusieurs civilisations, les Bérbéres Amazigh, les carthaginois, les byzantins, les colonnes hilaliennes, les missionnaires marocains, et le protectorat français. Cela nous donne une idée sur les sédiments aboutissants à certaines valeurs et pratiques culturelles de la population locale de Médenine.

Selon l'ODS, la population active, de la région de Médenine se répartit entre plusieurs secteurs comme l'agriculture basée essentiellement sur l'arboriculture avec 82,5 % de la

surface cultivable et la pêche avec 8 ports de pêche dans toute la région, l'industrie avec 90 entreprises industrielles dont 9 totalement exportatrices travaillant essentiellement dans l'agroalimentaire, les matériaux de construction et le textile et habillement sans oublier les 48 entreprises étrangères installées dans la région, et le tourisme. En effet, Médenine est un pôle touristique de renommée internationale avec plus de 96 unités hôtelière à l'île de Djerba, cette région dispose aussi d'une infrastructure moderne avec un réseau routier, un aéroport international, un port commercial, une zone franche et 8 ports de pêche. À présent, instaurer un véritable équilibre socio-économique à travers toute la région de Médenine est aussi un véritable souci surtout que c'est une région avec un climat qualifié d'aride.

Nous pouvons voir que les influences culturelles et les acculturations intergénérationnelles qui caractérisent la région de Nabeul sont très différentes de celles qui caractérisent la région de Médenine. C'est un élément déclencheur de la différence des attitudes qui peuvent être adoptées envers la région.

Étant en mutuelle collaboration, le CGDR et les directions centrales de développement régional de chaque région préparent des programmes de développement intégré au profit des gouvernorats du territoire national, nous retrouvons un programme dédié au gouvernorat de Médenine, plus précisément au niveau de la délégation de Beni khdeche, de Sidi Makhlouf et de Médenine Nord.

Ces programmes de développement alloués au gouvernorat de Médenine envisagent un coût de 5.133 MD et une population cible de 14000 habitants. Ce projet visait la création de projets agricoles intégrés, de petites et moyennes entreprises, l'aménagement de périmètre irrigué, l'alimentation en eau potable ainsi que la construction et l'aménagement des équipements collectifs, bibliothèque et palais archéologique. Les résultats attendus de ce projet sont :

- ✓ La Création de 210 emplois dont 18 au profit des diplômés du supérieur;
- ✓ La réduction du taux de chômage de 5.1 %
- ✓ L'amélioration du taux de desserte en routes

Les programmes de développement intégrés développés par le CGDR et l'ODS pour le gouvernorat de Médenine visant la délégation de Sidi Makhlouf avaient un coût de 5.033 MD

et une population cible de 15500 habitants. Ces programmes avaient pour objectifs la création de projets agricoles intégrés, la création de projets de petits métiers et d'artisanat, la formation des bénéficiaires, l'aménagement de périmètre irrigué l'équipement et l'électrification d'un forage, l'alimentation en eau potable ainsi que la construction et l'aménagement des équipements collectifs. Les résultats attendus de ce projet sont :

- ✓ La Création de 256 emplois dont 24 au profit des diplômés du supérieur ;
- ✓ La réduction du taux de chômage de 4 % ;
- ✓ L'amélioration du taux de desserte en routes de 4.3%.

Quant aux programmes de développement intégrés développés par le CGDR et l'ODS pour le gouvernorat de Médenine visant la délégation de Médenine Nord, ces derniers avaient un coût de 4.990 MD et une population cible de 14000 habitants. Ces programmes ambitionnaient la création de projets agricoles intégrés, la création de projets de petits métiers et d'artisanat, la formation des bénéficiaires, l'aménagement de périmètre irrigué, l'équipement et l'électrification d'un forage, l'alimentation en eau potable ainsi que la construction et l'aménagement des équipements collectifs, club pour enfants et palais archéologique. Les résultats attendus de ce projet sont :

- ✓ La Création de 340 emplois dont 12 au profit des diplômés du supérieur;
- ✓ La réduction du taux de chômage de 2.7 % ;
- ✓ L'amélioration du taux de desserte en routes de 11%.

La planification de ces programmes de développement intégré mis par le CGDR et l'ODS a été réalisée suite à une consultation au niveau des différentes délégations, et une concertation avec les acteurs locaux. Ainsi avons-nous présenté nos régions d'étude ci-dessous, nous essayerons de mettre en évidence la démarche méthodologique que nous avons adoptée.

1.2. Présentation de la démarche méthodologique et enquête sur l'application concrète de l'intelligence économique et du knowledge management

Notre objectif de recherche étant de déterminer le lien qui peut exister entre le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région et les dispositifs de mise en place de l'intelligence territoriale. Notre méthodologie de recherche s'est basée sur plusieurs méthodes de collecte de données. Notre dispositif de triangulation de trois méthodes vise à bien cerner et couvrir le lien qui peut exister entre nos notions. Des entretiens semi-directifs permettent d'approcher la réalité de l'attitude envers la région des acteurs institutionnels travaillant au sein du CGDR et de l'ODS et des acteurs non institutionnels travaillant dans les entreprises des régions de Nabeul et Médenine. Un travail a été fait sur les documents de travail dans chacune des organisations. Une recherche quantitative à travers un questionnaire nous permet de mesurer la nature du lien entre nos notions de base, définies au cours de notre recherche théorique.

1.2.1. La phase qualitative

La phase qualitative de notre recherche poursuit un double objectif :

- ✓ Comprendre le comportement de la population de la région face à la mise en place de l'intelligence territoriale, identifier les dispositifs d'Intelligence économique et de Knowledge management utilisés ainsi que les modifications dans les différentes dimensions du sentiment d'appartenance suite à cette mise en place.
- ✓ Collecter des items nécessaires à la mise en œuvre et l'appui de la phase quantitative de cette recherche.

Pour réaliser cette phase qualitative, nous avons organisé des entretiens avec des responsables institutionnels et non institutionnels à titre exploratoire. Nous avons analysé ensuite les résultats, à l'aide du logiciel d'analyse de données Sphinx.

1.2.1.1. Mise en œuvre de la phase qualitative

Notre phase qualitative poursuit un double objectif à savoir :

- Identifier la nature du lien à la région des responsables publics de développement et leurs différents partenaires ;
- Comprendre le choix des actions de développement à entreprendre dans la région.

1.2.1.2. Les entretiens

Notre échantillon se compose essentiellement de 80 responsables dans les bureaux centraux ou régionaux de développement ainsi que les cadres dans les entreprises de la région. Les personnes interviewées sont soient des fonctionnaires du commissariat général de développement régional ou de son bureau régional de Nabeul, de l'office de développement du sud ou de son bureau régional de Médenine, ainsi que des représentants de la société civile de Nabeul et de Médenine. Le guide d'entretien a était conçu pour amener l'interviewé à s'exprimer sur les dimensions culturelles spécifiques pour la région, sur les différents dispositifs de mise en place de l'intelligence territoriale dans la région et sur l'interrelation qui peut exister entre ces deux concepts. Les entretiens ont été menés à l'aide d'un guide d'entretien préalablement rédigé. Ils sont retranscrits, pour être analysés à l'aide d'un logiciel d'analyse de données textuelles.

1.2.1.3. L'analyse de contenu

Le programme d'analyse des données contextuelles nous permet de former des classes ou des dimensions qui regroupent des items ou des termes particuliers. À partir d'un corpus mis en forme, le logiciel découpe d'abord le texte en phrases appelées « unités de contexte » (u.c.) Christine Bougeard Delfosse (2009).

Le logiciel va créer des classes en fonction du vocabulaire à l'intérieur de chaque phrase. Il va établir les liens entre les différentes formes réduites et dégager les différents « champs lexicaux » présents dans le corpus. En quelque sorte, il forme des classes à partir des « phrases » qui contiennent les mêmes mots.

L'analyse opérée par le logiciel se décompose en trois étapes distinctes Delfosse (2009) :

1. la première concerne la préparation des données. Cette étape reconnaît les u.c. et les mots « étoilés », c'est à dire les mots hors corpus qui ne seront pas analysés.

2. la seconde procède à la classification des données en fonction de la distribution du vocabulaire ;

3. la troisième fournit des fichiers et décrit les classes obtenues.

De cette phase qualitative, nous dégagerons des thèmes centraux évoqués pendant les entretiens semi-directifs.

1.2.2. La phase quantitative

Nous utilisons des échelles présentes dans la littérature. Cette méthode offre la possibilité au chercheur de choisir des échelles déjà testées et validées. L'échelle peut alors être insérée au questionnaire, puis validée dans le cadre de la recherche.

Lorsque la littérature ne fournit aucune échelle capable de convenir au le cadre de la recherche, le chercheur est contraint de créer son outil de mesure.

La mesure du construit se fait suivant différentes étapes, l'épuration de la mesure, la vérification de la fiabilité de la mesure, et de la validité de l'échelle.

1.2.2.1. L'épuration de la mesure

Pour l'épuration de la mesure, nous utilisons l'analyse factorielle qui est une méthode statistique ayant pour but de minimiser le nombre de variables ainsi que d'éclairer l'interprétation. En fait, l'analyse factorielle permet d'étudier les dimensions en référence à un construit. Les objectifs de cette première étude sont :

- ✓ Extraire la structure factorielle de la mesure de l'interrelation entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale (ITA et ITP) ;
- ✓ épurer les dimensions de la mesure : détecter et extraire les dimensions non représentatives du construit.

1.2.2.2. Fiabilité et structure factorielle finale de la mesure

Une estimation de la fiabilité est donnée par l'alpha de Cronbach. Elle se fait suite à la détermination de la corrélation de l'ensemble des items du test à un échantillon d'items

analogues provenant du même groupe d'items. La fiabilité est grande et l'erreur de mesure est minime lorsque ce coefficient est élevé. Il faut généralement avoir le coefficient alpha entre 0,7 et 0,9. Cependant, Yves Evrard, Elyette Roux et Bernard Pras (2000) précisent que pour une échelle développée le coefficient Alpha de Cronbach est accepté en étant supérieur à 0.6.

1.2.2.3. La validité de l'échelle de mesure

Pour tester le bon ajustement de l'échelle d'interrelation entre le sentiment d'appartenance et les dimensions d'intelligence territoriale (ITA, ITP), nous passons par l'analyse factorielle confirmatoire. L'ajustement éclaire l'aptitude d'un modèle ou d'une échelle à reproduire les données. Il s'agit de vérifier la correspondance des données collectées aux hypothèses formulées, et ainsi la correspondance des variables mesurées aux variables latentes ou facteurs, c'est-à-dire les dimensions du sentiment d'appartenance et de l'intelligence territoriale.

Les phases de mise en place de l'analyse confirmatoire selon Allan Bollen et Jhon Scott Long (1993) sont au nombre de cinq : spécification du modèle, identification du modèle, estimation du modèle, test de son ajustement et re-spécification du modèle.

Patrice Rossel et Fréderic wacheux (2005) distinguent la validité « faciale » ou de contenu, la validité de trait ou de construit et la validité nomologique. La validité faciale ou de contenu estime la correspondance et la représentativité des aspects au concept étudié. Cette validation dépend essentiellement de la définition adaptée pour la notion ou le concept mesuré et l'accord des chercheurs sur la construction de ses items.

La validité du trait ou du construit s'assure que la mesure évalue bien un phénomène et uniquement ce phénomène. Pour Gérald Zaltman, Christian.R Pinson et Reinhard Angelmar (1973) la validité de trait se décompose en validité convergente et validité discriminante:

- Pour la validité convergente les indicateurs qui sont censés mesurer le même phénomène les différents items doivent donc être corrélés entre eux ;
- Pour la validité discriminante les indicateurs mesurant des phénomènes distincts ou des variables différentes d'un seul phénomène doivent avoir une corrélation faible.

La validité nomologique quant à elle s'intéresse aux liens entre concepts ou notions. Elle étudie si la relation entre la mesure de la notion étudiée et la mesure d'autres notions sont en accord avec ce qui a été développé dans la théorie. Cette validité est généralement vérifiée suite au test d'un modèle conceptuel.

1.2.2.4. Processus d'échantillonnage et définition de la population

Les questionnaires ont été distribués durant onze mois. La première enquête, a été réalisée avec des responsables. La deuxième enquête, a été réalisée directement (face à face) avec différents répondants de la population locale.

L'échantillonnage induit la construction d'une opinion générale sur la population étudiée. La définition et la composition de la population étudiée doit être définie avec clarté, car toute erreur dans le choix induit à des résultats erronés. À cet effet, la sélection de nos échantillons s'est faite suite à une étude qualitative préalable du terrain. Pour Alain D'Astous (2000), les unités d'échantillonnage sont relatives aux éléments de la population intégrées dans l'échantillon. À la lumière de cette définition et dans le cadre de notre recherche, nous avons sélectionné des unités d'échantillonnage appartenant soit à la population locale de la région soit aux cadres responsables dans des structures institutionnelles et non institutionnelles.

Après avoir choisi les unités d'échantillonnage, il convient de choisir la méthode pour établir les divers échantillons. Pour cela, il existe deux grandes catégories de méthodes :

Les méthodes probabilistes où la probabilité d'appartenir à la population de chaque individu de la population retenue est connue et non nulle. Ces méthodes sont très difficiles à réaliser vu qu'il faut bien connaître la population en se référant à une liste exhaustive préalablement établie. Nous pouvons distinguer plusieurs méthodes probabilistes comme : le sondage aléatoire élémentaire reposant sur un tirage au sort simple des individus de la base du sondage ; le sondage aléatoire systématique reposant sur le tirage au sort d'individus régulièrement espacés dans la base du sondage ; le sondage stratifié reposant sur le tirage au sort d'individus dans des groupes homogènes réalisés dans la base du sondage ; le sondage en grappe reposant sur le tirage au sort de grappes dans lesquels tous les membres sont interrogés.

Dans les méthodes non probabilistes, la sélection des individus de l'échantillon est raisonnée et non aléatoire. Ces méthodes n'exigent pas de posséder une liste exhaustive de tous les membres à la base du sondage.

Nous pouvons distinguer plusieurs méthodes non probabilistes présentées par d'Astous (2000 : 193) comme : le sondage de convenance où « Un échantillon de convenance est composé d'éléments sélectionnés parce qu'ils sont disponibles, faciles à joindre ou à convaincre de participer à la recherche » ; le sondage selon le jugement où « un échantillon est sélectionné par le chercheur uniquement parce qu'il juge que cet échantillon permet d'atteindre les objectifs de la recherche » ; le sondage en boule de neige où « il est difficile de joindre les unités d'échantillonnage parce que celles-ci possèdent des caractéristiques qui ne sont pas apparentes. Il est alors utile de recourir à des personnes comme source d'identification d'unités d'échantillonnage additionnelles » ; le sondage par quota « dans ce type d'échantillonnage, il faut s'assurer d'inclure certains éléments de la population dans l'échantillon. Supposons, par exemple, qu'une population soit composée de 30% d'hommes et de 70% de femmes, l'application d'un échantillonnage par quota ferait en sorte de respecter cette distribution dans l'échantillon ».

Dans le cadre de notre recherche, en raison d'absence d'une liste exhaustive de la population mère, nous avons opté lors de la détermination de l'échantillon représentatif pour une méthode non probabiliste à savoir le sondage par jugement. Ainsi nous avons sélectionné les répondants jugés pertinents pour la collecte des données.

La taille de l'échantillon est très importante pour éviter tout risque de non aboutissement à des résultats fiables, la précision dans la détermination de la taille de l'échantillon est de mise pour assurer la validité et la fiabilité des résultats.

Le pré-test est une étape indispensable vu qu'il permet d'élaborer un questionnaire adapté à la population en question. Le pré-test selon D'Astous (2000) permet de détecter toute éventuelle erreur avant de lancer le questionnaire à grande envergure.

Ainsi avons-nous eu recours à un pré-test avant la formulation finale du questionnaire et ce afin d'évaluer le degré de compréhension de notre outil de collecte de données par les répondants et de remédier aux insuffisances décelées.

Une première version de notre questionnaire a été distribuée à cinq personnes de notre entourage afin de cerner leurs réactions et juger l'acceptabilité ainsi que la compréhension des questions. Une première révision et donc une reformulation a été faite suite au pré-test. Ensuite, le questionnaire a été redistribué à une dizaine de personnes ayant le même profil des individus appartenant à notre échantillon. Ces personnes nous ont suggéré d'inclure d'autres termes afin de faciliter la compréhension de certaines questions. Suite à leurs suggestions, nous avons établi la version finale du questionnaire.

Notre recherche s'est basée sur deux enquêtes (enquête concernant les responsables et une autre concernant la population locale) en ayant recours au questionnaire comme méthode de collecte de données en fonction du plan d'étude retenu.

Ces questionnaires comprennent, en plus d'une partie introductive consacrée à la présentation de la recherche, différents types de questions structurés en deux parties :

- La première partie du questionnaire renferme les questions visant à déterminer le profil du répondant à savoir : le genre, la tranche d'âge, le cadre socioprofessionnel et le statut familial, la région d'origine ;
- La deuxième partie est sous forme de tableaux regroupant les différentes échelles de mesure en se basant sur les différentes dimensions préalablement déterminées.

Ainsi avons-nous présenté notre terrain d'étude. Nous avons par la suite abordé notre méthodologie de recherche et les différents procédés de validation de nos résultats. À présent, nous relevons les diverses pratiques managériales et communicationnelles permettant le développement de ces régions.

2. Acteurs territoriaux et dispositifs communicationnels

Acteurs institutionnels, non institutionnels ou population locale, chacun participe à sa manière dans le cadre d'approches participatives, et à travers divers dispositifs communicationnels ou de management, à la valorisation territoriale. Ainsi, verrons-nous dans cette section les diverses pratiques instaurées par ces acteurs.

2.1. Modalités de participation au développement

Depuis les années 60, la réponse à la problématique du développement en Tunisie se faisait à travers des décisions prises au niveau des directions centrales de la capitale sans réelle concertation avec les différents acteurs régionaux. Différents plans quinquennaux de développement ont été élaborés avec divers objectifs. Certains ont été atteints avec des apports assez importants dans les régions du littoral et beaucoup moins importants pour les régions de l'intérieur. Nous interrogeons dans cette section la problématique du développement et ce qu'elle a engendré en termes de déséquilibre. Que ce soient social économique ou culturel, ce déséquilibre interrégional a affecté le sentiment d'appartenance à la région et a provoqué des courants migratoires.

Dans une Tunisie postrévolutionnaire, une remise en question de certaines pratiques est de fait. Nous verrons dans cette partie de notre recherche le système d'information déployé dans le cadre de la nouvelle approche de développement.

2.1.1. Problématique de développement et SIR

Pour la Tunisie, les redéfinitions d'une politique de développement des territoires se sont succédées depuis l'indépendance de 1956. La planification économique en a été le maître mot avec la naissance d'un clivage Nord/Sud. L'instauration de diverses politiques de développement a abouti à une opposition littoral-intérieur. Paradoxalement, des écarts n'ont cessé de se creuser concomitamment d'une amélioration des niveaux de vie. Au-delà de l'inégale répartition des ressources naturelles et des clivages hérités du passé, des choix sociopolitiques ont alimenté ces disparités et oppositions pour aboutir à une dualisation prononcée du territoire national. Tunis ainsi que les petites et moyennes villes du nord-est ont accaparé l'espace économique dynamique. Le développement des infrastructures au centre-est a rejoint le nord-est en devenant bassin d'emploi. Les entreprises essentiellement exportatrices (avec le plus grand nombre de salariés) se sont concentrées dans le nord-est et le Sahel. En comparaison avec le développement du littoral, les autres régions sont quasi désertiques presque sans grands investissements ou grands projets. Le taux de chômage, par exemple, dans les régions intérieures est de loin supérieur à la capitale. D'après le ministère du développement et de la coopération internationale qui s'est basée sur une infographie

réalisée par la banque africaine de développement en 2012 et portant sur la région de Médenine, 30 % des diplômés sont des chômeurs, tandis qu'à la capitale et dans ses périphéries, tel Nabeul, le dit taux ne dépasse pas les 14 %. Ceci a fortement contribué à la migration des habitants de l'intérieur vers les autres régions. Si ce mouvement est la conséquence de plusieurs facteurs en lien avec les disparités précitées, il vient aussi en tension avec un sentiment d'enracinement ou d'appartenance souvent mis en avant dans le développement des projets territoriaux pour mobiliser et/ou faire participer la population locale. Étudier pareil sentiment permet aussi de poser un diagnostic des besoins et des revendications réelles dans chaque région et interroger la pertinence d'importer ou de convoquer des dispositifs d'IT dans ces régions.

2.1.2. Le constat des disparités socio-spatiales

Depuis 1956, le constat des disparités entre les différentes régions de la Tunisie a été la base de différentes politiques de développement toutes orientées vers une reconstruction du pays. Dans les faits, ces politiques ont aussi accentué les disparités qu'elles étaient censées gommer. Le premier travail engagé par les autorités publiques ayant pour objectif la planification économique et sociale est celui de 1961 sous le titre de « Perspectives décennales de développement », ce plan identifie et qualifie déjà des disparités entre les régions ; celles relevées concernent autant la répartition de la population que celle des activités.

La centralisation des décisions a été appuyée par les volontés de reconstruire un État et une économie et, avec eux, une capitale : Tunis. En effet, la capitale depuis la fin des années 1960 est le centre industriel et le moteur de l'emploi. Malgré plusieurs tentatives de dynamisation du tissu industriel pour assurer un rééquilibrage, l'accaparation des décisions à un niveau central a marqué tous les développements en Tunisie. Les impératifs de la modernisation et de la décentralisation ont toutefois été à l'origine d'un nouveau découpage spatial. Entre le gouvernorat et l'Imada[14] a été instaurée la délégation comme échelon territorial intermédiaire. Selon Belhedi (1992), cette multiplication de collectivités locales et, avec elle, une sensible amélioration des services administratifs n'ont pas contribué à l'atténuation des disparités. On peut avancer ici deux hypothèses : les découpages entre les régions n'étaient pas équilibrés ; les décisions prises au centre n'ont pas tenu compte des réalités régionales. Les milieux

[14] L'Imada est la plus petite division administrative en Tunisie avec un chef-lieu nommé Omda.

ruraux restaient défavorisés et appauvris en population, alors que la capitale, ses périphéries et les régions côtières abritaient plus de 51 % des tunisiens. Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 1966, la capitale et le littoral concentrait déjà la majorité du tissu industriel et consommaient 89 % de la production électrique, 84 % des lits d'hôpitaux et des médecins et 70 % des élèves des écoles primaires. Il est alors évident que la capitale avec ses périphéries et ses zones côtières forment un lieu de concentration qui captent les richesses, qui présentent les services et qui, par conséquent, domine tout. Autrement dit, Tunis est au centre de tous les fonctionnements. C'est pratiquement le plus important marché agricole, la transformation de la plupart des produits agricoles s'y réalise ; de même, les grandes industries, l'import-export, les transactions financières se font à son niveau. La Tunisie est ainsi marquée par une forte centralisation administrative qui fait des autres gouvernorats les exécutants des décisions prises au niveau de la capitale. En conséquence, les échanges entre les régions sont très limités, l'émergence de métropoles à l'intérieur du pays n'a pas pu se réaliser. Il n'existe pas de pôle regroupant plusieurs gouvernorats et disposant d'une autonomie décisionnelle.

Le littoral Tunisien a connu un développement important notamment en lien avec le tourisme de masse et ceci au détriment des régions intérieures. Mais les clivages interrégionaux se manifestent aussi au niveau des ressources naturelles. Un climat aride caractérisant le sud, une pluviosité faible, mais suffisante pour éviter la désertification au centre et un nord bien nanti avec des terres fertiles et des pluies abondantes. Ces disparités ont été renforcées par l'occupation déséquilibrée des terres : les plus fertiles ont été bien entretenues et exploitées ; les autres ont été délaissées. Les investissements étant orientés essentiellement vers le littoral, les régions côtières sont plus développées en termes d'infrastructures. De plus, les transformations des ressources prélevées dans les régions de l'intérieur se font au niveau du littoral (le blé du nord-ouest transformé au niveau de la capitale, le phosphate du sud est traité au centre-est..). Ainsi l'économie de la Tunisie a-t-elle été consolidée par les six ports de commerce, les quatre aéroports internationaux, le terminal pétrolier, et les deux zones franches de Bizerte et Zarzis. Le poids du littoral est de plus en plus fort par rapport aux régions de l'intérieur : 62 % de la population y est maintenant regroupé, et la valeur ajoutée de cette zone s'articule autour des trois secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Qu'ils soient

publics ou privés, les investissements sont orientés vers le littoral qui devient un lieu d'accumulation des richesses.

Différentes politiques ont pourtant été déployées comme l'approche des réformes de structure de l'époque Ben Salah (dans les années 1960), le désengagement de l'État et les tentatives de privatisation de l'époque Nouira (dans les années 1970), la mise en place d'un projet de développement destiné aux régions du centre de la Tunisie (dans les années 1980) ou encore la généralisation des structures de développement à travers tout le pays avec le Commissariat Général de Développement Régional et les offices de développement du nord-ouest, du centre-ouest et du sud (depuis les années 1990).

Une étude a été réalisée par la Banque Africaine de Développement en 2011 sur le seuil de pauvreté tunisienne estimé selon l'approche Ravaillon, qui évalue la pauvreté monétaire en se fondant sur la satisfaction par les ressources élémentaires. Elle évalue le bien être des individus en estimant le seuil de pauvreté pour une région construit suite au développement de plusieurs indicateurs. Les résultats de cette étude pour la Tunisie révèlent pour la région du Nord-est regroupant (Tunis, Bizerte, Nabeul, Zaghouan) un seuil de pauvreté[15] qui diminue entre 1999 et 2000 passant de 12.85 à 10.95. Alors que pour la région du sud-est regroupant les gouvernorats de (Gabes, Médenine et Tataouine) ce seuil est plus élevé et reste presque stagnant dans cet intervalle d'années de 15.26 à 15.23. Cette étude récapitulant ces seuils dans les différentes régions est assez parlante ; durant l'année 1990, les régions du littoral Nord-Est et Centre-Est ont les seuils de pauvreté les moins élevés respectivement 12.85 et 9.57 alors que la région du Nord-Est a un seuil de pauvreté très élevé estimé à 28.43.Si des efforts de développement ont été déployés, durant une dizaine d'années, les inégalités et les disparités demeurent et elles sont de plus en plus flagrantes. Par contre, le Centre-Est a bénéficié d'un développement avec un seuil de pauvreté en diminution à 5.85 ; la région du Centre-Ouest a elle un seuil de pauvreté qui est presque au même niveau 21.26. Ces disparités socio-spatiales ont eu une grande influence sur le sentiment d'appartenance à la région en conduisant à de forts mouvements de migration que nous relevons dans la section suivante.

[15] Les principaux indicateurs de pauvreté sont le développement de l'incapacité de se nourrir ou de se vêtir.

2.1.3. Mouvements de migration en Tunisie

Pour Picouet (1971), la migration intérieure en Tunisie est un changement de région ayant une intensité qui varie selon le gouvernorat d'origine et la destination choisie et ce à la quête d'opportunités d'emploi, d'une meilleure situation sociale ou professionnelle. La répartition spatiale que ce soit au niveau national ou même régional dépend fortement de la mobilité spatiale de la population. Les premiers mouvements de migration provenaient essentiellement des régions rurales du sud avec pour destination la capitale sans exclure les autres gouvernorats. Puis, pour des causes structurelles et de sous-emploi, un autre mouvement de migration a vu le jour avec des provenances du nord-ouest vers la capitale ou vers Sfax une région du centre-est là où les taux de chômage sont les moins élevés. Ces mouvements de migration ont ainsi engendré un déséquilibre entre les gouvernorats, la capitale, le Sahel et le centre-est, régions avec le nombre le plus important de population. Les derniers chiffres de l'Institut national de statistique en 2011 indiquent que la population dans différents gouvernorats relevant du Nord-est à savoir 3791500 et, plus précisément, pour la région de Nabeul 762600 et du Sud-est à savoir 949600 plus précisément pour Médenine 460 000. Ces chiffres reflètent bien le déséquilibre entre les différentes régions de la Tunisie, essentiellement dû aux différents courants migratoires. Le choix de migrer d'un milieu rural vers un milieu urbain est de plus en plus répandu. Les flux vers un milieu urbain se font soit au sein d'un même gouvernorat, ou inter-gouvernorats. L'enquête effectuée par l'Institut National de Statistique de 1989 a évalué les individus qui ont changé de gouvernorat de résidence entre 1984 et 1989 à 1 038 900 sur une population totale de 7 620 000 soit 13.63 %. L'exode rural avait pour cause le manque de développement de la région, les conditions de vie extrêmement difficiles, la faiblesse de l'infrastructure, l'élévation du taux de chômage et les faibles perspectives. Mais qu'en est-il du rôle de la communication publique au niveau des territoires dans la valorisation ou l'attractivité de ces gouvernorats ?

2.1.4. Système d'information régional : rôle du CGDR et de l'ODS

Penser la communication publique est un élément des politiques précitées relativement récent en Tunisie. Avant la révolution, elle couvre essentiellement la communication gouvernementale avec de timides développements dans la communication des collectivités locales. Mais penser un plan de développement régional qui englobera des actions de

développement s'étalant sur une durée de cinq années ne peut se faire sans un recueil et un échange d'information au niveau des régions. En effet au sein du CGDR nous retrouvons une direction d'informations régionales et au sein de l'ODS nous retrouvons une direction de la planification et des statistiques. Ces deux directions sont chargées de collecter des informations elles sont dotées d'un système d'information régional (SIR) et d'un système d'information géographique (SIG). L'objectif principal du SIR est de valoriser l'information statistique nationale et régionale, la modernisation la gestion de l'information afin d'exploiter au mieux la dimension spatiale et améliorer la programmation des plan de développement régional. Le SIR permet une facilité de contrôle des différentes données dans le but de favoriser la prise de décision.

2.1.4.1. La procédure du système d'information régional SIR

Le SIR s'établit et s'organise dans le cadre de la procédure de collecte et d'analyse des informations régionales. La procédure de recueil des données comprend différentes étapes décrites dans le cadre de « *Flow-Charts »*[16].Avec des symboles représentatifs pour chaque étape dont la signification sera mise en exergue dans la partie annexe des documents de travail. Nous expliciterons les différentes étapes de la procédure en intégrant la représentation de chaque étape au sein du *Flow-Chart,* le document entier sera intégré en annexe. La première phase de cette procédure est la préparation de demandes d'annuaires statistiques. Ces demandes ne sont transmises aux ministères et aux directions concernées que suite au visa et à la signature de la direction générale

La deuxième étape de cette procédure comprend la transmission des demandes aux structures concernées afin d'avoir trois sortes de données. Ces données sont relatives à la population, aux secteurs sociaux ou non productifs ainsi qu'aux secteurs productifs.

L'étape suivante se réfère à la réception de tous les annuaires et la capitalisation des différentes informations par le service de la collecte et de l'analyse des informations démographiques et sociales. Lors de la quatrième étape, ce service procède au recoupement des différentes données et les caractérise (démographiques, éducationnelles, économiques,

[16] Diagramme de schématisation des procédures de travail.

conditions d'habitat des ménages, conditions de vie des ménages, consommation des ménages).

L'étape cinq comprend la saisie et la formalisation de toutes ces données par thème, indicateur, année ou période concernée, unité administrative. L'étape six c'est la présentation de ces données formalisées à la sous-direction pour le visa. Lors de l'étape sept, les données mises sur un état formel et visé par la hiérarchie sont transmises à la direction du SIG, pour la préparation d'une base de données et d'une cartographie de toutes ces informations recueillies.

Toutes ces étapes de préparation de bases de données démographiques et sociales sont aussi pratiquées pour des bases de données relatives aux secteurs sociaux et aux secteurs non directement productifs (données relatives à l'enseignement, à la santé, l'enfance-jeunesse et le sport, la culture, les services administratifs des collectivités locales et l'environnement). Et pour des bases de données des secteurs productifs (la climatologie, l'occupation des sols et la production végétale, les moyens de production agricole, les crédits agricoles alloués par type d'agriculture, le cheptel[17] et la production animale, la pèche, les mines et l'énergie, le bâtiment et les travaux publics, l'industrie, le tourisme, le transport, les télécommunications, les banques, les assurances et le commerce.

2.1.4.2. La procédure du système d'information géographique SIG

Les informations collectées par le SIR sont par la suite transmises au service d'exploitation des bases de données afin d'établir le système d'informations géographiques qui vise essentiellement la production d'indicateurs socio-économiques régionaux, d'un atlas numérique national, d'une cartographie opérante. Cela permettra la comparaison des différents indicateurs pour l'évaluation du développement régional.

Les deux premières étapes de la procédure d'élaboration du SIG concernent essentiellement la réception des données collectées à travers le SIR et la transformation et l'élaboration de rubriques de données descriptives Alpha-numériques relatives aux différentes natures de données démographiques et sociales, relatives aux secteurs non productif et aux secteurs productifs.

[17] l'ensemble des animaux d'élevage d'une exploitation agricole.

Les étapes trois, quatre et cinq concernent le visa des données Alpha-numériques, leur transmission au service d'actualisation des informations géographiques pour les cartographier par région. L'étape cinq comprend aussi l'élaboration des « fonds de plans » qui comportent des cartes d'état major, la localisation spatiale des projets de développement rural intégré « PDRI » et projet de développement urbain intégré « PDUI », des images spot couvrant les territoires, la délimitation des zones d'intervention spécifiques, la localisation spatiale des programmes… L'étape six concerne l'édition de carte thématique pour les données socio-économiques. De même pour l'étape sept, il y a une édition des données mais relatives aux différents programmes envisagés. Les étapes huit et neuf concernent le regroupement des cartes par thème et la soumission au visa.

La dernière étape concerne la transmission des cartes thématiques au ministère du développement et du plan qui est le ministère de tutelle du CGDR et de l'ODS.

2.1.4.3. La procédure des études spécifiques

Au-delà des procédures consacrées au développement du SIR et du SIG, d'autres procédures sont mises en place pour le recueil de données. Comme la procédure d'études spécifiques destinée à la collecte de certaines données ne pouvant être recueillies à travers le SIR. Cette procédure se déroule en différentes étapes qui différent de ce qu'on a pu voir ultérieurement.

Cette procédure commence par un déplacement sur les lieux de l'étude. Ce déplacement se fait par un acteur du CGDR ou de l'ODS. Ce genre d'enquête peut être confié à des bureaux d'étude et ne se base pas sur des données recueillies des autres ministères, aux autres partenaires institutionnels. Dans le cas de la sous-traitance de l'enquête, un cahier de charge est préparé avec les consignes relatives à l'enquête puis un appel d'offre est lancé. La troisième et la quatrième étape de cette procédure concernent la collecte des données selon questionnaire, fiche, ou guide. Puis c'est la saisie des données collectées. L'étape cinq concerne l'exploitation, le traitement et l'analyse des données collectées. Durant l'étape six l'interprétation et la synthèse des données collectées se fait dans des rapports à raison de deux exemplaires. Ces états sont soumis au visa et diffusés à l'intérieur et à l'extérieur de la direction des méthodes pour la planification et l'élaboration de plan d'intervention.

Les informations collectées et traitées dans le cadre du SIR et du SIG et des enquêtes spécifiques relèvent d'une approche préalable au développement des différentes régions. Ces procédures mettent en connexion essentiellement des intervenants institutionnels à l'exception de des enquêtes spécifiques qui font intervenir des citoyens de la population locale ou encore la société civile. Ces pratiques de communication publique ne correspondent pas encore à la définition qu'en donne Zémor (2008), à savoir que la communication publique est une communication formelle qui vise l'échange le partage d'informations d'utilité publique, ce qui consolide le lien social, cette communication est du ressort des institutions publiques. Cette dernière répond au droit d'information du citoyen. Selon cet auteur la communication publique a différentes finalités principalement l'apport d'information en la diffusant et en la valorisant (au sens de montrer ce qui a de la valeur dans l'information pour le citoyen), l'écoute des interrogations des populations locales, leurs besoins et attentes ainsi qu'une prise en compte du citoyen en tant qu'acteur et en consolidant un sentiment d'appartenance collectif à un territoire. Vincent Meyer (2012 : 64) précise que les actions menées dans le cadre de ces communications comprennent « une amélioration des services au citoyen, le développement d'une démocratie de proximité, la promotion des infrastructures et des services à la population, la conception de supports d'information (…), la création d'événements et de manifestations publiques, les relations de presse ».

La communication publique se doit d'être à l'écoute des interrogations des populations locales et au service de l'amélioration des services au citoyen est à l'origine d'une valorisation territoriale. Mais la localisation géographique de certains gouvernorats ainsi que leurs données contextuelles que ce soient économiques, sociales, culturelles ou autres font que certaines régions sont défavorisées par rapport à d'autres. Cela pose différentes questions et notamment par quels dispositifs communicationnels et informationnels assurer la valorisation de ces territoires ? Comment parvenir à l'instauration de démarches collectives de développement ? Comment assurer la participation des acteurs locaux à cette valorisation territoriale ? En Tunisie, la réalité de la communication publique, passe par la conception d'un Système d'information régional (SIR) afin d'assurer un développement régional basé sur une bonne gouvernance locale. Le SIR a pour objectif de regrouper l'ensemble des acteurs du développement régional autour d'un système unique afin d'assurer l'organisation, le stockage et la diffusion des informations aux niveaux national, régional et local. Le SIR « véhicule »

donc la communication entre le gouvernement et les différentes structures régionales, entre les gouvernorats, entre la population et ses structures de développement, ainsi qu'entre le gouvernement et la population. Le regroupement des informations à travers le SIR constitue aussi un espace d'information et de décision pour les différents ministères et un souci de transparence et de communication plus ouverte avec la population locale. . Des informations d'ordre économique et social sont capitalisées suite à une identification préalable des variables clés pour chaque région. Le renforcement et la consolidation de la concertation entre les différents acteurs de développement institutionnels se fait à travers le SIR. Un échange communicationnel et informationnel harmonisé se fait au sein même du gouvernorat et de façon transversale et interrégionale. En effet le ministère du développement et du plan considère que la valorisation régionale ne peut être atteinte qu'à travers l'approche participative essentiellement entre des partenaires institutionnels que suggère le SIR. En bonne logique, les objectifs du SIR devraient améliorer les services rendus au citoyen en lui expliquant le projet politique lui assurant un bien être et vivre là où il est voire en le dissuadant de tout projet de migration. Ce système a toutefois connu plusieurs travers et dérives comme l'appropriation des données à des fins politiques, la mauvaise utilisation des technologies numériques, un manque au niveau des données collectées caractérisé par une mauvaise qualité de ces dernières et une fiabilité limitée. L'expertise limitée quant à la collecte et la diffusion des données a, par exemple, entrainé la non uniformisation des méthodologies utilisées pour la collecte et l'analyse des données. La non implication des acteurs locaux et leur manque de participation au processus de mise en place du SIR est aussi à l'origine des travers et dérives de ce système d'information régionale. La valorisation des gouvernorats passe par le déploiement de dispositifs informationnels et communicationnels supposant la participation des acteurs locaux pour une meilleure atteinte des objectifs. L'implication de ces acteurs au processus de valorisation territoriale est primordiale pour l'atteinte des objectifs. Ainsi la communication publique devrait être revue et modifiée. L'ère de la parole unique et des décisions imposées est révolue. Une approche communicationnelle participative pour le développement des régions jusque-là au reclus est de vigueur. Ainsi a-t-on vu une tentative d'approche participative pour le développement qui a été instaurée par le ministère du développement régional à travers ces différentes structures. Nous développerons les pratiques dans le cadre de cette approche dans la section qui suit.

2.1.5. Nabeul, Médenine perspective d'approche participative

Parler d'une tentative d'approche participative pour le développement territorial peut se faire à présent vu les remises en question au niveau de différents procédés qui ont été entreprises essentiellement dans le cadre d'une décentralisation engagée. L'innovation la plus remarquable dans le travail du ministère du développement et de la coopération internationale et bien évidemment toutes les structures sous sa tutelle c'est l'initiation d'un plan de développement participatif. Ce plan de développement répondrait de façon spécifique à la problématique de développement dans chaque région. L'élaboration de ce dernier se fait suite à une concertation et un échange d'information avec les acteurs régionaux, la population locale et les communautés impliquées. Un plan de développement soutenu et durable pour les régions ne peut se faire qu'à travers l'approche participative qui assure l'adhésion des acteurs locaux. L'adhésion et l'implication des acteurs locaux renforcerontle capital connaissance établie suite aux échanges d'informations entre les différents partenaires de développement. Ainsi un plan de développement participatif ne peut se faire sans une validation préalable des acteurs locaux en question. L'étape la plus importante de l'élaboration de ce plan est l'étape du diagnostic. À ce state s'effectue la caractérisation en profondeur des atouts et contraintes de la région que ce soit d'ordre environnemental économique ou social. Cette étape représente un moment intense en termes d'échange d'information et d'apprentissage mutuel entre les différents partenaires. Le CGDR ainsi que l'ODS ont revu la procédure préalable au plan de développement comprise dans l'étape du diagnostic. Ces derniers ont aussi revu la procédure d'élaboration du plan de développement régional en prenant plus en compte les acteurs territoriaux.

Les différentes étapes de cette procédure sont initiées par la direction de la planification et des statistiques. Durant la première phase de cette procédure, des réunions sont organisées pour l'identification des problématiques de développement au sein de la direction précitée. Suite à cette identification basée sur le SIR, SIG, et enquêtes spécifiques, des membres de cette direction assistent les autorités régionales dans l'élaboration des plans et programmes. La deuxième étape comprend essentiellement l'identification et l'élaboration de stratégie de développement pour chaque gouvernorat, région. Ces stratégies sont élaborées en collaboration entre la structure centrale et les bureaux de développement régional.

Au cours de l'étape trois un processus d'arbitrage entre les différentes propositions est élaboré. L'étape quatre marque le début de la formulation des propositions de programmes et d'actions comprises dans le plan de développement. Durant l'étape cinq d'autres journées de consultations régionales sont organisées afin de revérifier si les programmes et actions sélectionnés correspondent effectivement aux besoins réels de la population locale.

L'étape six concerne l'harmonisation de différentes propositions afin qu'il y ait une réelle correspondance avec les priorités de la région. Pour l'étape sept, il y a une coordination de toutes les informations recueillies et leur traitement avec l'organisation de visite sur le terrain pour le rapprochement des différentes stratégies proposées. L'étape huit concerne la formulation finale de ces différentes propositions dans le cadre du plan de développement, dont la réalisation des actions envisagées s'étale sur une période de cinq ans.

Une fois les différents programmes et actions à entreprendre fixés et formulés dans le cadre du plan de développement, ce dernier est mis en application. Cependant le suivi des étapes de réalisations du plan est transmis au service de suivi et de contrôle. La procédure de suivi comprend aussi différentes étapes qui peuvent suggérer des remises en question sur le plan de l'application ou bien même des remises en question de certains projets qui s'avèrent inadéquats à la région suite à des réunions et échanges d'informations entre les différents partenaires. Cette étape se fait suite à une consultation régionale assistée par les bureaux régionaux de développement. Au-delà des pratiques de communication comprises dans les pratiques de diagnostic et d'élaboration du plan de développement régional à travers le SIR et le SIC, le CGDR ainsi que l'ODS ont recours à d'autre pratique communicationnelles visant l'échange et le transfert d'informations et de connaissances que nous développons dans la section suivante.

2.2. Accord de jumelage, communication et transfert de connaissances

Le réseau Rhône-Alpes d'appui à la coopération[18] (RESACOOP) considère que le jumelage « représente une action qui peut impliquer l'ensemble de la population de deux collectivités : milieu associatif, scolaire, sportif, groupements de femmes, de jeunes... C'est pourquoi il est

[18] Un organisme qui conseille et accompagne les organisations de la région Rhône-Alpes, engagées dans des actions de coopération et de solidarité internationales avec les pays en développement et en transition économique

essentiel d'effectuer la mise en place d'un jumelage en collaboration avec la société civile. La coopération décentralisée a beaucoup évolué depuis ses débuts. Aujourd'hui, il s'agit avant tout de mettre en place une relation durable fondée sur le partenariat. Les collectivités locales possèdent des compétences spécifiques en matière de gestion communale ou urbaine, et en matière de démocratie locale qui constituent des axes de travail propres à la coopération décentralisée. C'est ainsi que la phase préparatoire de la mise en place d'un jumelage est très importante et doit se décider en commun accord avec les partenaires ». Le jumelage signifie ainsi l'implication d'acteurs territoriaux dans deux régions différentes qui induit une communication, un transfert d'information, un partage d'expériences et de connaissances et ainsi une capitalisation de savoirs et savoir-faire.

Le MDCI a engagé des programmes de jumelage avec l'union européenne en faveur des différentes structures de développement afin d'assurer une communication et un échange d'expérience. Un programme d'appui à la mise en œuvre de l'accord d'association (P3A) fixe les échanges qui doivent se faire, les objectifs à réaliser, les résultats à atteindre. Dans le cadre de ce programme deux projets majeurs ont été entamés. Un premier projet visait le renforcement des capacités des organismes de développement en matière de promotion des investissements privés pour assurer le développement des régions. Un deuxième projet visait le renforcement des capacités institutionnelles du centre de formation et d'appui à la décentralisation.

Dans ce cadre du premier projet des accords communicationnels et de transfert d'expériences ont été établis avec des résultats attendus pour la gestion des ressources humaines, les partenariats et mise en réseau, les métiers des ODR, et l'information et communication.

Les projets de jumelage avec ces finalités communicationnelles ont été établis avec les ODR, cela a donné lieu à « une collection de six guides méthodologiques (information économique territoriale, méthode des créneaux, marketing territorial, banque de données sur les espaces industriels, accompagnement des entrepreneurs, le Comité Régional) de bonne qualité, qui conservent toute leur valeur comme base du futur jumelage » MDCI-UE (2006).
Pour assurer la concrétisation de ces objectifs visés un Conseiller Résident de Jumelage CRJ, veille au passage de l'information aux ODR et la coordination entre le MDCI et les ODR pour une capitalisation des connaissances et un transfert et diffusion aux acteurs concernés pour

l'atteinte des objectifs visés en terme d'impulsion des investissements privés et un meilleur partenariat public-privé.

Le deuxième projet initié en 2011 toujours dans le cadre du programme P3A « vise à soutenir l'effort engagé par la Tunisie dans la mise en œuvre d'une politique décentralisée de gestion des fonctionnaires territoriaux, répondant à des impératifs politiques, sociaux et économiques et en renforçant les capacités institutionnelles du Centre de formation et d'appui à la décentralisation (CFAD) » MDCI-UE (2011 : 4)

Dans le cadre du P3A divers accords de jumelage ont été établis avec les ODR. Dans la section qui suit nous mettons en évidence les projets engagés avec le CGDR et ceux engagés avec l'ODS.

2.2.1. CGDR et projets de jumelage

Depuis l'année 2011, le CGDR s'est entretenu avec le conseiller aux affaires internationales de la Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale DATAR pour raviver la coopération dans le cadre du P3A en faveur des ODR. Ces projets sont initiés pour des échanges d'expériences et de connaissances, et pour le transfert de compétences pour l'initiation d'observatoires au niveau des régions favorisant le développement local. Nous y retrouvons un projet autour du partage de bonnes pratiques pour l'élaboration de politiques agricoles et rurales, entre des pays de l'UE et de la méditerranée. Ou encore le *Cross-borders co-operation* (CBC) qui facilite l'échange de bonnes pratiques et de connaissances pour des initiatives communautaires de coopérations décentralisées comme :

- ✓ Programme Tunisie-Italie : 1 Projet «*EquiMeDev*»
- ✓ Programme Bassin Méditerranée : 2 Projets «*Local-Sats*» et«*EGRE-JOB*».
- ✓ Jumelage avec la ville El Jadida au Maroc depuis 1985
- ✓ Jumelage avec Montélimar France depuis 2001
- ✓ Jumelage avec Seto Japon depuis 2004

2.2.2. ODS et projets de jumelage

Pour la région de Médenine divers projets de jumelage ont été développés par l'ODS.

- Un projet de coopération entre la Tunisie et l'Italie pour le renforcement des savoirs de l'ODS en matière d'actions en faveurs de petites et moyennes entreprises.
- Un autre projet pour la coopération avec le gouvernement suisse et l'agence allemande de la coopération internationale GIZ pour bénéficier d'un échange d'expérience pour assurer un développement durable pour la région.
- Une coopération technique entre le conseil régional de la région de Médenine et le conseil régional du département de l'Héraut de Montpellier pour assurer une aide aux jeunes entrepreneurs dans le cadre d'une plateforme d'initiatives locales.
- Un Projet de coopération Tuniso-japonaise pour une planification du développement du sud de la Tunisie.

L'échange communicationnel qui se fait dans le cadre de jumelage est bénéfique pour l'enrichissement d'expériences pratiques et des savoirs et savoir-faire institutionnels. Cela aura une répartition bénéfique sur le développement de la région. Mais aussi une communication qui cible une communauté bien précise qu'est la diaspora incite cette population à des manifestations de solidarité en faveur de leur région. Nous verrons dans la section qui suit les pratiques communicationnelles ayant pour cible les tunisiens résidents à l'étranger.

2.3. Communication publique pour une diaspora active

Les efforts du gouvernement dans le cadre de programmes et de politiques communicationnelles pour à la fois soutenir la diaspora et assurer sa mobilisation pour le développement de leur région d'origine et de leur pays. L'organisation internationale pour les migrations (OIM) considère qu'il faut adopter une politique stratégique pour assurer la mobilisation, la création de conditions favorables et l'autonomisation de la diaspora pour faciliter l'implication dans le processus de développement.

Pour instaurer une stratégie de communication efficace, le gouvernement tunisien à travers l'office des tunisiens à l'étranger (OTE) en collaboration avec l'OIM bureau de Tunis ainsi

qu'avec les ODR veille tout d'abord à connaître les caractéristiques de la diaspora afin d'instaurer et d'adapter un dialogue pour cette population. Pour cela, différentes études sont faites par l'OTE et l'OIM pour définir et caractériser le profil de cette population et engager une communication adéquate. D'après l'OTE (2012), la diaspora tunisienne est au nombre de 1.2 23.213 soit 11.3% de la population totale avec un pourcentage d'homme qui a atteint 63.5%, tandis que les femmes ne représente que 36.5%. Dans cette population 22.7% sont des jeunes de moins de 18 ans et ces jeunes sont binationaux à raison de 35.5%.

La diaspora tunisienne est majoritairement à raison de 84.5% dans les pays de l'Europe, alors que les pays arabes accueillent 12.3%, 3% sont aux USA et au canada, 0.2% en Afrique, et 0.1% en Asie et en Australie. La répartition socioprofessionnelle de la communauté tunisienne, révèle une composition de 40,1% ouvriers, 6,8% des cadres, 4,2% des professions libérales, et 14,3% de la communauté sont des retraités, des femmes au foyer ou des chômeurs.

Des structures institutionnelles spécifiques établissent la communication avec la diaspora comme l'OTE ou l'IOM en se basant sur des données récoltées par les structures partenaires.

La manière avec laquelle l'OTE donne un aperçu sur la diaspora tunisienne sur son site est considérée comme un discours adressé pour raviver le sentiment d'appartenance et encourager cette population à participer au développement du pays.

« Les Tunisiens à l'étranger sont perpétuellement considérés comme une partie prenante de la Tunisie et ce de par le rôle de premier plan qu'ils jouent dans la préservation de l'image rayonnante de la Tunisie à l'étranger ainsi que leurs apports considérables à l'économie nationale.

C'est dans cette perspective, que l'OTE engage avec détermination son action, une action qui ambitionne d'adopter à leur égard une politique sociale se basant sur les principes suivants :

- ✓ La protection des droits et acquis des Tunisiens à l'étranger dans les pays d'accueil, la défense de leurs intérêts et la sauvegarde de leur dignité et ce, en facilitant leur intégration positive et agissante

- ✓ La préservation des fondements de l'identité nationale et le renforcement des sentiments d'appartenance à la mère-patrie
- ✓ La prémunition des Tunisiens à l'étranger des dangers de la marginalisation, de l'isolement et de l'assimilation
- ✓ Le renforcement de la participation des Tunisiens à l'étranger au processus de développement » site de l'OTE (2014)

Au-delà de ce portail d'échange communicationnel, ces structures gouvernementales mettent à la disposition de cette population des mécanismes consultatifs pour la création d'un environnement favorable pour le retour et l'investissement de cette population en Tunisie. Cette communication autour du développement des régions d'origine de la diaspora et les mesures prises pour faciliter le retour et l'investissement de cette population en Tunisie ont contribué au développement de plusieurs secteurs d'activité.

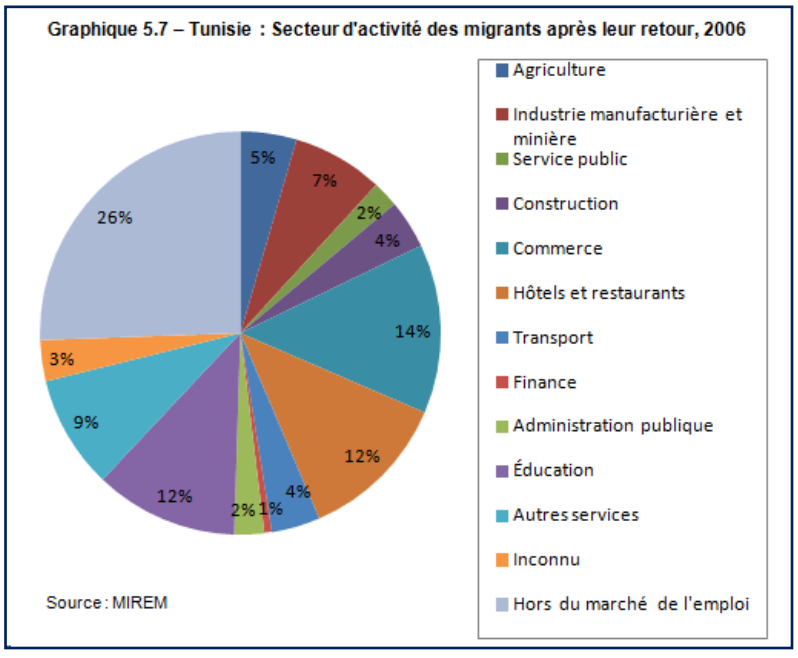


Figure 18.Étude faite dans le cadre du projet Migration de retour au Maghreb (MIREM) (2006)

Cette étude faite par le MIREM en 2006 nous montre que 26% de la diaspora est hors du marché de l'emploi alors que 14% investissent dans le commerce, 12% dans l'éducation et 12% dans l'hôtellerie et la restauration.

Habib Louizi Directeur général de l'OTE affirme en 2012 que « le rôle économique de la communauté tunisienne à l'étranger est fondamental : leurs transferts atteignent une moyenne annuelle de 600 million d'euros, avec un taux de croissance annuel moyen de 8.9%, dont un peu plus des deux tiers se font sous forme de transferts monétaires, ce qui constitue la quatrième source de devises du pays, représentant 5 % du PIB et 23% de l'épargne nationale. » (2012 :1). L'importance du rôle que joue la communauté tunisienne à l'étranger pour le développement du pays ainsi que les objectifs visés par le gouvernement tunisien et ses différentes structures en termes d'augmentation des transferts, de valorisation du potentiel économique de la diaspora ou de procédures facilitant l'investissement des migrants. Toutes ces données ont orienté la politique de communication envisagée envers cette population vers la mise en place d'un guichet unique avec pour objectifs de :

« Regrouper les services dédiés aux tunisiens résidants à l'étranger (TRE) (une forme opérationnelle de la coordination institutionnelle) ;

- Assurer la visibilité de ces services ;
- Prendre en charge rapidement le TRE (services rendus sur place-information-orientation plus ciblée ».

Ainsi les pratiques communicationnelles établies par les institutions gouvernementales ainsi que leurs partenaires doivent-elles instaurer un climat de confiance, établir des incitations ou encore éclairer les possibilités offertes pour une meilleure mobilisation de la diaspora.

L'enquête menée par l'OTE en collaboration avec le ministère des affaires sociales (MAS) et l'OIM bureau de Tunis en 2012 révèle un degré d'attachement des TRE à leur pays essentiellement à la région d'origine très significatif. 65% ont exprimé leur intention de retour dont 72% visant le retour à la région d'origine.

Gouvernorat	Montant envoyé par Poste par migrant 1989	Revenu migratoire (D)
Médenine	536.1	142
Nabeul	328.5	51.75

Tableau 17. Montants transférés des TRE pour Médenine et Nabeul Belhedi.A (1989 : 11)

Pour nos deux régions d'investigation, une étude menée par Amor Belhedi (1989 : 11) dévoile que les montants transférés par les TRE de Médenine sont beaucoup plus importants que la région de Nabeul.

Ainsi, a-t-on vu la politique communicationnelle adressée à la diaspora tunisienne et l'influence qu'elle estime atteindre sur le degré d'appartenance au pays ainsi qu'à la région, mais aussi les objectifs visés en termes de développement régional à travers des transferts monétaires ou des investissements. Dans la section qui suit nous traitons les pratiques communicationnelles des régionaux ou de la société civile avec des revendications identitaires ayant des objectifs de valorisation pour la région.

2.4 Revendications identitaires et pratiques communicationnelles valorisantes

Au-delà de la communication publique qu'engage le gouvernement pour assurer une valorisation territoriale, la population locale ainsi que la société civile ont recours à des dispositifs communicationnels pour assurer la promotion et l'attractivité de la région.

Pour la région de Nabeul, des associations locales gèrent des sites web pour promouvoir leur région et assurer sa visibilité à l'échelle internationale. Nous trouvons le site Nabeul info (2014) qui est « un site autofinancé et indépendant, crée par un groupe de webmasters indépendants qui le financent depuis sa création en 2010 et appuyé par des jeunes de la ville ».

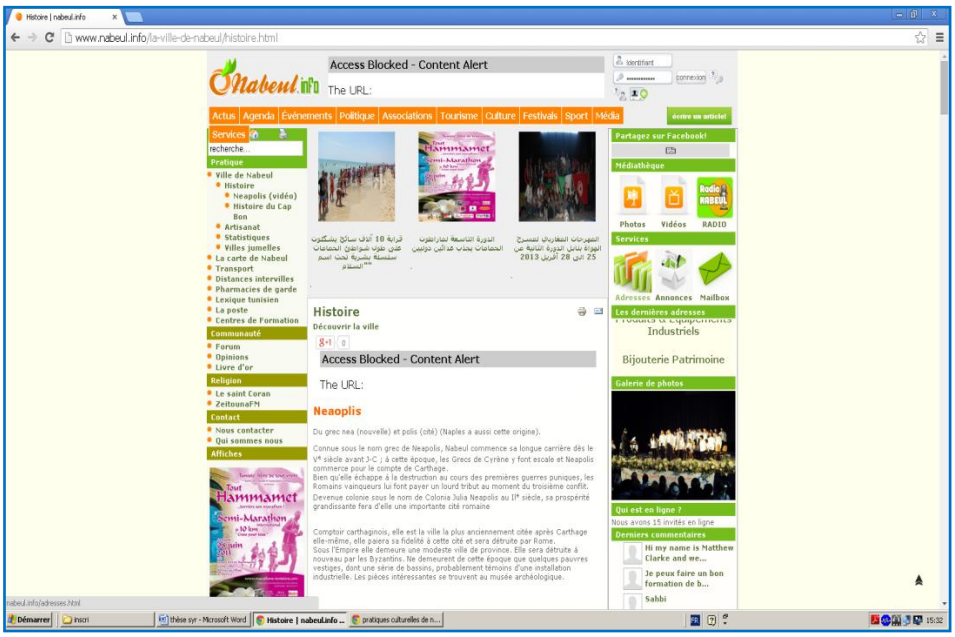


Figure 19. Nabeul.info (2014)

Dans ce site nous trouvons différents espaces dédiés à la ville de Nabeul selon divers angles (Histoire, l'artisanat, les statistiques et les villes jumelles, la carte, le transport, les distances inter-villes ou encore le lexique tunisiens employé dans la région), ainsi qu'un espace dédié à la communauté comportant un forum, des opinions ainsi qu'un livres d'or.

Les objectifs à atteindre pour ce groupe de jeunes sont au nombre de quatre :

« Faire connaître et valoir visuellement notre ville aux yeux du monde entier par une série de galeries photos prises par notre équipe, des galeries de photos anciennes prises de quelques partenaires ou envoyées continuellement par les visiteurs du site web, galeries de visites virtuelles et photos panoramiques des places de la ville ».

La galerie photo de ce site expose le patrimoine matériel de la région et met en valeur une architecture moderne, l'artisanat et la poterie transmise d'une génération à une autre, ainsi que les richesses naturelles de la région. Certaines de ces photos portent les noms de ceux qui les ont prises, d'autres sont plus dialectales à l'exemple de « *Weldbled* » qui littéralement se traduit par « originaire de la région » », ou « compatriote » et qui exprime un sentiment d'appartenance.

« Combler le vide que connait la ville et ses habitants en matière d'information. Nos moyens sont : un mailing hebdomadaire, une revue de presse quotidienne sur le site, un agenda des événements de la ville et notre fil RSS d'actualité ». Nabeul-info 2014. Ce site a aussi un objectif d'apport d'information à la population locale. Cet échange d'information est interactif se faisant à travers des mails auxquels peuvent réagir les habitants de la région.

« Créer un espace de partage d'idées et de connaissances entre nabeuliens, capbonistes, tunisiens et tout le monde. L'espace membre sert aussi à toute personne qui veut ajouter des articles et contributions littéraires, des contributions modérées par notre équipe de rédaction ». Nabeul-info (2014). Les connaissances, les savoirs et savoir- faire propre à cette population sont partagés dans ce site, qui est ainsi un espace de capitalisation et de diffusion aux régionaux et aux extrarégionaux.

« Promouvoir les acteurs de l'espace culturel nabeulien par le biais de création gratuite de pages destinées aux associations ou artistes de la ville, afin de leur offrir une première présence ou présence supplémentaire sur internet » Nabeul-info (2014). Mis à part la promotion de la région, l'apport informationnel, et le partage des connaissances, nous relevons des manifestations de solidarité en faveur d'autres régionaux. Ce site apporte un support professionnels aux associations et artistes de la ville en mettant à contributions les connaissances et les savoirs faire de cette associations en faveur de la promotion des artistes ou d'autres associations nabeuliennes.

Un autre site Nabeul.net dédié à cette région a été élaboré par une nabeulienne faisant partie de la communauté des TRE dans le cadre d'une association, si nous examinons les termes mis en ligne pour expliciter les raisons de la création de ce site nous retrouvons des termes à forte revendication identitaire, un lien d'attachement assez significatif ainsi que des manifestations de solidarité frappantes. *« Est-il bien nécessaire de le préciser et n'est-ce pas une vérité première que chacun de nous, breton ou gascon, chilien ou canadien, sénégalais ou irlandais, a la voix qui s'émeut et l'œil qui s 'éclaire au simple souvenir du pays, de la province, de la ville, du village, du quartier où il est né pauvre ou riche. Vous l'avez deviné : parisienne d'adoption loin de Ma Tunisie, j'ai saisi cette 1ere expérience sur le Net pour essayer de retrouver le soleil, la chaleur, la luminosité, la convivialité de Nabeul ma ville natale et bien sûr vous faire partager ce plaisir pour vous inviter vous-même à y aller vivre quelques jours*

les mêmes joies qui furent miennes. Peut être me direz-vous alors quelles découvertes furent les vôtres ? Peut être les Nabeuliens au pays me raconteront ils que rien n'a changé de Nabeul si belle de mon enfance et mon adolescence ? Peut être les Nabeuliens Exilés comme moi retrouveront-ils avec nostalgie leur Nabeul à eux ? Peut être nous d'ici et ceux d'ailleurs évoquerons nous les mêmes émotions, les mêmes souvenirs ? Peut être... Peut être... tout est possible sur le Net ... Je vous emmène avec moi ... Traversons la Méditerranée ... Nabeul la blanche, la sereine nous attend au milieu des jasmins, des orangers et de mûriers ».

Promouvoir sa région malgré la distance, la faire connaître, et insister les gens à la visiter reflète un sentiment d'appartenance à la région. Ce site est aux couleurs des richesses naturelles nabeuliennes.

La présentation de ces espaces est faite de façon qui met en valeur les richesses et les spécificités régionales. Les espaces que nous retrouvons sur ce site sont dédiées à plusieurs objets. La découverte du Cap Bon et de Nabeul (histoire, géographie, ville, *sine qua none)*. Le passé et le présent de la région en termes de patrimoine matériel poterie, mosaïques, distillation de fleurs, immatériel savoir faire, pratiques culturelles et traditions. Les informations quotidiennes de la région, ainsi qu'un espace dédié à l'échange d'informations.



Figure 20. Nabeul.net (2014)

L'association Nabeul.net a été crée en 2002 avec pour objectif la promotion de la ville de Nabeul avec divers objectifs :

« - Identifier et attirer des partenaires économiques qui désirent investir à Nabeul et dans la région du Cap-Bon ;

- ✓ vendre des produits locaux et régionaux ;
- ✓ concevoir et réaliser des sites Internet pour des individus, associations, institutions, artisans, commerçants, entreprises, etc. afin de faire connaître et promouvoir leurs activités ;
- ✓ collecter, produire et gérer la diffusion de tous documents multimédia permettant de renforcer toutes les actions de l'Association : images, sons, vidéos ;
- ✓ renforcer le développement des échanges entre les pays francophones et la région du Cap Bon par le biais de l'organisation de manifestations interculturelles, de rencontres, de voyages, etc ». Nabeul.net (2014).

Cette association vise la mise en relation de tous les acteurs et partenaires potentiels (associations, institutions publiques et privées, artisans, commerçants, entreprises, population locale...) afin de faciliter la mise en place d'actions prévues pour « l'épanouissement de la région de Nabeul ». Ces actions sont soient économiques« affaires, investissements, bourses de stage et d'emplois, locations de vacances, logements, immobilier, locations diverses, offres de loisirs » interculturelles « jeux ; concours, voyages ; découvertes, archéologie, littérature et philosophie, arts et sports, philatélie, gastronomie, parfums et fragrances nabeuliennes..».

Ainsi relevons-nous des pratiques communicationnelles initiées par la société civile et la population locale de Nabeul émanant d'un sentiment d'appartenance intense envers la région. Ces pratiques ont pour objectif la valorisation de la région et l'assurance de son attractivité et son rayonnement à l'échelle internationale. Cet objectif est explicité dans l'approche communicationnelle adoptée.

Pour la région de Médenine, nous n'avons pas retrouvé de sites développés par la société civile dédiés à tout le gouvernorat. Un site et un blog ont été développés particulièrement pour

Djerba une ville du gouvernorat de Médenine. L'association de sauvegarde de l'île de Djerba a développé le site Djerba.net.



Figure 21. Djerba.net (2014)

Cette association se déclare comme objectif la sauvegarde de l'île de Djerba en faisant connaître cette région. Les moyens et dispositifs pour parvenir à cet objectif n'ont pas été clairement explicités. Nous retrouvons divers espaces dédiés à la présentation de l'histoire, des sites historiques et de la géographie de la ville. Ainsi que la présentation du djerbien son histoire, son caractère son comportement et la promotion du savoir-faire artisanal auquel il tient.

Pour assurer la communication un forum est tenu pour cette finalité, mais les échanges par mail et les diffusions d'informations utiles concernant le quotidien de la région ne sont pas fournis sur ce site.

Pour Médenine les pratiques communicationnelles initiées par la société civile, la population locale ou encore la diaspora pour assurer la promotion de la région et développer son attractivité sont assez restreintes. Nous avons relevé la présence de diverses associations soutenues par le Programme des nations unies pour le développement (PNUD). Ces dernières ont des objectifs multiples comme la conservation des *Ksours* et conservation du patrimoine

de Beni Khdech, la culture et le développement de Ben Guerdane. Ces associations n'ont pas un portail de communication à travers le net ce qui restreint les adhésions et limite l'atteinte des objectifs.

Ainsi relevons-nous une différence significative entre nos deux régions d'étude en termes d'initiatives communicationnelles pour la promotion de leur région. Les sites développés par les nabeuliens sont nombreux, structurés avec un objectif clair et confirmé qu'est la promotion de leur région. L'expression d'un ancrage identitaire d'un fort degré d'appartenance ainsi que les manifestations de solidarité est clairement explicité dans ces sites. Alors que pour la région de Médenine les sites de communication et de promotion sont quasi inexistants quelques uns sont dédié à Djerba dans l'intention de sauvegarder cette région et de la promouvoir.

3. Sentiment d'appartenance et sélection des actions de développement

Une étude qualitative est entreprise afin de relever l'impact du sentiment d'appartenance sur les choix qui se font des actions à entreprendre pour le développement de la région. Cette étude est faite à travers des entretiens semi-directifs adressés à des responsables institutionnels, non institutionnels ainsi que leurs partenaires.

Ainsi dans cette section, nous décrirons l'enquête qualitative que nous avons faite auprès de quatre-vingts responsables dans la région de Médenine ainsi que dans celle de Nabeul. Dans l'objectif de faire l'inventaire des actions envisagées pour le développement de la région et d'établir un lien entre le choix établis et le sentiment d'appartenance à la région. Nous allons décrire la démarche, la construction du questionnaire, le choix du public cible, puis présenter et analyser les résultats.

Dans une première phase, nous essayons d'identifier les sentiments liant les individus à leur région ainsi que les actions qu'ils envisagent pour le développement de cette dernière. Nous allons prendre ces différents facteurs pour notre modélisation. Pour cette identification, nous avons établit un guide d'entretien adressé aux responsables institutionnels, non institutionnels et leurs différents partenaires. Pour notre objectif et afin de cerner la nature du sentiment d'appartenance de ces acteurs envers leur région nous leur avons posé trois questions :

1. Est-ce que vous vous voyez vivre toute votre vie dans une même région ?
2. Comment jugez-vous le fait de changer de région ?
3. A laquelle de ces instances avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout? Délégation ? Gouvernorat ? Etat ?

L'identification et l'inventaire des différentes actions envisageables en termes de développement étaient à travers une seconde série de questions :

4. En pensant à votre région, quels sont les mots et expressions, qui peuvent le mieux la définir?
5. Diriez-vous que, pour le développement de votre région, vous avez un rôle à jouer ?
6. En pensant au développement de votre région, quelles sont les pratiques et /actions qui vous viennent à l'esprit ?

Ce guide d'entretien devrait ainsi nous accorder deux types d'informations. Certaines relatives au sentiment d'appartenance à la région et aux intentions de départ de cette dernière. D'autres relatives aux actions envisageables pour le développement de la région.Le guide d'entretien comporte trois parties :

- ✓ Une introduction
- ✓ Des questions d'identification
- ✓ Des questions ouvertes déterminant le lien à la région en terme d'identité attachement et solidarité. Et des questions ouvertes déterminant le rôle envisagé pour le développement de la région ainsi que sa concrétisation en actions.

Les questions d'identification concernent essentiellement : le sexe, l'âge, la profession (responsable dans le secteur public, responsable dans le secteur privé, ou fonction libérale), le lieu d'exercice (Nabeul ou Médenine), ainsi que la région d'origine.

Les questions ouvertes ont été rédigées de la manière la plus simple possible pour ne pas limiter le champ des réponses et avoir le maximum de propositions possibles.

Une comparaison faite au préalable avec d'autres enquêtes menées par Jean Frisou (2011), Christine Bougeard Delfosse (2010), nous a décidés à viser 80 réponses pour l'atteinte de notre objectif. Parvenir à 80 réponses en prévoyant un taux de réponse de 70 % nous a menés à distribuer environs 115 guides d'entretien.

Notre population cible se trouve dans la région de Nabeul et de Médenine vu que nous menons une étude comparative entre les deux régions.

Nous voulions soumettre 115 guides d'entretien pour y parvenir nous nous sommes adressés aux responsables au sein du CGDR et de l'ODS qui nous ont introduit dans leurs bureaux régionaux de développement. Des entretiens ont été établis avec des responsables de ces bureaux puis à leurs tours, ils ont fait en sorte de nous présenter dans le but de faciliter l'accès à leurs différents partenaires que ce soient publics, privés ou acteurs de la société civile. Notre objectif au début était d'établir des entretiens enregistrés mais devant la réticence de ces responsables nous avons été conduits à prendre des notes sur place, ou à leur remettre le guide d'entretien afin qu'ils y répondent dès qu'ils auront le temps. D'autres entretiens ont été envoyés à travers les adresses e-mails. Nous avons dû envoyer plusieurs rappels, certains n'ont pas donné suite d'autres ont pris plusieurs mois pour nous adresser leurs réponses. Cela à plus au moins ralenti la progression de notre recherche et perturbé notre planning.

3.1. Population de responsables et rapport à la région

La première partie du guide d'entretien est consacrée aux questions d'identification, cette partie nous révèle la nature de notre échantillon.

sexe	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	2	2,5%
Masculin	43	54,4%
féminin	34	43,0%
TOTAL OBS.	**79**	**100%**

54.4 % de notre échantillon sont des hommes.

Age	Nb. cit.	Fréq.
Non réponse	2	2,5%
18 ans -25 ans	0	0,0%
26ans- 30ans	5	6,3%
31ans- 40ans	44	55,7%
41ans- 60ans	28	35,4%
61ans et plus	0	0,0%
TOTAL OBS.	79	100%

Moyenne = 3,30 Ecart-type = 0,59

La tranche d'âge la plus représentée dans notre échantillon est marquée par la présence de responsables entre 31 et 40 ans à raison de 55.7%

Profession	Nb. cit.	Fréq.
Responsable dans le secteur pub	46	58,2%
Responsable dans le secteur priv	16	20,3%
Fonction libérale	17	21,5%
TOTAL OBS.	79	100%

Les responsables dans le secteur public sont à raison de 58.2%

Lieu d'exercice	Nb. cit.	Fréq.
NABEUL	35	44,3%
MEDENNE	44	55,7%
TOTAL OBS.	79	100%

55.7 % de nos répondants sont de la région de Médenine.

La réponse à la question : « est-ce que vous vous voyez vivre toute votre vie dans une même région ? », nous révèle une donnée assez saisissante, en effet 44.9 % de nos répondants sont fermes dans leur réponse et répondent par une négation de suite, ils ne se voient pas vivre toute leur vie dans leur région d'origine. Si on ne se limite pas aux négations fermes d'autres réponses signifient aussi une intention de départ de la région. Nos répondants nous affirment « je peux très bien aller ailleurs », « je peux changer de région pour mes sollicitations personnelles et professionnelles », « pour un meilleur poste je peux très bien m'installer ailleurs ». Ainsi, constatons-nous que certains responsables expriment une négation ferme

sans même accorder d'explication alors que d'autres justifient leur choix par des obligations personnelles et professionnelles. Les intentions de départ pour différentes raisons que ce soit personnelles ou professionnelles sont de l'ordre de 22.1%. Alors que ceux qui sont contre le départ de la région et qui argumentent leur choix de vie dans la même région représentent 6.5%.

Si nous passons à « l'appréciation de l'intention de départ de la région », 14.4 % de notre échantillon apprécient le fait de changer de région pour eux cela pourrait être positif, 11.9 % de cet échantillon jugent que le départ de la région malgré qu'il soit difficile est envisageable et ils justifient ce choix toujours par des obligations personnelles ou professionnelles. 3.9 % de cet échantillon jugent que le départ de la région est difficile. Cela ne serait pas envisageable pour cette population. En effectuant un croisement entre le faite de vouloir partir de la région et la région d'origine nous obtenons saisissons que 13.95 % des bonnes appréciations de départ de la région sont originaires de Médenine.

À la question : « à la quelle de ces instances avez-vous l'impression d'appartenir le plus ? » 66.2 % de nos répondants affirment appartenir le plus à l'état dont 56 % de la région de Médenine et 44 % de la région de Nabeul. Tandis que 24.7 % affirment appartenir au gouvernorat dont 38.8 % de la région de Médenine et 62.2 % de la région de Nabeul. Uniquement 7.8 % affirment leur appartenance à la délégation dont 83.3 % de la région de Médenine et 16.6 % de Nabeul.

Concernant la question : En pensant à votre région quels sont les mots et les expressions qui peuvent mieux la définir ? 5.2 % de nos répondants disent que tout simplement la région représente l'État ou le « Bled » pour eux. Les répondants de la région de Nabeul la définissent avec plusieurs expressions élogieuses pour eux c'est leur région natale synonymes de « fierté » de « fertilité » » de beauté »… c'est « un pôle touristique », « richesse », « prospérité », « terre natale », une « partie de mon existence », « mon existence », « mes repères », « mes attaches » … Alors que les répondants de la région de Médenine présentent des adjectifs assez sévères pour leur région « climat aride », « sécheresse », richesses mal exploitées »… À l'exception de la délégation de Djerba ou nous retrouvons les expressions élogieuses « l'île des rêves », « la beauté », « mes origines », « mon enfances », « ma terre natale », « mes attaches », « mon futur ».

Quant au questionnement :« avez-vous un rôle à jouer pour le développement de votre région ? » 98.7 % de nos répondants jugent qu'ils ont un rôle à jouer vu leur travail et leur expérience. Alors que 1.3 % jugent qu'ils n'ont pas tout à fait de rôle à jouer dans le développement au niveau régional vu qu'il y a une centralisation des décisions au niveau des directions centrales.

Pour la dernière question : « en pensant au développement de votre région quelles sont les pratiques et actions qui vous viennent à l'esprit ? », nous avons eu de multitudes de réponses dont 2.8 % de nos répondant pensent qu'il faut faire des réunions avec les personnes de la région afin qu'elles soient plus conscientes de l'environnement et les enjeux du développement de la région. D'autres suggestions se réfèrent aux domaines de travail des répondants certains suggèrent le développement de l'agriculture, du tourisme, du secteur de l'industrie alors que d'autres proposent des actions d'ingénierie comme la transmission de l'information à la population locale, l'apport d'assistance aux jeunes entrepreneurs ou aux entreprises déjà établies, la modification des modes d'action de l'administration en termes de partage et de diffusion de l'information, la prise en compte de l'avis de la population locale pour les actions de développement.. Toutes ces actions peuvent être répertoriées en dispositifs d'intelligence économique territoriale et de knowledge management territorial. Certaines réponses impliquent la population locale des régions et considèrent leurs jugements, avis, confort et bien être dans la région, ces réponses ont contribué pour partie au développement des items de l'ITP. Le tableau qui suit récapitule les termes et expressions évoquées par les responsables en relation avec les différentes dimensions du sentiment d'appartenance de l'ITA et de l'ITP.

		Nabeul	Médenine
Sentiment d'appartenance	Identité à la région	C'est une partie de moi-même C'est les amis, c'est la famille, ma terre natale, mes souvenirs, mes connaissances, mes proches ma vie, mon futur, mon évolution, mon existence	C'est mon enfance, ma famille, mes proches, mes souvenirs, mes amis, mon identité
	Attachement à la région	ma terre natale, je ne me vois pas ailleurs, j'y suis attaché, mes repères, ma référence, mes attaches	ma référence, mes attaches, ma terre natale, mes origines
	Solidarité envers la région	-oui j'ai un rôle, certainement j'ai un rôle, évidemment,	oui nécessairement, de part mon travail c'est évident, c'est certain,

		obligatoirement, o	j'aurais même un rôle très important
Intelligence économique territoriale	Pratiques de surveillance de l'environnement	M'informer sur les différentes innovations, voir les compagnes communicationnelles des autres régions, communiquer sur les évolutions futures avec la direction centrale, diagnostic informationnel local	Collecter l'information à l'échelle régionale, s'informer sur les méthodes de travail effectuées ailleurs, s'informer sur les innovations technologiques
	Pratiques de protection du patrimoine immatériel	Gérer l'information et l'actualiser, sécuriser les bases de données	Communiquer certaines informations à un niveau restreint, sécuriser les bases de données, limiter l'accès à certaines informations
	Pratiques d'influence sur l'environnement	Faire des compagnes publicitaires, faire connaître notre travail à travers l'organisation d'événements, organiser des journées de rencontre entre professionnels, prise de parole à travers les médias	Véhiculer une bonne image du pays à travers des compagnes publicitaires, accorder des entretiens à travers les radios ou la presse écrite
Knowledge management territorial	Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	Gérer notre base de données, tenir des manuels de procédure, formalisation des connaissances	Centralisation des données recueillies, archives des documents de travail
	Partage et diffusion des connaissances	Faire connaître les spécificités locales, diffuser l'information à travers notre lotus, communiquer les connaissances acquises sur notre travail	Organiser des réunions de travail pour assurer l'évolution des ressources humaines transférer notre culture locale, communiquer le savoir-faire artisanal
Intelligence territoriale perçue	Appréciation des dispositifs de développement	Participer activement au développement, travailler en partenariat avec d'autres acteurs, susciter l'intérêt de la population régionale, communiquer nos choix à la population locale	Etablir des partenariats public-privé, communiquer nos choix localement et échanger l'information avec la population locale, former des experts et les intégrer dans le processus de développement
	Échange d'informations avec les acteurs de développement	Diagnostiquer les besoins réels et être à l'écoute de la population locale, ajuster les programmes selon les attentes, prise en compte des avis	Collaborer et échanger l'information avec les acteurs de développement, informer les investisseurs sur les moyens de bénéficier d'exonération, informer les jeunes diplômés sur les procédures de création d'entreprises
	Évaluation du développement de la région	Faire en sorte de retenir les compétences locales, attirer les investisseurs parmi la population d'immigrés à l'étranger	Attirer les diplômés ayant des compétences, faire en sorte qu'ils trouvent un milieu favorable pour travailler et lancer des entreprises, attirer les investisseurs parmi la population d'immigrés à l'étranger, limiter la vague de migration

Tableau Grille de lecture des réponses des responsables des régions de Nabeul et de Médenine

Notre recherche théorique ainsi que l'exploration de notre terrain d'étude, à travers une recherche qualitative, nous ont permis de formuler un certain nombre d'hypothèses. Nous vérifierons la validité de ces dernières et celle de notre modèle de recherche à travers notre recherche quantitative.

Les hypothèses initialement développées à vérifier à travers le test du modèle relatif à l'ITA et le sentiment d'appartenance à la région sont les suivantes :

Hypothèses
✓ H1 Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'IET
H1-1 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques d'influence de l'environnement
✓ H1-2 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de surveillance sur l'environnement
✓ H l-3 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de protection du patrimoine immatériel
✓ H1-4 L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques d'influence de l'environnement
✓ H1-5 L'attachement à la région est positivement associé et aux pratiques de surveillance sur l'environnement
✓ H1-6 L'attachement à la région est positivement associé et aux pratiques de protection du patrimoine immatériel
✓ H1-7 La solidarité à la région est positivement associée aux pratiques d'influence de l'environnement
✓ H1-8 La solidarité à la région est positivement associée aux pratiques de surveillance sur de l'environnement
✓ H1-9 La solidarité à la région est positivement associée aux pratiques de protection du patrimoine immatériel
✓ H2 Le sentiment d'appartenance est positivement associé au KMT
✓ H2-1 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire
✓ H2-2 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de diffusions des connaissances
✓ H2-3L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire
✓ H2-4 L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de diffusions des connaissances

✓ H2-5 La solidarité à la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire
✓ H2-6 La solidarité à la région est positivement associée aux pratiques de diffusions des connaissances

Les hypothèses développées au fur et à mesure de l'évolution de notre travail en se référent au deuxième modèle confirmatoire de notre recherche sont articulées comme suit :

Hypothèses
✓ H3 Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITP
✓ Hypothèse 3-1 L'identité à la région est positivement associée à l'Appréciation des dispositifs de développement
✓ Hypothèse 3-2 L'identité à la région est positivement associée à l'échange d'informations avec les acteurs de développement
✓ Hypothèse 3-3 L'identité à la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région
✓ Hypothèse 3- 4 L'attachement à la région est positivement associé à l'Appréciation des dispositifs de développement
✓ Hypothèse 3-5 L'attachement à la région est positivement associé à l'échange d'informations avec les acteurs de développement
✓ Hypothèse 3-6 L'attachement à la région est positivement associé à l'évaluation du développement de la région
✓ Hypothèse 3-7 La solidarité à la région est positivement associée à l'Appréciation des dispositifs de développement
✓ Hypothèse 3-8 La solidarité envers la région est positivement associée à l'échange d'informations avec les acteurs de développement
✓ Hypothèse 3-9 La solidarité envers la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région

CHAPITRE IV. RESULTATS ET DISCUSSIONS

L'étude de l'intelligence territoriale dans les régions est retracée en ayant recours à des recherches sur les dispositifs d'IE et de KM. La sélection de ces dispositifs est influencée par le sentiment d'appartenance à la région qui traduit une certaine attitude envers celle-ci. Dans notre travail, nous avons comme objectif de voir comment ces dispositifs sont intégrés, désintégrés ou réintégrés au niveau du territoire. Cette intégration ou désintégration est influencée par un sentiment d'appartenance qui guide l'adoption d'une certaine attitude d'identité, d'attachement ou de solidarité envers la région. Mais aussi nous verrons comment ce sentiment d'appartenance est amené à évoluer suite à l'intégration de ces dispositifs. Nous avons ainsi mis l'accent sur l'interrelation de ces construits dans deux régions de la Tunisie : Nabeul et Médenine.

Suite à positionnement positiviste aménagé, nous avons entamé une démarche hypothético-déductive. La vérification de nos hypothèses s'est faite en se basant sur la triangulation, notre recherche est à la fois qualitative et quantitative. Nos investigations visent à trouver une réponse à notre problématique en confirmant ou en infirmant nos hypothèses.

Avoir recours à la triangulation nous permettra d'assurer l'exactitude des résultats. Nous effectuons une comparaison des données recueillies à travers des méthodes qualitatives et quantitatives poursuivies indépendamment l'une de l'autre. Selon Miles et Huberman (2003 : 3),« La triangulation est censée confirmer un résultat en montrant que les mesures indépendantes qu'on a faites vont dans le même sens, ou tout au moins ne le contredisent pas ». En effet, la triangulation accroitra la profondeur de notre analyse. Cela a été confirmé par Denzin (1998: 6), *« tow or more qualitative methods may be used sequentially or simultaneously, provided the analysis is kept separate and the methods are not muddled* ». L'assurance d'une compréhension complète du phénomène que nous étudions passe par plusieurs méthodologies car cela nous permet de récolter des connaissances différenciées. Ainsi la triangulation nous permettra-t-elle de cerner l'interrelation existante entre le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région et les dispositifs d'IT déployé dans la région.

La première section sera consacrée à l'enquête quantitative. Notre démarche ainsi que la démarche avec laquelle nous avons construit notre questionnaire adressé aux responsables des régions seront décrites dans cette section. Nous présenterons les résultats et l'analyse de notre

première enquête. L'analyse de ces résultats nous permettra de valider nos hypothèses et notre modèle de recherche.

La deuxième section quant à elle sera consacrée à notre deuxième enquête quantitative adressée à la population locale de chaque région nous expliciterons notre construit ainsi que le choix de notre population cible. Cela nous permettra de présenter nos résultats de recherche. Nous verrons si les résultats de cette deuxième enquête vont dans le même sens que ceux de la première enquête ou s'il y a une remise en question.

1. Attitude envers la région et sélection de dispositifs de développement

Une étude quantitative est entreprise afin de relever l'impact du sentiment d'appartenance sur les choix qui se font des actions à entreprendre pour le développement de la région. Cette étude est faite à travers des entretiens et questionnaires adressés à des responsables institutionnels, non institutionnels et leurs partenaires, ainsi que des questionnaires administrés à la population locale de chaque région.

Dans cette section, nous décrirons l'enquête quantitative que nous avons faite auprès de quatre-vingts responsables dans la région de Médenine et celle de Nabeul, ainsi que l'enquête quantitative effectuée auprès de 110 citoyens de la population locale dans notre terrain. L'objectif est de faire l'inventaire des actions envisagées pour le développement de la région, d'évaluer l'appréciation de ces dernières par la population locale et d'établir un lien entre le choix des individus et le sentiment d'appartenance à la région.

Notre questionnaire comprend :

- Une introduction
- Des questions d'identification
- Des questions fermées déterminant le lien à la région en termes d'identité, attachement et solidarité. D'autres questions fermées déterminent le rôle envisagé pour le développement de la région ainsi que sa concrétisation en actions.

Les questions d'identification concernent essentiellement : le sexe, l'âge, la profession (responsable dans le secteur public, responsable dans le secteur privé, ou fonction libérale), le lieu d'exercice (Nabeul ou Médenine), ainsi que la région d'origine.

Dans une première phase dans les deux questionnaires, nous essayons d'identifier la nature du lien à la région des responsables et de la population locale. La deuxième phase dans le questionnaire destiné à la population des responsables est consacrée à la sélection opérée des dispositifs d'IT (ITA). Quant à la deuxième phase de celui destiné à la population locale, cette dernière est consacrée à la manière dont ils perçoivent l'IT (ITP). Nous prenons ces différentes variables pour notre modélisation. Nos deux questionnaires sont présentés dans les annexes.

Une comparaison faite au préalable avec d'autres enquêtes menées par Jean Frisou (2011), Christine Bougeard Delfosse (2010), nous a décidé de viser 80 réponses pour l'atteinte de notre objectif. Parvenir à 80 réponses en prévoyant un taux de réponse de 70 % nous a mené à distribuer environs 115 questionnaires.

Notre population cible se trouve dans la région de Nabeul et de Médenine vu que nous menons une étude comparative entre les deux régions.

Nous voulions soumettre 115 questionnaires. Pour y parvenir, nous nous sommes adressés aux responsables au sein du CGDR et de l'ODS qui nous ont accueillis dans leurs bureaux régionaux de développement. Des questionnaires ont été adressés à des responsables de ces bureaux, puis à leur tour, ils ont fait en sorte de nous présenter dans le but de faciliter l'accès à leurs différents partenaires que ce soient publics, privés ou acteurs de la société civile. D'autres entretiens ont été envoyés à travers les adresses e-mails. Plusieurs rappels ont été envoyés vu le non aboutissement de certains, plusieurs mois ont aussi été nécessaires pour avoir une partie de nos réponses. Cela à plus au moins freiné la progression de notre recherche et troublé nos projets.

En ce qui concerne la population locale, nous avons visé 110 réponses pour l'atteinte de notre objectif et en prévoyant un taux de réponse de 70 %, nous avons distribué environs 150 questionnaires.

1.1. Analyse exploratoire

Dans cette partie, nous étudions les caractéristiques statistiques des deux échantillons (la population locale et les responsables) en fonction de leur répartition géographique, du genre, de l'âge et de la catégorie socioprofessionnelle. Nous analysons également la fiabilité des échelles de mesure qui sont employées dans l'étude de l'interaction entre le sentiment d'appartenance la région et l'intelligence territoriale.

Cette analyse exploratoire sera clôturée par la mise en œuvre d'une analyse en composante principale afin de déterminer les axes factoriels et d'analyser la variance de chaque concept.

Une analyse descriptive par tri simple a été effectuée pour les deux populations en question. Pour la population locale les données suivantes ont été révélées.

1.1.1. Analyse descriptive par tri simple pour la population des responsables

Variable	Modalité	Effectifs	Pourcentage
Genre	Féminin	43	55,8%
	Masculin	33	42,9%
Lieu d'exercice	Responsable dans le secteur public	38	49,4%
	Responsable dans le secteur privé	39	50,6%
Âge	18 ans-25 ans	2	2,6%
	26 ans-30 ans	3	3,9%
	31 ans-40 ans	55	71,4%
	41 ans-60 ans	17	22,1%

Tableau Descriptif de notre population de responsables

À la lumière de ce tableau, on peut extraire les observations suivantes :

La population des responsables se caractérise par une présence élevée du genre féminin en raison de 55.8 % du total des individus enquêtés.

Concernant le lieu d'exercice, on constate que le pourcentage des responsables du secteur publique et du secteur privé est presque le même, soient 49.4% pour le secteur publique contre 55.6% pour le secteur privé.

Pour la variable âge on constate que le pourcentage le plus élevé correspond à la classe d'âge entre 31 ans et 40 ans. Ceci montre que la majorité des responsables sont considérés comme des jeunes cadres, dont le potentiel est généralement important.

1.1.2. Analyse descriptive par tri simple pour la population locale

Variable	Modalité	Effectifs	Pourcentage
Catégorie socio-professionnelle	Employé dans le secteur public	29	27,6%
	Employé dans le secteur privé	31	29,5%
	Fonction libérale	12	11,4%
	Étudiant	21	20,0%
	Sans emploi	12	11,4%
Genre	Féminin	49	46,7%
	Masculin	56	53,3%
Lieu d'exercice	Nabeul	55	52,4%
	Médenine	50	47,6%
Âge	18 ans-25 ans	22	21,0%
	26 ans-30 ans	29	27,6%
	31 ans-40 ans	42	40,0%
	41 ans-60 ans	12	11,4%

L'examen du tableau des statistiques de la population locale montre que l'échantillon étudié est répartie entre 53.3 % des hommes (n=56) et 46.7 % des femmes (n= 49). Ces individus appartiennent à deux régions différentes et assez éloignées l'une de l'autre. La première région couvre le gouvernorat de Médenine et la deuxième couvre le gouvernorat de Nabeul. Soient 47.6 % des enquêtés sont de Médenine contre 52.4 % de la région de Nabeul.

Concernant la catégorie socioprofessionnelle des individus interviewés, les statistiques montrent que le pourcentage le plus élevé correspond à ceux qui sont employés dans le secteur privé en raison de 29.5 %. Les employés du secteur public représentent une

proportion importante de l'ordre de 27.6 %. Les employés dans les deux secteurs public et privé représentent plus que 50% de la population totale (soit 57.1 %). Le reste est réparti entre ceux qui exercent des fonctions libérales, les étudiants et les individus sans emplois.

1.2. Analyse de la fiabilité des échelles de mesure

À l'aide du coefficient de corrélation « Alpha de Cronbach », on a examiné la fiabilité de nos échelles. Ce coefficient est un indicateur permettant de mesurer la fiabilité des différents items censés contribuer à mesurer un phénomène donné.

Ainsi, cette démarche sera appliquée pour l'ensemble des variables de notre recherche, sentiment d'appartenance, ITP et ITA.

1.2.1. Fiabilité des échelles pour la population des responsables

Dans notre recherche nous avons pris en compte trois dimensions du sentiment d'appartenance : l'identité à la région, l'attachement à la région et la solidarité envers la région. Cinq dimensions de l'ITA : pratiques de surveillance de l'environnement, pratiques de protection du patrimoine immatériel, pratique d'influence sur l'environnement, capitalisation sur les savoirs et savoir-faire et partage et diffusion des connaissances. Nous allons apprécier ces dimensions pour notre population de responsables.

- ✓ **L'identité à la région**

L'appréciation de la variable identité à la région s'effectue par le biais d'un groupe de trois items. La valeur caractéristique Alpha de Cronbach calculée en retenant les trois propositions est de 0.513.

La suppression de la troisième proposition permet une amélioration significative de la valeur de l'indice qui passe à 0.607. Elle indique une cohérence interne acceptable du groupe d'items, c'est une valeur satisfaisante pour une analyse exploratoire.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 3. Ce qui indique une forte identification à la région.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Je me sens vraiment chez moi dans ma région	3,13	,702	,179	,607
Je m'identifie un peu à ma région	3,45	,331	,455	,161
Je ressens ma région comme une partie de moi-même	3,58	,327	,417	,249

Tableau 18. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable identité à la région

Pour Lucy Baugnet (1990 : 113), « Tout individu est inséré dans une multitude de groupes d'appartenance au travers desquels il manifeste son appartenance à la société, son rapport aux autres et à l'environnement et à travers lesquels il manifeste son identité psychosociale en processus didactique permanant […] » le sentiment d'appartenance conditionne l'identité psychosociale de l'individu qui se construit en rapport aux autres et à l'environnement. Cela est confirmé par Jean Frisou (2012 : 30) qui considère que « L'identité d'une personne ne se construit pas à partir des différences ou des ressemblances entre elle et d'autres personnes, mais aussi à travers les choses et les lieux dans lesquelles elle les trouve ».

Les individus s'identifient à la région en s'y sentant vraiment chez eux. En ce sens, nous relevons que 95% se sentent chez eux dans leur région à raison de 40% de la région de Nabeul et 35% de la région de Médenine. Nous relevons aussi que 63.7 % de notre population s'identifient un peu à la région 36.25 % à raison de 36.25 % de la région de Nabeul et 27.5 % de la région de Médenine.

	Faible identité Pas d'accord	Forte identité D'accord
Je me sens vraiment chez moi dans ma région	5%	95%
Je m'identifie un peu à ma région	36.3%	63.7%
Je ressens ma région comme une partie de moi même	52.5%	46.3%

Tableau 19. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable identité à la région

✓ L'attachement à la région

L'appréciation de la variable attachement à la région est possible par le biais d'un groupe de trois items. La valeur caractéristique Alpha de Cronbach pour les trois propositions est de 0.397 en supprimant la troisième proposition cette valeur est devient 0.496. Elle indique une cohérence interne assez acceptable du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de déterminer que deux de nos items possèdent une moyenne supérieure à 3, alors que pour le troisième item la moyenne est égale à 2.91 traduisant un attachement à la région assez élevé.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Je suis très attaché(e) à ma région	3,21	,224	,321	,116
Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région	3,64	,261	,337	,069
Quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir	2,91	,545	,092	,496

Tableau 20. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable attachement à la région

Dans une région où il y a un fort degré d'attachement, pour Bahy fleury (1996), Mc Andrew (1998), Jean Frisou (2012 : 30) « Quand on réside durablement dans un lieu, ou quand on est amené à le quitter, des sentiments positifs d'enracinement ou négatifs de déracinement peuvent être éprouvé. Le concept d'attachement au lieu élaboré en psychologie appréhende la

facette affective du lien entre l'individu et son lieu de vie ». Les individus sont dépendants au point de se sentir déracinés loin de la région, dans ce sens nous relevons que 65 % sont très attachés à la région à raison de 57.40 % de la région de Nabeul et 42.59 % de la région de Médenine, 72.5 % ne se sentent pas déracinés s'ils doivent partir loin de leur région à raison de 70% de la région de Nabeul et 30% de la région de Médenine. Nous relevons aussi que 95 % de notre population sont heureux en revenant à la région dont 52.63 % de la région de Nabeul et 47.36 % de la région de Médenine.

	Faible attachement Pas d'accord	Fort attachement D'accord
Je suis très attaché(e) à ma région	31.3 %	67.5 %
Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région	72.5%	25 %
Quand je m'absente de ma région, je suis heureux (se) d'y revenir	3.5 %	95 %

Tableau 21. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable attachement à la région

✓ **La solidarité envers la région**

L'appréciation de la variable solidarité envers la région est possible par le biais d'un groupe de quatre items. En gardant ces quatre items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est de 0.173 cependant la suppression du premier item améliore significativement cette valeur qui devient 0.624. Elle indique une bonne cohérence interne du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de cette variable identité nous permet de relever que deux de nos items possèdent une moyenne supérieure à 3. Ce qui indique une très forte solidarité envers la région.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
1.8. Dans mes choix je privilégie d'abord les intérêts de ma région	3,12	,215	,447	-,017[a]
1.9. C'est important pour moi d'aider ma région à se développer	2,57	,572	,062	,622

1.10. J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région	3,32	,329	,392	,154

Tableau 22. **Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable solidarité envers la région**

Un fort degré d'attachement, pour Bahy fleury (1996), Mc Andrew (1998), les individus qui s'identifient à leur lieu de vie sont prédisposés à des comportements solidaires en sa faveur. Jean Frisou (2012 : 31) « si nous aimons notre lieu de vie, nous jugerons utiles toutes les initiatives qui tendent à le préserver et inutiles, voire dangereuses toutes celles qui le mettent en péril ». Si nous nous intéressons à la solidarité de nos responsables envers leurs régions, nous relevons que 90 % sont solidaires de leur région à raison de 54.16 % de la région de Nabeul et 45.83 % de Médenine. Mais malgré cette solidarité exprimée envers la région, nous relevons que 58.8 % ne privilégient pas l'intérêt de la région en premier lieu dont 48.93 % de la région de Nabeul de la région et 51.06 % de Médenine. 91.3 % jugent que c'est important d'aider la région à se développer à raison de 52.05 % de la région de Nabeul et 47.94 % de la région de Médenine. Malgré qu'ils soient solidaires et qu'ils jugent important d'aider la région, 78.8 % de notre population n'évitent pas d'acheter ailleurs ce qu'ils peuvent trouver dans leur région dont 53.96 % de la région de Nabeul et 46.03% de Médenine.

	Faible solidarité Pas d'accord	Forte solidarité D'accord
Je me sens très solidaire de ma région	8.8 %	90 %
Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région	58.8%	40 %
C'est important pour moi d'aider ma région à se développer	6.3 %	91.3 %
J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région	78.8 %	20 %

Tableau 23. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable solidarité envers la région

Nous avons apprécié les variables du sentiment d'appartenance en termes de fiabilité, de tendance centrale et de fréquences. À présent, nous apprécions les variables de l'intelligence territoriale adoptée.

✓ Les pratiques de surveillance de l'environnement

Pour apprécier les pratiques de surveillance de l'environnement, nous avons suggéré l'avis des répondants à propos de onze propositions. En gardant ces quatre items la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est de 0.524. Cependant, la suppression des trois items améliore significativement cette valeur qui devient 0.663. Elle indique une bonne cohérence interne du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de cette variable nous permet de relever que quatre de nos items possèdent une moyenne supérieure à 12, alors que pour les deux autres items la moyenne est supérieure à 11. Cela indique un recours aux pratiques de surveillance de l'environnement...

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Surveillance et anticipation des innovations technologiques	12,40	2,497	,288	,654
Surveillance et anticipation des évolutions de l'environnement	11,85	2,807	,233	,658
Faire appel à des acteurs institutionnels pour information	11,85	2,751	,289	,648
En se basant sur les axes de développement renouvellement des axes de recherches d'informations	12,13	2,167	,516	,584
Un plan de collecte de l'information est actualisé	12,21	2,055	,588	,559
Les informations collectées, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées	11,83	2,648	,430	,623
Une ou des personnes coordonnent la gestion des informations	12,04	2,660	,185	,680
Pour s'informer, faire appel à des organisations professionnelles	11,85	2,666	,376	,631

Tableau 24. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable pratiques de surveillance de l'environnement

Assurer l'IET se fait à travers plusieurs pratiques comme les pratiques de surveillance de l'environnement pour Corine Cohen (2012 : 2) « surveillance, veille et intelligence se situent sur un continuum allant vers une forme de surveillance de plus en plus globale, proactive et impliquée dans le processus de décision stratégique.».

63.3 % de notre population jugent que dans le cadre de leur travail, ils n'ont pas recours aux pratiques de surveillance et d'anticipation des innovations technologiques dont 51.02 % de la région de Nabeul et 49.08 % de la région de Médenine. Pour l'actualisation du plan de collecte d'information les avis sont mitigés d'accord à raison de 53.8 %. Nos répondants sont fortement d'accord avec toutes les autres pratiques de surveillance de l'environnement, les pourcentages les plus frappants sont le recours aux acteurs institutionnels pour le recueil d'information à l'ordre de 86.3 % et le recours aux organisations professionnelles pour le recueil d'information qui s'élève à 86.3 % ainsi que la formalisation, l'exploitation et la diffusion de l'information de 87.5 % dont 54.28 % de la région de Nabeul et 45.71 % de la région de Médenine.

	Faible recours aux PSE Pas d'accord	Fort recours aux PSE D'accord
Surveillance et anticipation des innovations technologiques.	61.3 %	32.5 %
Surveillance des concurrents	46.3%	47.5 %
Surveillance des fournisseurs	20 %	73.8 %
Surveillance et anticipation de l'environnement	12.5 %	81.3 %
Recours aux acteurs Institutionnels pour information	10 %	86.3 %
Recours aux organisations Professionnelles pour informations	10 %	86.3 %
Recours aux clients et fournisseurs pour information	20 %	72.5 %
Définir les axes de recherche d'information à travers les axes de développement	35 %	61.3 %
Actualiser le plan de collecte d'information	42.5 %	53.8 %
Formalisation et exploitation différente de l'information	8.8 %	87.5 %
1 ou 2 personnes gèrent l'information	31.3 %	65 %

Tableau 25. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable pratiques de surveillance de l'environnement

✓ Les pratiques de protection du patrimoine immatériel

L'appréciation des pratiques de protection du patrimoine immatériel se fait par le biais de quatre propositions. En gardant ces quatre items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est de 0.481, cette valeur indique une cohérence moyenne du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de cette variable nous permet de relever que nos items possèdent une moyenne supérieure à 4, ce qui indique un recours aux pratiques de protection du patrimoine immatériel.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Déposer des brevets, des codes logiciels...	4.63	,942	,256	,432
Réactualiser les procédures et les modalités de sécurité de son système d'information	4.36	1,023	,292	,402
Sensibilisation du personnel en matière de sécurité et de protection de l'information	4.71	,886	,331	,357

Recours à des moyens juridiques avec ses salariés	4.72	,964	,241	,446

Tableau 26. **Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel**

En évoquant le patrimoine immatériel, le guide de l'intelligence économique pour la recherche établit par le CNRS (2010 : 10) « La gestion de ce patrimoine nécessite la mise en place de mesures de protection, qu'elles soient juridiques ou opérationnelles, visant à préserver l'intégrité, la disponibilité et la confidentialité de l'ensemble de ces informations ».

47.5 % de nos responsables ont déclaré avoir recours au dépôt de brevets, codes ou modèles pour sécuriser le patrimoine immatériel de l'institution dans laquelle ils travaillent à raison de 44.72 % de la région de Nabeul. Ce taux est beaucoup plus important dans la région de Médenine 55.26 %. Nos responsables estiment réactualiser les procédures de sécurité du système d'information à raison 75 %. Les responsables des deux régions accordent de l'importance à ces pratiques. Nous relevons le fait que 52.5 % de nos responsables ne sont pas d'accord avec la sensibilisation du personnel en matière de protection de l'information. Ce taux est en majorité dans la région de Médenine 54.28 %. 55 % de nos responsables ne sont pas d'accord avec l'utilisation des moyens juridiques avec les employés comme les clauses de confidentialité ou de non concurrence, ce désaccord est plus important dans la région de Nabeul 54.54 %.

	Faible recours aux PPPI Pas d'accord	Fort recours aux PPPI D'accord
Dépôt de brevets, codes…	46.3 %	47.5 %
Réactualiser les procédures de sécurité du système d'information	21.3%	75 %
Sensibilisation du personnel pour la protection de l'information	52.5 %	43.8 %
Recours à des moyens juridiques avec les salariés	55 %	41.3 %

Tableau 27. **Les fréquences relatives des indicateurs de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel**

✓ Pratiques d'influence sur l'environnement

Apprécier les pratiques d'influence sur l'environnement est possible à travers quatre propositions. En gardant ces quatre items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est de 0.743, cela indique une bonne cohérence du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de cette variable nous permet de relever que nos items possèdent une moyenne supérieure à 5, ce qui indique un recours aux pratiques d'influence sur l'environnement.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Procéder à des actions de communication par le biais de certains médias.	5,26	1,070	,496	,707
Influencer l'environnement /certaines organisations professionnelles	5,35	,998	,461	,729
Solliciter des organisations parapubliques pour influencer leurs décisions	5,32	,989	,505	,702
Solliciter des organisationspubliques pour influencer leurs décisions	5,31	,875	,701	,585

Tableau 28. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable pratiques d'influence sur l'environnement

L'IT se basant sur des dispositifs d'IE et de KM or l'IE repose sur des relations d'influence sur l'environnement cela a été confirmé par plusieurs auteurs notamment Sophie Laviret (2001:11) « l'IE peut se concevoir comme une relation d'influence entre l'organisation et les acteurs qui pourraient la contraindre ».

Nos répondants confirment ce recours aux pratiques d'influence sur l'environnement. Ces derniers procèdent à des actions de communication par le biais des médias à raison de 80%, à raison de 57.81 % de la région de Nabeul et 42.18 % de Médenine. 70 % de cette population estiment avoir recours aux pratiques d'influence sur l'environnement à travers certaines organisations professionnelles. Ces responsables sollicitent des organismes parapublics afin d'influencer leurs décisions avec des taux de 72.5%. Cette pratique est plus importante dans la région de Nabeul 60.03 % alors que pour Médenine, ce taux est de 39.65 %. Nous relevons de même que 73.8% sollicitent les organismes publics à raison de 57.62 % dans la région de Nabeul et 42.37 % de la région de Médenine.

	Faible recours aux PIE Pas d'accord	Fort recours aux PIE D'accord
Action de communication par le biais des médias	16.3 %	80 %
Influencer l'environnement à travers certaines organisations professionnelles	26.3%	70 %
Solliciter des organisations parapubliques, pour influencer leurs décisions	23.8 %	72.5 %
Solliciter des organisations publiques pour influencer leurs décisions	22.5 %	73.8 %

Tableau 29. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable Pratiques d'influence sur l'environnement

✓ Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire

La capitalisation sur les savoirs et savoir-faire est évaluée à travers deux items. En gardant ces deux items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est de 0.629, elle indique une bonne cohérence du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de cette variable nous permet de relever que nos items possèdent une moyenne supérieure à 1.85, ce qui indique un faible recours à la capitalisation sur les savoirs et savoir-faire.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Rédiger des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés	1,85	,133	,463	.[a]
Réaliser des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec les clients	1,89	,101	,463	.[a]

Tableau 30. Les caractéristiques de la tendance centrale de la capitalisation sur les savoirs et savoir-faire

Pour Anette Beguin-Verbrugge, le KM se fait en différentes étapes (2012 : 150) :« Il lui faut identifier et recueillir les connaissances des « experts ». Ces connaissances peuvent être d'ordre déclaratif ou procédural ; elles peuvent concerner les objets, les acteurs ou les processus mis en jeu dans l'organisation. Elles sont souvent « tacites » difficile à verbaliser pour les experts en question qu'il convient d'aider à les expliciter. Il lui faut d'autre part

modéliser et « formaliser » les connaissances concernées, c'est-à-dire mettre en forme les contenus recueillis de manière à les rendre plus facilement accessibles et utilisables.».

Le recours à la rédaction de fiches et de rapports formalisant le contenu des projets réalisés et des relations avec les clients est assez généralisé au sein des institutions publiques ainsi qu'au sein de leurs partenaires privés. Cela se fait à raison de 85 % pour les projets dont 51.47 % dans la région de Nabeul et 48.52 % dans la région de Médenine. Ce taux atteint 80 % pour la relation avec les clients dont 59.37 % de la région de Médenine et 40.62 % de la région de Médenine.

	Faible recours à la CSSF Pas d'accord	Fort recours à la CSSF D'accord
Rédiger des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés	10 %	85%
Réaliser des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec les clients	13.8%	80 %

Tableau 31. **Les fréquences relatives des indicateurs de la variable capitalisation sur les savoirs et savoir-faire**

- ✓ **Partage et diffusion des connaissances**

L'appréciation du partage et diffusion des connaissances se fait par le biais de deux items. En gardant ces deux items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est de 0.115. Cette valeur indique une faible cohérence du groupe d'items.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de cette variable nous permet de relever que nos items possèdent une moyenne supérieure à 1.54. Cela indique un faible recours aux partages et diffusion des connaissances.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Utiliser les TIC pour partager et diffuser de l'information et des connaissances entre collaborateurs	1,54	,252	,076	.[a]
Procéder à la réactualisation du référentiel de compétences	1,93	,064	,076	.[a]

Tableau 32. Les caractéristiques de la tendance centrale du partage et diffusion des connaissances

Le KM pour Anette Beguin-Verbrugge (2012 :149) s'agit surtout « d'organiser par des moyens informatiques le partage des savoirs à l'intérieur de la communauté, de créer des synergies entre les différentes formes de connaissances et de compétences présentes dans la vie collective ».

90 % de nos répondants attestent utiliser les technologies de l'information et de la communication pour le partage et la diffusion de l'information entre les collaborateurs ce taux est de 54.16 % dans la région de Nabeul et 45.83 % de la région de Médenine. Nos responsables réactualisent le référentiel de compétences à raison de 51.3 %, 54.16 % sont de la région de Nabeul et 45.83 % sont de la région de Médenine.

	Faible recours au PDC Pas d'accord	Fort recours au PDC D'accord
Utiliser les TIC pour partager et diffuser de l'information et des connaissances entre collaborateurs	6.3 %	90%
Procéder à la réactualisation du référentiel de compétences	45%	51.3 %

Tableau 33. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable partage et diffusion des connaissances

Le tableau qui suit nous récapitule les divers items de nos variables en référence à la population de responsable.

Echelle			Valeur Alpha de Cronbach	Items retenus
Sentiment d'appartenance		L'identité à la région	0.607	Je m'identifie un peu à ma région Je ressens ma région comme une partie de moi-même
		L'attachement à la région	0.496	Je suis très attaché(e) à ma région Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région
		La solidarité envers la région	0.624	Dans mes choix je privilégie d'abord les intérêts de ma région J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région
Intelligence territoriale adoptée	L'intelligence économique	Les pratiques de surveillance de l'environnement	0.663	Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des innovations technologiques Votre organisation procède à une surveillance et une anticipation des évolutions de son environnement (évolutions réglementaires, politiques, économiques, sociétales, etc.) Pour s'informer, votre organisation fait appel à des acteurs institutionnels (Agence de promotion de l'industrie, Agence de promotion des investissements agricoles, etc.) Pour s'informer, votre organisation fait appel à des organisations professionnelles (Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant, bureaux d'études ; de consulting, etc.) En se basant sur ses axes de développement, votre organisation définit et renouvelle ses axes de recherches d'informations Un plan de collecte de l'information est actualisé par votre organisation (plan qui détaille pour chaque axe de développement de votre organisation, les sources d'information, ainsi que le traitement, les destinataires et la fréquence de diffusion de l'information Les informations collectées, en dehors et au sein de votre organisation, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées Une ou des personnes coordonnent la gestion des informations pour l'ensemble de l'organisation
		Les pratiques de protection du patrimoine immatériel	0.48	Dès qu'elle le peut, votre organisation dépose des brevets, des codes logiciels, ou des modèles Votre organisation réactualise les procédures et les modalités de sécurité de son système d'information (anti-intrusion, gestion des droits d'accès, surveillance des flux, sauvegarde, cryptage, etc.) Votre organisation procède à une sensibilisation de son personnel en matière de sécurité et de protection de l'information Pour se protéger, votre organisation utilise des moyens juridiques avec ses salariés (accréditation,

				clause de non-concurrence, clause de confidentialité, etc.)
		Les pratiques d'influence sur l'environnement	0.74	Vous procédez à des actions de communication par le biais de certains médias (presse, internet, télévision, etc.) Votre organisation travaille à influencer son environnement dans le sens de ses intérêts en participant à certaines organisations professionnelles (groupes d'experts, réseaux professionnels, etc.) Votre organisation sollicite des organismes parapublics, pour influencer leurs décisions Votre organisation sollicite des organismes publics (collectivités territoriales, État, Union européenne, etc.) Pour influencer leurs décisions
	Le knowledge management	Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	0.62	Votre organisation rédige des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés (acteurs rencontrés, erreurs survenues, problèmes résolus, etc.) Votre organisation réalise des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec vos clients (problèmes rencontrés, demandes spécifiques des clients, etc.)
		Partage et diffusion des connaissances	0.11	Votre organisation utilise des technologies de l'information et de la communication (Intranet, dossiers partagés, messagerie électronique, forums de discussion, Wiki, etc.). Pour partager et diffuser de l'information et des connaissances entre collaborateurs Votre organisation procède à la réactualisation de son référentiel de compétences

Tableau 34. Récapitulatif des dimensions du sentiment d'appartenance et de l'ITA en référence à la population des responsables

Après l'étude de la fiabilité et du comportement de nos différentes variables en rapport à notre population de responsables, nous étudions dans la section qui suit les variables en référence à notre population locale.

1.2.2. Fiabilité des échelles pour la population locale

En ce qui concerne notre population locale nous avons pris en compte trois dimensions du sentiment d'appartenance : l'identité à la région, l'attachement à la région et la solidarité envers la région et trois dimensions de l'ITP à savoir l'appréciation des dispositifs de développement, l'échange d'information avec les acteurs de développement et l'évaluation du développement de la région. Nous allons apprécier ces dimensions pour notre population locale.

✓ L'identité à la région

L'appréciation de la variable identité à la région s'effectue par le biais d'un groupe de trois items. La valeur caractéristique Alpha de Cronbach calculée en retenant les trois propositions est de 0.513. Elle indique une cohérence interne acceptable du groupe d'items. C'est une valeur satisfaisante pour une analyse exploratoire.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 3. Cela indique une forte identification à la région.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Je me sens vraiment chez moi dans ma région	3,08	,667	,248	,568
Je m'identifie un peu à ma région	3,35	,346	,478	,159
Je ressens ma région comme une partie de moi même	3,57	,382	,353	,421

Tableau 35. **Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable identité à la région**

Les individus s'identifient à la région en s'y sentant vraiment chez eux. En ce sens, nous relevons que 91.8 % se sentent chez eux dans leur région à raison de 51.8 % de la région de Nabeul et 48.51 % de la région de Médenine. Nous relevons aussi que 66.4 % de notre population s'identifient un peu à la région à raison de 52.05 % de la région de Nabeul et 47.94 % de la région de Médenine. Ce qui est remarquable, c'est que 56.4 % de notre population locale ne ressentent pas la région comme une partie de soi dont 46.77 % de la région de Nabeul et 53.22 % de la région de Médenine.

	Faible identité Pas d'accord	Forte identité D'accord
Je me sens vraiment chez moi dans ma région	8.2%	91.8%
Je m'identifie un peu à ma région	33.6%	66.4%
Je ressens ma région comme une partie de moi même	56.4%	43.6%

Tableau 36. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable identité à la région

✓ L'attachement à la région

Apprécier la variable attachement à la région se fait à travers un groupe de trois items. La valeur caractéristique Alpha de Cronbach calculée en retenant les trois propositions est de 0.484. Elle indique une cohérence interne moyenne du groupe d'items, c'est une valeur satisfaisante pour une analyse exploratoire.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 3, ce qui indique un fort attachement à la région.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Je suis très attaché(e) à ma région	3,26	,308	,415	,158
Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région	3,64	,349	,288	,434
Quand je m'absente de ma région, je suis heureux (se) d'y revenir	3,03	,566	,265	,478

Tableau 37. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable attachement à la région

Les individus ayant un fort degré d'attachement à la région se sentent déracinés loin de cette dernière et sont heureux d'y revenir. Dans ce sens nous relevons que 70 % sont très attachés à la région à raison de 57.14 % de la région de Nabeul et 42.85 % de la région de Médenine. Ce qui est remarquable c'est que 69.1 % de notre population ne se sentent pas déracinés en partant loin de la région à raison de 42.10 % de la région de Nabeul et 57.94 % de la région de Médenine. 92.7 % de notre population locale sont très heureux en revenant vers leur région dont 50.98 % de la région de Nabeul et 49.01 % de la région de Médenine.

	Faible attachement Pas d'accord	Fort attachement D'accord
Je suis très attaché(e) à ma région	30%	70%
Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région	69.1%	30.9%
Quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir	7.3 %	92.7%

Tableau 38. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable attachement à la région

✓ Solidarité envers la région

L'estimation de la variable solidarité envers la région se fait à travers un groupe de quatre items. La valeur caractéristique Alpha de Cronbach calculée en retenant les quatre propositions est de 0.737. Elle indique une bonne cohérence interne du groupe d'items, c'est une valeur appréciable pour une analyse exploratoire.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 4. Ce qui indique une forte solidarité envers la région.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Je me sens très solidaire de ma région	4,29	1,206	,495	,697
Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région	4,64	1,137	,549	,666
C'est important pour moi d'aider ma région à se développer	4,30	1,137	,563	,657
J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région	4,71	1,225	,508	,689

Tableau 39. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable solidarité envers la région

Les individus de notre échantillon de population locale sont solidaires envers la région à raison de 69.1 %, 51.31 % sont de la région de Nabeul et 48.68 % sont de la région de Médenine. Malgré cette forte manifestation de solidarité envers la région, ces individus ne privilégient pas les intérêts de la région dans leurs choix. En effet, 64.6 % de cette population ne sont pas d'accord dont 46.47 % de la région de Nabeul et 53.52 % de la région de

Médenine. Malgré que 67.3 % de notre population trouvent que c'est important pour eux d'aider leur région à se développer dont 51.35 % de la région de Nabeul et 48.64 % de la région de Médenine ; les individus de cette population à raison de 72.7 % n'évitent pas d'acheter ailleurs ce qu'ils peuvent trouver dans leur région afin de contribuer au développement de cette dernière dont 47.5 % de la région de Nabeul et 52.5 % de la région de Médenine.

	Faible solidarité Pas d'accord	Forte solidarité D'accord
Je me sens très solidaire de ma région	30.9 %	69.1 %
Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région	64.6%	35.5%
C'est important pour moi d'aider ma région à se développer	32.7 %	67.3%
J'évite d'acheter ailleurs ce que peux trouver dans ma région	72.7 %	27.3 %

Tableau 40. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable solidarité envers la région

Après avoir eu une idée sur la fiabilité, la tendance centrale ainsi que le comportement des différentes dimensions du sentiment d'appartenance, nous évaluons les dimensions de l'ITP.

- ✓ **Appréciation des dispositifs de développement**

L'estimation de la variable appréciation des dispositifs de développement se fait à travers un groupe de trois items. La valeur caractéristique Alpha de Cronbach calculée en retenant les trois propositions est de 0.477. Elle indique une cohérence interne moyenne du groupe d'items, c'est une valeur appréciable pour une analyse exploratoire.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement dans la région	2,66	,420	,377	,244
Plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région	2,33	,340	,318	,362
Les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer	2,72	,548	,223	,491

Tableau 41. **Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable appréciation des dispositifs de développement**

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 2.Cela indique une appréciation moyenne des dispositifs de développement.

Pour Éric Delbecque (2005 :124), « l'intelligence territoriale est un partenariat entre les pouvoirs publics, les collectivités territoriales et les entreprises, afin d'accompagner les régions à définir une stratégie concertée de développement économique, mettre en œuvre des moyens d'anticipation, d'innovation et d'influence ainsi que déployer une stratégie de sécurité économique ». Les dispositifs d'IT sont perçus comme contribuant au développement et basés sur la collaboration entre les acteurs publics, privés et la population locale… Elisabeth Gardère et Amar Lakel soulèvent cette notion de collaboration et de concertation entre les acteurs territoriaux (2009 : 7) : « Les gouvernements, administrations, institutions, collectivités et de manière plus générale, les organisations publiques s'appuient de manière croissante sur des processus d'action collective dans un contexte de crise de légitimité de la représentation politique […]Mentionner la communication locale, c'est aussi considérer que toute personne a le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, de sa ville, de son administration, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.».Cela est cité et confirmé par Nicolas Moinet (2010 : 33) : « L'intelligence

territoriale existe véritablement lorsque s'opère une fertilisation croisée des compétences et des investissements stratégiques entre entreprises, réseaux d'entreprises, centres de recherche, centres de formation, collectivités territoriales, services de l'État ».

79.1 % de notre population locale n'apprécient pas les efforts des autorités locales pour le développement de la région dont 48.27% de la région de Nabeul et 51.72 % de la région de Médenine. Pour l'appréciation de la collaboration publique-privée pour l'instauration des dispositifs de développement, les avis sont plutôt mitigés. 50.9 % de nos répondants n'apprécient pas les dispositifs mis en place par ces acteurs à raison de 42.85 % de la région de Nabeul et 57.14 % de la région de Médenine. Le pourcentage le plus frappant est que 87.3 % de cette population interrogée considèrent que les autorités locales ainsi les acteurs publics et privés ne communiquent pas sur les dispositifs de développement dont 48.95 % de la région de Nabeul et 51.04 % de la région de Médenine. Nous relevons que l'appréciation des dispositifs de développement est plutôt mauvaise ou mitigée pour notre population locale.

	Mauvaise APD Pas d'accord	BonneAPD D'accord
Les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement dans la région	79.1 %	20.9 %
Plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région	49.1 %	50.9 %
Les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer	87.3 %	12.7%

Tableau 42. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable appréciation des dispositifs de développement

- ✓ **Échange d'information avec les acteurs de développement**

L'appréciation de la variable échange d'information avec les acteurs de développement se fait à travers un groupe de trois items. En gardant ces trois items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est faible. Cependant, la suppression de l'item « Mon avis est important pour le développement de la région » améliore significativement cette valeur qui devient 0.766. Elle indique une bonne cohérence interne du groupe d'items. C'est une valeur appréciable pour une analyse exploratoire.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 1. Ce qui indique un faible échange d'information avec les acteurs de développement.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis dans le choix dispositifs de développement	1,11	,102	,623	.[a]
Il y a une communication et un échange d'informations de part et d'autre (population /autorités locales	1,14	,124	,623	.[a]

Tableau 43. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable échange d'information avec les acteurs de développement

L'IT pour Pierre Paturel (2012 : 8) est la suivante : « il s'agit essentiellement de mettre en œuvre une interface de coopération entre les différents acteurs du territoire. D'abord, mettre en place de véritables échanges entre les acteurs privés et les acteurs publics, mais aussi permettre une véritable coopération via la mutualisation des moyens des institutions publiques et le partage d'informations.».

Alors que 86.4 % de nos répondants considèrent que leur avis est important pour le développement de la région. Ces derniers jugent aussi que les autorités locales ne prennent pas en considération leur avis pour le choix des dispositifs pour le développement régional, ce taux est de 50.02 % dans la région de Nabeul et 49.47 % dans la région de Médenine. Pour la communication et l'échange d'informations entre les autorités et la population locale autours des dispositifs de développement, 88.2 % de nos répondants trouvent que ce n'est pas le cas dans leur région à raison de 48.49 % de la région de Nabeul et 50.51 % de la région de Médenine.

	Faible EIAD Pas d'accord	Fort EIAD D'accord
Je vois que les autorités locales ainsi que leurs différents partenaires prennent en considération mon avis dans le choix des dispositifs de développement	86.4 %	13.6 %
Il y a une communication et un échange d'informations de part et d'autre (population/autorités locales	88.2 %	11.8 %

Tableau 44. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable échange d'information avec les acteurs de développement

✓ Évaluation du développement de la région

Apprécier la variable évaluation du développement de la région se fait à travers un groupe de trois items. En gardant ces trois items, la valeur caractéristique Alpha de Cronbach est faible. Toutefois, la suppression de l'item « je ne peux pas trouver ailleurs ce qu'il y a dans ma région » améliore significativement cette valeur qui devient 0.423. Elle indique une cohérence interne moyenne du groupe d'items. C'est une valeur appréciable pour une analyse exploratoire.

L'analyse de la tendance centrale des indicateurs de la variable identité à la région nous permet de relever que nos trois items possèdent une moyenne supérieure à 1. Cela indique une mauvaise évaluation du développement de la région.

	Moyenne de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Variance de l'échelle en cas de suppression d'un élément	Corrélation complète des éléments corrigés	Alpha de Cronbach en cas de suppression de l'élément
Si un jour je pars de ma région ce sera à cause de son manque de développement	1,53	,251	,269	.[a]
Je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle-ci	1,61	,240	,269	.[a]

Tableau 45. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable évaluation du développement de la région

Pour Farida Ben Abid et al (2010 : 46) « Travailler son image pour développer son attractivité est une forme d'influence dans laquelle intervient l'IT.». L'intelligence territoriale est perçue comme un facteur de développement de l'attractivité de la région. Cette idée est confirmée par

Pierre Parutel (2012 : 15) « l'IT est une très grande réussite pour les collectivités territoriales. Renforcer les capacités de prospection et d'anticipation des collectivités territoriales était un objectif majeur de la politique d'IT ».

53.6 % de nos répondants jugent qu'ils ne peuvent pas trouver ailleurs ce qu'il y a dans leur région. Et de ce fait, 60.9 % de cette population pensent quitter la région parce qu'elle manque de développement, 52.23 % sont de la région de Nabeul et 47.76 % sont de Médenine. 54.5 % se sentiraient mieux dans une région beaucoup plus développée que la leur dont 53.33 % de la région de Nabeul et 46.66 % de la région de Médenine.

	Bonne EDR Pas d'accord	Mauvaise EDR D'accord
Si un jour je pars de ma région, ce sera à cause de son manque de développement	39.1 %	60.9 %
Je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle-ci	45.5 %	54.5 %

Tableau 46. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable évaluation du développement de la région

Le tableau qui suit nous récapitule les divers items de nos variables en référence à la population locale.

Echelle		Valeur Alpha de Cronbach	Items retenus
Sentiment d'appartenance	L'identité à la région	0.52	Je me sens vraiment chez moi dans ma région Je m'identifie un peu à ma région Je ressens ma région comme une partie de moi-même
	L'attachement à la région	0.48	Je suis très attaché(e) à ma région Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région Quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir
	La solidarité envers la région	0.73	Je me sens très solidaire de ma région Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région C'est important pour moi d'aider ma région à se développer J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région
Intelligence territoriale perçue	Appréciation des dispositifs de	0.47	Je pense que les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement dans la région

	développement		Je vois que plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région Les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer
	Échange d'information avec les acteurs de développement	0.76	Je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis (et celui de la population locale) dans le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional Il y a une communication et un échange d'informations de part et d'autre (population locale/autorités locales et différents partenaires) pour faciliter le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional
	Évaluation du développement de la région	0.42	Si un jour je pars de ma région, ce sera à cause de son manque de développement Je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle-ci

Tableau 47. Récapitulatif des items des notions de sentiment d'appartenance et d'ITP en référence à la population locale

Ainsi avons-nous étudié la fiabilité, la tendance centrale ainsi que la cohérence interne des variables du sentiment d'appartenance et de l'ITA en référence à notre population de responsables. Ces études ont été effectuées pour les variables du sentiment d'appartenance et de l'ITP en référence à notre population locale. Nos notions sont composées de dimensions qui font l'objet d'une analyse en composante principale dans la section qui suit.

1.3. Tests de comparaison des moyennes

Dans la présente section nous effectuons des tests de comparaison des moyennes afin de vérifier si les tendances des réponses de notre population de responsables diffèrent de celle de notre population locale. Nous vérifions aussi si les tendances des réponses des responsables diffèrent entre la région de Nabeul et Médenine puis si la tendance des réponses de la population locale diffère entre ces mêmes régions.

1.3.1. Tests de comparaison des moyennes du sentiment d'appartenance entre les responsables et la population locale

Echelle		Valeur de la signification bilatérale
Sentiment d'appartenance	L'identité à la région	0.364
		0.997
		0.637
	L'attachement à la région	0.994
		0.228
		0.102
	La solidarité envers la région	0.0
		0.752
		0.0
		0.131

Tableau 48. Test de comparaison du SA entre population de responsables et population locale

- ✓ Ho: les Moyennes sont différentes
- ✓ H1: les Moyennes sont égales

Si la valeur de la signification bilatérale est ≤ 0.05, on rejette H0 sinon on accepte Ho. Dans notre cas la majorité des valeurs de la signification bilatérale sont > à 0.05 à l'exception des deux variables je me sens solidaire de ma région et « c'est important pour moi d'aider ma région à se développer ce qui permet d'accepter H0 (les moyennes sont différentes) entre la population de responsable et la population locale. Ces différences de moyennes sont confirmées par les caractéristiques de la tendance centrale de nos deux populations en référence au sentiment d'appartenance.

Sentiment d'appartenance	Population de responsables	Population locale
Identité à la région	Forte identité à la région	Très forte identité à la région
Attachement à la région	Fort attachement à la région	Très fort attachement à la région
Solidarité envers la région	Une solidarité moyenne envers la région	Une solidarité moyenne envers la région

Tableau 49. Comparatif du sentiment d'appartenance des responsables et de la population locale

Le tableau ci-dessus révèle que la population locale s'identifie plus à la région et y est plus attachée alors que les manifestations de solidarité envers la région sont moyennes pour les deux populations.

1.3.2. Tests de comparaison des moyennes de la population de responsable entre la région de Nabeul et la région de Médenine

Echelle		Valeur de la signification bilatérale
Sentiment d'appartenance	L'identité à la région	0.461
		0.033
		0.28
	L'attachement à la région	0.028
		0.0
		0.608
	La solidarité envers la région	0.156
		0.0
		0.519
		0.0
ITA	Pratiques de surveillance de l'environnement	0.731
		0.367
		0.132
		0.082
		0.584
		0.563
		0.767
	Pratiques de protection du patrimoine immatériel	0.165
		0.367

	Pratiques d'influence sur l'environnement	0.699
		0.315
	Pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	0.621
		0.137
	Pratiques de partage et diffusion des connaissances	0.205
		0.814

Tableau 50. Test de comparaison des moyennes de la population des responsables des deux régions de Nabeul et de Médenine

Quand la valeur de la signification bilatérale est ≤ 0.05, on rejette l'hypothèse de différence des moyennes. Dans notre cas, la majorité des valeurs de la signification bilatérale sont > à 0.05 à l'exception des deux variables en référence à l'attachement et à la solidarité envers la région, ce qui permet d'accepter l'hypothèse que les moyennes sont différentes entre la population de responsables de Nabeul et la population de responsables de Médenine. Ces différences de moyennes sont confirmées par les caractéristiques de la tendance centrale de nos deux populations.

		Région de Nabeul	Région de Médenine
Sentiment d'appartenance	Identité à la région	Forte identité à la région	Moyenne identité à la région
	Attachement à la région	Très fort attachement à la région	Assez fort attachement à la région
	Solidarité envers la région	Assez moyennes manifestations de solidarité envers la région	Moyennes manifestations de solidarité envers la région
ITA	Pratiques de surveillance de l'environnement	Très fort recours aux pratiques de surveillance de l'environnement	Assez fort recours aux pratiques de surveillance de l'environnement
	Pratiques d'influence sur l'environnement	Très fort recours aux pratiques d'influence sur l'environnement	Moyen recours aux pratiques d'influence sur l'environnement
	Pratiques de protection du patrimoine immatériel	Moyen recours aux pratiques de protection du patrimoine immatériel	Assez fort recours aux pratiques d'influence sur l'environnement
	Pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	Fort recours aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	Moyen recours aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire
	Pratiques de partage et de	Très fort recours aux	Assez fort recours aux

	diffusion des connaissances	pratiques de partage et diffusion des connaissances	pratiques de partage et de diffusion des connaissances

Tableau 51. Comparatif des tendances centrales des responsables et de la région de Nabeul et de Médenine

1.3.3. Tests de comparaison des moyennes de la population locale entre la région de Nabeul et la région de Médenine

Echelle		Valeur de la signification bilatérale
Sentiment d'appartenance	l'identité à la région	0.337
		0.234
		0.367
	l'attachement à la région	0.042
		0.027
		0.861
	La solidarité envers la région	0.914
		0.194
		0.890
		0.276
ITP	Appréciation des dispositifs de développement	0.192
		0.231
		0.240
	Échange d'informations avec les acteurs de développement	0.376
		0.407
		0.189
	Évaluation du développement de la région	0.751
		0.695
		0.893

Tableau 52. Test de comparaison des moyennes de la population locale des deux régions de Nabeul et de Médenine

La valeur de la signification bilatérale des items relatifs au sentiment d'appartenance sont supérieur à 0.05 à l'exception « je suis attaché à ma région », « je me sentirais déraciné si je devais partir loin de ma région ». Nous pouvons relever une différence en termes d'identité et de solidarité envers la région entre la population locale de Nabeul et celle de Médenine alors que pour l'attachement, ce lien affectif n'est pas différent entre ces deux populations. La signification bilatérale est supérieur à 0.05 pour tous les items de l'intelligence territoriale perçue sont supérieurs ce qui nous permet de valider l'hypothèse de différence de moyennes. Ces résultats sont confirmés par le tableau comparatif des tendances centrales dans les deux régions.

		Région de Nabeul	Région de Médenine
Sentiment d'appartenance	Identité à la région	Très forte identité à la région	Assez forte identité à la région
	Attachement à la région	Très fort attachement à la région	fort attachement à la région
	Solidarité envers la région	Assez fortes manifestations de solidarité envers la région	Moyennes manifestations de solidarité envers la région
ITP	Appréciation des pratiques de développement	Mauvaise appréciation du développement de la région	Très mauvaise appréciation du développement de la région
	Echange d'information avec les acteurs de développement	Faible échange d'information avec les acteurs de développement	Très faible échange d'information avec les acteurs de développement
	Evaluation du développement de la région	Très mauvaise évaluation du développement de la région	Mauvaise évaluation du développement de la région

Tableau 52. Comparatif des tendances centrales de la population locale et de la région de Nabeul et de Médenine

1.4. Analyse en composantes principales.

L'Analyse en Composantes Principales (ACP) est une méthode d'analyse de données qui permet une synthétisation de l'information à travers des croisements. Il s'agit de chercher des groupes d'individus homogènes et de mettre en évidence une typologie d'individus.

Dans notre cas, l'application de l'ACP nous permet de construire les dimensions qui interviennent dans l'explication des relations qui peuvent exister entre les notions du sentiment d'appartenance d'une part et la notion d'ITA d'autre part, ainsi que l'explication des relations entre le sentiment d'appartenance et l'ITP. En effet, une fois la fiabilité des échelles déterminée et les items les plus représentatifs retenus. À travers l'ACP, on a essayé de montrer que ces items retenus représentent bien chaque notion.

1.4.1. Analyse en composantes principales de la population des responsables

- ✓ **L'identité à la région**

L'ACP des trois items de la variable identité à la région se caractérise par un indice de KMO de 0.50. Le test de sphéricité de Bartelett est significatif. La qualité de l'ACP est donc satisfaisante. Ce qui nous a permis d'identifier une composante principale qui résume de la variance totale. Cette composante explique 71.82 % de la variance. Elle est fortement corrélée avec les indicateurs identité à la région et sentir la région comme une partie de soi-même.

	Composante
	1
Je m'identifie un peu à ma région	,847
Je ressens ma région comme une partie de moi même	,847

Tableau 53. Matrice des composantes de la variable Identité à la région

- ✓ **L'attachement à la région**

L'ACP de la variable attachement à la région indique un indice de KMO de 0.50 ; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité satisfaisante. Cette analyse a contribué à l'extraction d'une composante qui explique 66.55 % de la variance totale. Elle est fortement corrélée avec les variables attachement à la région et sentiment de déracinement loin de la région.

	Composante
	1
Je suis très attaché(e) à ma région	,816
Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région	,816

Tableau 54. Matrice des composantes de la variable attachement à la région

- ✓ **La solidarité envers la région**

L'indice de KMO pour la variable solidarité envers la région indique une valeur de 0.50 ; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité satisfaisante. Cette analyse a contribué à l'extraction d'un axe qui explique 73.26 % de la variance totale. Il est fortement corrélé avec les variables « privilégier d'abord les intérêts de la région » et « éviter d'acheter ailleurs ce qui peut être acquis dans la région ».

	Composante
	1
Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région	,856
J'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région	,856

Tableau 55. **Matrice des composantes de la variable solidarité envers la région**

Nous avons effectué l'ACP des variables du sentiment d'appartenance, et à présent, nous effectuons l'ACP des variables de l'intelligence territoriale adoptée.

- ✓ **Pratiques de surveillance de l'environnement**

L'ACP de la variable pratique de surveillance de l'environnement indique un indice de KMO de 0.639 ; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité satisfaisante. Cette analyse a contribué à l'extraction de trois composantes qui explique 66.283 % de la variance totale à raison de 32.510 % pour le premier axe, 18.755 % pour le deuxième axe et 15.018 % pour le troisième axe.

La première composante est fortement corrélée avec les variables définition de recherche d'information selon les axes de développement de l'organisation, actualisation du plan de collecte de l'information.

La deuxième composante est fortement et positivement corrélée avec l'item. Une ou deux personnes coordonnent la gestion de l'information. Cette composante est aussi fortement et négativement corrélée avec l'item « faire appel à des acteurs institutionnels pour s'informer ».

La troisième composante est fortement et positivement corrélée avec l'item formalisation exploitation diffusion et archive des informations collectées.

	Composante		
	1	2	3
Surveillance et une anticipation des innovations technologiques	,522	,487	-,330
Surveillance et une anticipation des évolutions de l'environnement	,455	,169	,671
Pour s'informer faire appel à des acteurs institutionnels	,387	-,783	,003
Définition des axes de recherches d'informations	,767	-,244	-,289
Un plan de collecte de l'information est actualisé	,791	-,091	-,251
Les informations collectées, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées	,566	,050	,576
Une ou des personnes coordonnent la gestion des informations	,337	,604	-,121

Tableau 56. Matrice des composantes de la variable pratiques de surveillance de l'environnement

✓ Pratiques de protection du patrimoine immatériel

L'ACP de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel indique un indice de KMO de 0.50 ; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité satisfaisante. Cette analyse a contribué à l'extraction d'une composante qui explique 66.956 % de la variance totale. Elle est fortement corrélée avec les items réactualiser les procédures et les modalités de sécurité du système d'information et sensibilisation du personnel en matière de sécurité et de protection de l'information.

	Composante
	1
Réactualiser les procédures et les modalités de sécurité du système d'information	,818
Sensibilisation du personnel en matière de sécurité et de protection de l'information	,818

Tableau 57. Matrice des composantes de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel

✓ Pratiques d'influence sur l'environnement

L'indice de KMO pour la variable influence sur l'environnement indique une valeur de 0. 698; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité satisfaisante.

Cette analyse a contribué à l'extraction d'un axe qui explique 71.425 % de la variance totale. Cet axe est fortement corrélé avec les variables : solliciter des organismes publics pour influencer leur décision et procéder à des actions de communication par le biais de certains médias.

	Composante
	1
Procéder à des actions de communication par le biais de certains médias	,730
Influencer son environnement dans le sens de ses intérêts en participant à certaines organisations professionnelles	,680
Solliciter des organismes parapublics, pour influencer leurs décisions	,724
Solliciter des organismes publics pour influencer leurs décisions	,873

Tableau 58. Matrice des composantes de la variable pratiques d'influence sur l'environnement

- ✓ **Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire**

L'ACP de la variable capitalisation sur les savoirs et savoir-faire indique un indice de KMO est de 0.50 ; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité satisfaisante. Cette analyse a contribué à l'extraction d'une composante qui explique 73.147 % de la variance totale. Elle est fortement corrélée avec les items « rédiger des fiches et des rapports formalisant le contenu des projets réalisés », « réaliser des fiches formalisant le contenu des relations avec les clients ».

	Composante
	1
Rédiger des fiches ou des rapports formalisant le contenu des projets réalisés	,855
Réaliser des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec les clients	,855

Tableau 59. Matrice des composantes de la variable capitalisation sur les savoirs et savoir faire

- ✓ **Partage et diffusion des connaissances**

La valeur de l'indice de KMO pour la variable partage et diffusion des connaissances indique une valeur de 0.5; le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui signifie une qualité

satisfaisante. Cette analyse a contribué à l'extraction d'une composante qui explique 53.796 % de la variance totale. Cette composante est fortement corrélée avec les variables : utiliser les technologies de l'information et de la communication pour partager et diffuser les connaissances entre collaborateurs, et procéder à la réactualisation du référentiel de compétence.

	Composante
	1
Utiliser les technologies de l'information et de la communication pour partager et diffuser l'information et les connaissances entre collaborateurs	,733
Procéder à la réactualisation du référentiel de compétences	,733

Tableau 60. Matrice des composantes de la variable partage et diffusion des connaissances

Les résultats de l'ACP des notions sentiment d'appartenance et ITA en référence à la population de responsable sont récapitulés et clarifiés dans le tableau qui suit :

Echelle			Qualité de représentation	Indice KMO	Total de variance expliquée	Nombre d'axe extrait
Sentiment d'appartenance		L'identité à la région	0.71	0.50	71.82%	1
			0.71			
		L'attachement à la région	0.66	0.50	66.55%	1
			0.66			
		La solidarité envers la région	0.73	0.5	73.26%	1
			0.73			
Intelligence territoriale adoptée	L'intelligence économique	Les pratiques de surveillance de l'environnement	0.61	0.63	66.28%	3
			0.68			
			0.76			
			0.73			
			0.69			
			0.65			
			0.49			
		Les pratiques de protection du patrimoine	0.67	0.5	66.95%	1

		immatériel	0.67			
		Les pratiques d'influence sur l'environnement	0.53	0.69	57.05%	1
			0.46			
			0.52			
			0.76			
	Le knowledge management	Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire	0.73	0.50	73.14%	1
			0.73			
		Partage et diffusion des connaissances	0.53	0.5	53.79%	1
			0.53			

Tableau 61. Récapitulatif des résultats de l'ACP pour les notions de sentiment d'appartenance et d'ITA en référence à la population de responsables

Après avoir établi l'ACP pour les notions en référence à notre population de responsable, nous établissons dans la section qui suit l'ACP pour les notions en référence à la population locale.

1.4.2. Analyse en composantes principales de la population locale

À présent nous effectuons l'analyse en composantes principales de la population locale

L'identité à la région

L'ACP des trois items de la variable identité à la région se caractérise par un indice de KMO de 0.528. Le test de sphéricité de Bartelett est significatif. La qualité de l'ACP est donc satisfaisante, ce qui nous a permis d'identifier une composante principale qui résume 51.992 % de la variance totale. Cette composante est fortement corrélée avec les deux indicateurs je m'identifie à la région et je ressens ma région comme une partie de soi-même.

	Composante
	1
Je m'identifie un peu à ma région	,838
Je ressens ma région comme une partie de moi-même	,705
Je me sens vraiment chez moi dans ma région	,601

Tableau 62. Matrice des composantes de la variable Identité à la région

- ✓ **Attachement à la région**

Les résultats de l'ACP pour les trois items de la variable attachement à la région indiquent un indice de KMO de 0.537, le test de sphéricité de Bartelett est significatif, ce qui reflète une qualité satisfaisante de l'ACP. Ceci nous a permis d'extraire une composante qui explique 50.318 % de la variance totale. Cette composante est fortement corrélée avec les items « être attaché à la région et être heureux en revenant à la région ».

	Composante
	1
1.4. Je suis très attaché(e) à ma région	,818
1.6. Quand je m'absente de ma région, je suis heureux(se) d'y revenir	,658
1.5. Je me sentirais déraciné(e) si je devais partir loin de ma région	,638

Tableau 63. Matrice des composantes de la variable attachement à la région

- ✓ **Solidarité envers la région**

L'indice de KMO pour les items de la variable solidarité envers la région indique une valeur de 0.591 avec un test de sphéricité de Bartlett significatif. Cela prouve la qualité satisfaisante de l'ACP. Deux composantes ont été extraites. Ces dernières expliquent 55.922 %.

La première composante est fortement corrélée avec les items « c'est important pour moi d'aider ma région à se développer » et « dans mes choix je privilégie d'abord les intérêts de ma région ».

La deuxième composante est fortement et positivement corrélée avec l'item « je me sens solidaire de ma région ». Cette composante est aussi fortement et négativement corrélée avec l'item « j'évite d'acheter ailleurs ce que je peux trouver dans ma région ».

	Composante	
	1	2
C'est important pour moi d'aider ma région à se développer	,772	,473
Dans mes choix, je privilégie d'abord les intérêts de ma région	,769	-,483
J'évite d'acheter ailleurs ce que peux trouver dans ma région	,731	-,544
Je me sens très solidaire de ma région	,719	,563

Tableau 64. Matrice des composantes de la variable solidarité envers la région

Après avoir effectué l'ACP pour les dimensions du sentiment d'appartenance, nous effectuons ce test pour les variables de l'ITP.

- ✓ **Appréciation des dispositifs de développement**

Les résultats de l'ACP pour la variable appréciation des dispositifs de développement indiquent une valeur de 0.570 pour l'indice de KMO. Le test de sphéricité de Bartlett est aussi significatif. Cela confirme la qualité de l'ACP. La composante extraite explique 49.34 % de la variance totale. Cette composante est fortement corrélée avec les items « les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement de la région » et « plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région ».

	Composante
	1
Les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement dans la région	,779
Plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région	,725
Les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer	,590

Tableau 65. Matrice des composantes de la variable Appréciation des dispositifs de développement

✓ Échange d'information avec les acteurs de développement

L'indice de KMO pour la variable « échange d'information avec les acteurs de développement » est de 0.5 le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui indique la qualité de l'ACP. La composante extraite explique 81.163 % de la variance totale. Cette dernière est fortement corrélée avec les items « échange d'information » de part et d'autre pour l'instauration des dispositifs de développement et prise en considération de l'avis de la population locale dans les choix de dispositifs de développement.

	Composante
	1
Il y a une communication et un échange d'informations de part et d'autre pour faciliter le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional	,901
Je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis dans le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional	,901

Tableau 66. **Matrice des composantes de la variable Échange d'information avec les acteurs de développement**

✓ Évaluation du développement de la région

L'ACP pour la variable évaluation du développement de la région affiche un indice de KMO de 0.5, le test de sphéricité de Bartlett est significatif, ce qui reflète la qualité de l'ACP. La composante extraite explique 63.435 % de la variance totale. Cette composante est fortement corrélée avec les variables se sentir mieux dans une région plus développée, et décision de départ à cause du manque de développement de la région.

	Composante
	1
Je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle ci	,796
Si un jour je pars de ma région ce sera à cause de son manque de développement	,796

Tableau 67. Matrice des composantes de la variable Évaluation du développement de la région

Le tableau ci-dessous récapitule et explicite les résultats de l'ACP pour les notions de sentiment d'appartenance et d'ITP pour la population locale.

Echelle		Qualité de représentation	Indice KMO	Total de variance expliquée	Nombre d'axe extrait
Sentiment d'appartenance	L'identité à la région	,361	0.52	51.99	1
		,701			
		,498			
	L'attachement à la région	,670	0.53	50.31	1
		,407			
		,433			
	La solidarité envers la région	,833	0.59	82.66	2
		,824			
		,819			
		,830			
Intelligence territoriale perçue	Appréciation des dispositifs de développement	,779	0.57	49.34	1
		,725			
		,590			
	Échange d'informations avec les acteurs de développement	,812	0.50	81.16	1
		,812			
	Évaluation du développement de la région	,634	0.50	63.34	1
		,634			

Tableau 68. Récapitulatif des résultats de l'ACP pour les notions de sentiment d'appartenance et d'ITP en référence à la population locale

Ainsi, avons-nous déterminé la fiabilité de nos échelles de mesure et effectué l'ACP pour nos différentes notions, nous effectuons dans la section qui suit une analyse bi-variée qui nous permet de tester les relations de dépendance entre les différentes variables et de vérifier la validité de nos hypothèses.

2. Analyse bi-variée

Notre objectif est de vérifier l'influence du sentiment d'appartenance sur l'ITA et sur l'ITP. Nous commencerons par vérifier l'influence le sentiment d'appartenance sur, d'une part l'IET et d'autre part le KMT deux variables de l'ITA.

2.1. Influence du sentiment d'appartenance sur l'ITA

Pour vérifier l'influence du sentiment d'appartenance sur l'ITA, nous vérifions son influence sur l'IET et sur le KMT, ainsi que nous avons formulé deux hypothèses de recherche dans ce sens la première hypothèse que nous testons est la suivante :

H1 : Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'IET

Notre hypothèse exprime une relation d'association positive entre deux variables latentes. La vérification de cette relation s'effectue en premier lieu sur la base de la corrélation de Pearson entre les items des deux variables.

Pour cela, nous commençons par vérifier la significativité des corrélations entre les variables du sentiment d'appartenance appréciée par les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la première variable de l'IET apprécié par les huit items des pratiques de surveillance de l'environnement.

	Q2var1	Q2var2	Q2var3	Q2var4	Q2var5	Q2var6	Q2var7	Q2var8
Q1var1	-0,086	-0,235	-0,129	0,107	0,301	0,494	0,204	0,060
Q1var2	-0,039	-0,090	-0,015	-0,010	0,175	0,086	0,089	0,080
Q1var3	0,076	-0,107	-0,014	-0,096	0,086	0,086	-0,107	0,220
Q1var4	0,102	-0,010	-0,215	0,041	0,230	0,230	0,010	0,193
Q1var5	0,214	-0,009	0,004	0,003	-0,003	0,098	0,146	0,058
Q1var6	-0,060	-0,164	-0,090	0,209	0,210	0,479	0,164	0,042
Q1var7	-0,165	-0,225	-0,175	0,033	0,036	0,185	0,084	-0,157
Q1var8	0,079	-0,050	0,164	-0,157	0,012	0,100	0,063	0,112
Q1var9	-0,036	0,168	0,115	-0,098	0,078	0,252	-0,144	0,128
Q1var10	0,173	0,056	0,093	-0,049	-0,054	-0,165	-0,108	0,021

Tableau 69. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de surveillance de l'environnement

Une association significative négative est constatée entre les variables de l'identité et la variable q2var2 relative à la surveillance et l'anticipation des évolutions de l'environnement, par contre une association significative positive est relevée entre cette dernière et la variable q2var7 formalisation diffusion et archive des informations collectées. Ainsi, la variable « identité à la région » influe négativement le processus de renseignement, cette variable a aussi une influence positive sur la structuration des pratiques de renseignement.

Nous constatons une association significative positive entre les variables d'attachement envers la région et les variables q2var1, q2var 4, q2var5 et q2var6 relatives respectivement à la surveillance et l'anticipation des innovations technologiques, faire appel à des organisations professionnelles pour s'informer, renouvellement des axes de recherche d'information en se basant sur les axes de développement et actualisation du plan de collecte de l'information. Une association positive négative est aussi constatée entre la solidarité envers la région est la variable q2var2, le fait d'avoir recours aux acteurs institutionnels pour s'informer. De ce fait, la variable attachement a une influence négative sur le processus de renseignement qui peut être choisi pour la collecte d'information. Cette dernière a une influence positive et significative sur les réseaux de renseignement et ainsi les divers acteurs intervenant dans la collecte des informations.

Une association significative négative est relevée entre les variables de solidarité et q2var2 surveillance et anticipation des évolutions de son environnement. Cette dimension a aussi une influence positive significative sur la variable q1var6 actualisation du plan de collecte de l'information. En conséquence, la solidarité envers la région influe négativement le processus de renseignement et positivement les réseaux de renseignement.

L'analyse précédente nous permet de dire que le sentiment d'appartenance a une influence significative sur les pratiques de surveillance de l'environnement en limitant significativement et influant négativement le processus de renseignement. Avec une influence positive sur les réseaux de renseignement et la structuration des pratiques de renseignement.

Pour vérifier la relation d'interdépendance entre les deux variables, nous procédons à un test de Khi 2.

	Les indicateurs des pratiques de surveillance sur l'environnement							
	q2var1	q2var2	q2var3	q2var4	q2var5	q2var6	q2var7	q2var8
Q1var1	NS=0.75	NS=0.81	S=7.54	TS=19.78	NS=0.52	NS=0.23	S=9.02	NS=0.28
Q1var2	NS=3.03	NS=3.04	S=4.16	NS=2.36	NS=2.29	NS=2.10	NS=2.05	NS=1.82
Q1var3	TS=18.76	TS=16.39	TS=26.31	TS=27.72	TS=28.18	TS=26.17	TS=26.17	TS=26.11
Q1var4	TS=16.80	TS=15.73	TS=33.47	TS=33.47	TS=32.50	TS=31.02	TS=29.03	TS=30.71
Q1var5	TS=14.62	S=8.05	S=12.72	TS=13.62	TS=13.51	TS=13.32	TS=13.83	TS=13.01
Q1var6	TS=16.83	TS=23.51	S=12.72	TS=37.07	TS=13.51	TS=26.20	TS=39.04	TS=26.05
Q1var7	TS=17.35	TS=15.53	TS=26.26	TS=28.96	TS=27.81	TS=26.91	TS=29.79	TS=26.18
Q1var8	TS=18.44	TS=21.17	TS=27.01	TS=28.49	TS=30.72	TS=30.72	TS=27.49	TS=27.43
Q1var9	S=7.29	S=7.92	S=12.85	S=17.50	TS=14.62	TS=20.13	TS=18.56	TS=12.64
Q1var10	TS=18.29	TS=16.61	TS=26.45	TS=17.91	TS=26.58	TS=26.35	TS=28.70	TS=26.59

Tableau 70. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de surveillance de l'environnement

En premier lieu, en croisant les propositions qui correspondent à l'identité à la région et ceux se rapportant aux pratiques de surveillance de l'environnement (Tableau ci-dessus), nous relevons que la dépendance n'est pas significative pour la majorité des variables, cela ne nous permet qu'une confirmation partielle de la relation entre ces deux variables.

En second lieu, en effectuant un croisement entre les variables de l'attachement à la région et les variables des pratiques de surveillance de l'environnement, la dépendance est très significative pour toutes les variables. Cela nous confirme que l'attachement à la région est un facteur d'influence significative orientant les choix des responsables vers des dispositifs de renseignement (processus et réseaux) ainsi que la structuration de ces pratiques de renseignement.

Dans le même sens, nous constatons que la dépendance est soit significative ou très significative entre les items de la solidarité envers la région et ce des pratiques de surveillance de l'environnement.

Cette analyse nous permet de confirmer la dépendance partielle entre le sentiment d'appartenance et le recours aux pratiques de surveillance de l'environnement.

À présent, nous vérifions la significativité des corrélations entre les variables du sentiment d'appartenance appréciée par les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la deuxième variable de l'IET apprécié par les deux items des pratiques de protection du patrimoine immatériel.

Nous nous basons sur la matrice de corrélation bi-variée pour vérifier pour analyser la relation d'association entre les indicateurs.

	Q2var9	Q2var10
Q1var1	0.019	0.331
Q1var2	0.063	-0.061
Q1var3	0.107	-0.046
Q1var4	0.139	-0.017
Q1var5	0.024	-0.137
Q1var6	0.014	0.515
Q1var7	-0.133	0.211
Q1var8	0.183	0.070
Q1var9	0.296	0.108
Q1var10	-0.039	-0.197

Tableau 71. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de protection du patrimoine immatériel

Nous relevons une association positive significative entre l'indicateur q1var1 relatif à l'identité à la région et l'indicateur q2var 10 relatif à la sensibilisation du personnel en matière de sécurité et de protection l'information. Une association positive significative est aussi constatée entre la variable q1var5 relative à l'attachement à la région et la variable q2var10. Les variables q1var7 et q1var10 dénotent une association positive significative avec la variable q2var9 relative à la réactualisation des procédures et des modalités de sécurité du système d'information, ainsi qu'une association positive significative avec la variable q2var10. Cette analyse nous permet de confirmer que le sentiment d'appartenance a une influence positive significative sur les pratiques de protection du patrimoine immatériel. La vérification de cette relation d'interdépendance se fait à travers le test de Khi2.

	Q2var9	Q2var10
Q1var1	NS=2.15	S=5.41
Q1var2	NS=3.66	S=5.41
Q1var3	TS=26.27	TS=26.08
Q1var4	TS=29.43	TS=30.61
Q1var5	TS=14.62	TS=13.75
Q1var6	TS=26.29	TS=29.94
Q1var7	TS=26.41	TS=35.70
Q1var8	TS=27.31	TS=29.27
Q1var9	TS=14.14	S=13.14
Q1var10	TS=26.45	TS=30.91

Tableau 72. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de protection du patrimoine immatériel

Nous constatons, une relation de dépendance partielle entre les variables de l'identité à la région et ceux des pratiques de protection du patrimoine immatériel. Alors que, la dépendance entre les variables de l'attachement, ceux de la solidarité envers la région et ceux des pratiques de protection du patrimoine immatériel est confirmée. En outre, le test de Khi2

confirme la relation de dépendance entre le sentiment d'appartenance et la deuxième variable de l'IET.

Nous vérifions dans ce qui suit la significativité des corrélations entre les variables du sentiment d'appartenance appréciée par les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la troisième variable de l'IET apprécié par les deux items des pratiques d'influence sur l'environnement.

	Q2var16	Q2var17	Q2var18	Q2var19
Q1var1	0.360	0.124	0.143	0.295
Q1var2	0.078	0.270	0.141	0.234
Q1var3	0.105	0.120	-0.186	0.095
Q1var4	0.146	0.050	0.027	0.116
Q1var5	0.099	-0.147	0.032	0.014
Q1var6	0.361	0.086	0.100	0.305
Q1var7	0.215	-0.093	-0.076	0.153
Q1var8	-0.065	0.114	0.131	0.108
Q1var9	0.016	-0.037	-0.146	-0.140
Q1var10	-0.230	0.061	0.033	-0.146

Tableau 73. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques d'influence sur l'environnement

Nous enregistrons une association positive significative entre les variables q1var1 et q1var2 relatives à l'identité à la région et les variables q2var16 « procéder à des actions de communication par le biais de certains médias », la variable q2var17 « influencer son environnement dans le sens de ses intérêts en participant à certaines organisations professionnelles » et la variable q2var19 « solliciter des organismes publics pour influencer leurs décisions ». En ce qui concerne l'attachement à la région, nous notons que la variable q1var6 est associée positivement aux variables q2var16 et q2var19. La variable q2var7 est positivement associée à la variable q2var16, alors que la variable q1var10 est négativement associée à cette même variable q1var7 ainsi que q1var10 sont relatives à la solidarité envers la région, ce qui rapporte une tendance statistique contradictoire. Au vu de l'association positive significative entre l'identité, l'attachement à la région et les pratiques d'influence envers l'environnement, et de l'association positive et négative des variables de la solidarité envers la

région et des pratiques d'influence sur l'environnement, nous ne pouvons que confirmer partiellement l'association positive entre ces deux dimensions.

À présent, nous analysons les résultats du test de Khi2 pour pouvoir tester le test d'interdépendance entre ces deux variables et confirmer les résultats obtenus précédemment.

	Q2var16	Q2var17	Q2var18	Q2var19
Q1var1	S=10.69	NS=1.30	NS=1.67	S=6.67
Q1var2	NS=2.26	NS=1.78	NS=2.80	NS=5.03
Q1var3	TS=32.26	TS=26.18	TS=26.35	TS=29.34
Q1var4	TS=30.96	TS=29.18	TS=29.06	TS=29.92
Q1var5	TS=13.76	TS=15.01	TS=12.82	TS=12.84
Q1var6	TS=36.67	TS=28.58	TS=29.7	TS=36.67
Q1var7	TS=29.96	TS=26.81	TS=26.59	TS=27.82
Q1var8	TS=27.09	TS=27.77	TS=28	TS=27.61
Q1var9	TS=12.40	TS=13.79	TS=15.56	TS=15.56
Q1var10	TS=29.41	TS=27.11	TS=26.74	TS=27.07

Tableau 74. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques d'influence sur l'environnement

Le test de Khi2 confirme les résultats obtenus suite aux tests de corrélation. Nous notons une relation de dépendance partielle entre les variables de l'identité à la région et ceux des pratiques d'influence sur l'environnement. Alors que la dépendance entre les variables de l'attachement, ceux de la solidarité envers la région et ceux des pratiques d'influence sur l'environnement est confirmée. En outre, le test de Khi2 confirme la relation d'interdépendance entre le sentiment d'appartenance et la troisième variable de l'IET.

La confirmation de l'association positive du sentiment d'appartenance à la deuxième variable de l'IET « pratiques de protection du patrimoine immatériel » et la confirmation partielle de l'interdépendance et de l'association positive significative de cette même dimension avec la première et la troisième variable de l'IET « pratiques de surveillance de l'environnement » et « pratiques d'influence de l'environnement », nous permettent de confirmer partiellement notre première hypothèse de recherche :

H1 : Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'IET.

L'hypothèse que nous allons tester à présent est la suivante :

H2 : Le sentiment d'appartenance est positivement associé au KMT.

La corrélation de Pearson entre les items des deux variables nous permet de vérifier la relation d'association positive qui peut exister entre ces deux variables latentes.

Nous vérifions la significativité des corrélations entre les variables du sentiment d'appartenance appréciée par les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la première variable du KMT apprécié par les deux items de pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire.

	Q2var20	Q2var21
Q1var1	-0,084	0,234
Q1var2	-0,006	-0,022
Q1var3	0,005	-0,199
Q1var4	-0.139	-0,041
Q1var5	-0.113	-0,019
Q1var6	-0,059	0.398
Q1var7	-0,114	0.121
Q1var8	0,006	-0,276
Q1var9	-0,089	-0,177
Q1var10	-0.064	-0,374

Tableau 75. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire

Les tests de corrélation nous ont permis de relever une association positive significative entre la variable q1var1 relative à l'identité envers la région et la variable q2var 21 «réaliser des fiches ou des rapports formalisant le contenu des relations avec les clients » relative aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire. Nous relevons aussi une association positive significative entre la variable q1var6 relative à l'attachement à la région et la variable q2var21. Cependant, une association négative significative est relevée entre les variables q1var8, q1var10 et la variable q1var21. Cela confirme partiellement l'association positive entre le sentiment d'appartenance et les pratiques de capitalisation sur les savoirs et

savoir-faire. Le test de Khi2 nous permet de vérifier l'interdépendance entre ces deux variables.

	Q2var20	Q2var21
Q1var1	NS=0.74	S=4.76
Q1var2	NS=2.40	TS=16.29
Q1var3	TS=19.68	TS=16.29
Q1var4	TS=21.92	TS=15.80
Q1var5	TS=9.60	S=8
Q1var6	TS=19.72	TS=22.51
Q1var7	TS=20.43	TS=16.79
Q1var8	TS=19.33	TS=22.44
Q1var9	TS=14.17	S=8.04
Q1var10	TS=19.65	TS=24.98

Tableau 76. **Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire**

Une confirmation des résultats obtenus suite aux tests de corrélation suite aux tests de Khi2. Nous notons une relation de dépendance partielle entre les variables de l'identité à la région et ceux des pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire. Alors que la dépendance est vérifiée entre les variables de l'attachement, ceux de la solidarité envers la région et ceux des pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire. De ce fait, le test de Khi2 confirme la relation de l'interdépendance entre le sentiment d'appartenance et la première variable du KMT.

Tester la relation entre le sentiment d'appartenance et le KMT implique aussi la vérification de la significativité des corrélations entre les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la deuxième variable du KMT apprécié par les deux items des pratiques de partage et diffusion des connaissances.

	Q2var22	Q2var23
Q1var1	0.174	-0.100
Q1var2	-0,098	-0,214
Q1var3	-0.159	0.000
Q1var4	0.050	0.082
Q1var5	0.029	0.087
Q1var6	0,287	0.014
Q1var7	0,097	-0.113
Q1var8	-0,114	-0,037
Q1var9	-0,073	-0,136
Q1var10	-0.281	0,030

Tableau 77. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de partage et diffusion des connaissances

Les résultats des tests de corrélation indiquent une association négative significative entre la variable q1var2 relative à l'identité à la région et la variable q2var23 «procéder à la réactualisation du référentiel de compétences » relative aux pratiques de partage et diffusion des connaissances. Alors que, nous notons une association positive significative entre la variable q1var6 relative à l'attachement à la région et la variable q2var22«utiliser les technologies de l'information et de la communication pour partager et diffuser l'information et les connaissances entre collaborateurs ».Une association négative significative est aussi relevée entre les variable q1var10 et la variable q2var22. Cela confirme partiellement l'association positive entre le sentiment d'appartenance et les pratiques de partage et diffusion des connaissances. Le test de Khi2 nous permet de vérifier l'interdépendance entre ces deux variables.

	Q2var22	Q2var23
Q1var1	NS=2.63	NS=1
Q1var2	NS=2.49	S=4.63
Q1var3	TS=26.10	TS=26.71
Q1var4	TS=29.28	TS=29.40
Q1var5	S=12.80	TS=13.72
Q1var6	TS=29.89	TS=26.28
Q1var7	TS=26.93	TS=27.19
Q1var8	TS=27.71	TS=27.18
Q1var9	S=12.69	TS=14.38
Q1var10	TS=31.51	TS=26.44

Tableau 78. L'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de partage et diffusion des connaissances

Les tests de Khi2 nous confirment les résultats obtenus suite aux tests de corrélation. Nous relevons une relation de dépendance partielle entre les variables de l'identité à la région et ceux des pratiques de partage et diffusion des connaissances. Alors que la dépendance est vérifiée entre les variables de l'attachement, ceux de la solidarité envers la région et ceux des pratiques de partage et de diffusion des connaissances. D'où la confirmation de la relation de l'interdépendance entre le sentiment d'appartenance et la deuxième variable du KMT.

La confirmation partielle de l'association positive du sentiment d'appartenance à la première et deuxième variable du KMT « pratiques de capitalisation et de diffusion des connaissances », « pratiques de partage et diffusion des connaissances » nous permet de confirmer partiellement notre deuxième hypothèse de recherche :

H2 : Le sentiment d'appartenance est positivement associé au KMT.

Nous avons testé la relation entre les items du sentiment d'appartenance et de l'ITA, dans la section qui suit nous testons la relation de cette notion avec l'ITP.

2.2. Influence du sentiment d'appartenance sur l'ITP

L'hypothèse que nous tentons de vérifier est la suivante :

H3 : Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITP.

Pour vérifier cette relation, exprimée par notre hypothèse entre deux variables latentes, nous avons recours aux tests de corrélation de Pearson entre les dimensions des deux variables.

Nous commençons par vérifier la significativité des corrélations entre les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la première variable de l'ITP apprécié par les trois items de la variable appréciation des dispositifs de développement.

	Q2var1	Q2var2	Q2var3
Q1var1	0.144	0.301	0.007
Q1var2	0.070	0.255	-0.004
Q1var3	0.337	0.209	0.057
Q1var4	0.271	0.219	-0.053
Q1var5	0.265	0.089	0.088
Q1var6	0.038	0.204	-0.007
Q1var7	0.176	0.322	0.016
Q1var8	0.341	0.166	0.130
Q1var9	0.295	0.441	0.092
Q1var10	0.237	0.187	0.207

Tableau 79. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et l'appréciation des dispositifs de développement

Suite aux tests de corrélation nous constatons une association positive significative entre les variables q1var1, q1var2 et q1var3 relatives à l'identité envers la région et les variables q2var1 « les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement dans la région » et q2var2 « plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région » relatives à l'appréciation des dispositifs de développement. Une association positive significative est aussi notée entre les variables q1var4 et q1var5 relatives à l'attachement à la région et les variables q2var1 et q2var2. Les quatre variables

relatives à la solidarité envers la région sont associées positivement et significativement aux variables q2var1, q2var2 et q2var3 « Les autorités locales ainsi que leurs différents acteurs publics et privés communiquent très bien sur les dispositifs qu'ils vont instaurer ». Ces résultats confirment l'association positive entre le sentiment d'appartenance et l'appréciation des dispositifs de développement. Nous vérifions ces résultats suite aux tests de Khi 2.

	Q2var1	Q2var2	Q2var3
Q1var1	NS=2.59	S=6.21	NS=0.02
Q1var2	NS=0.74	S=5.55	NS=0.03
Q1var3	TS=14.17	S=3.08	NS=0.26
Q1var4	TS=9.11	S=3.99	NS=0.25
Q1var5	S=6.16	NS=1.23	NS=1.07
Q1var6	NS=0.37	NS=2.23	NS=0
Q1var7	S=4.35	S=9.10	NS=0.02
Q1var8	TS=14.79	NS=2.73	NS=1.48
Q1var9	TS=10.64	NS=2.73	NS=0.93
Q1var10	S=6.19	S=4.10	S=4.18

Tableau 80. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs à l'appréciation des dispositifs de développement

Nous relevons une interdépendance significative à très significative entre les variables de l'identité et de l'attachement à la région et les deux premières variables de l'appréciation des dispositifs de développement. Alors qu'une interdépendance significative et très significative est relevée entre les variables de la solidarité envers la région et toutes les variables de la dimension appréciation des dispositifs de développement. Cela confirme l'association positive significative entre ces deux variables.

	Q2var4	Q2var5
Q1var1	0.310	0.117
Q1var2	0.297	0.073
Q1var3	0.170	0.141
Q1var4	0.360	0.145
Q1var5	0.152	0.125
Q1var6	0.344	0.000
Q1var7	0.349	0.152
Q1var8	0.106	0.336
Q1var9	0.327	0.166
Q1var10	0.110	0.246

Tableau 81. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et l'échange d'information avec les acteurs de développement

Nous vérifions dans ce qui suit la significativité des corrélations entre les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la deuxième variable de l'ITP appréciée par les deux items de la variable échange d'information avec les acteurs de développement.

Une association positive significative est relevée entre les variables de l'identité à la région et la variable q2var4 « Je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis dans le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional », relative à l'échange d'information avec les acteurs de développement. Cette association positive significative est aussi relevée entre les variables de l'attachement envers la région et la variable q2 var4. Les variables de la solidarité envers la région sont aussi associées positivement et significativement avec les variables q2var4 et q2var5 « Je vois que les autorités locales ainsi que ses différents partenaires prennent en considération mon avis dans le choix et l'instauration des différents dispositifs de développement régional ». Ces résultats confirment l'association positive significative entre le sentiment d'appartenance et l'échange d'information avec les acteurs de développement. Nous sommes amenés à vérifier ces résultats suite aux tests de Khi2.

	Q2var4	Q2var5
Q1var1	NS=1.55	NS=0.05
Q1var2	NS=0.38	NS=0.05
Q1var3	NS=1.89	NS=0.62
Q1var4	NS=2.30	NS=1.50
Q1var5	NS=2.02	NS=0.39
Q1var6	NS=0.01	NS=0
Q1var7	NS=2.51	NS=1.66
Q1var8	TS=10.89	S=4.38
Q1var9	NS=2.97	NS=2.01
Q1var10	S=5.95	TS=8.73

Tableau 82. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs à l'échange d'information avec les acteurs de développement

Le test de Khi2 nous a permis de relever des liens d'interdépendance significatifs et très significatifs uniquement entre les items de la solidarité envers la région et ceux relatifs à l'échange d'information avec les acteurs de développement. Cela confirme partiellement l'association positive entre le sentiment d'appartenance et l'échange d'information avec les acteurs de développement.

Nous estimons la significativité des corrélations entre les dix items de l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région, et la troisième variable de l'ITP apprécié par les deux items de la variable évaluation du développement de la région.

	Q2var7	Q2var8
Q1var1	0.102	-0.009
Q1var2	0.098	-0.223
Q1var3	0.345	-0.293
Q1var4	0.089	-0.176
Q1var5	0.336	-0.322
Q1var6	0.143	-0.136
Q1var7	0.278	-0.275
Q1var8	0.287	-0.327
Q1var9	0.359	-0.345
Q1var10	0.326	-0.400

Tableau 83. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et l'évaluation du développement de la région

Les résultats des tests de corrélation révèlent une association positive significative entre la variable q1var3 relative à l'identité à la région et la variable q2var7 « Si un jour je pars de ma

région, ce sera à cause de son manque de développement », ainsi qu'une association négative significative entre les variables q1var2, q1var3et q2var8 « Je me sentirais mieux dans une région beaucoup plus développée que celle-ci ». Ainsi, plus les individus s'identifient à leur région plus ils ont du mal à se sentir mieux dans une autre région même si elle est beaucoup plus développée. Pour l'item q1var5 relatif à l'attachement à la région nous notons une association positive significative avec la variable q2var7, ainsi qu'une association négative significative avec la variable q2var8, les individus ayant un fort degré d'attachement envers leur région peuvent quitter la région pour son manque de développement mais ils ne se sentiront pas mieux dans une région plus développée. De même, pour les quatre variables de la solidarité envers la région, nous relevons une association positive significative avec la variable q2var7 et une association négative significative avec le variable q2var8, même si les individus attestent la solidarité envers la région. Ils peuvent la quitter pour une autre beaucoup plus développée sans pour autant se sentir mieux. Ainsi une association positive significative est partiellement confirmée entre le sentiment d'appartenance et l'évaluation du développement de la région. Nous vérifions ces résultats suite aux tests de Khi2.

	Q2var7	Q2var8
Q1var1	NS=0.12	NS=0.40
Q1var2	S=5.11	S=3.81
Q1var3	TS=8.13	S=4
Q1var4	NS=2.77	S=4.37
Q1var5	TS=10.63	NS=2.16
Q1var6	NS=0.63	NS=0.22
Q1var7	TS=7.08	S=3.41
Q1var8	TS=12.79	NS=2.72
Q1var9	TS=11.30	NS=1.88
Q1var10	TS=20.31	NS=2.09

Tableau 84. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs à l'évaluation du développement de la région

La significativité de l'interdépendance entre les variables du sentiment d'appartenance et les variables de l'évaluation du développement de la région est révélée par le test de Khi 2.

3. Analyse confirmatoire

Dans cette section nous avons mené une étude par laquelle nous avons tenté de confirmer les résultats trouvés dans l'analyse exploratoire. Notre objectif est de confirmer les résultats de l'ACP est évaluer la qualité globale d'ajustement du modèle. Il s'agit d'estimer le modèle dans sa totalité toute en prenant en considération les différentes relations possibles simultanément et non chaque relation à part. En effet vérifier la nature causale, des relations n'est possible que si nous prenons en compte les relations possibles de façon simultanée. De surcroît, nous avons recours à la méthode des équations structurelles avec des variables latentes. Celle-ci est utilisée dans plusieurs disciplines comme en sciences de gestion en marketing... K.G Jöreskog (1973) a explicité les principes de cette méthode en créant le modèle LISREL (Linear Structural Relations) et le logiciel permettant de le traiter statistiquement. L'analyse des relations entre plusieurs variables latentes que ce soit dépendantes ou indépendantes se fait à l'aide des modèles d'équations structurelles. L'estimation des variables latentes non directement observables se fait à l'aide de variables manifestes. Ces variables manifestes sont extraites d'indicateurs provenant des réponses aux questionnaires adressés à la population locale ainsi qu'aux responsables.

Nos deux modèles sont estimés par la méthode des moindres carrés partiels (PLS). Les intérêts de recours à cette méthode sont multiples:

- La flexibilité des hypothèses sous-jacentes de cette méthode ;
- Les conditions de normalité des variables et des résidus ne sont pas indispensables ;
- Pas de conditions pour la taille de l'échantillon, cette dernière importe peu ;
- L'indépendance des observations, n'ont pas de conditions particulaires ;
- Le choix de cette méthode pour notre recherche a été fait pour trois raisons essentielles
- Elle admet la réalisation des équations structurelles sur un échantillon petite taille ;
- En termes de normalité des distributions des variables et des termes d'erreur, cette méthode est la moins contraignante ;

- La méthode PLS admet l'utilisation de variables de plusieurs types.

La qualité externe du modèle pour les deux cas de notre étude (population locale et responsables) est évaluée en estimant les corrélations des variables latentes (notions) avec leurs variables manifestes. La qualité des résultats dépend de trois critères à savoir la fiabilité des variables manifestes, la validité convergente et la validité discriminante :

La corrélation des variables manifestes (*loadings*) avec la variable latente à laquelle elles sont reliées détermine la fiabilité des variables manifestes. Le modèle de mesure est dit fiable si les corrélations des variables manifestes avec la variable latente sont supérieures ou égales à 0,7.L'Alpha de Cronbach permet également d'estimer la fiabilité des variables manifestes.

La validité convergente pour Fornell et Larcker, (1981) est vérifiée à travers l'utilisation de l'indicateur d'AVE qui doit être supérieur à 0.5 pour l'ensemble des indicateurs représentant la même notion ou le même construit.

Lorsque deux concepts sont suffisamment différents, la validité discriminante est vérifiée. Dans l'approche PLS, nous retrouvons deux critères de validité discriminante à savoir :

- Le construit doit partager plus de variance avec ses mesures qu'avec n'importe quelle autre variable latente

- Le *loading* de chaque indicateur doit être plus grand que ses *cross-loadings*

La qualité du modèle interne est estimée suite à l'examen des coefficients de détermination R^2 obtenus, ces derniers correspondent aux corrélations entre les variables latentes. Il s'agit d'estimer la nature causale du modèle en examinant ses paramètres (*path coefficients*) et leur niveau de significativité. Les coefficients s'interprètent comme les coefficients d'un modèle de régression.

Pour la qualité globale du modèle, Tenenhaus et al. (2005) font référence à l'indice (*goodness of fit*) GOF qui est un critère global d'ajustement du modèle. Le GOF est la moyenne géométrique de la communalité moyenne et du R^2 moyen.

3.1. Les résultats pour le modèle en référence au questionnaire des responsables

Nous avons procédé au test de nos hypothèses à travers une analyse bi-variée. Dans cette phase confirmatoire, nous procédons à la validation de notre modèle. Nous procédons d'abord à la validation de la structure factorielle de nos différentes variables prises distinctement. Ensuite, nous vérifions la validité de notre modèle décomposé en deux niches que nous testons séparément. Le logiciel que nous avons utilisé pour estimer nos modèles est XLSTAT2012.

Nos variables latentes ne peuvent pas se prêter directement à la mesure, elles sont appréciées par le biais d'un groupe de variables manifestes. Pour notre recherche, nous avons un ensemble de variables latentes en références à trois notions : le sentiment d'appartenance, l'ITA et l'ITP.

3.1.1. Variables latentes en référence au sentiment d'appartenance

Nous vérifions les validités convergentes et discriminantes de variables du sentiment d'appartenance : identité à la région, attachement à la région et solidarité envers la région.

La majorité des valeurs de l'AVE de l'identité à la région sont toujours supérieure à 0,5 ce qui traduit une bonne validité convergente. Les items qui mesurent le même construit sont fortement corrélés entre eux. Pour cette variable, les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante. Les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux.

Le ratio critique de la variable q1var2 est 2.667>1.96 ce qui indique que l'identité à la région s'explique essentiellement par l'item « sentir la région comme une partie de soi » quia l'erreur standard la moins élevée.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
IR	q1var1	1,487	0,443	1,019	1,459	-2,332	2,708
	q1var2	1,264	1,019	0,474	2,667	-0,350	1,871

	q1var3	0,848	1,063	0,650	1,305	-1,462	2,018

Tableau 85. Modèle externe identité à la région

La valeur statistique Alpha de cronbach est égale à 0.613 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région. Cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.807

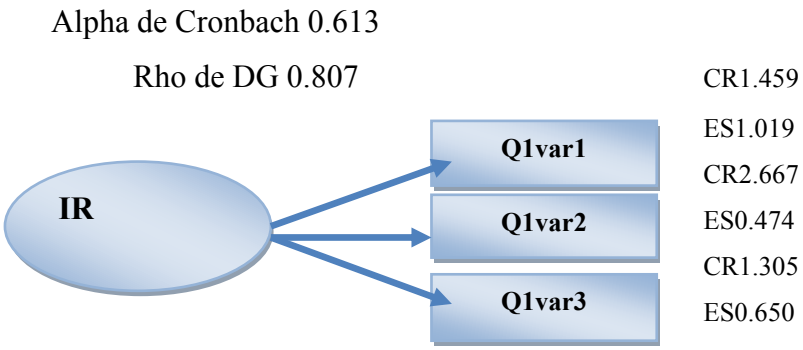


Figure 22. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable Identité à la région

En ce qui concerne les valeurs de l'AVE de l'attachement à la région, ces dernières sont supérieures à 0,5 ce qui traduit une bonne validité convergente du construit. Les items le mesurant sont fortement corrélés entre eux. Pour cette variable, les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante, les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux.

Le ratio critique de l'item q1var4 est 2.900>1.96, alors que celui de l'item Q1var5 est égal à 2.194> 1.96 ce qui indique que l'attachement à la région s'explique essentiellement par les items« je suis très attaché à ma région » et « Quand je m'absente de ma région, je suis heureux (se) d'y revenir ».Q1var4 a l'erreur standard la moins élevée = 0.459.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
ATIR	q1var4	1,332	1.235	0.459	2.900	-0.072	2,083
	q1var5	1,338	1,268	0,610	2,194	-0,856	2.442
	q1var6	0,963	0.494	1.230	0.783	-2.747	3.379

Tableau 86. Modèle externe de l'attachement à la région

La valeur statistique Alpha de cronbach est égale à 0.597 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.778

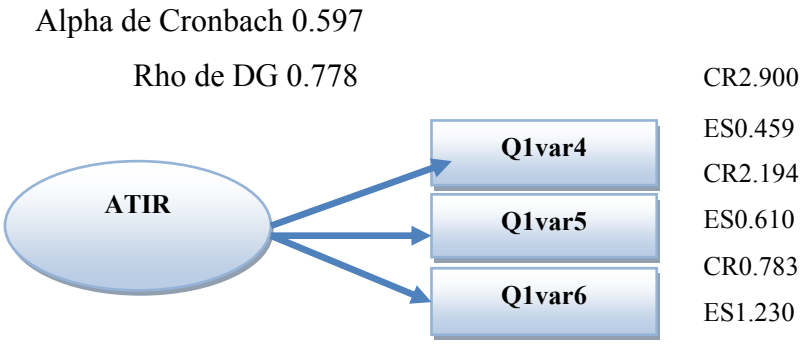


Figure 23. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable attachement à la région

Nous avons vérifié que les valeurs de l'AVE de la variable solidarité envers la région sont supérieures à 0,5 cela relève une bonne validité convergente du construit. Les items le mesurant sont fortement corrélés entre eux. Les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux car les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante.

Le ratio critique de la variable q1var7 est 2.374>1.96 ce qui indique que la solidarité envers la région s'explique essentiellement par l'item «Je me sens très solidaire de ma région» cet item a pour erreur standard = 0.712.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
SOLR	q1var7	1,690	0.643	0.712	2.374	-0.350	2,532
	q1var8	1,753	0.277	1.408	1.245	-2.017	2.200
	q1var9	0,014	0.077	0.521	0.026	-0.731	1.057
	q1var10	-1.545	-0.481	1.116	-1.384	-2.148	1.800

Tableau 87. Modèle externe de la solidarité envers la région

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.712 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.843

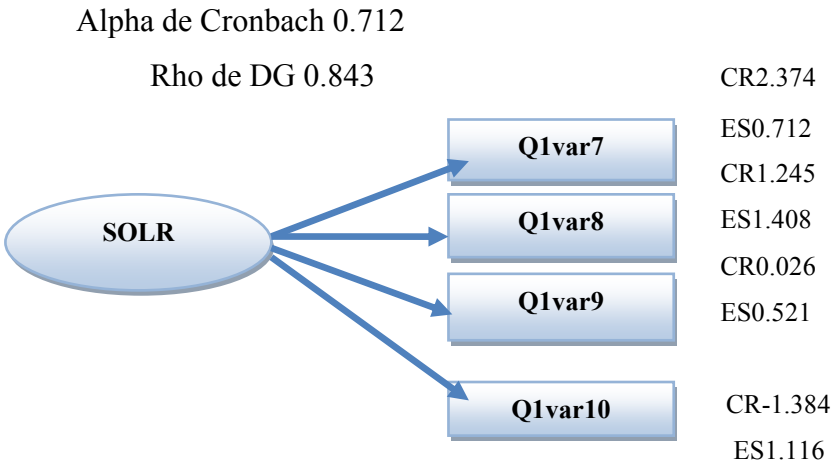


Figure 24. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable solidarité envers la région

En étudiant les différentes variables relatives au sentiment d'appartenance en référence à notre population de responsables, nous avons pu relever que la majorité des responsables exprimant l'identité envers la région ressentent cette dernière comme une partie d'eux mêmes. Leur attachement à la région s'exprime par un fort degré d'attachement et par le fait de se sentir heureux en y revenant. Cette population estime être très solidaire envers la région.

Nous avons vérifié la validité convergente ainsi que la validité discriminante des variables latentes en référence au sentiment d'appartenance à présent, nous étudions cette validité pour les variables de l'ITA.

3.1.2. Variables latentes en référence à l'ITA

La majorité des valeurs de l'AVE de la variable pratiques de surveillance de l'environnement sont toujours supérieure à 0,5 ce qui traduit une bonne validité convergente. Pour ce même construit, les items sont fortement corrélés entre eux. Les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante, les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux.

Le ratio critique de la variable q2var6 est 2.035>1.96 ce qui indique que la variable pratiques de surveillance de l'environnement s'explique essentiellement par l'item «Les informations collectées, sont formalisées, exploitées, diffusées et archivées ».

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
PSE	Q2var1	0.464	0.255	0.649	0.716	-0.995	1.611
	Q2var2	-0.383	-0.255	0.381	-1.003	-0.997	0.844
	Q2var3	-0.198	-0.090	0.380	-0.521	-0.981	0.817
	Q2var4	0.424	0.302	0.485	0.873	-0.867	1.548
	Q2var5	0.565	0.319	0.347	1.627	-0.548	1.036
	Q2var6	0.919	0.501	0.452	2.035	-0.753	1.216
	Q2var7	0.919	0.322	0.639	1.439	-1.236	1.616

Tableau 88. Modèle externe de la variable « pratiques de surveillance de l'environnement »

La valeur statistique Alpha de cronbach est égale à 0.698 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.737.

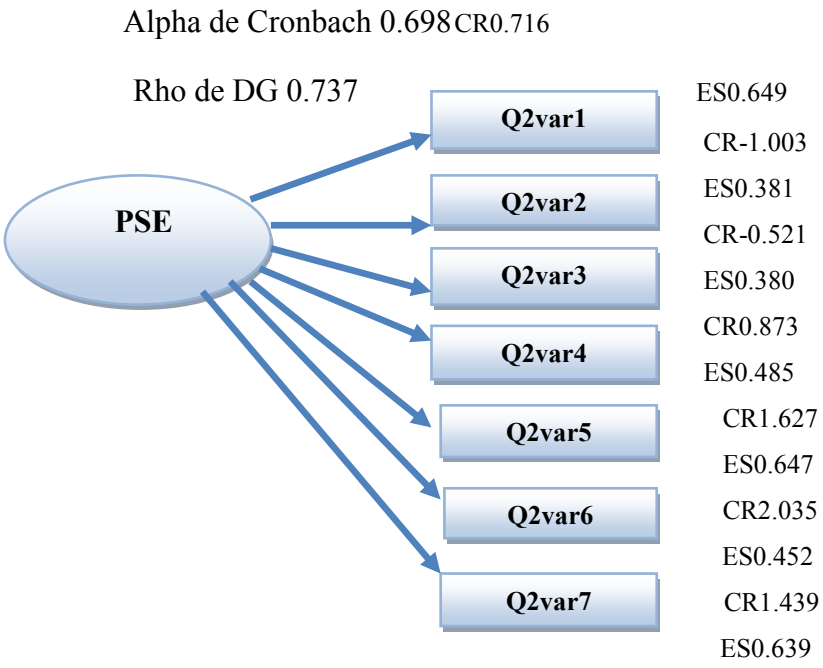


Figure 25. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « pratiques de surveillance de l'environnement»

Nous relevons une bonne validité convergente de la variable « pratiques d'influence sur l'environnement » vu que les valeurs de l'AVE sont supérieures à 0,5. Les items mesurant cette variable sont fortement corrélés entre eux alors que ceux mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux car les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante.

Le ratio critique de la variable q2var19 est 3.375>1.96 et celui de la variable q2var16 est 2.607> 1.96 ce qui indique que les pratiques d'influence sur l'environnement s'expliquent essentiellement par les items «procéder à des actions de communication par le biais de certains médias » cet item a pour erreur standard = 0.494 et «solliciter des organismes publics. Pour influencer leurs décisions » qui a l'erreur standard la moins élevée 0.310.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
PIE	Q2var16	1.288	1.014	0.494	2.607	-0.419	1.901
	Q2var17	0.257	0.420	0.534	0.482	-0.769	1.647
	Q2var18	0.536	0.712	0.486	1.111	-0.219	1.892
	Q2var19	1.045	0.892	0.310	3.375	-0.222	1.415

Tableau 89. Modèle externe de la variable « pratiques d'influence sur l'environnement »

La valeur statistique Alpha de cronbach est égale à 0.743 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.840.

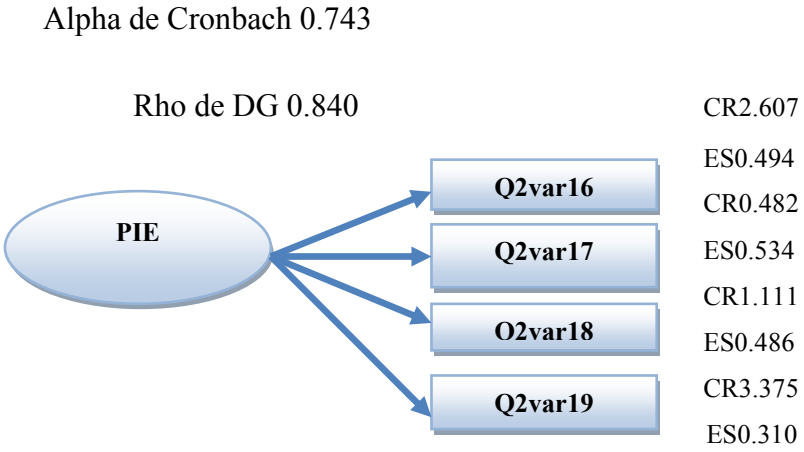


Figure 26. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « Pratiques d'influence sur l'environnement

La majorité des valeurs de l'AVE de la variable capitalisation sur les savoirs et savoir-faire sont toujours supérieure à 0,5 ce qui traduit une bonne validité convergente. Pour ce même construit, les items sont fortement corrélés entre eux. Les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE et les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux, d'où la validité discriminante.

Le ratio critique de la variable q2var21 est 2.865>1.96 ce qui indique que la variable capitalisation sur les savoirs et savoir-faire s'explique essentiellement par l'item «Réaliser des fiches et des rapports formalisant le contenu des relations avec les clients ». Cette variable a l'erreur standard la moins élevée.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
CSSF	Q2var20	0.324	0.814	1.102	0.294	-2.322	3.176
	Q2var21	2.714	2.321	0.947	2.865	-0.766	3.445

Tableau 90. Modèle externe de la variable « Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire »

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.628 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.847.

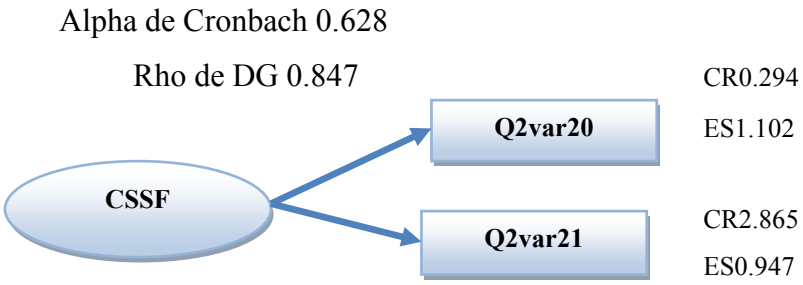


Figure 27. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire »

Nous avons vérifié que les valeurs de l'AVE de la variable partage et diffusion des connaissances sont supérieures à 0,5. Cela relève une bonne validité convergente du construit. Les items le mesurant sont fortement corrélés entre eux. Les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux car les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante.

Le ratio critique de la variable q2var22 est 2.148>1.96 ce qui indique que la variable partage et diffusion des connaissances s'explique essentiellement par l'item «utiliser les technologies de l'information et de la communication pour partager et diffuser l'information et les connaissances entre collaborateurs» cet item a pour erreur standard = 1.599.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
CSSF	Q2var22	3.434	1.282	1.599	2.148	-2.149	4.263
	Q2var23	0.946	1.420	0.935	1.011	-1.600	2.232

Tableau 91. Modèle externe de la variable « Partage et diffusion des connaissances »

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.515 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à

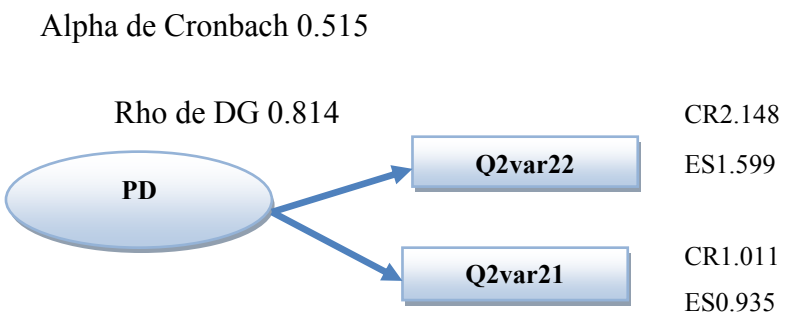


Figure 28. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « Partage et diffusion des connaissances »

En considérant les échelles de mesures relatives à l'ITA en référence à notre population de responsables nous relevant que pour les pratiques de surveillance de l'environnement ces derniers ont recours essentiellement à la collecte, la formalisation, l'exploitation la diffusion et l'archive des informations. Alors que pour les pratiques d'influence sur l'environnement, les responsables procèdent à des actions de communication par le biais de certains médias et sollicitent les organismes publics pour influencer leurs décisions. Ces responsables réalisent des fiches et des rapports formalisant le contenu des relations avec les clients pour la capitalisation des savoirs et savoir-faire. L'utilisation des technologies de l'information et de la communication est essentielle pour le partage et la diffusion de l'information et des connaissances entre collaborateurs.

Ainsi, nous avons étudié les modèles de mesure unidimensionnels relatifs à nos différentes variables du sentiment d'appartenance et de l'ITA, nous avons vérifié leur validité convergente et discriminante ainsi que leur fiabilité. Cela nous permet à présent d'étudier le modèle global de la relation entre le sentiment d'appartenance et l'ITA.

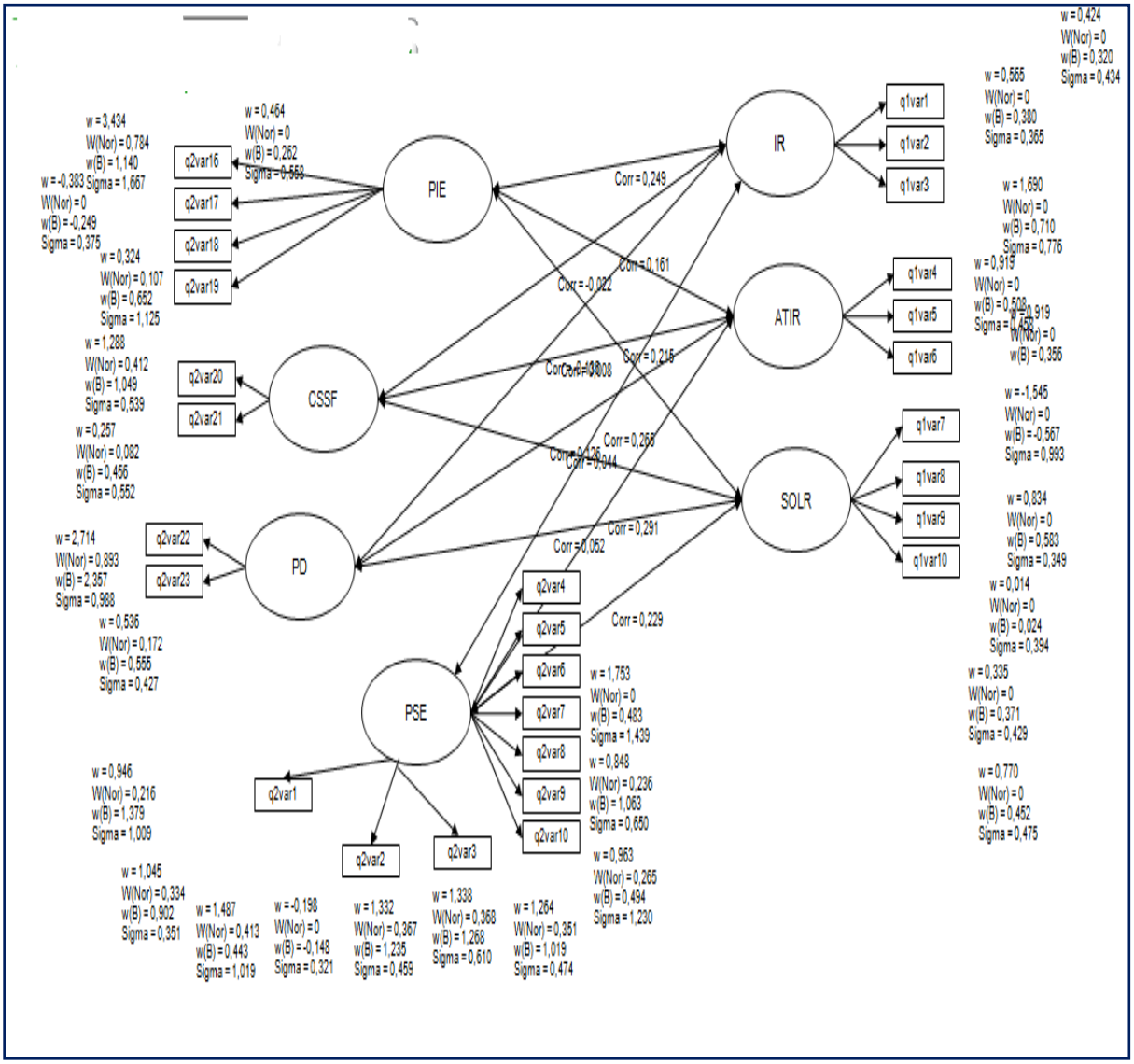


Figure 29. Modèle de mesure de la relation entre le sentiment d'appartenance et l'ITA

3.1.3. La fiabilité de la mesure du modèle global SA/ITA

Variable latente	Dimensions	Alpha de Cronbach	Rho de D.G. (ACP)	Valeur critique	Valeurs propres
IR	3	0,613	0,807	0,176	0,345
					0,135
					0,047
ATIR	3	0,597	0,778	0,140	0,266
					0,130
					0,025
SOLR	4	0,712	0,843	0,131	0,295
					0,119

					0,059
					0,051
PSE	10	0,698	0,737	0,158	0,483
					0,315
					0,207
					0,135
					0,109
					0,098
					0,092
					0,081
					0,046
					0,015
PIE	4	0,743	0,840	0,169	0,386
					0,125
					0,110
					0,055
CSSF	2	0,628	0,847	0,107	0,158
					0,056
PD	2	0,515	0,814	0,150	0,239
					0,060

Tableau 92. Fiabilité du modèle global SA/ITA

La valeur de l'alpha de Cronbach est appréciable pour chacune des échelles. Tous les alphas sont supérieurs à 0,6 à l'exception des variables, attachement à la région et partage et diffusion des connaissances, l'alpha est inférieur au seuil recommandé (Alpha de Cronbach est respectivement égale 0,597 et 0.515). Cela signifie que l'alpha sous-estime la fiabilité du bloc car il n'y a pas d'égalité entre les trois items. Dans ces cas-là, Chin (1998) préconise de regarder le Rho de Dillon et Goldstein. Pour la variable attachement à la région, celui-ci est bon (0,778), ainsi que pour la variable partage et diffusion des connaissances le Rho de Dillon et Goldstein (0.814). Nous considérons que ces deux variables sont fiables. Il faut également noter que les Rho de Dillon et Goldstein sont également bons pour toutes les autres variables car tous supérieurs à 0,7. On peut vérifier l'unidimensionnalité des variables puisqu'on a trouvé un seul axe factoriel qui correspond à chaque échelle.

3.1.4. Les poids factoriels du modèle global SA/ITA

	IR	ATIR	SOLR	PSE	PIE	CSSF	PD
q1var1	**0,597**	0,315	0,419	0,416	0,349	0,214	0,101
q1var2	**0,859**	0,461	0,156	0,124	0,174	-0,021	-0,183
q1var3	**0,729**	0,444	0,160	0,121	0,063	-0,190	-0,136
q1var4	0,417	**0,822**	0,144	0,250	0,133	-0,053	0,081
q1var5	0,482	**0,789**	0,394	0,124	0,045	-0,029	0,065
q1var6	0,259	**0,644**	0,425	0,416	0,339	0,372	0,250
q1var7	0,279	0,224	**0,644**	0,080	0,142	0,104	0,030
q1var8	0,291	0,421	**0,512**	0,136	0,058	-0,262	-0,114
q1var9	0,058	0,174	**0,644**	0,095	-0,091	-0,103	-0,126
q1var10	0,136	0,150	**-0,616**	-0,124	-0,160	-0,362	-0,226
q2var1	-0,020	0,176	-0,117	**0,783**	0,093	0,048	0,336
q2var2	-0,179	-0,037	-0,186	**-0,583**	-0,006	-0,033	0,039
q2var3	-0,058	-0,146	-0,002	**-0,646**	-0,075	0,062	-0,029
q2var4	-0,011	0,059	-0,089	**0,654**	0,250	0,340	0,156
q2var5	0,244	0,175	0,060	**0,560**	0,251	0,209	0,000
q2var6	0,253	0,273	0,275	**0,644**	0,329	0,209	0,188
q2var7	0,077	0,114	0,159	**0,700**	0,219	0,255	0,363
q2var8	0,162	0,160	0,006	**0,674**	0,231	0,220	0,108
q2var9	0,090	0,102	0,125	**0,628**	0,090	-0,002	-0,059
q2var10	0,053	-0,009	0,281	**0,629**	0,321	0,395	0,316
q2var16	0,212	0,204	0,187	0,549	**0,844**	0,483	0,410
q2var17	0,108	-0,039	0,015	0,251	**0,531**	0,187	-0,173
q2var18	0,054	0,050	0,055	0,134	**0,645**	0,415	0,046
q2var19	0,281	0,128	0,254	0,298	**0,889**	0,411	0,128
q2var20	-0,034	-0,160	-0,012	0,162	0,275	**0,538**	-0,029
q2var21	-0,020	0,025	0,048	0,423	0,526	**0,996**	0,482
q2var22	-0,070	0,092	0,119	0,358	0,265	0,457	**0,886**
q2var23	-0,164	0,103	-0,105	0,151	0,042	0,142	**0,530**

Tableau 93. Cross loadings des variables du modèle global SA/ITA

On a constaté que les *loadings* les plus élevés sont ceux qui relient la variable manifeste à ses latentes associées. Nous vérifions la validité de la mesure en examinant la moyenne communalités AVE.

3.1.5. Validité de la mesure du modèle global SA/ITA

La vérification de la validité convergente de notre modèle se fait en examinant les AVE des variables en référence à la moyenne communalité globale.

Variable latente	Type	Moyenne	R^2	Moyenne Communalités (AVE)	Rho de D.G.
IR	Endogène	0,000		0,506	0,746
ATIR	Endogène	0,000		0,453	0,677
SOLR	Endogène	0,000		0,418	0,843
PSE	Endogène	0,000	0,492	0,631	0,737
PIE	Endogène	0,000	0,666	0,550	0,825
CSSF	Endogène	0,000	0,568	0,641	0,766
PD	Endogène	0,000	0,665	0,533	0,682
Moyenne			0,342	0,533	

Tableau 94. Validité convergente du modèle global SA/ITA

À l'exception des variables ATIR et SOLR, la validité convergente est vérifiée pour toutes les variables du modèle SA/ITA vu que l'AVE de chaque variable est supérieur à la moyenne communalité du modèle global.

La vérification de la validité discriminante se fait en vérifiant les valeurs des corrélations au carré par rapport à la valeur de l'AVE de chaque variable.

	IR	ATIR	SOLR	PSE	PIE	CSSF	PD
IR	1	0,330	0,091	0,070	0,062	0,001	0,018
ATIR	0,330	1	0,144	0,085	0,026	0,000	0,016
SOLR	0,091	0,144	1	0,053	0,046	0,002	0,003
PSE	0,070	0,085	0,053	1	0,205	0,175	0,141
PIE	0,062	0,026	0,046	0,205	1	0,278	0,060
CSSF	0,001	0,000	0,002	0,175	0,278	1	0,207
PD	0,018	0,016	0,003	0,141	0,060	0,207	1
Moyenne Communalités (AVE)	0,506	0,453	0,218	0,231	0,550	0,641	0,533

Tableau 95. Validité discriminante du modèle global SA/ITA

Les corrélations au carré sont toujours inférieures à l'AVE (Moyenne Communalités) de la variable, cela démontre une bonne validité discriminante. Les indicateurs supposés mesurent des construits différents sont faiblement corrélés entre eux.

	GoF	GoF (Bootstrap)	Erreur standard	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
Absolu	0,834	0,352	0,038	8,711	0,279	0,431
Relatif	0,836	0,761	0,050	16,681	0,653	0,844
Modèle externe	0,900	0,981	0,004	235,964	0,967	0,990
Modèle interne	0,906	0,775	0,051	16,688	0,666	0,858

Tableau 96. Qualité d'ajustement du modèle global SA/ITA

Pour la qualité d'ajustement du modèle, les GoF (*Goodness of Fit)* internes et externes sont très élevés ce qui a tendance à traduire une bonne qualité d'ajustement du modèle aux données. Notons que l'intervalle de confiance est relativement restreint pour les différentes variables ce qui est un bon indicateur.

3.1.6. Validation des hypothèses de recherche en référence à la relation SA/ITA

Hypothèses	Valeur de T-statistique (voir annexe)	Signe du coefficient	Résultat
H1 Le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'IET			
H1-1 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de surveillance de l'environnement	4.29	+	Validée
H1-2 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement	4.29	+	Validée
H1-4 L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de surveillance de l'environnement	7.80	+	Validée
H1-5 L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques d'influence sur l'environnement	4.51	+	Validée
H1-6 La solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques de surveillance de l'environnement	3.34	+	Validée
H1-8 La solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement	6.47	+	Validée
Relation entre L'attitude envers la région et le knowledge management			
H2-1 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoirs- faire	2.83	+	Validée
H2-2 L'identité à la région est positivement associée aux pratiques de diffusion des connaissances	1.41	+	Non Validée
H2-3 L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir- faire	4.41	+	Validée
H2-4 L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de diffusion des connaissances	1.75	+	Non Validée
H2-3 La solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoirs- faire	4.79	+	Validée
H2-6 La solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques de diffusion des connaissances	3.85	+	Validée

Remarque : pour la variable relative à la dimension « pratiques de protection du patrimoine immatériel », le logiciel ne peut pas donner des valeurs pour les paramètres de cette variable à cause de l'insuffisance du nombre d'observation (problème technique lié à la capacité du logiciel)

L'intelligence économique est supposée mesurée seulement par deux sous dimensions qui sont, les pratiques de surveillance de l'environnement et les pratiques d'influence sur l'environnement.

L'hypothèse H1 : le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'IET, est une hypothèse validée. D'abord, nous avons montré à travers notre modélisation la validation du lien de causalité entre l'identité à la région et les pratiques d'influence et de surveillance de l'environnement (H1-1, H1-2). Ensuite nous avons examiné le lien de causalité entre l'attachement à la région et ces mêmes pratiques (H1-3, H1-4). Ce lien est validé. Enfin le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'IET a été validé (H1-5, H1-6).

En testant nos hypothèses opérationnelles et notre modèle, nous avons confirmé que l'identité à la région améliorait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et que l'IET renforçait l'identité à la région. L'hypothèse H1-1 : l'identité à la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement est une hypothèse validée, ce qui révèle que plus la population de responsables s'identifie à la région plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées), cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire.

L'hypothèse H1-2 l'identité à la région est positivement associée aux pratiques de surveillances de l'environnement plus les responsables s'identifient à la région, plus ils ont recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (s'informent, surveillent les divers acteurs et anticipent les évolutions futures de l'environnement. Et le fait de cerner l'environnement du territoire cela renforce l'identité à la région. À ce niveau, nos résultats semblent être en concordance avec ceux défendus par divers auteurs qui considèrent le lien entre l'identité et le territoire en tant qu'espace et en tant que dispositifs de définition et d'aménagement de cet espace. Les pratiques d'IET (surveillance et d'influence sur l'environnement) étant des dispositifs de définition et d'aménagement du territoire, cela implique théoriquement une interrelation avec l'identité territoriale. Parmi ces auteurs, Mathias Le Bossé (1999), Yves Gremond (2004) et Guy Di Méo (2007) qui a exprimé ce lien « Les questions identitaires […] ouvrent au moins deux champs de recherche géographique. Celui des spatialités et des territorialités, soit des rapports spatiaux des individus, relativement

superficiels dans le premier cas (spatialités), plus vécus, profonds et affectifs dans le second (territorialités), autorise le repérage de la diversité des liens spatiaux qui entrent dans la construction des personnalités humaines. Il fournit aussi des éléments d'interprétation pour la compréhension de leurs dynamiques grégaires, tant sociales que territorialisées. Il permet de saisir, en retour, de quelle façon s'opère, en partant de l'individu, la production de l'espace ».

Le test de nos hypothèses opérationnelles et notre modèle nous a permis de confirmé que l'attachement à la région améliorait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et que l'IET renforçait l'attachement au territoire. L'hypothèse H1-3 : l'attachement à la région est positivement associé aux pratiques d'influence sur l'environnement est une hypothèse validée, ce qui révèle que plus la population de responsables est attachée à la région plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées), ces pratiques renforcent l'attachement de ces individus envers le territoire. L'hypothèse H1-4 l'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de surveillances de l'environnement, plus les responsables ressentent de l'attachement envers leur région, plus ils ont recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (s'informent, surveillent les divers acteurs et anticipent les évolutions futures de l'environnement. La mise en place de ces pratiques renforce l'attachement au territoire. Ces résultats sont assez conformes aux études théoriques préalablement établies. Lalli (1992), Jean-François Staszack (2004) « les identités géographiques existent et sont prégnantes ; les territoires jouent un rôle essentiel dans les processus identitaires : l'identité géographique s'exprime par l'attachement à un espace ».

Nous avons aussi confirmé que la solidarité envers la région améliorait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et que l'IET renforçait cette solidarité envers le territoire suite au test de nos hypothèses opérationnelles et de notre modèle. L'hypothèse H1-5 : la solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population de responsables est solidaire envers la région. Plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (communication à travers certains médias, pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées), ces pratiques renforcent aussi la solidarité de ces individus envers le territoire. L'hypothèse

H1-6 : la solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques de surveillances de l'environnement. Plus les responsables sont solidaires envers leur région plus ils ont recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (s'informent, surveillent les divers acteurs et anticipent les évolutions futures de l'environnent. La mise en place de ces pratiques renforce les manifestations de solidarité au territoire. Ces résultats sont assez conformes aux études théoriques préalablement établies, en effet divers auteurs considèrent que toute pratique en faveur de la définition, de l'aménagement de l'espace territorial ou de son développement est une manifestation de solidarité envers le territoire. Cela est valable pour les pratiques d'IET. En effet pour Cédric Polère et Catherine Pannasier (2013 : 2), « les politiques et les répertoires d'action des territoires sont des opérateurs de solidarité des régions « Même s'il est difficile de définir précisément leur caractère solidaire, de multiples actions produisent incontestablement de la solidarité».

L'hypothèse H2 le sentiment d'appartenance est positivement associé au KMT est une hypothèse partiellement validée, cela été établit comme suit :

D'abord nous avons montré à travers notre modélisation la validation du lien de causalité entre l'identité à la région et les pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire H2-1, alors que le lien de causalité entre l'identité et les pratiques de partage et diffusion des connaissances n'a pas été validé H2-2. Ensuite nous avons examiné le lien de causalité entre l'attachement à la région et ces mêmes pratiques H2-3validée et H2-4 non validée. Ce lien est partiellement validé. Enfin la causalité entre la solidarité envers la région et le KMT a été validé, vu la validation des hypothèses H2-5 et H2-6.

Suite au test de nos hypothèses opérationnelles et notre modèle nous sommes parvenus à confirmer que l'identité à la région améliorait la mise en place de pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire et que ces pratiques renforçaient l'identité à la région. L'hypothèse H2-1 : l'identité à la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population de responsables s'identifie à la région, plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire (formalisation et archive des contenus des projets et des liens avec les organisations et les clients), cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire. L'hypothèse H2-2 l'identité à la région est positivement associée

aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances, n'est pas validée. Le lien entre l'attachement à la région et le KMT est aussi partiellement validé vu que l'hypothèse H2-3 est validée, ce qui indique que plus la population de responsables est attachée à la région plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, ces pratiques renforcent à leur tour l'attachement de ces individus envers le territoire. L'hypothèse H2-4 l'attachement à la région est positivement associée aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances n'est pas validée. Le lien entre la solidarité envers la région et le KMT est validé vu que l'hypothèse H2-5 est validée, ce qui indique que plus la population de responsables est solidaire envers la région, plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, ces pratiques renforcent à leur tour la solidarité de ces individus envers le territoire. L'hypothèse H2-6 la solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances, est aussi validée.

À ce niveau, nos résultats semblent être en accord avec ceux avancés par divers auteurs qui considèrent le lien entre le sentiment d'appartenance (identité, attachement et solidarité) et le territoire en tant qu'espace et en tant que dispositifs de définition et d'aménagement de cet espace comme l'indiquent Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004), Roger Burnet : « Le territoire est une œuvre humaine. Il est un espace approprié. Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à chaque chose. Il est la base géographique de l'existence sociale. Toute société a du territoire, produit du territoire. En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude ». (1991 : 23). Cela confirme le lien entre le sentiment d'appartenance et toute œuvre ou action au sein du territoire pour la construction de son espace et son développement.

À Présent, nous étudions le lien entre le sentiment d'appartenance et l'ITP.

3.2. Les résultats pour le modèle en référence au questionnaire de la population locale

Nous procédons dans cette section à la validation de la structure factorielle de nos variables prises distinctement. Ensuite, nous vérifions la validité de notre modèle global SA/ITP.

Nos variables latentes ne peuvent pas se prêter directement à la mesure, elles sont appréciées par le biais d'un groupe de variables manifestes. Pour notre recherche, nous avons un

ensemble de variables latentes en références à deux notions ; le sentiment d'appartenance, et l'ITP.

3.2.1. Variables latentes en référence au sentiment d'appartenance

Nous vérifions les validités convergentes et discriminantes de variables du sentiment d'appartenance : identité à la région, attachement à la région et solidarité envers la région.

La majorité des valeurs de l'AVE de l'identité à la région sont toujours supérieure à 0,5 ce qui traduit une bonne validité convergente. Les items mesurant le même construit sont fortement corrélés entre eux. Pour cette variable, les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE d'où la validité discriminante, les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux.

Le ratio critique des trois variables sont supérieurs à 1.96 q1var1 est 2.512 ; q1var2= 4.196 et q1var3= 6.667 ce qui indique que l'identité à la région est expliquée ces trois items « se sentir vraiment chez soi dans la région », « s'identifier à la région » et « sentir la région comme une partie de soi » les valeurs de l'erreur standard pour ces trois items sont peu élevées.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
IR	q1var1	0.521	0,519	0.207	2.512	0.116	1.007
	q1var2	0.974	0.947	0,232	4.196	0.209	1,365
	q1var3	1.352	1,350	0,203	6.667	0.974	1.902

Tableau 97. Modèle externe identité à la région

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.627 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région. Cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.793.

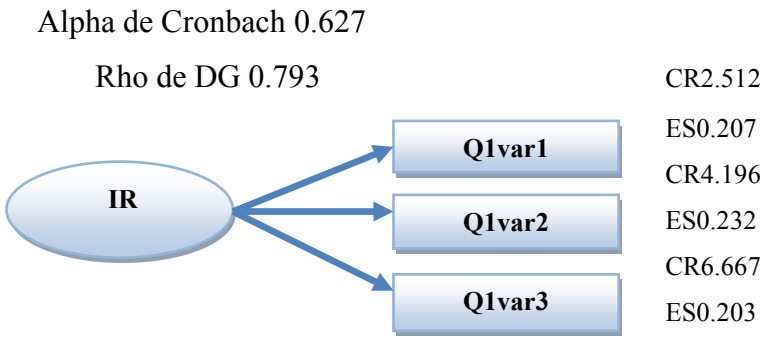


Figure 30. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable Identité à la région

Nous constatons que les valeurs de l'AVE de la variable attachement à la région sont supérieures à 0,5. Cela indique une bonne validité convergente de ce construit. Les items le mesurant sont fortement corrélés entre eux et les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE et les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux d'où la validité discriminante.

Le ratio critique de l'item q1var4 est 6.162>1.96, alors que celui de l'item Q1var5 est égal à 5.392> 1.96 ce qui indique que l'attachement à la région s'explique essentiellement par les items« je suis très attaché à ma région » et « Quand je m'absente de ma région, je suis heureux (se) d'y revenir ».Q1var4 a l'erreur standard la moins élevée = 0.207.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
ATIR	q1var4	1,275	1.238	0.207	6.162	0.774	1.679
	q1var5	1,269	1,258	0,235	5.392	0.651	1.789
	q1var6	0,523	0.526	0.295	1.771	0.371	1.162

Tableau 98. Modèle externe de l'attachement à la région

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.597 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.778.

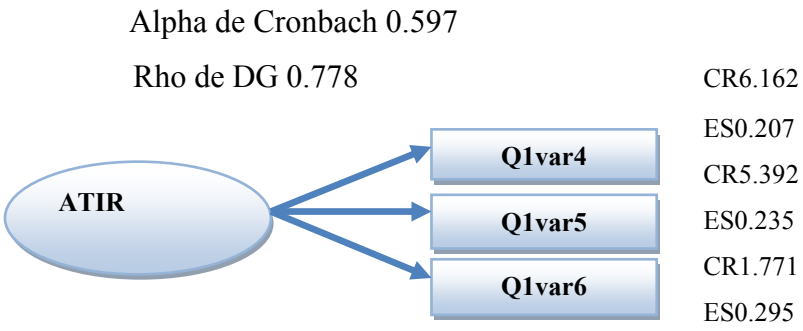


Figure 31. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable attachement à la région

Nous avons relevé que la majorité des valeurs de l'AVE de la variable solidarité envers la région sont supérieures à 0,5 cela relève une bonne validité convergente du construit. Les items le mesurant sont fortement corrélés entre eux et faiblement corrélés aux autres construits d'où la validité discriminante.

Le ratio critique de toutes les variables de solidarité envers la région sont > à1.96 avec des valeurs respectives de5.756 ; 5.280 ; 8.029 et 4.948 ce qui indique que la solidarité envers la région s'explique par ces quatre items, la valeur la plus élevée est celle de l'item q1var9 « c'est important pour moi d'aider ma région à se développer », cet item a pour erreur standard = 0.109.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
SOLR	q1var7	0.703	0.703	0.122	5.756	0.414	0.967
	q1var8	0.666	0.664	0.126	5.280	0.404	0.965
	q1var9	0,878	0.0859	0.109	8.029	0.546	1.103
	q1var10	0.617	0.613	0.125	4.948	0.412	0.988

Tableau 99. Modèle externe de la solidarité envers la région

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.737 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.836.

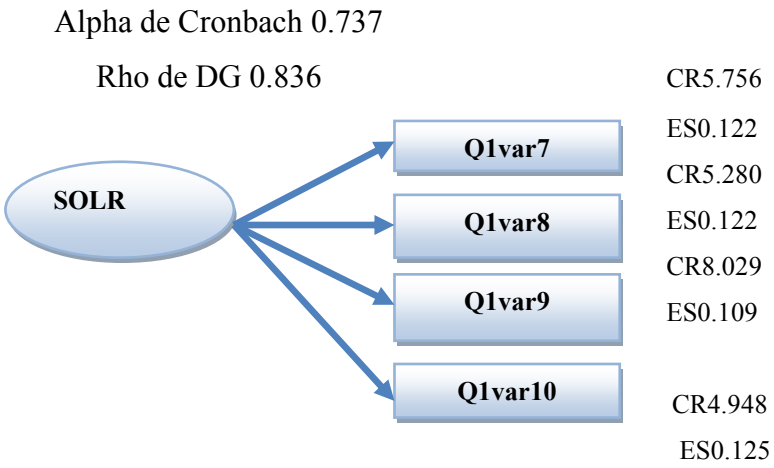


Figure 32. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable solidarité envers la région

En étudiant les différentes variables relatives au sentiment d'appartenance en référence à notre population locale, nous avons pu relever que la majorité de cette population s'identifiant à leur région se sentent chez eux dans la région, s'identifient à la région et ressentent la région comme une partie d'eux même. Leur attachement à la région s'exprime par un fort degré d'attachement et le fait de se sentir heureux en y revenant. Cette population estime être très solidaire envers la région. Elle trouve que c'est important d'aider la région à se développer, et évite les achats en dehors de la région.

Nous avons vérifié la validité convergente ainsi que la validité discriminante des variables latentes en référence au sentiment d'appartenance à présent nous étudions cette validité pour les variables de l'ITP.

3.2.2. Variables latentes en référence à l'ITP

Nous avons constaté que la majorité des valeurs de l'AVE de la variable appréciation des dispositifs de développement sont supérieures à 0,5 cela relève une bonne validité convergente du construit. Ses items sont fortement corrélés entre eux et faiblement corrélés à ceux des autres construits d'où la validité discriminante.

Les ratios critiques des variables q2var1 et q2var2 sont supérieurs à 1.96 avec des valeurs respectives de4.379 et 5.831 ce qui indique que l'appréciation des dispositifs de développement s'explique essentiellement par les items « Les autorités locales fournissent des efforts considérables pour le développement de la région» cet item a pour erreur standard =

0.274 et « plusieurs acteurs publics et privés instaurent des dispositifs pour le développement de la région » la valeur de l'erreur standard pour cet item est 0.242.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
ADD	Q2var1	1.199	1.176	0.274	4.379	0.636	1.787
	Q2var2	1.414	1.394	0.242	5.831	0.646	1.839
	Q2var3	0.212	0.203	0.315	0.675	-0.807	0.814

Tableau 100. Modèle externe de la variable appréciation des dispositifs de développement

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.577 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.836

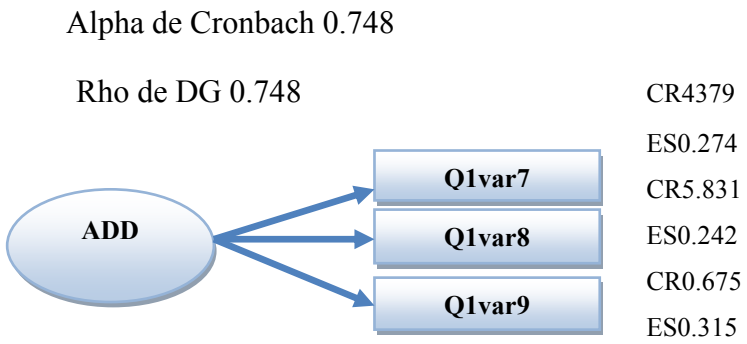


Figure 33. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable appréciation des dispositifs de développement

La majorité des valeurs de l'AVE de la variable échange d'information avec les acteurs de développement sont toujours supérieure à 0,5 ce qui traduit une bonne validité convergente. Les items mesurant le même construit sont fortement corrélés entre eux. Pour cette variable, les corrélations au carré sont inférieures à l'AVE et les items mesurant des construits différents sont faiblement corrélés entre eux d'où la validité discriminante.

Le ratio critique des variables q2var4 et q2var5 sont supérieurs à 1.96 de valeurs respectives 4.968 et 2.698,ce qui indique que l'appréciation des dispositifs de développement s'explique essentiellement par les items « Il y a une communication et un échange d'information de part et d'autre pour le choix et l'instauration des dispositifs de développement », « Je vois que les autorités locales ainsi que leurs différents partenaires prennent en considération mon avis pour

le choix des dispositifs de développement», les valeurs de l'erreur standard pour ces deux items sont peu élevées et de valeurs respectives 0.459 et 0.544.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
EIAD	Q2var4	2.279	2.210	0.459	4.968	1.210	3.138
	Q2var5	0.974	1.462	0.544	2.698	0.558	2.729

Tableau 101. Modèle externe de la variable échange d'information avec les acteurs de développement

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.476 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.734

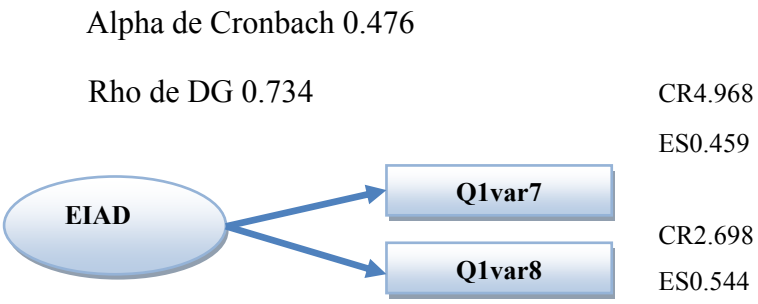


Figure 34. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable échange d'information avec les acteurs de développement

Nous avons relevé que la majorité des valeurs de l'AVE de la variable évaluation du développement de la région sont supérieures à 0,5, cela relève une bonne validité convergente du construit. Les items le mesurant sont fortement corrélés entre eux et faiblement corrélés aux autres construits d'où la validité discriminante.

Le ratio critique des deux items q2var7 et q2var8 de la variable évaluation du développement de la région ont deux valeurs appréciables. Pour l'item q2var7 le ratio critique est égal à -8.713 < -1.96 alors que le ratio critique de la variable q2var8 est 8.532 >à 1.96 ce qui indique que l'évaluation du développement de la région s'explique par ces deux items « Je me sentirais mieux dans une région plus développée que celle-ci», et « si un jour je pars de ma région ce sera à cause de son manque de développement.

Variable latente	Variables manifestes	Poids externe	Poids externe (Bootstrap)	Erreur standard (ES)	Ratio critique (CR)	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
EDR	Q2var7	-1.174	-1.166	0.135	-8.713	-1.527	-0.926
	Q2var8	1.236	1.251	0.145	8.532	0.954	1.605

Tableau 102. Modèle externe de la variable évaluation du développement de la région

La valeur statistique Alpha de Cronbach est égale à 0.587 ce qui traduit la fiabilité de l'échelle de l'identité à la région, cela est confirmé par le Rho de DG dont la valeur est égale à 0.781

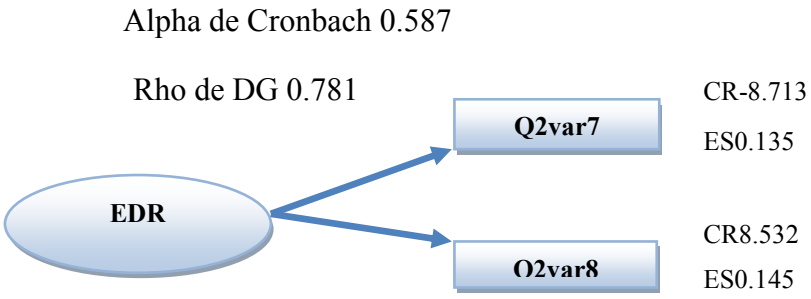


Figure 35. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable évaluation du développement de la région

L'étude les variables relatives à l'ATP en référence à notre population locale nous a permis de relever que l'appréciation des dispositifs de développement par cette population se fait essentiellement par l'appréciation du travail des autorités locales et les efforts qu'elles fournissent pour le développement de la région ainsi les dispositifs instaurés par les acteurs publics et privés. Cette population estime l'échange d'information avec les acteurs de développement la communication établie pour l'instauration des dispositifs de développement ainsi que la prise en compte de leurs avis pour les choix en termes de développement. L'évaluation du développement de la région est estimée par le fait de se sentir mieux dans une région plus développée ou encore décider de quitter la région pour son manque de développement.

Ainsi nous avons étudié les modèles de mesure unidimensionnels relatifs à nos différentes variables du sentiment d'appartenance et de l'ITP en référence à la population locale, nous avons vérifié leur validité convergente et discriminante ainsi que leur fiabilité. Cela nous

permet à présent d'étudier le modèle global de la relation entre le sentiment d'appartenance et l'ITP.

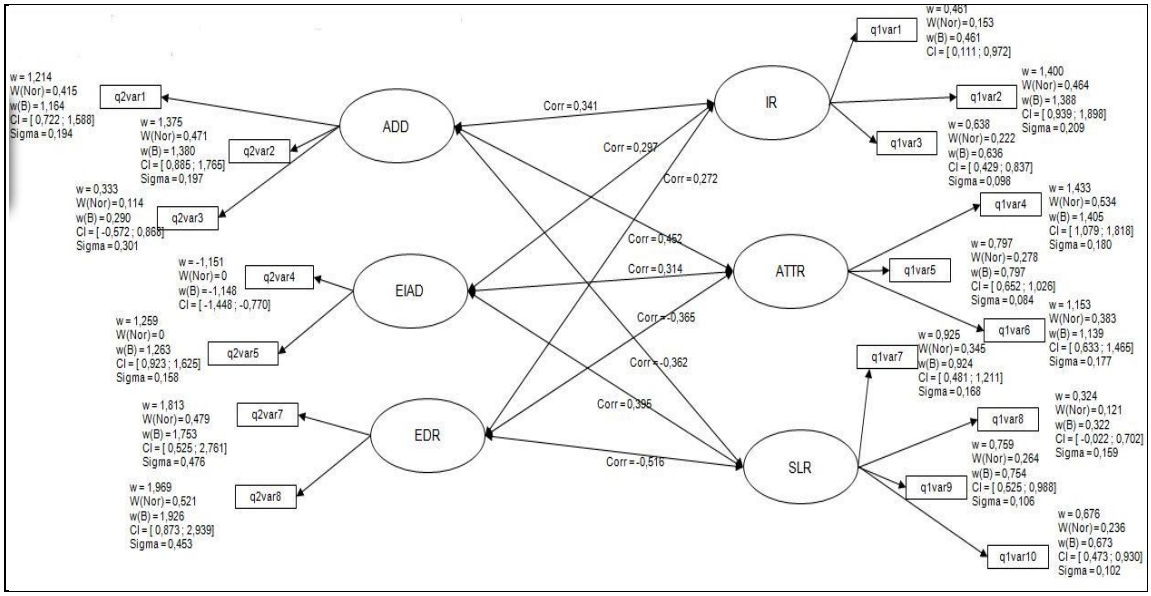


Figure 36. Modèle de mesure de la relation entre le sentiment d'appartenance et l'ITA

3.2.3. La fiabilité de la mesure du modèle global SA/ITP

Variable latente	Alpha de Cronbach	Rho de D.G. (ACP)	Valeur critique	Valeurs propres
IR	0,627	0,793	0,181	0,336
				0,147
				0,060
ATTR	0,584	0,772	0,163	0,286
				0,150
				0,053
SLR	0,737	0,836	0,213	0,478
				0,227
				0,083
				0,064
ADR	0,577	0,748	0,175	0,293
				0,133
				0,099
EIAD	0,476	0,734	0,119	0,138
				0,100
EDR	0,587	0,781	0,243	0,341
				0,144

Tableau 103. Fiabilité de la mesure du modèle global SA/ITP

Nous pouvons voir que l'alpha de Cronbach est bon pour chacune des échelles. Tous les alphas sont supérieurs à 0,6. Toutefois, pour la variable échange d'information avec les acteurs de développement, l'alpha est inférieur au seuil recommandé (Alpha de Cronbach = 0,476). Cela signifie que l'Alpha sous-estime la fiabilité du bloc car il n'y a pas d'égalité entre les trois items. Dans ces cas-là, Chin (1998) préconise de regarder le Rho de Dillon et Goldstein pour cette variable la valeur du Rho de DG est égale à 0,734. Nous considérons que cette variable est fiable. Il faut également noter que les Rho de Dillon et Goldstein sont également bons pour toutes les autres variables car leurs valeurs sont supérieures à 0,7.

Enfin, on peut vérifier l'unidimensionnalité des diverses variables car on trouve un seul axe factoriel qui correspond à chaque échelle.

3.2.4. Les poids factoriels du modèle global SA/ITP

	IR	ATTR	SLR	APPTRD	AEIAUT	PRLMD
q1var1	0,556	0,168	0,147	0,283	0,302	-0,066
q1var2	0,778	0,406	0,413	0,214	0,269	-0,192
q1var3	0,873	0,578	0,625	0,315	0,205	-0,385
q1var4	0,441	0,815	0,431	0,282	0,355	-0,159
q1var5	0,502	0,794	0,601	0,197	0,182	-0,393
q1var6	0,342	0,585	0,346	0,162	0,268	-0,166
q1var7	0,510	0,437	0,746	0,314	0,350	-0,330
q1var8	0,412	0,639	0,735	0,292	0,256	-0,366
q1var9	0,584	0,414	0,818	0,461	0,340	-0,420
q1var10	0,351	0,510	0,681	0,262	0,212	-0,434
q2var1	0,279	0,321	0,352	0,735	0,344	-0,323
q2var2	0,302	0,208	0,390	0,881	0,421	-0,257
q2var3	0,037	0,020	0,141	0,587	0,198	-0,062
q2var4	0,296	0,346	0,312	0,312	0,861	-0,143
q2var5	0,146	0,159	0,292	0,457	0,640	-0,359
q2var7	0,298	0,272	0,419	0,279	0,209	-0,833
q2var8	-0,302	-0,313	-0,446	-0,296	-0,287	0,844

Tableau 104. Cross loadings des variables du modèle global SA/ITA

On remarque que les *loadings* les plus élevés sont bien ceux qui relient la variable manifeste à ses latentes associées. Nous obtenons une structure du tableau en diagonale. Nous conservons donc les items.

3.2.5. Validité de la mesure du modèle global SA/ITP

Nous vérifions la validité convergente des variables en comparant l'AVE de chaque variable par rapport à celle du modèle global :

Variable latente	Type	R^2	Moyenne Communalités (AVE)	Rho de D.G.
IR	Exogène		0,498	0,728
ATTR	Exogène		0,481	0,718
SLR	Exogène		0,557	0,834
ADR	Endogène	0,192	0,466	0,693
EIAD	Endogène	0,336	0,575	0,726
EDR	Endogène	0,268	0,703	
Moyenne		0,265	0,536	

Tableau 105. **Validité convergente du modèle global SA/ITP**

On remarque que les variables échange d'information avec les acteurs de développement et évaluation du développement de la région sont particulièrement bien expliquées dans le modèle. On note également que l'AVE est toujours supérieure à 0,5 à l'exception de la variable appréciation des dispositifs de développement où le Rho de DG est très proche de 0.7 ce qui traduit une bonne validité convergente. Les items qui mesurent le même construit sont fortement corrélés entre eux.

La vérification de la validité discriminante se fait en vérifiant les valeurs des corrélations au carré par rapport à la valeur de l'AVE de chaque variable.

	IR	ATTR	SLR	APPTRD	AEIAUT	PRLMD
IR	1	0,362	0,402	0,123	0,093	0,128
ATTR	0,362	1	0,430	0,092	0,123	0,122
SLR	0,402	0,430	1	0,209	0,155	0,266
APPTRD	0,123	0,092	0,209	1	0,229	0,117
AEIAUT	0,093	0,123	0,155	0,229	1	0,088
PRLMD	0,128	0,122	0,266	0,117	0,088	1
Moyenne Communalités (AVE)	0,498	0,481	0,557	0,466	0,575	0,703

Tableau 106. Validité discriminante du modèle global SA/ITP

Les corrélations au carré sont toujours inférieures à l'AVE (Moyenne Communalités) de la variable, cela démontre une bonne validité discriminante. Les indicateurs supposés mesurer des construits différents sont faiblement corrélés entre eux.

	GoF	GoF (Bootstrap)	Erreur standard	Ratio Critique (CR)	Borne Inférieure (95%)	Borne Supérieure (95%)
Absolu	0,334	0,352	0,038	8,711	0,279	0,431
Relatif	0,836	0,761	0,050	16,681	0,653	0,844
Modèle externe	0,987	0,981	0,004	235,964	0,967	0,990
Modèle interne	0,947	0,945	0,051	16,688	0,666	0,858

Tableau 107. Qualité d'ajustement du modèle global SA/ITP

Pour la qualité d'ajustement du modèle, un indice de *Goodness of Fit* est proposé. Le GoF des deux modèles internes et externes sont très élevés ce qui a tendance à traduire une bonne qualité d'ajustement du modèle aux données. Notons que l'intervalle de confiance est toujours petit ce qui est un bon indicateur.

3.2.6. Validation des hypothèses de recherche

Hypothèses	Valeur de T-statistique (voir annexe)	Signe du coefficient	Résultat
Hypothèse 3- 1 :l'identité à la région est positivement associée à l'Appréciation des dispositifs de développement	4.29	+	Validée (signe attendu)
Hypothèse 3-2 : l'identité à la région est positivement associée à l'échange des informations avec les acteurs de développement	2.83	+	Validée (signe attendu)
Hypothèse 3-3 : l'identité à la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région	-0.37	-	Non validée
Hypothèse 3-4 : l'attachement à la région est positivement associé à l'appréciation des dispositifs de développement	2.83	+	Validé (signe attendu)
Hypothèse 3-5 : l'attachement à la région est positivement associé à l'échange des informations avec les acteurs de développement	3.41	+	Validée (signe attendu)
Hypothèse 3-6 : L'attachement à la région est positivement associé à l'évaluation du développement de la région	-0.03	-	Non Validée
Hypothèse 3-7 : La solidarité envers la région est positivement associée à l'Appréciation des dispositifs de développement	6.47	+	Validée (signe attendu)
Hypothèse 3-8 : La solidarité envers la région est	4.79	+	Validée

positivement associée à l'échange des informations avec les acteurs de développement			(signe attendu)
Hypothèse 3-9 : La solidarité envers la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région	-3.32	-	Validée (signe non attendu)

L'hypothèse H3 : le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITP est une hypothèse partiellement validée. D'abord, nous avons montré à travers notre modélisation la validation partielle du lien de causalité entre l'identité à la région et l'ITP (H3-1, H3-2, H3-3) Ensuite nous avons examiné le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'ITP (H3-3, H3-4, H3-5), ce lien est partiellement validé. Enfin, le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'ITP a été validé (H3-7, H3-8, H3-9).

En testant nos hypothèses opérationnelles et notre modèle, nous avons confirmé partiellement que l'identité à la région améliorait la perception positive de l'intelligence territoriale et que l'IPT renforçait l'identité à la région. L'hypothèse H3-1 : l'identité à la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement, est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population locale s'identifie à la région plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en terme de développement ainsi qu'à la communication établie, cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire. L'hypothèse H3-2 : l'identité à la région est positivement associée l'échange d'information avec les acteurs de développement plus les individus s'identifient à la région plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. Et la communication ainsi que la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent l'identité à la région. Alors que l'hypothèse H3-3 : l'identité à la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région n'a pas été validée nous n'avons pas identifié de lien de causalité entre ces deux dimensions. À ce niveau nos résultats semblent être en concordance avec ceux défendus par Roger Brunet (1991), Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004). Cela a été exprimé par France Guérin-Pace et Yves Gremond (2006 : 290) où le territoire est envisagé comme support identitaire « Évoquer une identité collective à partir du territoire suppose une adhésion de chacun à cette conscience spatiale partagée. Pourtant, comme l'a montré F. Barth, plusieurs groupes, chacun possédant sa propre identité, peuvent habiter le même territoire, sans avoir pour autant les mêmes

rapports à ce territoire en termes d'appartenance, d'appropriation ou de revendications. […]Prendre en compte les trajectoires individuelles et interroger les populations sur leur sentiment d'appartenance à un territoire et la participation de celui-ci dans la formation des identités individuelles est un préalable nécessaire à la compréhension de la formation des identités collectives ». Guy Di méo (2007) confirme cette interrelation entre tout ce qui a trait au territoire aux dispositifs de son développement et à la construction et au renforcement identitaire. « La plupart des identités affichent une composante géographique, une spatialité qui les renforce et les rend plus prégnantes. Elles s'expriment donc, souvent, par ces médiations du social et du spatial que forment les lieux, les territoires, les paysages. […]En retour, les identités contribuent activement à toutes les constructions sociales d'espaces et de dispositifs urbains, réels ou sensibles. Les formes spatiales des identités, les dimensions identitaires des espaces s'interpénètrent selon une dialectique subtile ».

Le test de nos hypothèses opérationnelles et de notre modèle nous a permis de confirmer partiellement que l'attachement à la région améliorait la perception positive de l'intelligence territoriale et que l'IPT renforçait l'attachement à la région.

L'hypothèse H3-4 : l'attachement à la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population locale est attachée à la région plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en terme de développement ainsi qu'à la communication établie, cette appréciation renforce l'attachement de ces individus à leur territoire.

L'hypothèse H3-5 : l'attachement à la région est positivement associé à l'échange d'information avec les acteurs de développement, est validée. Plus les individus sont attachés à la région, plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. La communication ainsi que la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent à son leur tour l'attachement à la région.

Alors que l'hypothèse H3-6 : l'attachement à la région est positivement associé à l'évaluation du développement de la région n'a pas été validée. Nous n'avons pas identifié de lien de causalité entre ces deux dimensions. À ce niveau, nos résultats semblent être en concordance avec ceux avancés par divers auteurs Roger Brunet (1991), Guy Di Méo (2007) ou encore

France Guérin-Pace et Héléna Filippova (2008) qui avancent que « Le sentiment d'appartenance à un territoire se construit sur une expérience et des représentations partagées d'une histoire et d'une mémoire collective », cité par Catherine Didier-Fevre (2012 :1) en sachant que le sentiment d'appartenance regroupe l'identité, l'attachement et la solidarité cela confirme le lien entre l'attachement et la communication et l'échange d'information et d'expérience entre les acteurs territoriaux.

Le lien entre la solidarité envers la région et l'ITP est confirmé suite au test de notre modèle et de nos hypothèses. L'hypothèse H3-7 : La solidarité envers la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population locale est solidaire envers la région plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en terme de développement ainsi qu'à la communication établie, cette appréciation renforce la solidarité de ces individus envers le territoire.

L'hypothèse H3-8 : la solidarité envers la région est positivement associée l'échange d'information avec les acteurs de développement plus les individus sont solidaires envers la région plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. La communication ainsi que la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent à leur tour la solidarité à la région. Alors que l'hypothèse H3-8 : la solidarité envers la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région est validée mais le sens de cette validation n'est pas attendu (la solidarité envers la région est négativement associée à l'évaluation du développement de la région) ce qui signifie que plus les individus sont solidaires envers la région moins ils évaluent le développement de cette dernière moins ils apprécient les régions plus développées et moins ils ont l'intention de quitter la région. Cédric Polaire et Catherine Pannasier (2013 : 8) affirment que « La solidarité peut être à trois niveaux : dans les motivations à agir, dans les moyens, mécanismes, outils et modes d'action mis en œuvre, et enfin dans les résultats et les traductions concrètes d'une action ou d'une politique ». Les manifestations de solidarité envers le territoire vont de pair avec la volonté d'agir pour le développement du territoire et non avec la décision de quitter le territoire. Cette solidarité n'est pas à la base d'une décision de départ pour une région plus développée.

CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE

Dans cette deuxième partie nous avons pu réaliser deux objectifs de recherche. D'abord, nous avons vu quelques aspects de la communication publique en Tunisie et les différents procédés communicationnels auxquels ont recours les institutions publiques. Nous avons tenté de délimiter les dispositifs déployés ainsi que les finalités communicationnelles des divers acteurs territoriaux. Que ce soit dans l'objectif de renforcer le sentiment d'appartenance à la région, ou de promouvoir et d'assurer l'attractivité du territoire, les dispositifs communicationnels différents d'un acteur à un autre. Ensuite nous avons présenté les résultats de notre étude exploratoire ce qui nous a permis de formuler nos hypothèses de recherche. Ces dernières ont été testées dans le cadre de notre recherche quantitative effectuée à travers des questionnaires administrés à une population de responsables et à la population locale de nos deux régions d'étude.

Pour promouvoir le territoire et assurer son développement durable, la mobilisation de tous les acteurs est une réalité incontournable. Acteurs institutionnels, non institutionnels, société civile, population locale et même des acteurs extra territoriaux participent chacun à sa manière au diagnostic des besoins et à l'optimisation de la connaissance du territoire. Se baser sur des connaissances approfondies du territoire permet une détermination des atouts, des faiblesses, une localisation des potentialités et des problèmes à surmonter. De surcroît, la diversité des acteurs impliqués dans le processus signifie une diversité des dispositifs communicationnels, informationnels et même de management du territoire. Nous avons pu voir que le CGDR et l'ODS ont recours à divers procédés pour assurer le développement régional dont le SIR et le SIG qui assurent un diagnostic des besoins réels de la région, assurant une connaissance fine et détaillée du territoire ces systèmes sont des préalables à l'élaboration du plan de développement régional. Ces structures de développement établissent aussi sous la tutelle du MDCI des jumelages avec des villes maghrébines, européennes, ou canadiennes pour assurer un échange informationnel, de connaissances et d'expérience. Ces échanges permettent la mise à niveau de la région dans des créneaux définis à l'avance (développement durable, encouragement des investisseurs privés, soutien aux initiatives des PME…). D'autres structures comme l'OTE en partenariat avec les institutions publiques comme le CGDR, l'ODS, adressent une communication ciblée à la Diaspora tunisienne. Le recours à certains dispositifs communicationnels pour le développement des actions de solidarité de la population des RTE envers leurs régions d'origine induit la promotion de ces

territoires ainsi que le renforcement du sentiment d'appartenance de cette population envers ces territoires.

Certes les acteurs institutionnels jouent un rôle important pour le développement régional, mais aussi la société civile ainsi que la population locale à travers certains procédés communicationnels ont un impact sur l'attractivité de la région. Les sites et les blogs de certaines associations et de certains acteurs de la population locale servent et assurent une meilleure promotion de la région. La communication établie par ces acteurs dévoile un sentiment d'appartenance assez intense envers la région en faveur de l'attractivité et de la compétitivité de cette dernière.

Nous avons pu identifier les tendances statistiques des variables appréciés dans nos deux enquêtes, puis nous avons étudié la fiabilité et l'unidimensionnalité de nos différentes échelles de mesure en calculant l'indice Alpha de Cronbach et le Rho de DG. Cela nous a permis d'identifier les tendances centrales caractérisant nos deux échantillons de responsables et de population locale récapitulées dans ce tableau.

	Population de responsables		Population locale	
Sentiment d'appartenance	Nabeul	Médenine	Nabeul	Médenine
Identité à la région	Forte identité à la région	Moyenne identité à la région	Très forte identité à la région	Assez forte identité à la région
Attachement à la région	Très Fort attachement à la région	Assez fort attachement à la région	Très fort attachement à la région	Assez fort attachement à la région
Solidarité envers la région	Assez moyennes manifestations de solidarité envers la région	Moyennes manifestations de solidarité envers la région	Assez fortes manifestations de solidarité envers la région	Moyennes manifestations de solidarité envers la région
ITA				

PSE	Très fort recours aux pratiques de SE	Assez fort recours aux pratiques de SE	-	-
PIE	Très fort recours aux pratiques IE	Moyen recours aux pratiques IE	-	-
PPI	Moyen recours aux pratiques de PPI	Assez fort recours aux pratiques de PPI	-	-
CSSF	Fort recours aux pratiques de CSSF	Moyen recours aux pratiques de CSSF	-	-
PDC	Très fort recours aux pratiques PDC	Assez fort recours aux pratiques de PDC	-	-
ITP				
ADR	-	-	Mauvaise appréciation du développement de la région	Très mauvaise appréciation du développement de la région
EIAD	-	-	Faible échange d'information avec les acteurs de développement	Très faible échange d'information avec les acteurs de développement
EDR	-	-	Très mauvaise évaluation du développement de	Mauvaise évaluation du développement de la région

			la région	

Tableau 108. Récapitulatif des tendances centrales des responsables et de la population locale

De cette analyse nous avons pu retenir que le sentiment d'appartenance est plus intense dans la région de Nabeul que dans celle de Médenine que ce soit pour la population de responsables ou pour la population locale. Les recours aux pratiques d'IET et de KMT est moyen à assez fort pour les différentes dimensions. Alors que l'appréciation des dispositifs de développement est mauvaise, l'échange d'informations avec les acteurs de développement est faible et l'évaluation du développement de la région est mauvaise pour la population locale. Ce qui veut dire qu'un fort recours aux dispositifs d'intelligence territoriale de la part des responsables n'est ni perçu ni bien apprécié par la population locale des deux régions.

Par la suite nous avons effectué une analyse en composantes principales pour chacune des échelles ce qui nous a conduit à une analyse bi-variée à travers les tests de corrélations et de Khi 2.

Dans cette partie empirique nous avons aussi testé les hypothèses opérationnelles de notre recherche. À la lumière de nos résultats nous avons discuté nos hypothèses de recherche en identifiant les éléments de divergence avec la théorie. L'hypothèse H1 : le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'IET est validée alors que les deux hypothèses H2 : le sentiment d'appartenance est positivement associé au KMT et H3 le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITP sont partiellement validées.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette recherche s'est appliquée à déterminer la nature de l'interrelation entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale. Bien que de nombreuses études ont été menées sur le sentiment d'appartenance envers le territoire, et d'autres menées sur les dispositifs de mise en commun d'une intelligence à l'échelle territoriale, le lien entre le sentiment d'appartenance et la valorisation régionale par le biais de dispositifs d'intelligence territoriale n'a pas suffisamment été mis en évidence. Pourtant à l'ère de la mondialisation, les territoires sont confrontés à une concurrence accrue ce qui fait que le retour au local est de plus en plus présent dans les stratégies de développement économique et social suscitant par le fait la collaboration et la concertation entre divers acteurs ayant un sentiment d'appartenance assez intense envers leur région. Les professionnels connaissant mal l'impact d'une bonne communication et d'un échange informationnel avec la population locale, sont amenés à une prise de décision en termes de dispositifs de management ou de communication sans parfois disposer de l'ensemble des connaissances en lien avec les besoins réels ainsi que les éventuelles manifestations de solidarité de la population locale.

Tout au long de la partie théorique, notre revue de la littérature a permis de démontrer l'importance d'un sentiment d'appartenance renforcé envers la région pour l'assurance d'une implication des divers acteurs dans la valorisation du territoire. Nous y avons démontré que le sentiment d'appartenance naît d'un lien cognitif, affectif et conatif envers le territoire est à l'épreuve des disparités socio-spatiales. Le sentiment d'appartenance « englobe un ensemble d'attitudes individuelles et de sentiments […] qui implique une identification personnelle par référence au groupe (identité sociale), des attaches affectives, l'adoption de ses valeurs, de ses normes, de ses habitudes, le sentiment de solidarité avec ceux qui en font aussi partie » Mucchielli (1980 : 99). Cette perception du sentiment d'appartenance, soulignée par plusieurs auteurs dont Lalli (1992), Di Méo (2006), Guérin-Pace (2006) implique la délimitation d'un espace terrestre différencié conduisant à la définition d'un ensemble de caractéristiques distinctives. L'identité de l'individu à son territoire fait référence à une singularisation des représentations, des valeurs et des pratiques en rapport aux autres territoires. L'assimilation selon Jean Piaget (1976) ou l'intériorisation selon Pierre Bourdieu (1979), des normes et valeurs sociales communes à un territoire reflète l'identité personnelle de l'individu.

Au-delà de l'identité au territoire, le sentiment d'appartenance suscite un sentiment d'attachement au territoire qui est le volet affectif de cette notion. L'attachement étant une

appropriation mentale du territoire Gremond 2004, Ce dernier est une continuation de l'individu qui se sent déraciné et tenu éloigné de sa région. L'attachement est ainsi un lien affectif impliquant une certaine dépendance. Les territoriaux se sentent déracinés loin de leur région.

Ces liens identitaires et d'attachement impliquent des manifestations de solidarité envers le territoire. Ce volet conatif est une prédisposition stable qui prépare l'individu à une attitude positive envers son territoire (Christine Bougeard Delfosse, 2009; Jean Frisou, 2011). Cependant même si le sentiment d'appartenance envers le territoire reflète un lien identitaire, un sentiment d'attachement et des manifestations de solidarité font que ce sentiment n'est pas figé comme le confirme Guy Di Méo (2002 :176) « À l'image de la culture l'identité ne se fige jamais autour de caractères et de valeurs échappant complètement aux enjeux sociaux du moment. Elle traduit des conséquences vécues par des individus, d'une expérience et des problèmes communs. Elle exprime un partage d'enjeux et d'objectifs propres à une collectivité.». Ce sentiment est donc évolutif à l'image de la culture, est influencé par les enjeux sociaux du moment, le vécu, l'expérience et les problèmes communs de la région.

Nous avons également relevé au niveau théorique que l'attractivité et la compétitivité du territoire dépendent fortement des dispositifs informationnels, communicationnels et de management déployés à son niveau (Goria; 2006; Dumas, 2011; Meyer; 2012).Ces dispositifs sont mis en place dans le cadre d'approches participatives, faisant appel à une sorte d'intelligence collective au niveau du territoire suscitant la participation d'acteurs institutionnels, non institutionnels, publics ou privés, société civile ainsi que la population locale.

Ces dispositifs informationnels communicationnels ou managériaux développés dans le cadre de démarches participatives intégrées à l'échelle de la région signifient le recours aux dispositifs d'intelligence territoriale. Cette dernière est en faveur de l'étude approfondie du territoire et permet son appréhension. Faisant appel aux capacités collectives des acteurs locaux à transformer ces informations réunies sur le territoire en connaissances et capacités d'actions visant le développement, l'IT permet ainsi le déploiement de dispositifs d'intelligence économique, de pratiques de surveillance et d'influence de l'environnement, de protection du patrimoine immatériel du territoire et de dispositif de knowledge management.

Ces dispositifs informationnels et communicationnels ne peuvent être dissociés du territoire comme parce qu'on « ne peut pas dissocier la communication de la notion de « territoire », c'est l'identification et l'attachement de groupes humains à une portion d'espace qu'ils s'approprient par la force sinon à travers leurs activités » (Vincent Meyer, 2012).

L'IT permettrait le renforcement du sentiment d'appartenance parce que : « il est important de consolider le sentiment d'appartenance […].Le fait de renforcer les liens existant ou encore ceux qui sont à venir entre la région et ses communautés naturelles peut permettre ensuite d'utiliser ces forces collectives pour le développement territorial», fiche sentiment d'appartenance forum régional établi par la région (Chaudière-Appalaches, 2008 : 2).

Nous avons mené une étude qualitative exploratoire qui nous a permis d'identifier la nature des liens tissés par les responsables envers leurs régions et de scinder leurs approches du développement en termes d'actions concrètes applicables au sein même de la région. L'intelligence territoriale a été étudiée sous deux angles de vue celui des responsables qui représentent une population avertie ayant recours concrètement aux dispositifs d'intelligence territoriale adoptés au sein du territoire et se basant sur une complémentarité entre l'IET et le KMT. Pour l'autre angle de vue, il s'agit de la population locale qui à travers sa perception de l'IT et son appréciation de ses dispositifs évalue le développement de la région d'où l'intelligence territoriale perçue.

Ainsi, le lien entre l'IT et le sentiment d'appartenance a été relevé à travers notre étude théorique, notre étude qualitative exploratoire et nos constats empiriques. Cela nous a permis de vérifier les liens de causalité entre les dimensions du sentiment d'appartenance et ceux de l'intelligence économique territoriale. Cette première hypothèse a été opérationnalisée en neufs sous hypothèses où uniquement six ont été testées vu le manque de données collectées (non réponses à certaines questions).

L'hypothèse H2 : formulée pour la vérification du lien de causalité entre les dimensions identité, attachement et solidarité relatives au sentiment d'appartenance et les dimensions du knowledge management territorial a été opérationnalisée en six sous-hypothèses.

Nous avons montré que l'identité, l'attachement et la solidarité envers le territoire contribuaient au choix et à la mise en place de dispositifs qui délimitent, définissent,

aménagent et soutiennent le développement du territoire en l'occurrence les dispositifs d'IET et de KMT, tous deux complémentaires pour l'intelligence territoriale adoptée.

La dernière hypothèse formulée pour relever la nature du lien entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale perçue en termes d'appréciation des dispositifs de développement, d'échange d'informations avec les acteurs de développement et d'évaluation du développement de la région a été opérationnalisée en neuf sous-hypothèses.

Notre recherche basée sur une démarche hypothético-déductive a permis de partir d'un ensemble de constats théoriques et de vérifier la réalité de ces constats au niveau du terrain tunisien essentiellement à Nabeul région du Nord-est relevant pour son développement du CGDR et à Médenine région du Sud relevant pour son développement de l'ODS.

La partie empirique de notre thèse nous a permis de vérifier nos hypothèses opérationnelles ainsi que notre modélisation. Au niveau de cette partie, nous avons analysé les données recueillies par le biais de deux enquêtes quantitatives par questionnaires, auprès de responsables institutionnels et non institutionnels de la région de Nabeul et de Médenine et auprès de la population locale des deux régions précitées. Cette analyse a abouti aux principaux résultats suivants :

- En premier lieu, nous avons identifié la nature des liens unissant les responsables à leurs régions. L'identité à la région est assez forte pour cette population, leur attachement est très fort alors que leurs manifestations de solidarité sont assez moyennes. Ces liens sont beaucoup plus solides pour les responsables de la région de Nabeul.
- Pour cette même population, nous avons évalué leurs recours aux pratiques d'IET et de KMT, le recours aux pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement est très fort pour la région de Nabeul et assez fort à moyen pour la région de Médenine. Par contre les pratiques de protection du patrimoine immatériel sont moyennes dans la région de Nabeul et assez fortes dans la région de Médenine. Les pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire sont fortes dans la région de Nabeul et moyennes à assez fortes dans la région de Médenine.

- Les tests de nos hypothèses de recherche ainsi que notre modèle nous ont permis de valider notre hypothèse H1. plus les individus s'identifient, sont attachés et manifestent la solidarité envers la région plus ils ont recours aux dispositifs d'IET.
- Notre hypothèse H2 a été partiellement validée. Plus les individus s'identifient et sont attachés à la région plus ils ont recours aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire. Et plus ils sont solidaires envers la région. Plus ils ont recours aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire ainsi qu'aux pratiques de partage et diffusion des connaissances.
- En second lieu, nous avons identifié la nature des liens unissant les deux populations locales à leurs régions. L'identité à la région est forte pour cette population, leur attachement est très fort alors que leurs manifestations de solidarité sont assez fortes. Ces liens sont beaucoup plus solides pour la population locale de la région de Nabeul. Pour cette même population, nous avons relevé leur mauvaise perception de l'intelligence territoriale…

L'hypothèse H3 est aussi partiellement validée : plus les individus s'identifient, ressentent de l'attachement et sont solidaires envers leur région plus ils apprécient les dispositifs de développement et l'échange d'information avec les acteurs de développement. Par contre, le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'évaluation du développement de la région est validé avec un sens inattendu. Plus les individus sont solidaires envers la région moins ils évaluent son développement et moins ils formulent une intention de départ de la région.

En partant de nos constats de terrain, de notre étude qualitative ainsi que des résultats empiriques auxquels, nous avons abouti nous pouvons recommander aux responsables au sein des structures de développement ainsi que leurs partenaires de :

- Mener périodiquement un diagnostic des dispositifs communicationnels informationnels et de management auxquels ils ont recours au sein même de leurs institutions ainsi que dans leurs bureaux régionaux. Le but étant de scinder et d'identifier les dispositifs écartés du processus de travail et de comprendre le pourquoi de ce non recours à ces dispositifs, essentiellement les dispositifs de partage et diffusion des connaissances.

- Mesurer le poids de l'abandon de certaines pratiques, et envisager leurs réintégrations dans le processus de travail.

- Adopter de nouvelles formes de communication publique et territoriale pour assurer le partage et la diffusion des connaissances pour l'atteinte des objectifs de développement territorial.

- Prévoir dans ces nouvelles formes de communication publique et territoriale des actions de sensibilisation, de consolidation et de renforcement des liens d'identité, d'attachement et de solidarité envers le territoire à destination à la fois des acteurs territoriaux de développement et de la population locale.

- Réfléchir et concevoir une approche participative qui assure une communication et un échange d'informations plus fréquents avec les acteurs territoriaux et la population locale au sein de la région.

Au niveau de notre recherche, nous avons tenté d'apporter une meilleure compréhension du lien qui peut exister entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale, notre étude théorique a été confrontée au terrain ce qui nous a permis d'aboutir à certains résultats.

Cela étant dit tout travail scientifique a des limites théoriques et méthodologiques.

Les résultats de nos travaux soutiennent la compréhension de l'attitude des divers acteurs envers leur région. Nous avons mis en évidence le lien entre l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région et le choix qui s'opère dans les pratiques communicationnelles et managériales, adoptées par les responsables, pour la valorisation territoriale. Ainsi que l'appréciation et l'évaluation de ces pratiques par la population locale.

Nos contributions sont multiples sur le plan managérial et communicationnel. Nos travaux permettent de diagnostiquer et d'identifier les dispositifs communicationnels et de management auxquels ont recours les responsables institutionnels et non institutionnels et déterminer les limites et les défaillances de ces pratiques suite à l'appréciation de la population locale. Ces apports sont précieux pour les professionnels. Ils permettent

d'orienter et de remédier aux limites des dispositifs communicationnels de diagnostic territorial et de valorisation.

La limite principale à notre étude théorique est l'approche pluridisciplinaire de nos notions. Notre background en sciences de gestion a orienté l'approche que nous avons adoptée pour l'étude de nos notions. L'intelligence territoriale se basant sur des pratiques communicationnelles informationnelles et managériales a été traitée suite à un fondement bi-disciplinaire en sciences de gestion et sciences de l'information et de la communication. Pour l'approche du sentiment d'appartenance, nous nous sommes basés sur l'étude des géographes, des sociologues, des anthropologues et des marqueteurs qui ont été les précepteurs dans l'élaboration d'échelles de mesure de cette notion.

Nous comptons aussi des limites méthodologiques en référence à l'approche empirique que nous avons choisie. Certes nous avons effectué une étude qualitative exploratoire. Mais cette partie de notre recherche présente des limites vu la faiblesse des échanges établis avec les acteurs territoriaux. Nous nous sommes suffi à des micro-entretiens menés dans les deux régions en essayant de susciter l'intérêt des responsables institutionnels et non institutionnels cela nous a permis de parvenir à des réponses assez restreintes. Durant les entretiens nous avons même eu des non-réponses. Certains interviewés ont recouru à la stratégie de l'inversion des rôles et ils deviennent les interviewers et nous les interviewés. Nous avons essayé de répondre à leurs questions sur notre profil pour gagner leur confiance. La réticence et le désistement de certains responsables n'a fait qu'étaler la période de recueil de données exploratoires durant une année. L'étalement de cette phase exploratoire a retardé la deuxième phase de recherche.

Nos données quantitatives ont été recueillies auprès de responsables avec lesquels nous avons établi un premier contact et qui étaient motivés pour nous répondre ainsi que d'autres responsables sans oublier le questionnaire adressé à la population locale. Certes nous avons adopté une approche comparative entre deux régions du Nord-est et du Sud, mais il aurait était pertinent d'intégrer d'autres régions se référant à l'office de développement du Nord-ouest et à l'office de développement de Centre-ouest pour des résultats généralisables pour tout le territoire tunisien.

Nous relevons aussi les limites de notre recherche quantitative. Certes cette approche autorise la vérification des résultats mais l'adoption d'une approche qualitative permet de recueillir des données en profondeur. Se positionner dans le terrain en interaction avec les acteurs permet d'avoir une meilleure qualité d'information. Ainsi nous comptons enrichir et approfondir notre recherche en envisageant de mener selon une approche inductive un ensemble d'étude de cas.

Ainsi multiples sont les recherches qui peuvent découler de nos travaux. Il serait intéressant de déterminer l'impact de la mise en commun d'une intelligence au niveau du territoire sur les manifestions de solidarité concrètes des acteurs et l'effet de ces manifestions sur la valorisation territoriale. Étendre cette recherche à d'autres régions, ou même l'adoption d'autres approches pour approfondir ces travaux sont aussi des terrains de recherche envisageables et enrichissants.

BIBLIOGRAPHIE

Abichou H., 2009, *La valorisation du patrimoine vecteur de développement local durable : quelles retombées économiques et quel dispositif institutionnel ? Cas du Sud-est tunisien*, Thèse de doctorat en sciences économiques, Université Montpellier 1.

Achard P., Bernat J.P, 1998, *L'intelligence économique mode d'emploi,* Paris, ADBS Éd.

Adler N.J., 1994, *Comportement organisationnel une approche multiculturelle*, Canada, Reynald Goulet.

Aguilar F.J., 1967, *Scanning the Business Environment*, New York, Mac Millan.

Alavi M., Leidner D., 1999, "Knowledge management systems: Emerging views and practices from the field", *proceeding of the XXXIIIth Hawaii intenational conference on systems sciences*.

Allard-Poesi F., Drucker-Godard C., Elhlinger S., 1999, « Construction de l'objet de recherche »,pp 34-56, in Thiétart R.A. et coll., (ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, Dunod.

Alphandéry P., Bergues M., 2004, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot », *Ethnologie française* ,1/ 2004, Vol. 34, pp. 5-12.

Altman I., Low S. M., 1992, *Place attachement*, USA, Plenum press.

Ansoff I., 1975, "Strategic issue management", *Strategic Management Journal*, Vol1, pp. 131-148

Arifon O., 2007, " Intelligence économique, Intelligence territoriale, Intelligence culturelle, trois notions à finalité identique ? ", *Information Sciences For Decision Making, VIème colloque international : TIC et territoire : Quels développements,* pp. 1-7.

Argyris C., Schön D., 1978, *Organizational learning*, London, Addison-Wesley.

Asheim B., 1996, "Industrial districts as learning regions: a condition for prosperity?", *European Planning Studies*. Vol. 4,4, pp. 379-40.

–2007, "Differentiated Knowledge Bases and Varities of Regional Innovation Systems", *Innovation*, Vol. 20, 3, pp. 223-241.

Attarka M., 2000, « Un modèle conceptuel du lobbying pratiqué par les entreprises », *XXIeme conférence internationale de management stratégique, perspective en management stratégique,AIMS*.

Augé M*., 1992*, *Non-lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodemité*, Paris,Éd du Seuil.

Austin *D.,* Baba Y*.,* 1990*,* "Social Determinants of Neighborhood Attachments", *Sociological Spectrum*, 10, pp. 59-78.

Aydalot P., 1985, *Économie régionale et urbaine*, Paris, Économica.

Ayari C., 2011, Stratégie de développement économique et social, commentaire, www.leaders.com, 61 p, consulté le 01 février 2012.

Bahy-Fleury G., 1996, *Histoire, identité résidentielles et attachement au quartier : étude sur les habitants de la ville de Paris*, thèse de doctorat en psychologie sociale, université René Descartes.

Bailly A.S., 1998, « La Région un Concept Fondamental pour Comprendre les Aires Locales et les Systèmes Globaux », *Cybergéo*, 42, document 42.

Bailly P., 2001, La nature et les formes du lien social à partir de l'analyse de Durkheim, www.ac-grenoble.fr, consulté le 11 janvier 2014.

Barnow V., 1963, *Culture and personality*, Illinois, Dorsey press Homewood.

Baron D., 1995, "Integrated Strategy: Market and Nonmarket Components," *California Management Review*, 37, pp.47-65.

Baugnet L., 1991, « Sentiment d'appartenance et représentation étude comparative : France, Belgique », Québec des identités géopolitiques des jeunes, *Revue labo CURAPP*, 33, pp. 111-124.

Bayou C., 2011, « À quelles victimes et dédié le Mémorial du camp de Salaspils ? La Lettonie entre construction identitaire et mémoires faussées », (co-signé avec Eric Le Bourhis),pp. 139-154,*in* Y. Hamant (dir.), *Après un régime d'oppression : entre amnésie et catharsis*, Presses universitaires de Paris Ouest, Col Aires linguistiques.

Béguin-Verbrugge A., Kovacs S., 2012, *le cahier de l'écran. Culture informationnelle et premiers apprentissages documentaires*, coll systèmes d'information.

Belhedi A., 1989, « Le découpage administratif en Tunisie", *Revue de géographie du Maroc*, Vol 13, n°2, pp. 3-25.

–2006, « Territoire, appartenance et identification. Quelques réflexions à partir du cas tunisien », *L'espace géographique*, tome 35, n° 4.

Ben Abid F., Colombel L., Cordeau C., 2010, « L'intelligence économique au service du développement territorial », *Territorial éditions*, Bresson (38), p. 46.

Ben Fadhel O., Ayadi G., 2008, « L'intelligence économique et le knowledge management : Enchaînement ou complémentarité ? »,pp. 372-382,*in* Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, I.H.E éditions, Tome 1.

Berger P., Luckmann T., 2003, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, Collection Individu et société.

Berkowitz B. D., Goodman A. E., 1991, *Strategic Intelligence for American National Security*, Princeton University Press.

Bernard, F., 2006, « Pratiques professionnelles/pratiques communicationnelles : des figures de l'engagement par les actes », *Questions de communication*, Série actes 3, Metz, pp. 13-27.

Bertacchini Y., 2004, « Le territoire une entreprise d'intelligence collective à organiser vers la formation du capital formel local », *Communication et organisation*, 25, pp. 1-16.

Bertacchini Y., Herbaux Ph., 2007, « La mise en place d'un dispositif d'intelligence économique territoriale dans une municipalité : méthodologie d'un projet de Recherche ingénièrique. », communication au colloque V.S.S.T. 2007, « *Veille stratégique, scientifique & technologique », Systèmes d'Information Elaborée, Bibliométrie, Linguistique, Intelligence Economique*, pp.21-25.

Bessières D., 2009, « La quête de professionnalisation des communicateurs publics : entre difficulté et stratégie », *Revue française de sciences sociales,* Vol 108, pp.39-52.

Bollen A. Scott Long J., 1993, *Testing structural equation models*, sage Focus Editions.

BollingerD., Hofstede G., 1987, *Les différences culturelles dans le management*, Paris, Édition d'organisation.

Bonaiuto *et al*, 1999, "Multidimensional perception of residential environment quality and neighborhood attachment in the urban environment", *Journal of Environmental Psychology*, 19, 4, pp.331-352.

Bonnes M., Bonaiuto M., Aiello A., Perugini M., Ercolani A.P., 1997, "A transactional perspective on residential satisfaction", pp. 99–135, *in*: Despres, C., Piché, D. (Eds.), *Housing Surveys. Advances in Theory and Methods*, Crad, Quebec, Canada.

Bonny P., Grivel L., 2008, « Leviers d'optimisation d'une démarche de veille et d'intelligence économique : quelques pistes pour améliorer l'efficacité de la veille dans les organisations», pp. 160-170, *in* Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, I.H.E éditions, Tome 2.

Bouchet Y., 2005, « L'intelligence économique territoriale est-elle une aide à l'économie de proximité ? », pp.161-172, *in :* Guerraoui D. et Richet X., *Intelligence économique et veille stratégique, Défis et stratégies pour les économies émergentes*, Paris, L'Harmattan.

–2007, « La mise en place d'un dispositif d'intelligence économique territoriale dans une municipalité : méthodologie d'un projet de Recherche ingéniérique. », *Communication au colloqueVeille stratégique, scientifique & technologique*, pp. 1-14.

Bouabdallah K., Tholoniat A., 2006, « Pôle de compétitivité et intelligence économique territoriale : contours et enjeux d'une nouvelle politique industrielle territoriale », *8ème Forum Européen Intelligence économique, veille et Innovation*.

Bouchet Y., 2005, « L'intelligence économique territoriale est-elle une aide à l'économie de proximité ? », *Communication au XVIIème Colloque Fédérateur de l'Institut CEDIMES : Le développement local dans une perspective comparée*, - Turin (Italie) 13 p.

–2006, « La confiance lors de la construction d'un processus d'intelligence économique territoriale », *Vème colloque TIC et territoire : Quels développements ?*, http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm26/YBouchet.pdf, visité le 20/07/2013, 12 p.

Bougnoux D., 2001, *Introduction aux sciences de la communication*, Édition La découverte.

Bouillé A. *et Al*, 2008, *Promouvoir l'usage des systèmes d'information comme facteur de création de valeur et source d'innovation pour l'entreprise*, publication groupe CIGREF.

Bourcier-Desjardins R., Mayère A., Muet F., Salaün J.-M., 1990, « Veille technologique : Revue de la littérature et étude de terrain », *Rapport du Centre d'études et de recherches en sciences de l'information Cersi*, décembre 1990, E.N.S.B., http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-1379, visité le 29/03/2011.

Bourdieu P., 1980, *Le sens pratique*, Éditions de Minuit, Paris, pp. 20-100.

–1992, *Les règles de l'art*, Première partie : trois étapes du champ, Édition du Seuil, Paris, pp. 85-290.

Bournois F., 2000, *L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises*, Economica.

Bouvard P., Storhaye P., 2002, *Knowledge management*, Paris, EMS.

Bournois F., Romani J.P., 2000, *L'intelligence économique et stratégique dans les entreprises françaises*, Economica.

Boyer R., 1992, « Les alternatives au fordisme. Des années 1980 au XXIe siècle », pp. 189-226, *in* : Benko G., Lipietz A., dir., *Les Régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique,* Paris, Presses Universitaire de France.

Bretones D., Said A., 2009, « La capacité d'absorption de l'information au service de la performance Application au cas de l'Intelligence Économique (I.E) et du Management des connaissances (K.M) », Univ. Empresa, Bogotá Colombia, 8 (16): pp.11-44.

Brown B. B., Perkins, D. D., 1992, "Disruptions in place attachment", pp. 279-304, *in* : Altman & S. M.Low (Eds.), *Place attachment*, New York: Plenum.

Brown *G.,* Raymond *C*., 2007*,* "The relationship between place attachment and landscape values: Toward mapping place attachment", *Applied Geography,*27, pp 89-111.

Brunet R. 1991, *Vers des réseaux transeuropéens*, Montpelier, GIP Reclus.

–1991, *Le territoire dans les turbulences*, Paris, Reclus.

Buchholz R.A., 1992, *Public Policy issues for management*, Prentice Hall.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, Édition du Seuil, Paris, pp. 24-25.

Callon M., Latour B., 1991, *La science telle qu'elle se fait*. Sous la direction de Callon Michel, Latour Bruno, Paris : ÉditionLa Découverte.

Canel-Depitre B., 2000, « Développement durable et comportement citoyen du consommateur », *Communication au 1er congrès international des tendances du marketing en Europe*, 24 novembre 2000, Universita Ca Foscari, Venezia, http://www.escp-eap.eu/conferences/marketing/pdf/canel.pdf, visité le 12/01/2014, 20 p.

Cantelli F., Jacob S., Genard J.L., De Visscher C., 2006, *Les constructions de l'action publique* Paris, Éd.L'Harmattan.

Cardy H., 1997*, Construire l'identité régionale*, Paris, Éd. L'Harmattan.

Carlot Y., 2006, « Encore un long chemin à parcourir », *L'information géographique*, Vol. 70, septembre, pp. 7-15.

Cigref, 2003, *Intelligence économique et stratégique : les systèmes d'information au cœur de la démarche*, Rapport publié par le CIGREF, www.cigref.fr.

Claval P., 1968, *Régions, nations, grands espaces*, Paris, Guérin.

Charlot J.-M., Lancini A., 2002, « De la connaissance aux systèmes d'information supports », http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00772908, pp. 139-154, consulté le 11 novembre 2013.

Chawla L., 1992, "Insight, creativity and thoughts on the environment: integrating children and youth into human settlement development", *involving children in plans,Environment et Urbanization*, Vol 14, No 2, pp. 11-22.

Chemitte J., 2008, *Adoption des technologies de l'information géographique et gestion desconnaissances dans les organisations. Application à l'industrie de l'assurance pour la*

gestion des risques naturels, thèse en sciences et génie des activités à risque, Mines Paris Tech.

Chettab N., 2008, « Information, TIC et intelligence économique : Leviers stratégiques pour l'émergence des pays en développement », pp. 397-409, *in* Flory A., Ghenima M., Sidhom S., Éds, *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, I.H.E éditions, Tome 1.

Chevalier Y., 2008, *Système d'information et gouvernance*, Éditions modulaires européennes et inter communications.

CNRS, 2010, Guide de l'intelligence économique pour la recherche, www.cnrs.fr, consulté le 18 juin 2014.

Cohen C., 2000, *La surveillance de l'environnement de l'entreprise, la veille stratégique et l'intelligence stratégique : des concepts différents mais complémentaires*, Institut d'Administration des Entreprises, centre d'études et de recherche sur les organisations et la gestion.

Coleman J. S., 1998, "Social capital in the creation of human capital", *The American Journal of Sociology, Supplement : Organizations and Institutions: Sociological and Economic Approaches to the Analysis of Social Structure*,Vol. 94, pp. S95-S120.

Collier P., 1998, social capital and poverty, *Social Capital Initiative*, working Paper No. 4, pp.1-27.

Coissard S., Pecqueur B., 2007, « Des avantages comparatifs aux avantages différenciatifs, une approche par le territoire », XLIIIè Colloque de l'ASRDLF Grenoble et Chambéry, *Les dynamiques territoriales : débats et enjeux des différentes approches disciplinaires*, pp. 1- 16.

Cousin S., 2012, « Nouvelles citoyennetés, nouveaux patrimoines, nouvelles pratiques touristiques », *Revue des régions arides*, 28, pp. 7-14.

Couzinet V., 2005, « Intelligence économique et Sciences de l'Information et de la Communication : quelles questions de recherche ? », *Organisation des connaissances dans les systèmes d'information orientés utilisation,* Actes du colloque international de ISKO-France, Presses Universitaires de Nancy, pp. 13-26.

Cohen C., 2000, *La surveillance de l'environnement de l'entreprise, la veille stratégique et l'intelligence stratégique : des concepts différents mais complémentaires*, Institut d'administration des entreprises, Centre d'étude et de recherche sur les administrations et la gestion.

Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système,* Paris, Points Seuil, Coll. Politique.

Cuba L., Hummon D. M., 1993, "A place to call home: Identification With Dwelling, Community, and Region", *The sociological quarterly, official journal of middlewest sociological society*, Vol 34, pp. 111- 131.

Damazière C., Faugouin P., 2008, « Anticiper les mutations économiques des territoires : pratiques de veilles des grandes entreprises françaises », *baromètre*, 30 p.

D'Astous A., 2000, "Irritating Aspects of the Shopping Environment," *Journal of Business Research*, 49, 2, pp.149-156.

Dauphine A., 1979, *Espace, région et système*, Paris, Economica.Davenport T. H., Prusak L., 2000, *working knowledge*, Business School Press.

Debarbieux B., 1991, « Imagination et imaginaire géographique », pp. 893-906, *in* : Baily A., Ferras R., Pumain D. dirs, *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica.

Debié F., 1995, *Géographie économique et humaine*, Paris, Presses Universitaires de France.

Delay E., 2005, « La problématique identitaire dans la théorie des milieux innovateurs »,pp. 85-96, in : Bruno J., Lafontaine D., dirs, *Territoires et fonctions,*Tome 2, *Des pratiques aux paradigmes: Les systèmes régionaux et les dynamiques d'innovation en débats*.

Delbecque E., 2005, « L'intelligence territoriale : portrait d'un concept opérationnel », Défense nationale, 11, pp. 122-132.

–2009, « L'intelligence territoriale : la rencontre synergique public/privé au service du développement économique », *Revue internationale d'intelligence économique*, Vol 1, pp.15-28.

Delfosse C.B., 2009, *Étude des déterminants d'achat des produits alimentaires régionaux*, thèse en science de gestion, Université de Rennes 1.

Delis G., Bertacchini Y., 2006, « De l'organisation & de la mobilité : l'intelligence par la continuité. Paradigme du Management de L'Intelligence complexe ? »,*Vème colloque TIC et territoire : quels développements ?,* Université de Franche Comté, www.http://isdm.univ-tln.fr/.

Denzin Norman K., 1970, *The research act: A theoretical introduction to sociological methods*, Chicago, Aldine Publishing Company.

–1998, *Strategy for qualitative inquiry*, UK, sages publication.

Des jardins D.R, 2009, «Territoires-Identités-Patrimoines: une approche économique? », *Développement durable et territoires*, dossier 12.

Didier-Févre C., 2012, « L'ancrage des jeunes périurbains dans leur territoire de vie », *colloque industrie, villes et régions dans une économie mondialisée*, pp. 1-3.

Di Méo G., 1991, *L'homme, la société, l'espace*, Paris, Anthropos-Economica.

–1996, *Les territoires du quotidien*, Paris, Éd. L'Hamattan.

–1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan.

–2004, « Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités », *Annales de géographie*, 638-639, pp. 339-444.

–2007, Identités et territoires des rapports accentués en milieu urbain ?,*Métropoles* [En ligne], 1 | 2007, mis en ligne le 12 février 2007, consulté le 16 août 2014. URL : http://metropoles.revues.org/80

D'Iribarne P., 1989, *La logique de l'honneur : Gestion des entreprises et traditions nationales,* Paris,Édition duSeuil.

–1991, « Les entreprises françaises dans une Europe multiculturelle », *Revue française de gestion*, 98, pp. 98-103.

D'Iribarne P., Henry A., Segal J.-P., Chervrier S., Globokar T., 1998, *Culture et mondialisation, gérer par-delà les frontières,* Édition duSeuil, Paris.

Drucker-Godard C., Ehlinger S., Grenier C., 1999, « Validité et fiabilité de la recherche »,pp. 257-287,*in* Thiétart R.A. et coll., Éd., 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, Éd.Dunod.

Droulers M., 1998, « São Paulo, ville mondiale et espace régional », *L'Information Géographique*, Vol. 62, 4, pp. 147-159.

Dumas P., 2004, « Intelligence, Territoire, Décentralisation ou la région à la française », *Tic & Territoires : quels développements, Lille, Enic et Cies*, pp.29-32.

–2006, « Les (n)tic font-elles baisser le niveau ? »,pp.1-14,*in* Les (n)tic : représentations, nouvelles appropriations sociales, Degrés, *Revue de Synthèse à Orientation Sémiologique*.

–2011, « L'intelligence territoriale dans le champ des sciences de l'information et de la communication », *archive ouverte*, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00808096, pp. 1-10.

Durampart M., 2007, « Les TICE à l'épreuve de l'interculturel, entre modèle du Nord et pratiques du Sud », *Hermès*, 49, CNRS Éditions, pp. 221-227.

Durkheim E., 1895, *Les Règles de la méthode sociologique*, Paris, Alcan.

Ermine J.-L., 2001, *Le processus de gestion des connaissances*, Extraction et gestion des connaissances, Édition Hermès.

ETD, 2004, *Les systèmes de veille et d'observation économiques des intercommunalités*, Les notes d'ETD.

Evrard Y., Pras B., Roux E., 2000, *Market, études et recherches en marketing*, Éd. Dunod.

Ferrary M., Pesqueux Y.,2006,*Knowledge Management, Apprentissage Organisationnel et Société de la Connaissance*,Éd. Economica.

Filippova E., Guérin-Pace F, 2008, « Les territoires qui nous appartiennent, les territoires auxquels nous appartenons », pp. 30-42, *in* : F. Guérin-Pace & E. Filippova (dir), *Ces lieux qui nous habitent. Identités des territoires, territoires des identités*, Édition de l'Aube.

Fischer C. S., Robert M. J., Stueve C. A., 1977, "Networks and places: social relations in the urban setting", *New York free press*, pp. 33-52.

Foissart P., 2006, « Sic : cartographie d'une discipline »,pp. 259-278,*in* : Olivesi S. (dir), Sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, disciplines, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

Fremont A., 1999, *la région espace vécu*, Paris, Flammarion.

Frisou.J, 2012, « Le lieu peut-il affirmer le lien dans les relations commerciale ? Le cas des programmes de commercialisation éco-localistes », *Revue Française de Marketing*, 237/238, pp. 27-47.

François L., 2008, *Intelligence territoriale. L'intelligence économique appliquée au territoire,*Paris, Éditions TEC & DOC.

Fremont A., 1976, *la région espace vécu*, Paris, Presses universitaires de France.

–1999, *la région espace vécu*, Paris, Flammarion.

Fried M., 1963, "Grieving for a lost home",pp.151-171,*in* Duhl L.J, Éd, *The urban condition*, New-York, NY: Basic Books.

Friedemann J., Wolf G., 1982 "World city formation: An agenda for research and action", *International Journal of Urban and Regional Research*, 6, pp. 309-44. 8.

Friedemann J., Wolf G., 1995, "Where we stand: A decade of world city research",pp. 21-47,*in* P.L.Knox & P.J.Taylor (eds.), *World Cities in a World system*. Cambridge, Cambridge University Press.

Gaillard C.L., 2014, « Le sentiment de la sensation à l'intentionnalité », www.sentiment.hypothèses.org, consulté le 12 août 2014.

Gallezot.G, Boutin.E et Dumas.P, 2006, « Les sciences de l'information et de la communication, une problématique du « Et » », *XV congrès SFSIC*, pp.9-16.

Gallezot G., Boutin E., 2006, "Is Communication Separable From Information?", http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001670, consulté le 9 février 2014.

Gardère J.-P., Bertacchini Y., 2007, "Contribution of socio-technical systems theory concepts to a framework of Territorial Intelligence", p. 13,*in*: *Proceedings of Huelva Caenti Conference - Huelva Caenti Conference*, Espagne.

Gardère E., Lakel A., 2009, « Repenser la communication des organisations publiques », *Communication et organisation,* pp.7-12.

Gdoura W., 2005, « L'autre accès à l'information dans les sociétés en émergence : étude de cas du monde arabe », *Revue maghrébine de documentation et de l'information*, 13, pp. 37-49.

Ghalia T., 2007, *Le Cap Bon El Watan El Kebli le pays l'histoire les hommes*, Centre de publication universitaire : Éditions Finzi.

Geffroy P., 2003, « De l'intelligence Economique à l'Intelligence Territoriale. Une première approche organisationnelle par le dispositif Lorrain d'Intelligence Economique Territoriale », *Decilotm - Conférence « intelligence économique : Recherche et Applications »*,14 et 15 avril 2003.

Genevois S., Carlot, 2011, « Les territoires du quotidien en France : approches possibles (et raisonnables) avec les TICE », *Journée d'étude APHG,* 1er décembre 2011.

Gerard K., Graefe A., Robert M., James B., 2004, "Effet of activity involvement and place attachment on recreationnists perceptions of setting density", *Journal of leisure research*, Vol 36, 2, pp. 209-231.

Giuliani M., Feldman R., 1993, "Place Attachment in a Developmental and Cultural Context, *Journal of Environmental Psychology*, Vol.13, pp.267–274.

Girardot, J.-J., 2000. « Principes, Méthodes et Outils d'Intelligence Territoriale. Évaluation participative et Observation coopérative »,pp. 7-17,*in* Conhecer melhor para agir melhor, Actes du séminaire européen de la Direction Générale de l'Action Sociale du Portugal, EVORA (Portugal), 3-5 mai 2000, DGAS, LISBONNE, décembre 2000.

–2004, « Intelligence territoriale et participation », *3ème rencontre « Tic et territoire : quels développement ? », ISDM*, 16, article 161, www.isdm.org.

Girardot J.-J, Grammacia G., 2006, « De l'intelligence territoriale : Théorie, posture hypothèses, définition », *Information Sciences For Decision Making,Vème colloque TIC et territoire : Quels développement*, pp.9-17.

Girard.N, 2004, « La *région*: une *notion* géographique? », Ethnologie française, vol 34, 1, pp. 107-112.

Gobert T., 2008, « Chantiers prioritaire de l'État : De la transmission de valeurs à la responsabilité citoyenne », pp 221-229, *in :* Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., Dirs, *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*

Godefroy D. N., 2007, *Innovation et territoires : Les pôles de compétitivité*, *in* Gille L. 2009, *Les dilemmes de l'économie numérique: les enjeux de la transformation des économies sous l'influence de l'innovation*, éditions FYP.

–2007, « Compétitivité de l'industrie européenne des TIC », *Colloque La société de la connaissance à l'ère de la vie numérique*, pp.63-71.

Gollain V., 2013, « Le marketing territorial au service de l'attractivité des territoires », *Méthodes*, pp. 1-9.

Goria S., 2006, *L'expression du problème dans la recherche d'informations : Application à un contexte d'intermédiation territoriale,* thèse en science de l'information et de la communication, dirigée par David Amos Université Nancy II.

–2006, " Knowledge management et intelligence économique : deux notions aux passés proches et aux futurs complémentaires ", *Revue Information Sciences for Decision Making,* 27.

–2007a, « Vers une vision complémentaire des démarches d'intelligence économique, de gestion des connaissances et d'innovation-créativité », *5ème rencontres intelligence économique*, CERAM, Sophia Antipolis.

–2007b, *L'expression de problème et la médiation informationnelle : le cas posé par l'intelligence territoriale*, Édition VDM Verlag Dr Muller.

–2009, « Vers une typologie des dispositifs d'intelligence territoriale dédiées aux pme fondée sur la complémentarité des approches d'IE et de KM », *Revue internationale d'intelligence économique*, pp.39-53.

Grammacia G., Gardère E., Gardère J.-P., 2009, « Démocratie participative et communication territoriale. Vers la micro-représentativité », *Communication et organisation*, pp. 267-268.

Granger A. L., 1999, « La communication locale : entre service public et promotion potion politique », *Communication et langages*, Vol 120, pp.41-54.

Guérin-Pace F., 2006, « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'espace géographique*, tome 35, 4, pp. 290-302.

–2006, « Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ? », *Économie et statistique*, 393-394, 2006, pp. 2- 14.

Guermond Y., 2006, « Identité et rapport au territoire », *L'Espace géographique,* 4/ 2006, Tome 35, pp. 289-290.

–2007, *Paris sous l'œil des chercheurs*, Belin sciences.

–2009, « La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours migratoires », pp. 145-165, *in* F. Guérin-Pace, Olivia Samuel, Isabelle Ville Dir., *En quête d'appartenance. L'enquêté Histoire de vie sur la construction des identités*, Éd. de l'INED, Paris, 2009.

Guermond Y, 2006, « L'identité territoriale: l'ambiguïté d'un concept géographique », *L'espace géographique*, tome 35, 4, pp.291-297.

Guiliani M. V., Feldman, R., 1993, "Place Attachment in a Developmental and Cultural Context", *Journal of Environmental Psychology*, 13, pp. 267-274.

Haddad M., 2008, *Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : Un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib au sud de la Tunisie*, Thèse en sciences de l'information et de la communication, dirigée par Vincent Meyer, Université Paul Verlaine-Metz.

Harbulot C., 1992, *La machine de guerre économique, Etats-Unis, Japon, Europe*, Paris, Édition Economica.

–2004, « La France sans doctrine de puissance »,pp.1-10, in : *La France a-t-elle une stratégie de puissance économique ?*, Éditions Lavauzelle.

Hardy-Zhang M., Agostinelli S., 2008, « La dimension culturelle des pratiques communicationnelles de veille stratégique et son influence sur les systèmes de veille : l'exemple des entreprises chinoises », pp. 249-262, *in Flory A., and Ghenima M., and Sidhom S., Éd. Système d'information et intelligence économique*, Tunis IHE.

Herbeux Ph., 2006, *L'intelligence territoriale d'une représentation générale à un concept de finalité*, thèse de doctorat, dirigée par Ahmed Silem, Université du Sud.

Hermel L., 1995, « Pierre Zémor : la communication publique », *Politique et management publique*, 2, pp.152-154.

Herskovitz M.J., 1948, *Les base de l'anthropologie culturelle*, Paris, Éd. Payot.

Hidalgo M. C., Hernandez B., 2001, "Place attachement: conceptual and empirical questions", *Journal of environnemental psychology*, 21, pp. 273-281.

Hofstadter D., Godel .E.B, 1985, *Les brins d'une guirlande éternelle,* Paris, Interéditions

Hofstede G., 1991, *Vivre dans un monde interculturel*,Éditions des organisations.

–2001, *Culture consequences Comparing Values, Behaviors, Institutions and Organizations Across Nations*, Sage publication, 2ème édition.

Hummon D.M., 1992, "Community Attachment: Local Sentiment And Sense Of Place", pp. 253-278, *in*: Altman; Low, S.M., Éd. Place Attachment, *NY: Plenum Press*.

Izard M., 1991, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris, Presses Universitaires de France.

Jacqemain M., 2005, *Capital social et dynamique régionale*, Bruxelles, De Boeck Supérieur Économie, Société, Région.

Jamin J.Y., 2003, « *Systèmes d'information*, acteurs et territoires », http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00143502, consulté le 13 janvier 2014.

–2006, " Gestion des ressources en eau pour le développement local : gouvernance, institutions et politiques ", *Compte rendu de séminaire* Natures Sciences Sociétés, Vol 14, pp.420-422.

Jarvis C.B., Mackenzie S.B., Podsakoff P.M., 2005, " The problem of measurement model misspecification in behavioral and organizational research and some recommended solution ", *Journal of Applied Psychology*, Vol. 90, 4, pp. 710-730.

Jorgensen B. S., Stedman R. C., 2001, "Sence of place as an attitude: Lakeshore owners attitudes toward their properties", *Journal of environmental psychology*, 21, pp.221-231.

Ke S., 2004, « La résistance culturelle des latins », *Personnel*, 452, pp.44-54.

Keating M., 1998, *The New Regionalism in Western Europe*, Cheltenham, Edward Elgar.

Kislin P., 2007, *Modélisation du problème informationnel du veilleur dans la démarche d'intelligence économique,* thèse en sciences de l'information et de la communication, dirigée par David Amos, Université Nancy II.

Kleine S. S., Menzel Baker S., 2004, "An Integrative Review of Material Possession Attachment.", *Academy of Marketing Science Review*, 1, www.amsreview.org/articles/kleine01-2004.pdf.

Knauf A, Goria S., 2009, « L'intelligence économique et la gestion des connaissances au service des organisations entre outils communicationnels et informationnels », *Colloque Org et Co, Rennes*, pp.1-15.

Kroeber A.L., Kluckhohn C., 1952, "Culture: A critical review of concepts and definitions", *Harvard University Peabody Museum of American Archeology and Ethnology*, 47p.

Laganier R, Villalba B, Zuindeau B, 2002, « Le développement durable face au territoire : éléments pour une recherche pluridisciplinaire », *Développement durable et territoires*, Dossier 1, mis en ligne le 01 septembre 2002, consulté le 23 août 2014.

Lalli M., 1992, "Urban related identity: theory, measurement and empirical findings", *Journal of Environmental Psychology*, 12, pp.285–303.

Larivet S., 2001, « Intelligence économique : acceptation française et multidimentionnalité », *Xème conférence de l'Association internationale de management stratégique,*pp. 1-25.

Latouche S., 1990, « Faut-il refuser le développement? Réponse à Serge Latouche », *in* François Greslou, edt, *Coopérants volontaires et avatars du modèle missionnaire*, Paris.

Lebrument N., De la Robertie C., 2012, « Quel est l'impact de la posture stratégique sur les pratiques d'intelligence économique des PME ? », www.stratégie-aims.com

Lesca H., 1992, « Le problème crucial de la Veille Stratégique : la construction du « puzzle » », *Annales des Mines*, avril, pp.67-71.

Lesca N., 2005, « La veille vue comme un système cybernétique », *Finance Contrôle Stratégie*, Vol 8, 4, pp. 93–120.

–2006, *Veille anticipative, une autre approche de l'intelligence économique*, Paris, Édition Hermès Lavoisier.

Leyval Granger A., 1999, « La communication locale entre service publique et promotion politique », *Communication et langage*, 120, pp. 41-54.

Linton R., 1945, *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Collection sciences de l'éducation.

Lointier P., 2000, « Les limites de l'intelligence économique – Commentaires *de* P. Lointier », *Revue de l'Association des Diplômés de l'IAE*, 162, pp.15-26.

Loudiyi S., Angeon V., Lardon S., 2004, « Capital social et développement territorial, quel impact spatial des relations sociales », *Communication au colloque le concept de développement en débat*, Université Montesquieu-Bordeaux, France, 16-17 septembre.

Louizi H., 2012, « Dispositifs d'assistance aux tunisiens résidants à l'étranger, le guichet unique comme exemple », Forum national des tunisiens à l'étranger, 19 décembre 2012, www.euromed-migration.eu, consulté le 29 mai 2014.

Luhn H. P., 1958, "A business intelligence system", *IBM journal*, pp. 314-319.

MDCI, 2006, « Accord de jumelage avec l'union européenne », www.mdci.tn, consulté le 25 mai 2014.

–2011, « renforcement des capacités institutionnelles du centre de formation et d'appui à la décentralisation », *Fiche de projet de jumelage léger, www.mdci.tn,consulté* le 25 mai 2014.

Marcon C., 1998, *Intelligence économique : l'environnement pertinent comme variable stratégique : justification théorique et approche instrumentale*, thèse en sciences économiques, Université de Poitier.

–2007, Analyse de réseaux en intelligence économique : éléments pour une approche méthodologique, Market Management, Vol. 7, pp. 110-134.

Martin Vanier Dir., 2002, *Ces territorialités qui se dessinent*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

–1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, 2, pp. 97-113.

–1997, « L'exploration des mondes intérieurs », pp. 371-384, *in* : Knafou R., *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*, Paris, Belin.

Martinet B., Marti Y. M., 1995, *L'intelligence économique : comment donner de la valeur concurrentielle à l'information*, Édition des organisations.

Martre H., 1994, *Intelligence économique et stratégie des entreprises*, Commissariat général du plan, La documentation française.

McAndrew T., 1998, "The Measurement of rootedness and the prediction of attachment to home-towns in college students", *Journal of Environmental Psychology*, 18, 4, pp.409-417.

Malinowski B., 1944, *A Scientific theory of culture and Others Essays*, Chapel Hill, N. Carolina, the University of North Carolina Press.

Martinet B. et Marti Y.M., 1995, *L'intelligence économique, les yeux et les oreilles de l'entreprise,* Paris,Éditions d'Organisation.

Mendonça M.C., 2005, "Competitive Intelligence in Higher Education: Benchmarking Models, *acte de colloque Atelis*, Atelier d'intelligence stratégique, Poitiers.

Mesch G. S., Orit M., 1998, "Local Social Ties, Residential Satisfaction and Community Attachment", Environment *and Behavior,* 30, 4, pp.504-519.

Mesh G. S., Manor O., 1998, "Social ties, environmental perception and local attachment", *Environment and Behavior*, 30, 4, pp. 504-519.

Meyer V., 2004, *« Équipements méthodologiques et émergence d'un espace scientifique et social : les communications d'actions et d'utilité publiques »*, Habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, Université Paul Verlaine-Metz, pp. 50-270.

–2012, *Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions ?,* Communication et développement territorial en zones fragiles du Maghreb, Éd. L'Harmattan.

–2012, « Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions ? », pp.63-78,*in* : Morelli P., Sghaïer M. Dir. *Communication et développement territorial en zones fragiles au Maghreb*, Paris, Éd. L'Harmattan.

–Ben Abed M., 2012, « Langages, ãobjets, territoires et hospitalités : des thématiques pluridisciplinaires et fédératrices », pp.29-44,*in* : Morelli P., Sghaïer M. Dir. *Communication et développement territorial en zones fragiles au Maghreb*, Paris, Éd. L'Harmattan.

–2014, « Communication, tourisme et développement territorial : l'exemple des Gsours du sud-est tunisien », *les enjeux de l'information et de la communication*, http://lesenjeux.u-grenoble3.fr, pp. 5-15, consulté le 26 juin 2014.

Michaelli J.-P., 2013, « Penser l'innovation asymétrique », *Université du Littoral Côte d'Opale*.

Miles M. B., Huberman A. M., 2003, *Analyse des données qualitatives*, (2ème édition), de boeck.

MIREM, 2006, *Enquête sur les migrants de retour élaborée par le MIREM,*www.imap-migration.org, consulté le 29 mai 2014.

Moine A., 2005, « Le territoire comme un système complexe : des outils pour l'aménagement et la géographie », *VIIème Rencontres de Théo Quant,* ThéMA UMR 6049 CNRS - Université de Franche-Comté janvier 2005, http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2005/TQ2005%20ARTICLE%2017.pdf, visité le 20/10/2012, 11 p.

Moinet N., 2010, *Petite histoire de l'intelligence économique une innovation à la française*, Paris, Éd. L'harmattan.

Moinet N., Coussin O., 2014, « L'intelligence économique territoriale en France : de l'impulsion politique à la paralysie bureaucratique », *Séminaire international sur l'intelligence économique : un enjeu majeur pour la compétitivité,* www .archives-ouvertes.fr, consulté le 08 juillet 2014, pp.1-9.

Morgan J., 2002, *L'histoire interculturelle des sociétés*, Éd. Anthropos.

Morgan, K., 1997, "The Learning Region: Institutions, Innovation and Regional Renewal", *Regional Studies*, Vol. 31, 5, pp. 491-503.

Morin E., 1999, *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris, Édition du Seuil.

Le Moigne J.-L., 1999, *L'intelligence de la complexité*, Cognition et formation, Éd. L'Harmattan.

Moudoud E., 1985, « L'impossible régionalisation « Jacobine » et le dilemme des disparités régionales en Tunisie », *La revue canadienne des sciences régionales*, Vol 8, n°3, pp. 413-438.

Mucchielli A., 1998, *Approche systémique et communicationnelle des organisations*, Paris : Armand Colin.

Mzioudet B., 2009, « Intelligence territoriale : entre continuité et rupture scientifique », pp. 404-415, *in* Ghenima, M. Ouksel, A., Sidhom S. Éd., *Systèmes d'Information et intelligence économique*.

–2011, *Informer et communiquer en confiance ? Dispositifs et territoires en zones arides,le casde l'observatoire Menzel Hbib*, thèse en sciences de l'information et de la communication, dirigé par Vincent Meyer, Université de Lorraine.

MzioudetH., 1990, « Développement en transfert de technologie », *Études internationales*, Vol 3, 36, pp. 54-76.

Nonaka I., 1994, "A dynamic theory of organisationnal knolwdge creation", *Organisation science*, 5,pp. 14-37.

Nonaka.I, Takeuchi.H, 1997, *La connaissance créatrice : La dynamique de l'entreprise entreprenante*, Bruxelles, De Boeck.

OCDE, 2009, *rapport annuel de l'Organisation de coopération et de développement économique*, Paris, publication de l'OCDE.

O'Dell C., Crayson C.J., 2003, *Identifying and Transferring Internal Best Practices*, Handbook on knowledge management, Editor Holsapple.

Oueslati L., 2003, « Entre information et processus de communication : l'intelligence territoriale », *Information Sciences For Decision Making*, n°9, pp.1-8.

Paturel P., 2012, « Penser l'intelligence territoriale au service des PME et TPE », *Revue Internationale d'Intelligence Economique*, Série Publications Numériques, revue-r2ie.com.

Pautrat R., Delbecque E., 2009, « L'intelligence territoriale la rencontre synergique public/ privé au service du développement économique », *Revue internationale d'intelligence économique*, Vol 1, pp. 15-28.

Pecqueur B., Courlet C., 1991, « Systèmes locaux d'entreprises et externalités: un essai de typologie », *Revue d'économie régionale et urbaine*, 3, 4, pp.391-406.

–2004, "Vers une géographie économique et culturelle autour de la notion de territoire", *Géographie et cultures*, numéro spécial, pp. 22-37.

Perroux F., 1966, « La croissance, le développement, les progrès, le progrès », *Revue Tiers-monde*, avril-juin.

–1975, « Politique du développement et lacunes du calcul économique », *Mondes en développement*, 10, pp.191-202.

Pfeffer J., Salancik G., 1978, *The external control of organization, a ressource dependance perspective*, Herper & Row Publishers.

Picouet M., 1971, "Aperçu des migrations en Tunisie", *Population*, Vol 26, pp. 125-148.

Polaire C., Pannasier C., 2013, *Solidarité et communautés urbaines état des lieux et prospectives*, étude solidarité et communautés urbaines, 107p.

Porter M., 1990, "Location, Competition and Economic Development: Local Clusters in a Global Economy", *Economic Development Quarterly,* 14, 1, pp. 15-34.

–1990, *The Competitive Advantage of Nations,* Macmillan, Londres and Basingstoke.

Prax J.Y, 2000, *Le guide du knowledge management : concepts et pratiques du management de la connaissance,* Paris, Éd. Dunod.

–2002, *Le management territorial à l'ère des réseaux, un guide pratique pour gérer les projets territoriaux*, Étude broché.

Proshansky, Harold M, 1978, "The city and self-identity", *Environment and Behavior*, Vol 10, 2, pp.147-169.

Proulx M., Urbain D., Temberlay D., 2006, "Marketing territorial et positionnement mondial", *géographie, Economie, société*, Vol 8, pp. 239-255.

Prusak L., 2001, "Where did the knowledge management come from?*",IBM systems Journal*, Vol 40, pp.1002-1011.

Ribault J. M., 1989, *Le management des technologies*, Édition des organisations.

Riger S., Lavrakas P. J., 1981, "Community Ties: Patterns of Attachment and Social Interaction in Urban Neighborhoods", *American Journal of Community Psychology*, Vol 9, 1, pp. 55-66.

Rist G., 1996, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Robert-Demontrond *P.,* Bougeard Delfosse *C*., Joyeau A., 2010, « La sphère marchande comme outil de résistance à la mondialisation : le cas des marchés des colas », *Management international*, Vol14, 4, pp. 55-68.

Rocher G., 1992, *entre droit et technique : enjeux normatifs et sociaux*, Montréal, les presses de l'université de Montréal.

Rostow W. W., *1961, The United States in the World Arena: An Essay in Recent History,* American Project Series.

Rossion F., 2009, « Apprendre grâce aux expériences négatives », *Ceroart*, 3, consulté le 16 avril 2014. URL : http://ceroart.revues.org/109.

Rotelli F., 2006, *La communication publique entre réforme et modernisation*, Mastère en administration publique, École nationale d'administration.

RouachD., 1996, *La Veille technologique et l'intelligence économique*, Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?, 5ème édition mise à jour, 2010.

Rossel P., Wacheux F., 2005, *Management des ressources humaines, méthodes de recherches en sciences humaines et sociales*, De Boeck.

Sammon W.L., Kurland M., Spitalnic R., 1984, *Business Competitor Intelligence: Methods for Collecting Organizing and Using Information*, Editions John Wiley & Sons.

Sainsaulieu R., 1995, *Sociologie de l'entreprise. Organisation culture et développement,* Paris, Éd. Dalloz.

Schein E., 1985, *Organizational culture and leadership*, San Francisco, Jossey-Bas.

Skinner F.-B., 1953, Science *and Human Behavior,* New York, Macmillan.

Staszak J.-F, 2004, « L'exode, l'oviri, l'exile: Les singulières identités géographiques de Paul Gaugin », *les annales de géographie*, 638-639, pp. 363-384.

Stigler G., 1971, "The Theory of Economic Regulation", *Bell Journal of Economics and Management*, 2, pp.3-21.

Stokols, Daniel, and Sally Ann Shumaker. 1982. "The psychological context of residential mobility and well-being", *Journal of Social Issues*, 38, pp. 149-172.

Stroai C., 2003, « Attractivité des territoires et stratégies de localisation des firmes : le territoire corse peut-il devenir un nouvel éden ? », *International Journal of Info & Com for Decision Making,* 9, pp. 29-40.

Talcott E. P., 1937, *The Structure of Social Action,* New York, Mc Graw Hill.

Taylor E.B., 1971, *La civilisation primitive*, Paris, Reinald.

Taylor R.B, Godfredsson S. D., 1985, "Attachement to place; discriminant validity, and impacts of disorder and diversity", *American journal of community psychology*, Vol 13, 25, pp. 525- 536.

Tbib A., 2008, « Dispositifs d'observatoires territoriaux et valorisation des interactions aux milieux ruraux »,pp 539-551,*in* Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., Dirs, *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*

Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, Éd. Dunod.

Thomas C., Behar C., Barlatier P.-J., 2006, « Management stratégique d'un territoire et dynamique des connaissances de la visibilité à la lisibilité », www.stratégie-aims.com

Thomas S., Bertacchini Y., 2010, « Mise en culture et projet de territoire : entre clustérisation et intelligence territoriale », *Journal of information sciences of decision making*, 38, pp.65-97.

Thounkara T., Ermine J-L., 2006, « Gestion des connaissances et surveillance de l'environnement », https://portail.telecom-bretagne.eu/publi/public/fic, consulté le 24 avril 2011

Tremblay S., 1999, « Du concept de développement au concept de l'après-développement : trajectoire et repères théoriques », *Collection Travaux et études en développement régional*, Université du Québec à Chicoutimi, 52p.

Tuan Y.F., 1977, *Space and Place: The Perspective of Experience*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Turing A.M., 1950, *Computing Machinery and Intelligence*, Trad.Fran. Pélissier et tête, 1995.

Uphoff N., 2000, "Understanding Social Capital: Learning from the Analysis and Experience of Participation",pp. 215-249,*in* : Partha Dasgupta and Ismail Serageldin, Éd., *Social Capital: A Multifaceted Perspective*, Washington: World Bank.

Van Spengen W., 1993, « Géographie politique, géographie historique Braudelienne et Régionalité du Tibet », *Géographie et Cultures*, 7, pp. 55-74.

Veltz P., 2002, *Des lieux et des liens politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, Édition De L'Aube.

Villain J., 1992, *l'entreprise aux augets : information-surveillance de l'environnement, propriété et protection industrielles, espionnage et contre espionnage au service de la compétitivité*, Armand Colin.

Watson J.-B., 1914, *Behavior, An Introduction to Comparative Psychology,* New York Holt.

Weaver C., Fridemann J., 1979, *Territory and function. The evolution of regional planning*, Berkeley.

Wick C., 2000, "Knowledge management and Leadership opportunities for technical communicators", *technical communication*, 47, pp.515-529.

Wilensky H. 1965, *Organizational Intelligence: Knowledge and Policy in Government and Industry,* New York, basic books.

Williams D.R., Roggenbuck J. W., 1989, "Measuring Place Attachment: Some Preliminary Results", *Paper Presented at the Session on Outdoor Planning and Management, NRPA Symposium on Leisure Research,* pp. 1- 7.

Woolcock M., Narayan D, 2000, "Social Capital: Implications for Development Theory, Research, and Policy", *The world bank economic review*, Vol 28, pp.225-245.

Young M., 1961, "Keys for Corporate Growth", *Harvard Business Review*, novembre – décembre.

Zacklad M., 2004, « Transférabilité des connaissances: une re-conceptualisation de la distinction tacite/explicite », *Actes de colloque luxembourgeois sur l'économie de la connaissance dans une perspective Européenne*, pp. 1-12.

Zaied A., 2006, *le monde des Ksours du Sud tunisien*, Éd. Broché.

Zaltman G., Pinson C. R., Angelmar R., 1973, *Metatheory and consumer research*, Editors series in marketing.

Zemor P., 2004, « Le débat public se porte mieux au niveau local que national », *Revue Diriger*, 2, pp 109-134.

–2008, *La communication publique*, Presses Universitaires de France.

Zerouali H., 2012, *La patrimonialisation à l'épreuve du terrain : acteurs et enjeux dans la province du Nador*, thèse en sciences de l'information et de la communication, Université de Lorraine.

Zghal R., 2003, « Culture et gestion: gestion de l'harmonie ou gestion de paradoxes? », Gestion, 28, pp.26-32.

Zimmer T., 2009, *Cours intelligence territoriale*, Mastère intelligence économique de l'IAE de Bordeaux IV.

Résumé

Notre recherche a été établie dans le cadre du programme de recherche interdisciplinaire *Langages, objets, territoires et hospitalités*. Notre objectif est d'apprécier les procédés informationnels, communicationnels et de management pour la valorisation des régions de Nabeul et de Médenine sous l'égide du CGDR et de l'ODS, et d'estimer et d'évaluer la nature du lien entre le sentiment d'appartenance et la valorisation territoriale par le biais de ces dispositifs d'intelligence collective. L'ancrage de notre recherche dans les champs interdisciplinaires des sciences de gestion et des sciences de l'information et de la communication nous a permis d'appréhender notre objet de recherche dans une logique d'instrumentalisation de pratiques et de dispositifs de management du territoire et dans une logique de communication, de transmission de l'information, de capitalisation et de diffusion des connaissances. Toutes ces pratiques étant sélectionnées à travers le ressenti envers le territoire en termes d'identité, d'attachement et de solidarité.

Le travail avec les acteurs de développement nous a permis de cerner l'intensité de leur sentiment d'appartenance et les liens de causalité que cela peut avoir avec l'intelligence territoriale adoptée en termes de sélection des dispositifs communicationnels informationnels et de management.

Alors que le travail avec les acteurs de la population locale nous a permis d'appréhender les liens de causalité entre la perception de l'intelligence collective instaurée au niveau du territoire et le renforcement de l'identité de l'attachement et de la solidarité envers la région. En effet l'appréhension et la mesure d'un lien de causalité entre deux notions invite le recours à des échelles de mesure qui permettent la qualification et la quantification de ce lien.

C'est pourquoi le travail de terrain mobilise une approche qualitative exploratoire pour la définition des items de certaines variables et une approche quantitative pour identifier la nature du lien entre nos variables et parvenir à le mesurer.

Notre travail de terrain a été essentiellement axé sur le recueil de données qualitatives et quantitatives auprès de la population de responsables institutionnels et non institutionnels dans la région de Nabeul et celle de Médenine. Ainsi que le recueil de données quantitatives auprès de la population locale des deux régions. Le traitement du corpus émanant de notre terrain nous a permis de cerner la nature du lien entre nos dimensions de recherche.

Les principaux résultats de notre recherche atteints suite à l'analyse et l'interprétation des données recueillies se présentent comme suit :

- La validation de l'hypothèse H1 le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'intelligence économique territoriale.
- La validation partielle de l'hypothèse H2 le sentiment d'appartenance est positivement associé au knowledge management territorial.
- La validation partielle de l'hypothèse H3 le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'intelligence territoriale perçue.

In fine cette thèse révèle les liens de causalité entre le sentiment d'appartenance et les dimensions de l'IET et certaines dimensions du KMT et de l'ITP. Nos propositions invitent au diagnostic, l'évaluation et la compréhension du pourquoi de l'abandon de certaines pratiques d'intelligence territoriale, l'adoption de nouvelles formes de communication publique et territoriale pour le renforcement du sentiment d'appartenance et pour assurer un meilleur partage et diffusion de l'information.

Mots-clés : Intelligence territoriale, intelligence économique, knowledge management, sentiment d'appartenance, identité à la région, attachement à la région, solidarité envers la région, communication publique et territoriale

Summary

Our research has been established as part of the interdisciplinary research program *languages ,objects, territories and hospitality*. Our goal is to understand the informational, communicational and management processes for the development of areas of Nabeul and Medenine under the CGDR and ODS, and to estimate and evaluate the nature of the relationship between sense of belonging and the Territorial Enhancement through the collective intelligence devices. The anchor of our research in interdisciplinary fields of management, information and communication sciences has enabled us to understand our research object in a logic of exploitation practices and devices management planning and in the spirit of communication, transmission of information, funding and dissemination of knowledge. All these practices are selected through the felt to the area in terms of identity, attachment and solidarity.

Working with actors of development has allowed us to identify the intensity of their sense of belonging and the causal links that it may have with the territorial intelligence adopted in terms of selection of managerial, informational and communicational devices.

While working with members of the local population allowed us to understand the causal links between the perception of collective intelligence established at area level and strengthening the identity, attachment and solidarity to region. Indeed apprehension and measurement of a causal link between two concepts invites the use of scales that allow the characterization and quantification of theses links.

Therefore fieldwork mobilizes an exploratory qualitative approach to defining items of certain variables and a quantitative approach to identify the nature of the relationship between our variables and achieve the measure.

Our field work was mainly focused on collecting qualitative and quantitative data from the population of non-institutional and institutional leaders in the area of Nabeul and the Medenine. And the collection of quantitative data from the local population in both regions. Treatment of corpus from our field has allowed us to identify the nature of the relationship between dimensions of our research.

The main results of our research with following the analysis and interpretation of data are as follows:

- The validation of the hypothesis H1 sense of belonging is positively associated with territorial economic intelligence.
- Partial validation of the hypothesis H2 sense of belonging is positively associated with territorial knowledge management.
- Partial validation of the hypothesis H3 sense of belonging is positively associated with perceived territorial intelligence.

Ultimately this thesis reveals the causal links between the sense of belonging and the dimensions of the TIE and some dimensions of the TKM and the PTI. Our proposals invite the diagnosis, evaluation and understanding the reason of the abandonment of certain practices of territorial intelligence, the adoption of new forms of territorial public communication and to strengthen the sense of belonging and to ensure better sharing and dissemination of information.

Keywords: Territorial intelligence, competitive intelligence, knowledge management, sense of belonging, identity to the region, commitment to the region, solidarity with the region, and territorial public communication

INDEX DES AUTEURS

Hanene Abichou : docteur en sciences économiques, assistante universitaire à l'Institut des Régions Arides

Pierre Achard :est docteur en médecine diplômé en thérapie comportementale et cognitive**.** Il a exercé plusieurs fonctions hospitalières, puis il a été directeur de la force de vente et responsable de la veille concurrentielle administrateur de l'association française pour la promotion de l'intelligence économique et concurrentielle co-auteur de l'ouvrage intelligence économique mode d'emploi

Nancy J Adler : docteur en Management, UCLA (University of California at Los Angeles)

Francis Joseph Aguilar : professeur émérites en "business administration" à Harvard Business School

Marayam Alavi : directeur de recherché en technologies de l'information, professeur en systèmes d'information au College of Business and Management University of Maryland.

Pierre Alphandéry : Chargé de recherche première classe à l'INRA

Reinhard Angelmar : professeur émérites en marketing à la Massachusetts Institute of Technology (Sloan School), the Stockholm School of Economics, ESSEC Business School, et l'université Paris Dauphine.

Valérie Angeon : docteur en économie appliquée, maitre de conférence à AgroParisTech

Igor Ansoff : fondateur de la planification de l'entreprise, c'est un des principaux théoriciens de l'école de la stratégie

Marc Augé : agrégé de lettres classiques, docteur ès Lettres et Sciences humaines[1], ethnologue et anthropologue français Marc Augé est directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales

Chris Argyris : est un théoricien des organisations. Il a été professeur à l'université d'Harvard après avoir enseigné pendant vingt ans à Yale où une Chaire porte maintenant son nom. Il est internationalement reconnu pour ses théories de l'apprentissage et ses apports à la théorie de la connaissance tacite

Olivier Arifon : professeur en Sciences de l'Information et de la Communication à l'ULB ***Olivier***

Mourad Attarça : maître de conférences université de Nancy

Chedly Ayari : est un économiste, homme politique et diplomate tunisien. Il occupe le poste de gouverneur de la Banque centrale de Tunisie depuis 2012.

Philippe Aydalot : professeur de l`économie territoriale a l`université de la Sorbonne.. Il a jeté les fondements de l'économie territoriale. Le GREMI (Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs) qu'il a fondé, propose, aujourd'hui, une nouvelle théorie du développement territorial qui repose sur trois éléments indissociablement liés : organisationnel, cognitif et territorial.

James Bacon : professeur en ressources naturelles à l'université du Vermont

Pascal Bailly : professeur de Sciences Economiques et Sociales – Lycée A. Croizat – MOUTIERS

Lucy Baugnet : Maître de Conférences à l'Université de Picardie Jules Verne

Victor Barnow : anthropologue

David Baron : professeur en management de l'université de Stanford Californie

Céline Bayou : Chargée de cours à l'INALCO (Sections lettone et tchèque). Analyste-rédactrice à la Documentation française (DILA) pour les revues Questions internationales et P@ges Europe

Amor Belhedi : est un géographe et universitaire tunisien, professeur au département de géographie à la faculté des sciences humaines et sociales de Tunis

Annette Béguin-Verbrugge : est professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille 3

Mohamed Ali Ben Abed : directeur de l'information et de la communication à l'institut des régions arides

Peter Ludwig Berger : est à la fois un sociologue et un théologien américain d'origine autrichienne, se définissant lui-même comme appartenant à la tradition libérale protestante

Bruce Berkowitz : professeur à l'université de Princeton

Dominique Bessières: docteur en sciences politiques et professeur à the l'université de Reims Champagne-Ardenne

Jean-Pierre Bernat : Responsable de la gestion de l'information au sein de groupes pétroliers et pharmaceutiques internationaux, il rejoint le CIRAD en 2001. Chargé de mission en veille stratégique Il continue à y développer les concepts d'Intelligence économique et de veille stratégique. Il fait partie des précurseurs, qui dès les années 80 ont formalisé et structuré les activités de veille et d'IE. Il était expert européen en veille.

Yann Bertacchini: maitre de Conférences, habilité a diriger des recherches, expert près de l`U.E. Adjoint au Maire de Fréjus, délégué a la jeunesse, les nouvelles technologies, l`enseignement supérieur.

Kenneth Allan Bollen : professeur de sociologie à l'université de Californie du Nord

Daniel Bollinger : diplômé de droit public, expert international en marketing et management, a travaillé dans de nombreux pays. Il a traduit, adapté et commenté l'étude de Geert Hofstede pour un public francophone.

Khaled Bouabdallah : professeur des universités en sciences économiques, Khaled Bouabdallah est président de l'université Jean Monnet Saint-Etienne depuis janvier 2007

Yannick Bouchet : Enseignant vacataire à l'IFSA chez Université Claude Bernard (Lyon I), Directeur Général chez SITIV, Chercheur associé à l'IAE (depuis 2003) chez Université Jean Moulin (Lyon III)

Yannick Bouchet : Enseignant vacataire à l'IFSA université Claude Bernard (Lyon I). Directeur Général à la SITIV. Chercheur associé à l'IAE (depuis 2003).

Daniel Bougnoux : est un philosophe spécialiste de Louis Aragon, auquel il a consacré de nombreux essais. Il a créé la revue littéraire *Silex* qu'il a dirigée de 1976 à 1985. Il s'est ensuite spécialisé au côté de Régis Debray dans l'étude de la Médiologie, collaborant aux *Cahiers de médiologie* et à la *revue Médium* Il est professeur à l'université Stendhal de Grenoble-III

Pierre Bourdieu : est l'un des sociologues français les plus importants de la deuxième moitié du XX^{e} siècle et qui, à la fin de sa vie, devint, par son engagement public, l'un des acteurs principaux de la vie intellectuelle française. Sa pensée a exercé une influence considérable dans les sciences humaines et sociales[1], en particulier sur la sociologie française d'après-guerre. Sociologie du dévoilement, elle a fait l'objet de nombreuses critiques, qui lui reprochent en particulier une vision déterministe du social dont il se défendait.

Eric Boutin : professeur en sciences de l'information et de la communication université de Toulon

Frank Bournois : professeur des universités en Management Général et en Management interculturel . Sa spécialité est la préparation et la gestion des dirigeants d'entreprise. Il est depuis le 18 juillet 2014, Directeur Général de l'ESCP Europe

Patrick Bouvard : Rédacteur en chef de RH info, consultant accrédité auprès des institutions européennes en matière d'argumentation et de rédaction, auteur de six ouvrages dédiés au sens de l'homme dans l'entreprise, Patrick Bouvard poursuit des travaux de recherche sur le nomadisme et l'amitié. Président de la société de conseil Flexity, Patrick Storhaye a été en charge de la stratégie RH d'ADP France, co-fondateur de la société Shared Value et DRH chez Groupama et CPR. Il anime des conférences et intervient en mastère RH et en école de commerce.

Robert Boyer : professeur en économie

Roger Brunet : est un géographe français, professeur des universités et directeur de recherche émérite du CNRS.

Martine Burgues : ethnologue au Conseil général du Lot et chercheur associé au centre Edgar-Morin (CNRS). Spécialiste des liens entre sociétés et territoires

Hélene Cardy : maître de conférences en science de l'information Paris 8

Jean marc Charlot : directeur Académique Audencia Executive MBA Nantes enseignant-chercheur à Audencia

Yvan Carlot : professeur à l'UFM de Lyon

Jérôme Chemitte *:* géomaticien, responsable des études techniques chez Allianz. « Diplômé de l'École des mines d'Alès

Corine Cohen : docteur en Sciences de Gestion, Institut d'Administration des Entreprises, IAE-CEROG, Université Aix-Marseille III, chargée de cours à l'Institut d'Études Politiques d'Aix en Provence Attachée d'Enseignements à l'École Supérieure de Commerce de Paris – EAP

James Coleman : sociologue américain a été formé à l'école de Lazarsfeld. Il est depuis les années 1980 l'individualiste méthodologique le plus connu aux États-Unis, sa théorie est plus proche de l'utilitarisme que de celle de Raymond Boudon. Tout comportement s'explique par le fait que l'acteur y voit des conséquences bonnes pour lui. Le principal souci de Coleman est d'expliquer le passage du niveau micro au niveau macro (cf. schéma). Pour lui, les évènements macro sont déterminés par les comportements individuels ; toutefois le niveau macro a des effets sur les croyances et préférences des acteurs.

Paul Collier : professeur en économie à la Blavatnik School of Government, et directeur du Centre for the Study of African Economies at The University of Oxford

Steven Coissard : professeur en sciences économiques

Saskia Cousin : maîtresse de conférences à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris-I)

Viviane Cousinet : docteur en Sciences de l'Information et la Communication habilitée à diriger des recherches, professeur des Universités, directrice du LERASS 2002-2010, présidente de la 71è section du Conseil National des Universités 2004-2007, déléguée scientifique, agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur

Alain D'astous : professeur à l'université du Québec à Rimouski en .Business Administration spécialisée en marketing

Thomas Davenport: professeur en technologie et gestion de l'information au Babson College.

Bernard Debarbieux : professeur à l'Université de Genève depuis Professeur ordinaire et directeur du département de géographie

Catherine De la robertie : professeur à l'université de Rennes 1, chercheur permanent du CNRS et présidente de l'AFUDRIS (Association des formations universitaires de défense, de relations internationales et de sécurité), Catherine Sarlandie de La Robertie enseigne l'intelligence économique et stratégique ainsi que le management et le marketing interculturels à l'Institut de gestion de Rennes

Estelle Delay : enseignante à l'université du Québec à Rimouski

Eric Delbecque :chef du Département sécurité économique de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ).Il fut auparavant directeur de l'Institut d'études

et de recherche pour la sécurité des entreprises (IERSE), expert au sein de l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT) et responsable des opérations d'intelligence économique et de communication de crise d'une filiale de la Compagnie Financière Rothschild.

Norman Kent Denzin : professeur en sociologie à l'université de l'Illinois

Christine Bougeard Delfosse : docteur en science de gestion, chercheur au sein du centre du recherche en économie et management

Catherine Didier Févre : professeur en géographie à l'université paris IV

Guy Di méo : géographe français, spécialiste de la géographie sociale et culturelle. Il est professeur à l'Université Michel de Montaigne (Bordeaux III), directeur jusqu'au 31 décembre 2010 de l'UMR ADES « Aménagement, Développement, Environnement, Santé et Sociétés »

Philippe d'Iribarne : ingénieur diplômé de l'École Polytechnique (promotion 1955), de l'École des mines de Paris (1960) et de l'Institut d'études politiques de Paris (1960), Philippe d'Iribarne est directeur de recherches au CNRS. Il mène aussi des enquêtes sur la signification sociale de leurs activités, publiant ses résultats dans plusieurs volumes. Depuis plusieurs années, Philippe d'Iribarne travaille sur l'influence des cultures nationales sur le fonctionnement des organisations. Il part d'une définition de la culture prise à l'anthropologie.

Philippe Dumas : est ancien élève de l'ENA, ingénieur civil de l'École Supérieure des Mines de Paris, titulaire d'une maîtrise (ancienne licence) en sciences économiques (Assas/Panthéon) et diplômé de Sciences-Po de Paris

Philippe Dumas : professeur en Sciences de l'information-communication dans l'université de Toulon. Ingénieur Ese (Paris) ; Dea Econométrie (Paris) ; Docteur en psychologie sociale (Montpellier) ; PhD en Management (Austin, Texas) ; Hdr Sic (Lyon). Il est spécialiste en Intelligence territoriale, Tice.

Emile Durkheim : est l'un des fondateurs de la sociologie moderne. Formé à l'école du positivisme, Durkheim définit le « fait social » comme une entité *sui generis*, c'est-à-dire en tant que totalité non réductible à la somme de ses parties. Cette définition lui permet de dissocier l'individuel du collectif et le social du psychologique, et de fonder logiquement les conditions de possibilité d'une action contraignante de la société sur les individus

Mouna El Gaied : maître de conférences sciences de l'information et de la communication université de Lorraine

Jean louis Ermine : assure la responsabilité d'un enseignement de formation à la recherche en traitement de l'information, en collaboration avec l'université Paris Sud (Orsay). En 1994, il devient responsable du Groupe Gestion des Connaissances au CEA jusqu'en 2000, puis il est détaché à l'Université de Technologie de Troyes

ETD : Entreprises territoriales et développement

Yves Evrard : est ancien élève de l'Ecole Polytechnique de Paris et docteur en Sciences de Gestion de l'Université Paris-Dauphine. Il a été Doyen Associé à la Recherche d'HEC et a été professeur visitant dans plusieurs universités internationales: University of California, Berkeley ; Stern School, NYU (New York Univerity) ; UFRGS et FGV (Brésil) ; ESADE, Barcelone.Ses centres d'intérêt principaux sont d'une part les méthodes de recherche

Roberta Feldman : docteur en psychologie de l'université de Pennsylvanie

Michel Ferrary : professeur de Gestion des Ressources Humaines à SKEMA Business School

Michel Féron : professeur associé au Reims Management School. Il a consacré des études sur la confiance comme le fondement du management et sur l'évaluation de la fonction ressources humaines au développement durable.

Elena Filippova: enseignante à l'Institute of Ethnology and Anthropology Russian Academy of Science, Centre for ethnopolitical researches

Jean-Paul Fourmentraux: Il est spécialisé dans l'innovation socioéconomique et de l'internet, la sociologie du travail artistique, l'appropriation et l'usage des TIC et la sociologie de la communication. Il est également chercheur associé au Centre de sociologie de l'innovation à l'École nationale supérieure des mines de Paris.

Armand Fremont : est un géographe français. Il est surtout connu pour être à l'origine du concept d'« espace vécu » en géographie, dans son ouvrage de 1976, *La région, espace vécu*. Cela a fait de lui un des moteurs de la géographie des perceptions et des représentations. Son concept d'« espace vécu » se rapproche de celui de territoire en tant qu'espace approprié. Il a aussi écrit de nombreux ouvrages de géographie régionale concernant la Normandie.

Jean Frisou : professeur de marketing à l'INSSEC

Gabriel Gallezot : Maître de conférences à l'université de Nice Sophia Antipolis. Membre du laboratoire I3M (EA3820) Information Milieux Médias Médiation. Co-responsable de l'Unité Régionale de la Formation à l'Information Scientifique et Techniques. Membre du CNU 71e section. Co-fondateur de l'Archive Ouverte : @rchiveSIC. Travail réalisé avec le CCSD (CNRS) Ingénieur Qualité chez LTU technologie. Son domaine de recherche porte sur l'analyse des outils du web dans le champ de la publication scientifique.

Claire Gaillard Lise Étudiante en master 2 d'histoire contemporaine à l'ENS de Lyon.

Elizabeth Gardere : Maître de conférences HDR en sciences de l'information et de la communication *à l'université de bordeaux*

Wahid Gdoura : est professeur à l'Institut supérieur de documentation à l'université de la Manouba à Tunis.

Taher Ghalia : Directeur de la division du développement muséographique à l'I.N.P. et Conservateur en chef du musée national du Bardo, est un chercheur spécialisé dans l'Antiquité tardive.

Philippe Geffroy : Consultant Junior en Intelligence Économique

Mickaël Gléonnec : Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris XIII. Dans le cadre du changement organisationnel, ses recherches portent sur les relations entre lien social et communication.

Jean-Louis Genard : directeur de l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française "La Cambre", il est professeur à l'Institut de sociologie à l'Université Libre de Bruxelles-Belgique, là où il enseigne la sociologie générale et urbaine et la philosophie. Il s'intéresse essentiellement à la notion de citoyenneté et à la sociologie de l'éthique.

Sylvain Genevois : maitre de conférences en sciences de l'éducation à l'université Cergy pontoise

Kyle Gerard : professeur à Clemson university

Nathalie Girard : chercheur associé en géographie MCF.

Jean-Jacques Girardot : maître de conférences en sciences économiques, coordinateur scientifique de l'action européenne CAENTI, Université de Franche-Comté. Il est chargé des actions de coordination du réseau européen d'intelligence territoriale et s'interroge sur l'usage des technologies de l'information dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Dang Nguyen Godefroy : professeur des écoles

Vincent Gollain : docteur en sciences économiques de l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Allan E Goodman : professeur à l'université de Princeton

Anne Gotman : directrice de recherches au CNRS-CERELIS (Centre de recherche sur les liens sociaux-CNRS/université Paris5-René Descartes) et sociologue. Elle s'intéresse aux stratégies individuelles et collectives, à l'appropriation de l'espace, aux politiques publiques de transmission patrimoniale, etc.

Gino Grammacia: docteur en Sciences de l'Information et de la Communication (Bordeaux 3) ; Professeur, IUT de Bordeaux avec comme thématiques de recherche : communication des organisations, structures et stratégies de la technoscience. Membre de la SFSIC.

Luc Grivel : docteur en science de l'information et exerce actuellement la profession de maître de conférences au Sorbonne-Panthéon à l'Université de Paris I. il est également expert-évaluateur de projet de recherche et d'innovation technologique.

Yves Guermond : professeur émérite à l'Université de Rouen

France Guérin pace : géographe à l'Ined, co-responsable de l'unité de recherche « Identités et territoires des populations ». Elle est aussi Directrice adjointe du GIS Collège International des Sciences du Territoire (CIST).

Marria Vittoria Guillianni : chercheur au National research council, institute of cognitive sciences and technologies

Mohammed Haddad : docteur en sciences de l'information et de la communication, assistant à l'Institut Supérieur de gestion de Gabes

Philippe Herbeux : docteur en sciences de l'information et de la communication

Laurent Hermel : administrateur, diplômé de HEC, maîtrise en sciences, licence en sciences économiques. Ancien administrateur à la Direction générale de la Poste, ancien professeur-consultant à l'Institut de management public et au Centre de formation des personnels

communaux, créateur du cours de marketing public à l'ENSAE (École nationale de la statistique et de l'administration économique)

Melville J. Herskovits : professeur à la Northwestern University considéré comme une sommité de l'anthropologie moderne parmi ses travaux les bases de l'anthropologie moderne

Jean Melville Herskovits : anthropologue américain. Parmi ses publications, on peut citer : L'héritage du Noir : mythe et réalité, Présence africaine, 1962

Geert Hofstede : psychologue néerlandais né en 1928. Il a été inspiré par le culturalisme. Son approche de la culture est basée sur la définition donnée par l'anthropologue américain Kluckhohn

Robert Hofstadter : il a obtenu son doctorat en physique à l'université d'Oregon en 1975. Il est en 2005 professeur de sciences cognitives et d'informatique, professeur adjoint d'histoire et de philosophie des sciences, philosophie, littérature comparée et psychologie à l'université d'Indiana à Bloomington, où il dirige le Centre de Recherche sur les Concepts et la Cognition

Michael Huberman : professeur en sciences économiques à l'université de Genève

Marc Jacquemain : professeur de sociologie à l'Université de Liège. Il est membre du comité de rédaction de la revue belge Politique, revue de débats

Brad Jorgensen : professeur en psychologie sociale et chercheur au Centre for Sustainable Regional Communities

Michael Keating : professeur en sciences politiques à l'université deAberdeen, part-time Professor at the et Edinburgh, directeur de l'ESRC

audrey Knauf : docteur en science de l'information et de la communication université de NancyMaître de conférences à l'université de Lorraine chercheur en intelligence économique et en Knowledge management.

Susan Kleine Schultz : professeur associée en sciences de l'éducation

Kislin Philippe : docteur en science de l'information et de la communicationmaître de Conférence à l'université de Vincennes (Paris 8). Il fait parti du groupe de recherche L'équipe INDEX, crée en 2010, a repris l'activité du GREC (Groupe de Recherche Ethnométhodologie et Cognition).

RichardLaganier : géographe, Université de Lille 1, Laboratoire "Géographie des milieux anthropisés"

AgnèsLancini : maître de Conférences, section CNU : 06. Système d'information. Aix Marseille Université courriel

Lardon Sylvie : HDR en biométrie directrice de recherche INRA, professeure extérieure ENGREF

LarivetSophie : enseignant-chercheur en sciences de gestion

Serge Latouche : professeur émérite à la faculté de droit, économie et gestion Jean Monnet (Sceaux) de l'Université Paris-Sud 11. Il est directeur du Groupe de recherche en

anthropologie, épistémologie de la pauvreté (GRAEEP). Il est l'un des fondateurs de la Revue d'étude théorique et politique de la décroissance Entropia. Il dirige depuis 2013 la collection Les précurseurs de la décroissance aux éditions Le Passager clandestin.

Norbert Lebrument : maître de conférences titulaire d'un doctorat en sciences de gestion de l'université de Rennes

Dorothy E. Leidner : professeur en science de l'information et de la communication à l'université de Mannheim en Germanie

Humbert Lesca : professeur émérite des universités

Nicolas Lesca : professeur des universités à l'Université Claude Bernard, Lyon 1, Chercheur au CERAG

Anne Leyval Granger :docteur en droit public, Avocat au Barreau de Lyon depuis 1998, Maître de Conférences à l'UPEC (Université Paris Est Créteil) depuis 2002, Co-Directrice du Département Information-Communication en communication politique et publique de l'UPEC, elle a également été Chargée de cours à Sciences-Po Lyon en Master 2 en droit des journalistes et de la propriété intellectuelle. Anne Leyval-Granger est spécialisée dans le droit des collectivités locales et particulièrement dans leur communication.

Ralph Linton : anthropologue américain a enseigné l'anthropologie à l'université Columbia puis à Yale et a mené des enquêtes ethnologiques dans les îles Marquises, à Madagascar, chez les Indiens comanches en Oklahoma.

Hbib Louizi : directeur Général de Office des Tunisiens à l'Etranger, chef de cabinet au ministère des affaires sociales titulaire d'une maîtrise en langue de la faculté des lettres et sciences humaines-9avril-Tunis.

Pascal Lointier : président du Clusif (Club de la sécurité des systèmes d'informaion français

Salma Loudiyi : docteur en géographie

Thomas Luckmann : professeur de Sociologie à l'Université de Constanceen Allemagne. Depuis 1994, il est professeur honoraire.

Hans Peter Luhn : informaticien allemand qui a travaillé pour la société IBM. On lui doit entre autres la Formule de Luhn, l'algorithme d'indexation de Luhn et la méthode de concordance

Gloria Negrete Mcleod : politicienne américaine représentant l'état de Californie en 2013

Branislav Malinowski : ethnographe et anthropologue d'origine polonaise

Robert Manning : professeur en resources naturellesà l'universitédu Vermont

Christian Marcon : docteur en sciences économiques de l'université de Poitier

Yves Michel Marti : ingénieur Sup'Télécom et MBA Insead, a été ingénieur concepteur de radars chez Dassault Electronique, puis chez Pacific Monolithics et Hewlett-Packard dans la Silicon Valley où ses travaux ont été primés par la National Science Foundation. Il a

ensuite été vendeur, directeur marketing puis directeur business development au sein du groupe Lucas Industries en Grande-Bretagne. Il a enseigné à l'Université de Californie à Berkeley, à HEC, et à la Fundação Dom Cabral au Brési

Bruno Martinet : professeur *d'*Intelligence Économique à l'école des Mines de Paris.

Henri Martre : est une figure de l'aéronautique. Ancien patron d'Aérospatiale (l'ex-branche française d'EADS), président du comité stratégique du Gifas (le groupement des industriels du secteur), il siège aussi au conseil d'administration de la Sogepa, la holding publique

Stacey Menzel Baker: professeur en Marketing et Sustainable Business Practices. Docteur de l'université du Nebraska

Vincent Meyer : Sociologue, Professeur des universités en sciences de l'information et de la communication à l'université Nice Sophia Antipolis chercheur au laboratoire I3M. Chercheur et vice président du Centre de recherche sur les médiations (CREM) à Août 2013 où il développe la dimension communicationnelle dans les sociologies du travail, des compétences et de l'expertise ; il travaille aussi sur les logiques et stratégies de transmission des informations au sein de différentes organisations. Il œuvre au développement de partenariats scientifiques (publications, recherches et séminaires communs) avec les enseignants-chercheurs en sciences de l'information et de la communication en Europe et au Maghreb Il a participé à plusieurs ouvrages collectifs et, est l'auteur de nombreux articles scientifiques dans le domaine de la communication organisationnelle.

Jean Pierre Michaelli : maître de conférences à l'université du Littoral Côte d'Opale

Matthew Miles : professeur en psychologie sociale

Alexandre Moine : professeur de géographie à l'Université de Franche-Comté, rattaché au Laboratoire ThéMA, dont il est depuis 2010 responsable

Nicolas Moinet : professeur des universités à l'IAE de Poitiers spécialisé en intelligence territoriale

Kevin Morgan : professeur à la Cardiff University, UK

Ezzedine Moudoud :docteur en développement des administrations et développement régional

Balkis Mzioudet : docteur en sciences de l'information et de la communication, université de Lorraine

IkujiroNonaka *:* professeur émérite japonais à l'Université Hitotsubashi Graduate School of International Corporate

Deepa Narayan : directeur de projet dans la banque mondiale

Carla O'Dell : président del'APQC et experte en knowledge management

Laroussi Oueslati : universitaire et homme politique français né le 25 juillet 1960 à Carthage (Tunisie). Il est conseiller régional PRG de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis mars 2004 et conseiller municipal à Toulon depuis octobre 2004 après l'avoir déjà été de 1995 à 2001. Il a été vice-président de l'université du Sud-Toulon-Var de 2002 à 2007

Rémy Pautrat :haut fonctionnaire français, ex-directeur de laDirection de la surveillance du territoire (DST, d'août 1985 à avril 1986). Il est l'un des initiateurs en France du développement de l'intelligence économique.

Bernard Pecqueur : professeur des universités économiste aménageur à Grenoble.

François Perroux : il fait ses études universitaires à la Faculté de Droit de Lyon. Diplômé d'études supérieures en lettres, en 1924, il soutient son doctorat de droit.

Edgar Person Talcott : sociologue américain qui a élaboré une théorie qu'il appelle fonctionnalisme systémique de l'action.

Jefrey Pfeffer : professeur en management à l'université de Stanford.

François Perroux : il fait ses études universitaires à la Faculté de Droit de Lyon. Diplômé d'études supérieures en lettres, en 1924, il soutient son doctorat de droit : Le problème du profit1, sous la direction de René Gonnard (1874-1966). Il est alors reçu major de l'agrégation en 1928 et nommé agrégé à la Faculté de Droit de Lyon.

Yvon Pesqueux : obtient un doctorat en économie à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne en 1975 et l'agrégation des techniques économiques de gestion la même année. En 2011, il est fait Docteur Honoris Causa, Université Danubius, Galati, Roumanie

Michel Picouet : professeur de Psychologie et de Civilisation et Littérature anglaise à La Sorbonne.

Michael Porter : est célèbre pour ses études sur la façon dont une entreprise peut obtenir un avantage concurrentiel (ou avantage compétitif) en maîtrisant mieux que ses rivaux les forces qui structurent son environnement concurrentiel. Cette maîtrise des forces de la concurrence s'illustre par le déploiement d'une chaîne de valeur qui caractérise le modèle économique de l'entreprise. Porter a également formalisé sur le plan théorique la notion de pôle de compétence géographique, au point que le terme porte son nom en anglais : Porter's clusters. Michael Porter a ensuite participé à la fondation du cabinet de conseil en stratégie Monitor Group, dont il est encore un des vice-présidents. L'un des principaux apports théoriques de Porter consiste en une modélisation de l'environnement concurrentiel de l'entreprise sous la forme de cinq facteurs

Laurence Potvin Solis : responsable scientifique du programme de l'université d'automne, maître de conférences en droit public, Chaire Jean Monnet

BernardPras : professeur à l'université Paris-Dauphine et à l'Essec Business School.

Jean Yves Prax : un des pionniers français en Knowledge Management. Il a introduit cette approche dans des dizaines de grandes entreprises françaises et internationales. Il a joué un rôle important dans l'entrée de la France dans la Société de l'information et le management des *nouveaux territoires* et est intervenu dans la modernisation de l'appareil territorial de l'Etat, et sur le développement durable de plusieurs pays en développement.

Marc-Urbain Proulx *:* économiste et professeur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC), Marc-Urbain Proulx, est nommé sous-ministre associé aux Régions au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire par la première ministre Pauline Marois. En poste pour une période de trois en plus de devoir gérer sa propre organisation, Marc-Urbain Proulx pourra, par développer une politique d'occupation du

territoire ou de développement des régions, comme le veut la première ministre du Québec. Il quittera ses fonctions d'enseignement à la fin de la session pour se consacrer à temps plein à son nouvel emploi. Il est directeur de la maîtrise en gestion des organisations à l'UQAC.

Larry Prusak : chercheur et consultant fondateur de « l'Executive Director of the Institute for Knowledge Management (IKM) ». Sa plus récente publication est Knowledge Management and Organizational Learning

DenisRecquier-Desjardins : professeur des Universités en Economie.

Gilbert Rist : professeur à l'Institut de hautes études internationales et du développement (graduate institute of development studies) à Genève. Il est bien connu pour son livre sur le concept et la pratique du développement, Le développement : histoire d'une croyance occidentale, traduit en anglais, en espagnol et en italien.

Dermont Philippe Robert : professeur des universités à l'université de rennes docteur en sciences de gestion et en philosophie

Guy Rocher : sociologue, professeur et conférencier québécois. Il est professeur en sciences sociales au département de sociologie de l'Université de Montréal et chercheur au Centre de recherche en droit public.

Patrice Rossel : professeur à l'IAE de l'Université Toulouse 1, directeur du GRACCO-GDR CNRS, responsable du Master MRH de l'IAE Toulouse

Françoise Rossion : spécialisée en gestion des connaissances et gestion électronique de documents depuis une vingtaine d'années

Walt Whitman Rostow : économiste et théoricien politique américain. Il a formulé une théorie du développement et des conditions de la croissance qui a marqué les années soixante. Il a été le conseiller spécial pour la sécurité nationale du président Johnson dans les années 1960

Fausto Rotelli : nommé conseiller technique chargé des affaires européennes et internationales de Luc Chatel, secrétaire d'Etat chargé de l'Industrie et de la Consommation et porte-parole du gouvernement

Elyette Roux : professeur des universités depuis 2008 : Directeur du laboratoire de recherche en gestion d'Aix-Marseille - Université Paul Cézanne (EA4225)

Daniel Rouach : professeur Associé à ESCP Europe, rattaché au département Stratégie, Hommes et Organisation

Cécile Godé Sanschez : enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air. Elle a consacré des études sur le management des connaissances, la transmission des compétences et le rôle des systèmes d'information dans la prise de décision.

Renaud Sainsaulieu : docteur d'Etat en Lettres et Sciences Humaines est professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il a dirigé au CNRS, le Centre d'Etudes Sociologiques et fondé le LSCI (Laboratoire de sociologie du changement des institutions) . Psychologue et sociologue, il porte un intérêt central aux relations du travail.

Gérald. R Salancik : professeur en management à l'université de l'Illinois

Edgar Schein : professeur au MIT Sloan School of Management. Il est reconnu dans le domaine du développement organisationnel, y compris le développement de carrière et la culture organisationnelle. Il est l'inventeur du concept culture d'entreprise.

Donald A Schön : un penseur et un pédagogue influent dans le monde anglo-saxon, à l'origine de travaux sur les stratégies d'apprentissage réflexives par la pratique.

Jhon Scott Long : professeur en sociologie et statistiques à l'université de l'Indiana

Burrhus Frederic Skinner : psychologue penseur américain. Fondateur du béhaviorisme radical, il a été fortement influencé par les travaux d'Ivan Pavlov et ceux du premier béhavioriste John Watson. Il a été élu par ses pairs comme l'un des psychologues les plus importants du XX^{e} siècle et aussi comme l'un des scientifiques les plus influents de ce siècle

Richard.C Stedman : professeur associé en ressources naturelles au college of agriculture and life science

Patrick Storhaye : président de la société de conseil Flexity, fondateur du site Internet « RH info », il a été en charge de la stratégie RH d'ADP France, cofondateur de la société Shared Value et DRH chez Groupama et CPR. Il donne de nombreuses conférences et intervient en mastère RH ainsi qu'en école de commerce, notamment à HEC Executive, Toulouse Business School, France Business School et à l'université d'Angers.

Christophe Stroai : diplômé en sciences politiques et en droit directeur de l'IUT de corse

Hirotaka Takeuchi : professeur en Strategie des organizations à la Harvard Business School

Angélique Tholoniat : docteur en sciences économiques à l'université de Saint-Etiennemembre de la cellule Intelligence Economique

Sylvie Thomas : doctorante I3m-EA Université du Sud Toulon Var Enseignante Artistique Musique et Danse, Conservatoire National de Région

Thierno Tounkara : maitre de conférences en sciences de l'information au sein du département DSI sciences de l'information Telecom école de management

Suzanne Tremblay : professeur et femme politique fédérale du Québec

Harry Truman : 33^{e} président des États-Unis. Élu comme vice-président de Franklin D. Roosevelt en 1944, Truman lui succède à sa mort le 12 avril 1945. Truman préside à la fin de laSeconde Guerre mondiale

Alan Turing : est un mathématicien, cryptologue et informaticien britannique diplomé de l'université de Princeton

Edward Tylor : premier titulaire d'une chaire d'anthropologie à l'université d'Oxford il propose un traitement statistique des données ethnographiques afin de rechercher les corrélations entre les institutions. Souscrivant à la thèse évolutionniste en honneur à l'époque, il y intégra ses analyses de la religion et des mythes, perçus comme des survivances de l'état sauvage. Il est considéré aujourd'hui comme le fondateur de l'anthropologie britannique, il est notamment célèbre pour sa définition ethnologique de la culture.

Norman Uphoff: professeur en sciences sociales et directeur de la Cornell Institute of Public affairs

Wim Van spengen : anthropologue

Bruno Villalba : maître de conférences en science politique, Université de Lille 2, CRAPS et IFRESI.

Jacques Villain : a étudié la physique à l'École Normale Supérieure**.** De 1970 à 1975, il a travaillé comme chercheur à l'Institut Laue-Langevin à Grenoble, puis de 1975 à 1984 au Centre d'Études Nucléaires de Grenoble. Jacques Villain est également éditeur en chef des Comptes rendus de l'Académie des sciences

Frédéric Wacheux : docteur en sciences de gestion a été nommé directeur du CEREQ (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) en janvier 2010

John Broadus Watson :psychologue américain, fondateur du béhaviorisme**.** Voulant faire de la psychologie une science objective

Clyde Weaver : théoricien de l'économie régionale

Harold Wilensky : sociologue américain, professeur émérites à l'université de Californie

Michael Woolcock : chercheur en développement social spécialiste des recherches en développement de la banque mondiale groupe de washington

Mike Young : chercheur à l'université Adelaide directeur exécutif de l'institut de l'environnement

Manuel Zacklad : professeur à l'université de technologie de Troyes

Richard Zaltman : professeur en marketing à la harvard business school

Pierre Zémor : est un dirigeant d'entreprises français, ensuite membre du Conseil d'État, auteurs de plusieurs ouvrages et chargé de cours dans plusieurs grandes écoles.

Hayet Zerouali : docteur en sciences de l'information et de la communication université de Lorraine

Terry Zimmer : consultant et enseignant dans les domaines de la veille, de la communication et de la réputation en ligne, chargé du pôle veille et prospective

Bertrand Zuindeau : économiste, Université de Lille 1.

Liste Des Tableaux

Tableau 1. récapitulatif des caractéristiques de la culture 31

Tableau 2.Les échelles de mesures de l'attachement au lieu (Philippe Robert Demontrond, Christine Bougeard Delfosse, 2010 :10) 43

Tableau 3. L'intelligence stratégique territoriale Zimmer (2009) 56

Tableau 4. L'intelligence économique territoriale Zimmer (2009) 57

Tableau 5. La veille professionnelle pour les collectivités Zimmer (2009) 57

Tableau 6. L'intelligence politique Zimmer (2009) 58

Tableau 7. Les territoires numériques Zimmer (2009) 58

Tableau 8. Modèle de productivité et de qualité territoriale (Construit à partir de Bernard Pecqueur ,2005 : 9) (Steven Coissard et Bernard Pecqueur, 2007 :14) 73

Tableau 9. Récapitulatif des diverses approches de l'intelligence économique 82

Tableau 10. 2Graduation des pratiques de l'Intelligence économique (CIGREF, 2003 :21) .. 84

Tableau 11. Adaptation de la démarche globale du projet d'IET (Bouchet et al, 2007) 87

Tableau 12. Comparatif IE destinées aux entreprise et IET Bouchet (2007) 88

Tableau 13. Adaptation des finalités et travail de la veille territoriale Lesca (2005 : 6) 90

Tableau 14. Les relations d'influence dans le lobbying Attarça (2000 :7) 93

Tableau 15. Schématisation des approches du KM adaptée des travaux de D.Bretones et S. Antoine (2009 :18) 103

Tableau 16. Les ressources politiques de l'organisation Mourad Attarça, (2000 : 7) 128

Tableau 17. Montants transférés des TRE pour Médenine et Nabeul Belhedi.A (1989 : 11) 192

Tableau 18. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable identité à la région . 214

Tableau 19. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable identité à la région 215

Tableau 20. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable attachement à la région 215

Tableau 21. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable attachement à la région 216

Tableau 22. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable solidarité envers la région 217

Tableau 23. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable solidarité envers la région 217

Tableau 24. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable pratiques de surveillance de l'environnement 218

Tableau 25. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable pratiques de surveillance de l'environnement 220

Tableau 26. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel 220

Tableau 27. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel 221

Tableau 28. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable pratiques d'influence sur l'environnement 222

Tableau 29. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable Pratiques d'influence sur l'environnement 223

Tableau 30. Les caractéristiques de la tendance centrale de la capitalisation sur les savoirs et savoir-faire 223

Tableau 31. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable capitalisation sur les savoirs et savoir-faire 224

Tableau 32. Les caractéristiques de la tendance centrale du partage et diffusion des connaissances 225

Tableau 33. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable partage et diffusion des connaissances 225

Tableau 34. Récapitulatif des dimensions du sentiment d'appartenance et de l'ITA en référence à la population des responsables 226

Tableau 35. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable identité à la région . 228

Tableau 36. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable identité à la région 228

Tableau 37. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable attachement à la région 229

Tableau 38. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable attachement à la région 230

Tableau 39. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable solidarité envers la région 230

Tableau 40. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable solidarité envers la région 231

Tableau 41. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable appréciation des dispositifs de développement 232

Tableau 42. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable appréciation des dispositifs de développement 233

Tableau 43. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable échange d'information avec les acteurs de développement 234

Tableau 44. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable échange d'information avec les acteurs de développement 235

Tableau 45. Les caractéristiques de la tendance centrale de la variable évaluation du développement de la région 235

Tableau 46. Les fréquences relatives des indicateurs de la variable évaluation du développement de la région 236

Tableau 47. Récapitulatif des items des notions de sentiment d'appartenance et d'ITP en référence à la population locale 236

Tableau 48. Test de comparaison du SA entre population de responsables et population locale 238

Tableau 49. Comparatif du sentiment d'appartenance des responsables et de la population locale 239

Tableau 50. Test de comparaison des moyennes de la population des responsables des deux régions de Nabeul et de Médenine 239

Tableau 51. Comparatif des tendances centrales des responsables et de la région de Nabeul et de Médenine 240

Tableau 52. Comparatif des tendances centrales de la population locale et de la région de Nabeul et de Médenine 242

Tableau 53. Matrice des composantes de la variable Identité à la région 243

Tableau 54. Matrice des composantes de la variable attachement à la région 243

Tableau 55. Matrice des composantes de la variable solidarité envers la région 244

Tableau 56. Matrice des composantes de la variable pratiques de surveillance de l'environnement 245

Tableau 57. Matrice des composantes de la variable pratiques de protection du patrimoine immatériel 245

Tableau 58. Matrice des composantes de la variable pratiques d'influence sur l'environnement 246

Tableau 59. Matrice des composantes de la variable capitalisation sur les savoirs et savoir faire 246

Tableau 60. Matrice des composantes de la variable partage et diffusion des connaissances 247

Tableau 61. Récapitulatif des résultats de l'ACP pour les notions de sentiment d'appartenance et d'ITA en référence à la population de responsables 247

Tableau 62. Matrice des composantes de la variable Identité à la région 249

Tableau 63. Matrice des composantes de la variable attachement à la région 249

Tableau 64. Matrice des composantes de la variable solidarité envers la région 250

Tableau 65. Matrice des composantes de la variable Appréciation des dispositifs de développement 250

Tableau 66. Matrice des composantes de la variable Échange d'information avec les acteurs de développement ..... **Erreur ! Signet non défini.**

Tableau 67. Matrice des composantes de la variable Évaluation du développement de la région 252

Tableau 68. Récapitulatif des résultats de l'ACP pour les notions de sentiment d'appartenance et d'ITP en référence à la population locale 252

Tableau 69. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de surveillance de l'environnement 254

Tableau 70. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de surveillance de l'environnement 255

Tableau 71. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de protection du patrimoine immatériel 256

Tableau 72. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de protection du patrimoine immatériel 257

Tableau 73. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques d'influence sur l'environnement 258

Tableau 74. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques d'influence sur l'environnement 259

Tableau 75. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire 260

Tableau 76. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire 261

Tableau 77. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et les pratiques de partage et diffusion des connaissances 262

Tableau 78. L'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs aux pratiques de partage et diffusion des connaissances 263

Tableau 79. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et l'appréciation des dispositifs de développement 264

Tableau 80. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs à l'appréciation des dispositifs de développement 265

Tableau 81. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et l'échange d'information avec les acteurs de développement 266

Tableau 82. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs à l'échange d'information avec les acteurs de développement 267

Tableau 83. Matrice de corrélation entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et l'évaluation du développement de la région 267

Tableau 84. Test de l'interdépendance entre les indicateurs du sentiment d'appartenance et ceux relatifs à l'évaluation du développement de la région 268

Tableau 85. Modèle externe identité à la région 272

Tableau 86. Modèle externe de l'attachement à la région 273

Tableau 87. Modèle externe de la solidarité envers la région 274

Tableau 88. Modèle externe de la variable « pratiques de surveillance de l'environnement » 275

Tableau 89. Modèle externe de la variable « pratiques d'influence sur l'environnement » .. 276

Tableau 90. Modèle externe de la variable « Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire » 277

Tableau 91. Modèle externe de la variable « Partage et diffusion des connaissances » 278

Tableau 92. Fiabilité du modèle global SA/ITA 280

Tableau 93. Cross loadings des variables du modèle global SA/ITA 282

Tableau 94. Validité convergente du modèle global SA/ITA 283

Tableau 95. Validité discriminante du modèle global SA/ITA 284

Tableau 96. Qualité d'ajustement du modèle global SA/ITA 284

Tableau 97. Modèle externe identité à la région 290

Tableau 98. Modèle externe de l'attachement à la région 291

Tableau 99. Modèle externe de la solidarité envers la région 292

Tableau 100. Modèle externe de la variable appréciation des dispositifs de développement 294

Tableau 101. Modèle externe de la variable échange d'information avec les acteurs de développement 295

Tableau 102. Modèle externe de la variable évaluation du développement de la région..... 296

Tableau 103. Fiabilité de la mesure du modèle global SA/ITP 297

Tableau 104. Cross loadings des variables du modèle global SA/ITA 298

Tableau 105. Validité convergente du modèle global SA/ITP 299

Tableau 106. Validité discriminante du modèle global SA/ITP 299

Tableau 107. Qualité d'ajustement du modèle global SA/ITP 300

Tableau 108. Récapitulatif des tendances centrales des responsables et de la population locale 307

Liste Des Figures

Figure 1. Facteurs endogènes propices à l'émergence et au dynamisme du développement régional et territorial, Estelle Delay (2005 : 88)..... 49

Figure 2. Le processus d'intelligence territoriale www.Zeknowlege.com 69

Figure 3. Présentation des grands types de dispositifs territoriaux d'assistance aux entreprises Knauf (2009 : 12) 76

Figure 4. Le cycle du renseignement militaire adapté de (Harbulot, 2004)..... 83

Figure 5. Définitions croisées de l'IE (Goria, 2006 :10)..... 85

Figure 6. L'IET les notes de l'ETD (2004 : 12)..... 86

Figure 7. Adaptation au territoire de la schématisation du rôle des différents acteurs dans la pratique de protection du patrimoine immatériel le groupe Cigref 2008 :13 96

Figure 8. Les quatre modes de conversion de connaissances Nonaka I. et Takeuchi H., (1997) 101

Figure 9. Le KM modélisé sous forme d'une marguerite Ermine (2001). 105

Figure 10. Définitions croisées du KM (Stéphane Goria 2006 :10)..... 107

Figure11. Knowledge management territorial Prax 2002 108

Figure 12. Processus d'Intelligence Territoriale (Zeknowledge.com) 115

Figure 13. Système territorial Genevois et Carlot (2011) 122

Figure 14. Le modèle de veille informationnelle 127

Figure 15.Processus de conversion des connaissances adapté par Françoise Rossion 2009 . 130

Figure 16. Nabeul région du Nord-Est, site de l'Agence de promotion des investissements extérieurs APIE 160

Figure 17. Médenine région de Sud, Site de l'APIE..... 163

Figure 18.Étude faite dans le cadre du projet Migration de retour au Maghreb (MIREM) (2006) 190

Figure 19. Nabeul.info (2014)..... 193

Figure 20. Nabeul.net (2014) 195

Figure 21. Djerba.net (2014)..... 197

Figure 22. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable Identité à la région..... 272

Figure 23. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable attachement à la région 273

Figure 24. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable solidarité envers la région 274

Figure 25. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « pratiques de surveillance de l'environnement» 276

Figure 26. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « Pratiques d'influence sur l'environnement 277

Figure 27. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire » 278

Figure 28. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable « Partage et diffusion des connaissances » 279

Figure 29. Modèle de mesure de la relation entre le sentiment d'appartenance et l'ITA 280

Figure 30. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable Identité à la région..... 291

Figure 31. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable attachement à la région 292

Figure 32. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable solidarité envers la région 293

Figure 33. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable appréciation des dispositifs de développement 294

Figure 34. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable échange d'information avec les acteurs de développement 295

Figure 35. Modèle de mesure unidimensionnel de la variable évaluation du développement de la région..... 296

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE 7

PARTIE I. 21

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INSTRUMENTALISATION DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL 21

CHAPITRE I. 25

SENTIMENT D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE : IDENTITE, ATTACHEMENT ET MANIFESTATIONS DE SOLIDARITÉ 25

1. Culture identitaire et sentiment d'appartenance 27

1.1.Émergence de la notion de culture 27

1.2. Délimitation de la notion de Culture 29

1.2.1. Les différentes dimensions de la culture 32

1.3. Capital social et territoire 33

1.3.1. Le Capital social 33

1.3.2. Le Territoire 35

1.3.3. La région 37

1.3.4. Patrimoine culturel immatériel 38

1.3.4.1. Valeurs culturelles et sentiment d'appartenance 39

2. Intelligence territoriale : territorialisation de l'intelligence économique et du Knowledge Management 49

2.1. Les différentes approches de l'intelligence territoriale 50

2.1.1. L'approche pragmatique de l'intelligence territoriale 50

2.1.2. L'approche écologique de l'intelligence territoriale 51

2.1.3. L'approche sémantique de l'intelligence territoriale 52

2.2. À propos de l'intelligence territoriale 54

2.3. Le développement régional 59

2.3.1. La notion de développement 59

2.3.2. L'approche territoriale du développement 61

CHAPITRE II. 65

MANAGEMENT COMMUNICATION PUBLIQUE ET TERRITORIALE ET INTELLIGENCE COLLECTIVE 65

1. Intelligence territoriale : quelle conformité aux pratiques managériales 67

1.1. La référence à la théorie de l'avantage concurrentiel de Michael Porter 70

1.2. La référence aux modèles d'assistance aux entreprises 74

1.3. L'adaptation de nouvelles formes de management à l'échelle territoriale 76
1.3.1. L'intelligence économique 78
1.3.1.1. Quelques approches théoriques de l'intelligence économique 78
1.3.1.1.1. L'approche historique 78
1.3.1.1.2. L'intelligence économique à travers les différents courants d'influence 79
1.3.1.2. À propos de l'intelligence économique 82
1.3.1.3. L'intelligence économique territoriale 85
1.3.1.4. Les dispositifs de l'intelligence économique 88
1.3.1.4.1. Les pratiques de surveillance de l'environnement 89
1.3.1.4.2. Les pratiques d'influence sur l'environnement 92
1.3.1.4.3. Pratiques de protection du patrimoine immatériel 94
1.3.2. Le Knowledge management 97
1.3.2.1. Approches théoriques du knowledge management 97
1.3.2.1.1. Le Knowledge management assimilé à la gestion des connaissances 97
1.3.2.1.2. Le Knowledge management assimilé à l'apprentissage organisationnel 99
1.3.2.1.3. Le Knowledge management assimilé à un processus de création de connaissance 100
1.3.2.1.4. Approches complémentaires au Knowledge management 102
1.3.2.2. Du knowledge management 103
1.3.2.3. Le Knowledge Management territorial 107
1.3.2.4. Les dispositifs du knowledge management 109
1.3.2.4.1. La capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire 110
1.3.2.4.2. Partage et diffusion des connaissances 110
2. Communication publique et territoriale et développement régional 111
2.1. Pratiques informationnelles et communicationnelles face à l'intelligence territoriale 112
2.2. Mécanismes communicationnels pour le développement territorial 119
2.2.1. Communication publique 119
2.2.2. Système d'information territorial 123
2.3. Dispositifs communicationnels et informationnels en référence à l'intelligence territoriale 125
2.3.1. Les pratiques de surveillance de l'environnement 125
2.3.2. Les pratiques d'influence sur l'environnement 127
2.3.3. Pratiques de protection du patrimoine immatériel 129
2.3.4. Capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, partage et diffusion des connaissances 129
3. Synthétisation et modélisation du lien entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale 130
3.1. Lien entre le sentiment d'appartenance et l'intelligence territoriale 132

3.1.1. Les variables de l'intelligence territoriale 138
3.1.2. Les variables culturelles d'attitude envers la région 143
3.1.3. Intelligence territoriale perçue 144
3.1.4. Présentation du modèle conceptuel 146
CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE 149
PARTIE II. 152
VALEURS CULTURELLES D'APPARTENANCE ET INTELLIGENCE TERRITORIALE À L'ÈPREUVE DU TERRAIN 152
CHAPITRE III. 156
RÉGIONS, ACTEURS TERRITORIAUX ET PRATIQUES DE DEVELOPPEMENT 156
1. Zones d'étude et méthodologie de recherche 158
1.1. Zones d'étude 158
1.1.1. Nabeul comme région d'étude 160
1.1.2. Médenine comme région d'étude 163
1.2. Présentation de la démarche méthodologique et enquête sur l'application concrète de l'intelligence économique et du knowledge management 167
1.2.1. La phase qualitative 167
1.2.1.1. Mise en œuvre de la phase qualitative 167
1.2.1.2. Les entretiens 168
1.2.1.3. L'analyse de contenu 168
1.2.2. La phase quantitative 169
1.2.2.1. L'épuration de la mesure 169
1.2.2.2. Fiabilité et structure factorielle finale de la mesure 169
1.2.2.3. La validité de l'échelle de mesure 170
1.2.2.4. Processus d'échantillonnage et définition de la population 171
2. Acteurs territoriaux et dispositifs communicationnels 173
2.1. Modalités de participation au développement 174
2.1.1. Problématique de développement et SIR 174
2.1.2. Le constat des disparités socio-spatiales 175
2.1.3. Mouvements de migration en Tunisie 178
2.1.4. Système d'information régional : rôle du CGDR et de l'ODS 178
2.1.4.1. La procédure du système d'information régional SIR 179
2.1.4.2. La procédure du système d'information géographique SIG 180
2.1.4.3. La procédure des études spécifiques 181
2.1.5. Nabeul, Médenine perspective d'approche participative 184

2.2. Accord de jumelage, communication et transfert de connaissances 185
2.2.1. CGDR et projets de jumelage 187
2.2.2. ODS et projets de jumelage 188
2.3. Communication publique pour une diaspora active 188
2.4 Revendications identitaires et pratiques communicationnelles valorisantes 192
3. Sentiment d'appartenance et sélection des actions de développement 198
3.1. Population de responsables et rapport à la région 200
CHAPITRE IV. RESULTATS ET DISCUSSIONS 207
1. Attitude envers la région et sélection de dispositifs de développement 209
1.1. Analyse exploratoire 211
1.1.1. Analyse descriptive par tri simple pour la population des responsables 211
1.1.2. Analyse descriptive par tri simple pour la population locale 212
1.2. Analyse de la fiabilité des échelles de mesure 213
1.2.1. Fiabilité des échelles pour la population des responsables 213
1.2.2. Fiabilité des échelles pour la population locale 227
1.3. Tests de comparaison des moyennes 237
1.3.1. Tests de comparaison des moyennes du sentiment d'appartenance entre les responsables et la population locale 238
1.3.2. Tests de comparaison des moyennes de la population de responsable entre la région de Nabeul et la région de Médenine 239
1.3.3. Tests de comparaison des moyennes de la population locale entre la région de Nabeul et la région de Médenine 241
1.4. Analyse en composantes principales. 242
1.4.1. Analyse en composantes principales de la population des responsables 243
1.4.2. Analyse en composantes principales de la population locale 248
L'identité à la région 248
2. Analyse bi-variée 253
2.1. Influence du sentiment d'appartenance sur l'ITA 253
3. Analyse confirmatoire 269
3.1. Les résultats pour le modèle en référence au questionnaire des responsables 271
3.1.1. Variables latentes en référence au sentiment d'appartenance 271
3.1.2. Variables latentes en référence à l'ITA 274
3.1.3. La fiabilité de la mesure du modèle global SA/ITA 280
3.1.4. Les poids factoriels du modèle global SA/ITA 282
3.1.5. Validité de la mesure du modèle global SA/ITA 283
3.1.6. Validation des hypothèses de recherche en référence à la relation SA/ITA 285

3.2. Les résultats pour le modèle en référence au questionnaire de la population locale 289
3.2.1. Variables latentes en référence au sentiment d'appartenance 290
3.2.3. La fiabilité de la mesure du modèle global SA/ITP 297
3.2.5. Validité de la mesure du modèle global SA/ITP 298
3.2.6. Validation des hypothèses de recherche 300
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE 305
CONCLUSION GÉNÉRALE 310
BIBLIOGRAPHIE 319